

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12956 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- MERCREDI 24 SEPTEMBRE 1986

Du « mouvement » entre Washington et Moscou

Les commentaires entendus ces jours-ci à Moscou et à Washington sur les relations des Deux Grands frappent par leur différence. Pour les États-Unis, comme M. Reagan vient de le dire à la tribune de l'ONU, il y a du « mouvement », donc de l'espoir, dans les négociations de désarmement, lesquelles sont entrées dans une phase « sérieuse ». Pour Moscou, au contraire, l'attitude américaine reste « décevante », négative et rigide sur la plupart des sujets. Il n'est donc pas question de partager un optimisme qui relève de la « manœuvre » intérieure ou extérieure.

Cette différence n'est pas pour surprendre : les dirigeants soviétiques ont pour tradition de faire la fine bouche devant les gestes de leur partenaire, précisément pour obtenir davantage dans les négociations. Même lorsque celles-ci débouchent sur des accords, l'optimisme est toujours réservé et éphémère. Et ce qui se passe aujourd'hui ne veut pas dire, bien au contraire, que les positions ne se sont pas rapprochées.

M. Reagan a en effet bougé sur un certain nombre de points. En renonçant à exiger que les avions chargés d'inspecter les mouvements de troupes en Europe soient fournis par les autorités d'autres pays que celles du pays inspecté, il a permis l'accord qui vient d'être conclu à Stockholm. Il s'est rapproché des Soviétiques en abaissant à 30 % (contre 50 %) à l'exportation le droit de douane sur les équipements militaires. Enfin, il ne dit plus à signer très vite, malgré les réserves de ses alliés, un accord sur les armements à moyenne portée (nucléaires) qui ne laisserait subsister qu'une faible partie des Pershing et missiles de croisière récemment installés en Europe. Comme M. Gorbatchev a lui aussi bougé sur tous ces points, des compromis sont à portée de main.

Un rapprochement est plus possible, mais tout de même des concessions sont nécessaires par Moscou. M. Reagan ne veut certes pas arrêter ou suspendre ses essais nucléaires, comme l'a fait l'URSS, mais il est prêt, moyennant un progrès aujourd'hui plus facile à obtenir sur les mesures de contrôle, à ratifier deux accords partiels conclus dans les années 70 : celui qui limite à 150 kilotonnes les essais souterrains et celui qui réglemente les explosions à usage civil.

On notera enfin la nouvelle présomption que le président américain donne de son initiative de défense stratégique (IDS), et qui équivaut à pincer M. Gorbatchev devant le choix suivant : ou bien l'URSS accède en 1991 aux fruits de la recherche américaine sur l'IDS en échange d'une décade de réduction, voire d'une élimination des armements nucléaires offensifs de part et d'autre : auquel cas aucun bouclier américain n'a besoin d'être déployé, l'ère post-nucléaire peut commencer ; ou bien M. Gorbatchev refuse l'arrangement, et dans ce cas-là seulement les États-Unis démontrent le traité de 1972 sur les antinutritives (ASB) et mettent en place leur système défensif.

On voit mal Moscou accepter tel quel ce marché, mais celui-ci ouvre tout de même la voie à des compromis. Après tout, entre les sept ans et demi que Washington propose au total pour s'en tenir au traité ASB et les quinze à vingt ans que réclament les Soviétiques, la fourchette n'est pas infranchissable.

Au regard de ces grands dossiers, les coups d'épingle que constituent l'affaire du journaliste américain Daniloff et les expulsions de diplomates soviétiques de New-York ne doivent pas représenter un obstacle insurmontable. Les perspectives de progrès devraient être en tout cas jugées suffisantes pour justifier un nouveau sommet.

(Lire page 3.)

La vague d'attentats relance le débat sur le rôle de la France au Proche-Orient

Mis à part le Front national, la classe politique continue d'affirmer sa solidarité avec le gouvernement de M. Chirac et d'approuver les mesures prises pour lutter contre le terrorisme. M. Jospin a ainsi déclaré, ce mardi 23 septembre, que le pouvoir « a la chance de bénéficier d'une opposition très responsable, ce qui n'était pas notre cas ». Cependant, les socialistes multiplient les interrogations sur le

lien entre la politique « hésitante » — selon M. Jospin, menée par M. Chirac au Proche-Orient et la vague d'attentats de ces derniers jours. Le premier ministre pourrait profiter du discours qu'il doit prononcer, mercredi, devant l'Assemblée générale des Nations unies pour préciser l'attitude de son gouvernement dans la région. D'autres responsables de la majorité ont expliqué, à plusieurs reprises, que

la position de la France aurait été rendue plus difficile par les engagements pris par le gouvernement socialiste lors des négociations qui ont permis, en avril 1983, la libération de M. Gilles Peyrolles, enlevé au Liban. Dans un article du « Matin », M. Roland Dumas, ancien ministre des affaires étrangères, dément qu'il y a eu un quelconque engagement.

(Lire nos informations pages 14 et 44.)

Entretiens avec le président du Liban et le chef de la diplomatie de Damas

« Il faut dénoncer les Etats qui soutiennent le terrorisme »

BEYROUTH
de notre envoyé spécial

Le terrorisme a frappé à Paris puis assassiné en plein secteur chrétien l'attaché militaire de France. Les Libanais ont aussitôt réagi, dit l'ambassadeur, M. Christian Graeff, « de façon aussi bouleversante, des deux côtés, l'expression seule variant selon la sensibilité ». Mais qui est en train d'écouler Paris ? Ici — au-delà des frères Abdallah et de leurs plans de vol acrobatiques — on incrimine les deux grands marionnettistes de la scène libanaise. L'occupant syrien et le perturbateur iranien.

Tandis que tout Beyrouth bruisse d'hypothèses sur ce duo, le président Gemayel célèbre, ce mardi 23 septembre, le quatrième anniversaire de son mandat, dans un déploiement coloré de portraits et d'oriflammes.

Depuis son « non » du 15 janvier à l'accord entre milices patronné par la Syrie, il a affronté courageusement l'adversité. Les Syriens ont fait parler le canon puis les politiciens ont exigé la démission du chef de l'Etat. Impavide, il a gagné dans cette épreuve une sérénité nouvelle et semble même ragaillardir comme un homme qui a joué son va-tout. Il nous montre avec un sourire, dans son immense bureau, une vitre encore fêlée. Elle rappelle discrètement que sous deux mandats successifs les caves de cette

maison ont été aussi fréquentées que les salons.

Le chef de l'Etat libanais est tenu à la prudence. Mais ses propos disent assez ses soupçons. Face aux Etats qui soutiennent le terrorisme, il demande à la France et aux démocraties de ne pas capituler. A ses yeux, le départ de la FINUL du Sud

« Que cessent les accusations contre la Syrie ! »

DAMAS
de notre envoyée spéciale

« Nous sommes totalement bouleversés par l'attitude de certains médias français qui essaient de trouver un lien entre la Syrie et les attentats à Paris. » Grave, décidé à convaincre sur un sujet qui lui tient visiblement à cœur,

lent maintenant entre Paris et Damas.

Pour la première fois, affirme M. Chara, il y a une sorte de consensus politique à Paris pour maintenir les bonnes relations qui se sont instaurées avec la Syrie depuis le voyage du président Mitterrand à Damas, en 1984. « Ces relations », M. Chara les a encouragées et poussées pour qu'elles se développent dans un sens encore plus constructif et amical », poursuit le ministre syrien, qui ajoute : « Cela gêne tous ceux qui voudraient donner une image négative des Arabes, et de la Syrie en particulier, dans le conflit israélo-arabe. »

M. Chara en veut pour preuve le fait que les condamnations du terrorisme par la Syrie ne sont venues que l'été qu'elles méritent, selon lui, et donne comme exemple le fait que la violente condamnation par Damas de l'assassinat de l'attaché militaire français à Beyrouth et des opérations contre les « casques bleus » (le Monde du 19 septembre de la FINUL n'ait pas été largement soulignée en France. « Nous n'avons pas l'habitude, nous a-t-il dit, de publier de communiqué à la légation. Or nous avons condamné très fermement cet attentat, une heure seulement après en avoir été avisés. Je crois que nous sommes le seul pays au monde à avoir publié un communiqué pareil. »

FRANÇOISE CHIPAUX.
(Lire la suite page 6.)



serait une « abdication » et encouragerait le terrorisme. Pour le Liban, il aurait des conséquences « désastreuses ». Ce coup surviendrait à un moment où le « dialogue national » se noue sur des bases solides, où l'Etat a su renouer son armée, et où un consensus se dessine sur les institutions.

PAUL-JEAN FRANCESCHINI.
(Lire la suite page 6.)

Bernard Sichère



La gloire du traître

roman

De l'espionnage considéré
comme un des beaux-arts

DENOËL

« Thérèse », un film d'Alain Cavalier

Le coup de grâce

La bande annonce du film d'Alain Cavalier « Thérèse », c'est tout simplement la retransmission par Antenne 2 de la remise des prix à Cannes. Sydney Pollack donne le Prix du jury, Patrick Poivre d'Arvor appelle Alain Cavalier, qui arrive, avec ses lunettes rondes et son air sérieux. On ne voit pas la foule, on entend les salves d'applaudissements qui ne s'interrompent pas, quand le présentateur, assis à gauche du cinéaste, dit : « Thérèse a certainement été le film le plus apprécié de la presse et du public. » C'est vrai, c'est rare, c'est justifié.

D'où viennent les œuvres justes ? Et, dans le cas de « Thérèse », d'Alain Cavalier, les chefs-d'œuvre ? Sans doute pas d'un cabot. Le travail, la préparation, le choix des interprètes (ici la très étonnante Catherine Mouchet) sont essentiels mais ne suffisent pas à expliquer la magie d'une œuvre et de celle-ci, le coup de grâce qui nous est porté. « Thérèse » n'est pas non plus — bien que sainte — un miracle par hasard dans la carrière de Cavalier. C'est plutôt l'adéquation d'un sujet et de l'histoire personnelle de l'artiste qui choisit de l'investir, de s'y

investir, qui est à la source de ce lumineux mystère.

Ceux qui croient au ciel se méfient à juste titre des spectacles de la foi et ceux qui n'y croient pas redoutent les images pieuses. Les uns et les autres seront sur ce point réconciliés : « Thérèse » n'est pas un film pieux sur la vie de Thérèse de Lisieux ni une œuvre missionnaire ou démythifiante, même s'il y entre autant d'amour que de cruauté, d'humour que de compassion, ainsi qu'un beau regard d'ethnologue caché, celui de Cavalier se revendiquant « oiseau invisible ».

« Thérèse » est avant tout du pur cinéma, une grande leçon sur l'art de mettre en lumière les moments forts et les instants de bascule d'une vie, et de fonder au noir les temps morts, comme en littérature on doit faire un usage dynamique de l'ellipse.

Alain Cavalier s'explique assez peu de son film et de lui-même parce qu'il est très réservé, très élégant et qu'il se dit timide. Aussi parce que le sens de son travail ne lui apparaît qu'après coup. « Thérèse » l'a occupé très longtemps, a mûri plusieurs années en lui. Il l'a tourné en dix semaines, avec des inconnues, dans un décor de papier, pour une somme très modeste, moins du vingtième du budget de Jean de Florent.

Il y a certainement là matière à réfléchir aussi pour les cinéastes et les producteurs qui se plaignent d'un cinéma en crise. Et ceux qui craignent les colis suspects dans les lieux publics, ceux qui fuient les salles pour se réfugier devant leur petit écran rassurant et ravagé, doivent se précipiter pour voir « Thérèse ». Quel qu'il arrive, ils seront au paradis.

MICHEL BRAUDEAU.

LIRE

- Un entretien avec le réalisateur : « Toute petite chose est magnifique. »
- Catherine Mouchet, sainte ou saltimbanque.
- Le portrait et son modèle.

Page 17

مكتبة الأمل

هكذا من الاجل

Débats

L'armée est-elle toujours une nécessité ?

La militarisation croissante : un danger pour la politique et l'économie

par ALBERT TÉVOÉDJÉ (*)

EN cette Année internationale de la paix, il ne paraît pas inutile de rappeler deux récentes déclarations de chefs d'Etat africains qui assument des responsabilités particulières dans des organisations ayant vocation au rassemblement et à la coordination des options et des points de vue.

Le président de la République du Congo, M. Sassou N'Gessou,

en sa qualité de président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, a déclaré à la séance de clôture de la dernière conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA : « L'histoire nous condamnerait pour avoir dépensé nos maigres ressources et notre énergie en armes et autres instruments de destruction (1). »

De son côté, ouvrant à Harare la conférence des pays non alignés, le premier ministre Robert Mugabe, qui est devenu le porte-parole officiel de ce mouvement, a tenu des propos qui ne peuvent laisser indifférent : « Il y a dans le monde 556 soldats pour 100 000 personnes, mais seulement 85 médecins... Si l'on consacrait en une année un cinquième seulement des dépenses militaires à la lutte contre la famine, ce fléau aurait disparu en l'an 2000 (2). »

S'il est très courant, dans les discours politiques, de se référer, sincèrement ou non, au désarmement pour renforcer les possibilités de financement du développement, il faut relever que l'insistance sur le sujet par des responsables officiels du tiers-monde est un événement.

« Quelle sécurité, pour quel développement dans le tiers-monde ? » Cette question, qui a été le sujet d'un colloque organisé à Genève du 15 au 17 septembre 1986 par l'Association mondiale de prospective sociale, a permis d'observer qu'une tendance

lourde veut que tout pays indépendant dispose d'une armée comme il dispose d'un siège à l'ONU. Il est vrai que bien des pays seraient apparemment dans l'embarras si, à leur défilé de fête nationale, l'armée ne jouait aucun rôle... Mais soyons sérieux. L'armée et les équipements militaires sont-ils une nécessité dans tout pays indépendant ? La question n'aurait pas de sens si l'on ne savait que le Costa-Rica a réussi le « miracle » de l'abolition des forces armées et qu'il existe de par le monde d'autres petits pays qui vivent paisiblement sans la nécessité d'assumer certains attributs de souveraineté qui sont autant de sujétions lorsque le besoin n'en est pas démontré.

Les attributs de souveraineté comprennent aussi le discernement entre ce qui est absolument nécessaire et ce qui l'est moins ; ils signifient strictement les limites volontaires que l'on impose à son indépendance parce que les circonstances et l'intérêt supérieur du pays l'exigent.

Les millions de dollars dépensés en pure perte depuis plus de vingt-cinq ans pour des équipements militaires totalement inutiles et régulièrement immobilisés dans de nombreux pays africains auraient résolu bien des problèmes liés à la vie quotidienne de tous ceux — vieillards, femmes ou

(*) Secrétaire général de l'Association mondiale de prospective sociale (AMPS), Palais des Nations (UNITAR), CH-1211 Genève 10.

nourrissons — que les télévisions nous montrent, attaqués par les mouches de la décomposition avant même d'avoir expiré, victimes, du désert et de la faim.

Rares sont les pays qui fondent leurs achats d'équipements militaires sur une appréciation objective et raisonnable de leurs besoins réels en matière de sécurité. En fait, malgré leurs aspirations à l'autonomie sociale et culturelle par rapport aux pays industrialisés, ils ont succombé aux tentations des exportateurs et se trouvent ainsi dans une nouvelle forme de dépendance vis-à-vis d'eux.

Cherchant sans cesse à se constituer des arsenaux militaires toujours plus puissants, de nombreux pays du tiers-monde semblent se désintéresser de l'idée qu'ils pourraient très bien, dans de nombreux cas, instituer des systèmes de sécurité collective pour se défendre contre toute agression extérieure au lieu de s'endetter de plus en plus lourdement pour payer un équipement qui, en réalité — et fort heureusement — ne sera sans doute jamais utilisé pour faire la guerre.

Les répercussions politiques dangereuses de la militarisation croissante, avec ses menaces pour les droits de l'homme, sont évidentes pour tous, comme l'est aussi l'incapacité croissante des pays du tiers-monde à satisfaire les besoins même les plus élémentaires de leurs peuples.

L'initiative prise en Suisse par un groupe dit « marginal » et qui recueille plus de cent mille signatures pour l'abolition de l'armée doit faire réfléchir surtout dans les petits pays du tiers-monde, comme doivent faire réfléchir les discussions actuellement en cours en Italie sur les mesures à prendre pour la limitation des exportations d'armes à destination des pays bénéficiant de l'aide publique de développement.

Louis XIV avait fait inscrire sur les canons de son armée : *Ultima ratio regum*. (Le dernier recours des rois). Aujourd'hui l'on est fondé à se demander si la fusée, le char ou le Mirage ne sont pas devenus la première priorité et si certains n'ont pas froidement choisi de régner... même sur des cimetières !

(1) Le Monde du 31 juillet.
(2) Le Monde du 3 septembre.

En voie de développement ?

Dans les rencontres ministérielles internationales récentes (Punta-del-Este), dans les colloques (Genève), dans les ouvrages et les revues, le tiers-monde tient toujours une place de choix. Ce qui n'améliore pas son sort. Albert Tévoédjé s'afflige des dépenses militaires des pays du Sud : Gilbert Etienne demande que l'on ne tombe pas d'un dogmatisme (socialiste) dans un autre (libéral) et Abdessamad Mouhieddine estime que les pays pourvoyeurs de main-d'œuvre ont davantage besoin de cette richesse humaine que les pays hôtes.

Chassez le dogmatisme, il revient au galop

Les Occidentaux n'ont pas à jouer le rôle de mentor mais celui de courroie de transmission

par GILBERT ÉTIENNE (*)

« SUIVEZ Reagan, prenez la première porte à droite, libérez l'initiative privée et tout ira pour le mieux. Ainsi peut se résumer la vulgate propagée par les disciples du président Reagan aux élites du tiers-monde déçues par les mille et une faces du socialisme. Et nos ténors américains, comme leurs émules européens, d'ajouter : « Voyez comme ça marche, de la Chine à l'Algérie, de l'Afrique noire à l'Amérique latine. »

Il est exact que le dogmatisme socialiste ou socialisant, voire populiste, recule dans un nombre croissant de pays en développement, mais le mouvement s'est amorcé bien avant l'arrivée au pouvoir du président Reagan. On le perçoit en Asie dès la fin des années 70. En Inde, au Pakistan, au Bangladesh, en Chine, les esprits clairvoyants se rendent à cette évidence : « Qui trop embrasse mal étreint. » L'Etat doit en faire moins et mieux, ce qui déclenche des réformes, des allègements ou des suppressions des contrôles étatiques. Le secteur privé est davantage encouragé dans le sous-continent indien : il repart en Chine.

Ces tendances se renforcent peu à peu. Il faut du temps pour réduire les oppositions. En Inde, l'arrivée inopinée de Rajiv Gandhi au pouvoir (1984) injecte du sang neuf et accélère le mouvement.

L'Indonésie, quant à elle, mettrait un terme à son socialisme échoué après la chute du président Soekarno (1965-1967). La Corée du Sud, l'Ile de Taiwan créent, dès les années 60, des systèmes pragmatiques dont on sait le succès. En Egypte, en Algérie, on a commencé à s'interroger sur les vertus du socialisme il y a déjà plusieurs années. Plus récemment, des pays comme Madagascar et le Mozambique s'efforcent de réduire le rôle de l'Etat, tout au moins dans les campagnes.

Toutes ces évolutions qui se rapprochent doivent peu aux influences étrangères. Elles sont

nées des défauts des systèmes économiques adoptés, d'un certain recul, d'une expérience accumulée avec le temps. Voir entre autres les innombrables programmes sociaux qui sont allés exactement à des fins contraires : renforçant les avertissements au lieu d'aider les pauvres...

Trop d'Etat et pas assez d'Etat

Au sujet du rôle de l'Etat, les pays du tiers-monde affrontent des problèmes qui ne recouvrent pas partiellement les nôtres. C'est vrai qu'il y a trop d'Etat, d'où les réformes évoquées ci-dessus qui, en même temps, permettent de limiter la corruption. Mais, d'un autre côté, il n'y a pas assez d'Etat. De vastes pans de la vie économique et sociale échappent aux lois et aux règlements. Citons en vrac quelques faiblesses généralisées : les conditions de travail des enfants, la surcharge des camions avec pour conséquence de nombreux accidents et des routes vite abîmées, les innombrables fraudes en matière d'adultération de produits alimentaires, d'engrais chimiques, de pesticides... et combien d'autres formes de « combine » et d'arbitraire.

Secondement, le paysan et l'industriel ne peuvent pas tout faire par leurs seuls moyens. La pompe n'est pas un remède universel. De vastes espaces doivent faire l'objet de gros travaux d'irrigation et de drainage. L'industrie, privée ou publique, a besoin d'électricité dont une très large part ne peut venir du secteur privé.

En bref, il est troublant de constater qu'au moment où les

(*) Professeur à l'Institut universitaire des hautes études internationales et à l'Institut universitaire d'études de développement (Genève).

dogmatismes de gauche reculent, un nouveau dogmatisme entre, celui-ci par la porte de droite. Les élites dirigeantes de nombreux pays du tiers-monde n'ont pas besoin de mentors ou de donneurs de conseils, y compris les mieux intentionnés. Là où les Occidentaux peuvent par contre jouer un rôle utile, c'est en tant que courroie de transmission. Les Latino-Américains, les Africains, les Asiatiques sont, en tout cas, aussi ethnocentriques que nous. Ils savent fort peu de ce qui se passe dans d'autres parties du tiers-monde. Or ils pourraient s'enrichir mutuellement en se connaissant mieux. Contribuer à faire circuler les idées et les échanges d'expériences, voilà des champs d'action où il reste énormément à faire pour les instituts occidentaux de recherche et les organisations d'aide au développement.

Une chance pour les pays pauvres : le retour des immigrés

La société française ne peut être multiculturelle en dehors de la clarté et de la transparence

par ABDESSAMAD MOUHIEDDINE (*)

DEPUIS une décennie, un discours tiers-mondiste, particulièrement militant, souvent pathétique, en faveur des immigrés, a meublé la scène intellectuelle et médiatique française. Aujourd'hui, ce discours est violemment infirmé par les réalités économiques, politiques et socio-culturelles.

Les immigrés, disons-le de suite, sont devenus économiquement inutiles, politiquement « angossants » et socio-culturellement indésirables. D'autre part, les économies des pays pourvoyeurs de main-d'œuvre ont davantage besoin de cette richesse humaine que les pays hôtes. Mehdi Elmandjra classe le déficit en cadres moyens et en OS parmi les premiers han-

dicaps empêchant les industries des pays du Sud de prospérer. Or les immigrés ont bien acquis quelque maîtrise des machines et des outils et peuvent, grâce à leur expérience, devenir la chance historique de leurs sociétés quasi archaïques. Ils peuvent peser sur le destin de leurs nations en constituant une force nouvelle capable d'instituer des réflexes socio-économiques inédits.

D'où l'opportunité politique d'obtenir que ces populations dépayssées et dépayssantes regagnent leurs pays pour y jouer le rôle qui est le leur, au lieu de végéter en rapatriant le fruit de leur travail. Les régimes en place ne peuvent que se féliciter de l'absence du sang nouveau que peut injecter cette population dorénavant aguerrie par l'apprentissage de la contestation démocratique et l'exercice des libertés. N'est-ce pas un encouragement du sous-développement au sein du Maghreb que de persister à garder injustement ces populations en dehors de leur destin le plus logique ? A quoi servent les transferts de milliards opérés par les immigrés vers leurs pays d'origine sinon à réanimer, au sens clinique, des machines économiquement atones et socialement injustes ?

Le pluralisme marocain autant que la « démocratie populaire » algérienne ou le système tunisien ont en commun des réalités socio-économiques inquiétantes. Seuls leurs peuples y peuvent quelque chose. Pour y parvenir, ceux-ci doivent réapprendre le sens de l'effort et des responsabilités.

C'est pourquoi les immigrés qui bouchent les canalisations des immeubles en sacrifiant le fameux mouton de l'Aïd El Kébir doivent choisir définitivement entre l'insertion en France ou la réinsertion chez eux : l'assimilation ou le retour. Toute voie intermédiaire ne peut être qu'hypocrite.

Car, à ce rythme, la démocratie française, déjà fragilisée par la montée du racisme, risque d'y laisser ses idéaux et son essence. La société française ne peut être multiculturelle en dehors de la clarté et de la transparence. De ce fait, elle ne saurait tolérer, entre

(*) Ecrivain et journaliste marocain.

L'AMOUR EN GUERRE.



DANS LE BOUILLONNEMENT D'IDÉES QUI MARQUE LE MONDE GERMANIQUE DU DÉBUT DU 19^e SIÈCLE, UNE BELLE HISTOIRE D'AMOUR NE PEUT ÊTRE QUE L'HISTOIRE D'UNE PASSION. CELLE QUE FAIT REVIVRE GILLES LAPOUGE REND HOMMAGE À TOLSTOÏ ET À STENDHAL PAR LA QUALITÉ LITTÉRAIRE DE SES CROISEMENTS FASTUEUX AVEC L'HISTOIRE. LA GRANDE. 312 PAGES, 89 F.

« LA BATAILLE DE WAGRAM » DE GILLES LAPOUGE

FLAMMARION

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 695372 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :

André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Faure (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wotiz

Rédacteur en chef :

Daniel Varaut.

Conseiller en chef :

Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montfaucon, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messageries)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 380 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les monts propres en capitales

l'abonnement.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LE MONDE

Reproduction interdite de tous articles

sous accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; Grèce, 85 p. ; Grèce, 130 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 8 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 5 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Yougoslavie, 110 mt.

La session de l'Assemblée générale des Nations unies et le sort de la FINUL

M. Reagan se dit confiant sur les perspectives d'un accord avec Moscou concernant les armements stratégiques

NEW-YORK
De notre envoyé spécial

Cassant sur l'affaire Daniloff, mais évitant soigneusement de poser aucune sorte d'ultimatum, M. Reagan s'est montré particulièrement confiant, lundi 22 septembre, sur les perspectives d'accord sur le contrôle des armements avec Moscou.

« Les contacts que nous avons eus ces derniers jours ont été très positifs », a déclaré le président américain devant l'Assemblée générale des Nations unies, « nous avons bien vu que le début d'une négociation sérieuse et productive sur la réduction des armements. Le blocage des pourparlers pourrait être levé si les deux parties intensifient leurs efforts ». A ajouté M. Reagan, après s'être félicité de ce que l'URSS ait « maintenant accepté notre idée d'une réduction radicale dans les systèmes offensifs ».

« Il y a eu du mouvement », a encore dit M. Reagan en faisant état de « l'espoir que tout cela [lui] donne ». Quelques heures plus tard la délégation soviétique convoquée, de son côté, la presse pour souligner la

satisfaction de Moscou après l'accord intervenu dimanche à la conférence de Stockholm sur le désarmement en Europe. L'objectif affiché était de faire valoir ainsi que la même bonne volonté manifestée dans la capitale suédoise par l'ensemble des pays concernés (y compris, s'il est souligné, par ceux de l'Otan) pouvait redonner vie au processus de contrôle des armements sept ans après le dernier accord intervenu en ce domaine.

Hors la lecture de ce communiqué, le ton s'est pourtant durci. L'affaire Daniloff ? Sa solution ne poserait pas de problème, mais « dépend de Washington ». Le discours de M. Reagan ? « De nature à susciter une réaction très négative » et une « déception », car l'Union soviétique attendait mieux après les deux journées de discussions de la fin de la semaine dernière entre MM. Shultz et Chevardnadze.

Il n'en reste pas moins que l'impression d'une accélération des pourparlers est en cours entre les deux superpuissances. Il est de ce point de vue frappant que M. Reagan ait admis lundi que « les termes définitifs et offensifs de l'équation stratégique doivent tous deux être pris en compte » et qu'il existe « un

usage offensif potentiel des systèmes défensifs » à propos desquels il a, dit-il, « offert des assurances fermes et concrètes » en réponse aux « préoccupations soviétiques ».

Marchandage sur la « guerre des étoiles »

La formule n'implique en elle-même aucune concession sur la « guerre des étoiles », dont le président américain a une nouvelle fois défendu le bien-fondé moral en affirmant qu'elle rendrait « obsolètes » les armes nucléaires. L'initiative de défense stratégique (IDS) est, en revanche, maintenant clairement placée sur la table des négociations. M. Reagan a d'ailleurs officiellement dévoilé dans son discours l'offre contenue dans la lettre qu'il avait adressée, le 25 juillet dernier, à M. Gorbatchev.

En échange d'un accord sur une « réduction radicale » des armes offensives, « si l'on dit » nous sommes prêts « maintenant » à signer [avec les Soviétiques] un accord sur la recherche, le développement, les essais et le déploiement de défenses stratégiques ». Le schéma proposé

par Washington consisterait à ce que les deux parties acceptent de se limiter jusqu'en 1991 aux recherches, au développement et aux essais permis, à souligner M. Reagan, par le traité ABM sur les missiles antibalistiques que « les Etats-Unis continuent à respecter malgré les preuves évidentes des violations soviétiques ».

Un « nouveau traité », signé dès à présent, prévoirait en deuxième lieu que si l'une des deux parties décidait après 1991 de passer à l'étape de déploiement elle « serait obligée de proposer un plan de partage des avantages d'une défense stratégique et d'élimination des missiles balistiques offensifs ». Ce plan devrait être négocié en deux ans et, en cas d'échec, un déploiement serait alors autorisé sur simple préavis de six mois.

Concrètement, cela revient à proposer un délai de déploiement de sept ans et demi aux Soviétiques. Ceux-ci souhaitent, quant à eux, obtenir en contrepartie d'une réduction du niveau des armes offensives une confirmation, pour quinze à vingt ans, du traité ABM, qui interdit la mise en place de systèmes antimissiles.

Le président américain s'est également dit prêt à signer « sans délai » un accord sur les missiles de moyenne portée qui serait également intéressant, c'est-à-dire qu'il ne viendrait pas dans l'immédiat à leur totale élimination. Il a enfin proposé de marcher « pas à pas » vers un « programme de limitation et au bout du compte d'arrêt des essais nucléaires » dont les prémisses pourraient être la ratification des traités sur les essais souterrains militaires et pacifiques.

L'affaire Daniloff

Bien que M. Reagan n'ait pas mâché ses mots sur l'affaire Daniloff (« accusation fabriquée », « une ombre sur nos relations », « un exemple particulièrement inquiétant des transgressions soviétiques des droits de l'homme ») et qu'il ait à nouveau exigé une libération sans condition de cet « otage », rien n'indique aujourd'hui que le « mouvement » puisse s'arrêter, même si le correspondant de US News and World Report n'était pas rapidement autorisé à quitter l'URSS. M. Reagan a aussi répété que « les progrès sur le contrôle des armements » ne pouvaient être séparés du développement des conflits politiques régionaux. Mais là encore, le lien établi entre ces deux dossiers n'a guère paru évident.

Si tôt le discours du président américain terminé, le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, s'est discrètement entretenu avec M. Chevardnadze. Rien n'a filtré de leurs conversations, qui ne sont pas exceptionnelles en elles-mêmes mais prennent une signification particulière après le récent accord entre M. Pérès et le président Mubarak sur le principe d'une conférence internationale sur le Proche-Orient.

BERNARD GUETTA.

● M. Chirac reçoit le premier ministre israélien. — Au cours d'un entretien d'une heure et demie, lundi 22 septembre, M. Seld et Ritali a condamné la vague d'attentats terroristes à Paris et évoqué avec le premier ministre l'évolution de la situation au Proche-Orient.

Le Conseil de sécurité va se prononcer sur l'évacuation totale du Liban par l'armée israélienne

Israël a massé, lundi 22 septembre, plusieurs centaines de soldats le long de sa frontière nord avec le Liban, pour soutenir l'armée du Liban sud (ALS), financée par Jérusalem, face aux miliciens chiites. Les autorités de Jérusalem ont également suspendu dimanche la délivrance de permis de passage pour Israël aux habitants de la « zone de sécurité ».

Les « casques bleus » français ont, pour leur part, poursuivi, lundi, leur redéploiement dans le sud du Liban en évacuant trois positions supplémentaires dans le cadre des mesures prises pour améliorer la sécurité de leur contingent. Ils ont été remplacés par des Népalais.

NATIONS UNIES
De notre correspondant

Le débat du Conseil de sécurité, convoqué le vendredi 19 septembre à la demande de la France (le Monde daté 21-22 septembre), s'est poursuivi lundi par l'audition de plusieurs intervenants. Consacrée à l'examen du rapport que M. Perez de Cuellar avait soumis au Conseil à la suite du voyage en Israël, au Liban et en Syrie du secrétaire général adjoint, M. Gouding, la séance a été marquée par une vigoureuse passe d'armes israélo-arabe.

L'ambassadeur d'Israël, M. Benjamin Netanyahu, a sévèrement critiqué les conclusions du rapport quant à la nécessité d'un retrait de l'armée israélienne du sud du Liban. « Les auteurs du rapport », a-t-il dit, « souhaitent faire cesser les attaques contre la FINUL en demandant le départ non pas de ceux qui attaquent les « casques bleus » — c'est-à-dire des hébreux commandés de Téhéran — mais de ceux qui assurent l'ordre dans une région particulièrement troublée. Le retrait de l'armée israélienne n'apporterait pas la paix, bien au contraire : je doute que la FINUL laissée seule dans la région soit en mesure d'empêcher la continuation immédiate sur la frontière israélienne des extrémistes chiites et des partisans de l'OLP ».

La rencontre Pérès-Chevardnadze

Le représentant du Liban, M. Rachid Fakhoury, a exigé, quant à lui, « le retrait total, immédiat et inconditionnel » de l'armée israélienne et de ses alliés libanais, ajoutant : « Je demande aux membres du Conseil de sécurité de prévenir l'échec de la plus importante tentative de maintien de la paix de l'histoire de l'Organisation ». Il a été fermement soutenu par l'ambassadeur de la Ligue arabe, M. Maqoud, qui s'est dit persuadé que la crédibilité du Conseil de sécurité était en jeu.

Usant de son droit de réponse, M. Netanyahu a souligné qu'il était impossible, ainsi que le demandait le rapport, de remettre le pouvoir aux autorités libanaises, car « il n'y a pas de gouvernement au Liban, il n'y a que des factions manipulées par la Syrie et l'Iran. Tout le monde sait que le gouvernement de Beyrouth n'exerce son pouvoir sur aucune parcelle du territoire, qui est d'ailleurs en partie occupé par l'armée syrienne ».

Dans une intervention mi-figue mi-lain, le représentant britannique, Sir John Thomson, a donné raison à Israël quant à la responsabilité de l'Iran dans les attaques dont la FINUL est l'objet, tout en insistant sur l'illégalité de l'occupation du sud du Liban.

La séance devrait s'achever mardi par un vote sur le projet de résolution proposé par la France en faveur d'un retrait immédiat de l'armée israélienne.

La situation au Liban et le débat du Conseil de sécurité ont sans doute été évoqués lors de la rencontre, dans un salon des Nations unies, entre le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, et le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze. Le plus grand secret entoure les résultats de la conversation. La délégation israélienne affirme seulement qu'elle a été consacrée essentiellement aux problèmes bilatéraux et à la préparation de la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays.

Les nombreux responsables politiques présents à New-York profitent d'ailleurs tous de la grande affluente de la première semaine du débat général afin de nouer des contacts qui, en d'autres circonstances, exigeraient de longs voyages. Le ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a eu des entretiens avec ses collègues du Congo, de Bulgarie, de l'Inde et de Cuba. Avec ce dernier, M. Malmierca, il a évoqué la situation de l'opposant cubain, M. Ricardo Bofill, réfugié dans les locaux de l'ambassade de France à La Havane. « Les deux parties ont exposé leur position », a indiqué le porte-parole du quai d'Orsay, ce qui signifie sans doute que les ministres n'ont pas trouvé de solution.

Lors d'un entretien « franc et direct » avec l'ambassadeur de Libye, M. Ali Triki, M. Raimond a redit l'opposition de la France à toute présence militaire étrangère au Tchad. Les entretiens du ministre se poursuivront pendant toute la semaine. Mardi, M. Raimond devait rencontrer son collègue irakien, et l'on n'exclut pas un contact avec un représentant de l'Iran.

CHARLES LESCAUT.

A Vienne
Réunion préparatoire à la troisième Conférence sur la sécurité en Europe

Vienne. — Les représentants des trente-cinq pays signataires de l'Acte final d'Helsinki se sont réunis mardi 23 septembre à Vienne afin de préparer la troisième Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui s'ouvrira le 4 novembre dans la capitale autrichienne. La durée de cette rencontre ne devrait pas dépasser deux semaines.

Cette réunion préparatoire, à laquelle participent tous les pays d'Europe, sauf l'Albanie, mais également le Canada et les Etats-Unis, s'ouvre sous des auspices plutôt favorables au lendemain de l'adoption à la conférence de Stockholm (CDE) du premier accord militaire Est-Ouest depuis 1979.

On s'attendait que les trente-cinq pays de la CSCE soient représentés à l'ouverture de la conférence, le 4 novembre, par leur ministre des affaires étrangères, ce qui pourrait donner lieu à un nouvel entretien du secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, et du chef de la diplomatie soviétique, M. Chevardnadze.

L'URSS a nommé comme chef de sa délégation à la réunion préparatoire M. Igor Andropov, ambassadeur et fils de l'ancien numéro un soviétique. Les Etats-Unis seront représentés par M. Warren Zimmermann, ancien chef adjoint de la délégation à la conférence de Madrid. — (AFP.)

Washington se montre mieux disposé envers l'Organisation internationale

NEW-YORK
De notre envoyé spécial

« Vous avez ma parole : mon pays qui a toujours accordé aux Nations unies un soutien généreux, continuera à jouer un rôle moteur dans l'effort entrepris pour atteindre leurs nobles buts ». Ainsi M. Reagan a-t-il confirmé, lundi 22 septembre, dans son discours à l'Assemblée générale de l'ONU, la réorientation de la politique américaine à l'égard de l'Organisation.

Sans doute le chef de la Maison Blanche ne s'est-il pas arrêté sur ce point, et s'il a rendu hommage au rôle joué par l'ONU depuis plus de quarante ans « pour harmoniser les conflits entre les intérêts nationaux et apporter une contribution significative dans tous les domaines, comme le maintien de la paix, l'aide humanitaire et l'éradication de la maladie », il a aussi souligné combien nombre de ces « nobles idéaux » étaient « souvent restés inaccomplis ».

Les pessimistes, en particulier au sein du secrétariat, faisaient, en outre, valoir lundi que M. Reagan n'avait rien annoncé de concret concernant les conséquences financières de ce revirement de Washington vis-à-vis des Nations unies. Et qu'il avait semblé subordonner discrètement un tel retour en grâce à l'adoption du plan de réformes élaboré par les dix-huit experts qui ont récemment remis leur rapport à M. Perez de Cuellar, le secrétaire général.

Il n'en demeure pas moins que le discours du président américain a transformé en certitude ce qui n'était encore qu'une hypothèse : après avoir mené les critiques à l'encontre de l'ONU et fait adopter par le Sénat un certain nombre de dispositions tendant à restreindre sévèrement la participation de Washington au budget de l'Organisation, l'entourage de M. Reagan, sans renoncer à son analyse politique

de fond, paraît avoir brusquement mesuré qu'il y avait pour les Etats-Unis plus à perdre qu'à gagner à un désengagement du système des Nations unies.

Une contribution financière importante

Sur les quelque 200 millions de dollars qui représentent la contribution financière américaine (le quart du budget total de l'ONU), différentes dispositions législatives du Congrès tendent à priver l'Organisation d'environ 149 millions de dollars. Si on y ajoute les quelque 300 millions de dollars d'arriérés de cotisations dus par d'autres pays — dont l'URSS et ses satellites, qui refusent de financer certains programmes jugés politiquement déplaisants — on mesure à quel point, pour les Nations unies, cette affirmation tardive de la bienveillance américaine peut être importante. Reste à savoir s'il ne sera pas trop difficile à l'administration Reagan de faire revenir les sénateurs sur leur vote de mauvaise humeur.

L'affaire des espions soviétiques expulsés et la crise de l'UNESCO ont évidemment fourni des arguments inespérés à ceux qui mènent le combat contre le système onusien. M. Perez de Cuellar, en tout cas, avait fait du revirement de Washington un des préalables à toute nouvelle candidature de sa part. Le secrétaire général a certes usé de métaphores journalistiques et diplomatiques pour faire passer le message, mais il l'a fait avec une rude franchise qui a peut-être contribué à éclaircir les positions. Je ne vois pas, avant le discours de M. Reagan, pourquoi je devrais « couler avec le navire ». Si « on » n'est pas disposé à le réaligner, « on » ne doit pas compter sur moi.

Ce langage a, semble-t-il, été entendu à Washington. Si le prési-

dent américain a, incontestablement, ravi la vedette aux autres orateurs de la journée de lundi, il en est tout de même deux qui se sont taillés un joli succès personnel : le roi Juan Carlos et la présidente philippine, M^{me} Corason Aquino. Pour la seconde, en particulier, dont l'appréhension sur le circuit de télévision intérieur a excité des enthousiasmes qui n'étaient pas sans rappeler le succès qu'elle avait remporté quelques jours plus tôt à Washington.

M^{me} Aquino a fait entendre un langage direct et fort dont la banalité devenue de l'East River n'est finalement pas si continuelle. Evitant tout folklore triomphaliste, elle a expliqué qu'elle s'adressait aux Nations unies avec « un sentiment partagé ». Partagé entre la fierté de représenter un pays qui a récemment recouvré sa liberté et le souvenir du temps où c'était la propre épouse du dictateur déchu qui venait à New-York recueillir des braves. Partagé aussi entre la certitude qu'« un gouvernement ne peut résister éternellement à un peuple soulevé par la volonté de gagner sa liberté » et un constat discrètement amer à l'égard de l'ONU : cette liberté, pour leur part, les Philippines « l'ont conquise eux-mêmes tout seuls », autrement dit sans le secours de la communauté internationale.

Il y avait dans ce rappel une sorte de reproche implicite à l'égard des Nations unies, même si « Cory » a aussi tenu à montrer qu'elle n'abandonnait pas tout : « réalisme » et qu'elle comprenait les exigences de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats. La présidente philippine a aussi fait un parallèle entre la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud et son propre combat. Y compris à propos du sort de Winnie et Nelson Mandela, ces « époux séparés » contraints par la politique à prendre un chemin qu'elle-même et son mari Benigno, assassiné à son retour, ont connu.

BERNARD BRIGOULEUX.

A TRAVERS LE MONDE

République sud-africaine

Incidents lors d'une cérémonie à la mémoire des victimes de la catastrophe de Kinross

Pretoria. — Des centaines de mineurs noirs et des syndicalistes du NUM (Syndicat national des mineurs) ont perturbé, lundi 22 septembre, un service funèbre organisé par la compagnie minière Gencor à la mémoire des cent soixante-dix-sept mineurs décedés le 16 septembre, lors de l'incendie dans la mine de Kinross, à 120 kilomètres de Johannesburg. Dès le début du service, près du puits n° 2 où s'est produite la catastrophe, des contestataires ont entonné des chants de libération tels que *Amandla Awetu* le pouvoir au

peuple), en martelant le sol de leurs pieds. Un prêtre noir leur a demandé en vain de rester tranquilles et de ne pas perturber la cérémonie, tandis que les responsables de la mine, les mineurs blancs et environ la moitié des mineurs noirs continuaient de prier, impassibles.

D'autre part, le président Botha a assisté à la Conférence internationale des syndicats libres (CISL) que son gouvernement était prêt à accepter une inspection internationale des mines sud-africaines, à la suite de la catastrophe de Kinross. — (AFP.)

Tchad

M. Foccart se félicite de la politique de réconciliation de M. Hissène Habré

N'Djamena. — M. Jacques Foccart, conseiller de M. Chirac pour les affaires africaines, a déclaré, lundi 22

septembre, après un entretien avec le président Hissène Habré, qu'à ses yeux les problèmes intérieurs du Tchad étaient désormais réglés grâce aux efforts de son hôte pour la réconciliation nationale qui ont abouti au ralliement des rebelles codes du Sud et à celui de plusieurs personnalités de l'opposition extérieure.

Le seul problème qui reste est posé par la « voisine » du Tchad, a poursuivi M. Foccart, par allusion à la Libye. Il a indiqué que la France poursuivait son action pour un règlement pacifique du conflit, semblant ainsi écarter toute participation militaire française à une éventuelle tentative de reconquête du Nord par les troupes de M. Hissène Habré.

Le spécialiste de l'Afrique à Matignon quitte le Tchad mercredi matin pour la Côte-d'Ivoire, nouvelle étape d'une tournée qu'il avait conduit les jours précédents au Togo, au Congo, au Zaïre et en Centrafrique, « dans le cadre », a-t-il dit, « d'une mission auprès des différents gouvernements pour voir les problèmes qui se posent et examiner ce qu'il est possible de faire pour améliorer les situations ». — (AFP, AP, Reuters.)



Sur le prisme métaphysique de Descartes

Par Jean-Luc Marion

D'après Jean-Luc Marion, Descartes est métaphysicien. Certes, au sens des médiévaux et d'Aristote, mais surtout parce que le « concept de la métaphysique cartésienne » (Hegel) confirme « la constitution onto-théo-logique de la métaphysique » (Heidegger). A travers ce prisme se décident les possibilités de toute la métaphysique jusqu'à Kant. Pascal l'avait vu : réfuter Descartes, c'est récuser la métaphysique.

Collection « Epiméthée » dirigée par Jean-Luc Marion. 400 pages. 280 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

حکذا من الامم

هكذا من الاجل

Amériques

CHILI

L'armée, cette grande inconnue

SANTIAGO
de notre envoyé spécial

« Vous les aimez, vous, les militaires ? Moi, pas. Ils sont méchants. » Pour l'achat d'un simple timbre — sur lequel figure un soldat — la postière a réagi vivement. Il y a quelques semaines, des carabiniers franchissant la foule lors de l'enterrement d'une victime des manifestations se sont fait conspuer aux cris d'« Assassins ! ». Cette armée qui défile vendredi 19 septembre, en cette journée qui lui est consacrée, devant le chef de l'Etat, au pas de l'oise (dit « pas régulier au Chili... »), est de moins en moins aimée par la population. Un prélat raconte que, à la question : « Que feriez-vous si un carabinier arrivait avec sa famille à l'église ? », les habitants des populations réagissent par un haut-le-cœur.

Cette armée, ou plutôt ces armées, puisque le système militaire chilien comprend une marine héritière de la marine britannique, une aviation « américaine » et une armée de terre fidèle reproduction de l'armée prussienne, à laquelle s'ajoute le corps des carabiniers, manifeste pourtant parfois son opposition ou ses réserves face à la dictature. Ainsi le

commandant et l'intendant de la cinquième région militaire de Punta Arenas ont condamné, avec les officiers, l'assassinat récent du journaliste Carrasco Tapia. Le général d'aviation Matthei, membre de la junte, s'est maintes fois prononcé sur le nécessaire progrès de la démocratie. Et beaucoup de Chiliens s'accrochent pour souligner que l'attitude des carabiniers à l'égard des personnes détenues est plus « légaliste » que celle de la police politique.

Un système très pyramidal

« En fait, dit Augusto Varas, l'un des rares spécialistes de ces questions au Chili, si le gouvernement est aujourd'hui l'un des plus militaires depuis le coup d'Etat de 1973, cette situation cache une grande différence entre les quatre armes. A l'évidence, l'armée de terre, la plus nombreuse, est aussi celle qui a le plus d'influence. » Mais cette armée de terre, qui est l'une des plus puissantes d'Amérique latine, est aussi la plus mystérieuse.

Beaucoup d'observateurs avouent en ce domaine une totale ignorance. « A tel point, explique un interlocu-

teur, que l'opposition s'est récemment félicitée de la déclaration des officiers de Punta Arenas, mais la discussion a tourné court, car elle est incapable de connaître les raisons d'une telle prise de position et de son effet réel au sein de l'armée. » On raconte à ce propos que l'ambassadeur des Etats-Unis a affirmé, après son arrivée à Santiago, avoir été très bien « préparé » en ce qui concerne la vie politique et économique au Chili, mais être surpris par la psychologie de l'armée chilienne et du général Pinochet.

Les seuls officiers qui acceptent les contacts sont le plus souvent à la retraite et ils sont coupés du milieu dont ils sont issus. « Cette situation s'explique par le système excessivement pyramidal, où toutes les informations remontent vers le chef de l'Etat », dit Augusto Varas. Et le système de contrôle est très complet. Lorsqu'un officier se marie, il doit, par exemple, communiquer la liste complète de ses invités à ses supérieurs.

« La division de la société chilienne, précise Ricardo Nunez, du Parti socialiste (tendance Brionnes), passe bien évidemment par la séparation entre les riches et les pauvres. Mais elle est surtout gigantesque entre civils et militaires. » D'autant plus que ces derniers bénéficient d'un salaire de deux à trois fois supérieur aux salariés des entreprises. De la sorte, l'armée chilienne, qui jouera à l'évidence un rôle dans l'éventuel retour à la démocratie, quelles qu'en soient la date et les modalités, échappe presque totalement à la vie publique.

Le régime fragilisé

Pourtant, selon Augusto Varas, beaucoup de militaires souhaitent éviter une guerre civile. Mais, ajoute-t-il, l'opposition négocie trop ce contact — difficile — avec les autorités militaires.

« Un général ne va pas à la guerre pour la perdre, explique-t-il. Or, actuellement, c'est un peu comme si l'on demandait à quelqu'un de se jeter dans une piscine sans eau. L'opposition ne veut pas « remplir le bassin », et la situation est de ce fait bloquée. » Et cela alors que de jeunes officiers, qui n'ont pas connu autre chose que la dictature, ont un rôle de plus en plus important dans la lutte contre la guérilla et jouent à Rambo dans la ville. Ce que le militaire assurent la présentation du défilé, vendredi, exprimait à sa manière en annonçant que, parmi les élèves officiers que le général Pinochet passait en revue, figurait le futur chef de l'Etat ou de l'armée d'après l'an 2000.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

Sur TF 1

Guérilla urbaine à Santiago-du-Chili

« Pas une feuille d'arbre dans ce pays ne bouge sans mon autorisation. » Treize ans après sa prise sanglante du pouvoir, le général Pinochet n'a pas davantage réussi à domestiquer la nature qu'il n'est parvenu à soumettre le peuple chilien. L'attentat auquel il a échappé miraculeusement témoigne même d'une audace accrue de la part des mouvements d'opposition les plus déterminés à abattre le régime.

Une équipe de la télévision française a filmé cet été certains de ces groupes armés à Santiago même ou dans la proche banlieue de la capitale chilienne. Document exceptionnel, ce reportage de Jean-François Boyer, Christian Poveda et Patrick Demaud permet de comprendre la ténacité nouvelle des partisans de la guérilla urbaine contre la dictature militaire, qu'il s'agisse du Front patriotique Manuel-Rodriguez, qui a revendiqué l'attaque contre le général Pinochet, ou du MAPU-Lautaro, un groupe dissident issu de la mouvance démocrate-chrétienne.

Ces hommes, jeunes pour la plupart, se sentent aujourd'hui assez forts pour prendre d'assaut des postes de police, mitrailler l'école d'officiers de Santiago ou s'emparer au pistolet dans un bois de la capitale à un jet de pierre d'une caserne de l'armée. L'arme au poing et le visage masqué, ils n'hésitent pas à lancer en plein jour des actions de « récupération » alimentaire dans les faubourgs de Santiago : un commando intercepte un camion de livraison, s'en rend maître et distribue les vivres à la population avant de disparaître, comme des poissons dans l'eau, dans le dédale des populations.

Nouveaux Robin des Bois, ces « combattants de la liberté » crédibilisent dans la population la lutte armée, au grand dam de l'opposition modérée. L'obstination du général Pinochet à infliger à tous ses adversaires la même répression féroce fait le jeu des éléments les plus radicaux. Ce n'est pas, pour les partisans de la démocratie, le paradoxe le plus réjouissant de la situation actuelle.

M. L.

★ « Information », TF 1, « Combattants de la liberté », (coproduction avec les Films du Village), mercredi 24 septembre, 22 h 05.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
cours avec exercices en français
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BBCM
8, rue de Bari - 75008 Paris

Europe

URSS

Six morts dans une tentative de détournement d'avion

MOSCOU
de notre correspondant

Six personnes ont été tuées, le 20 septembre à Oufa, dans l'Oural, au cours d'une tentative de détournement d'avion, a annoncé l'agence Tass, deux jours après les faits. Deux hommes, décrits comme des « toxicomanes » par l'agence officielle, auraient tenté de détourner un avion transportant 76 passagers. Selon l'agence Tass, ces deux « criminels armés » avaient arrêté un taxi et l'avaient obligé à les conduire à l'aéroport. Poursuivis en voiture ils ont tué deux policiers.

Parvenus à l'avion, ils auraient encore tué deux passagers avant d'être eux-mêmes abattus de l'assaut de l'appareil par les troupes de la KGB. L'avion, un Tupolev-134 qui assurait, via Oufa, la liaison entre Kiev, la capitale de l'Ukraine, et la ville sibérienne de Nijnevartovsk, n'a pas quitté la piste.

Les noms des deux auteurs du détournement masqué, Mamsey et Agmourji, laissent à penser qu'il s'agit de Bachkirs ou de Tatars. Oufa est la capitale de la Bachkirie, une république autonome dans laquelle les Russes sont légèrement minoritaires face aux diverses populations asiatiques.

Tass fait l'éloge du « courage exceptionnel » et du « professionnalisme » des militaires et des hommes de la KGB qui ont donné l'assaut. L'agence affirme que l'équipage et les passagers n'ont pas été touchés lors de l'opération et que les deux passagers tués, l'avaient été avant

l'assaut. Un compte rendu semblable avait été donné de la tentative de détournement d'avion, en plein vol celle-ci, effectuée à Tbilissi, en novembre 1983, par huit jeunes Géorgiens parmi lesquels plusieurs enfants de l'intelligentsia locale. Il était apparu par la suite que des passagers avaient été tués lors de l'assaut lancé par la police. Sept personnes avaient péri : l'un des pirates, le pilote, un mécanicien, une hôtesse de l'air et trois passagers. L'affaire avait donné lieu, en 1984, à un procès public à Tbilissi. Quatre des pirates furent condamnés à mort.

Un autre détournement d'avion a eu lieu le 19 décembre dernier. L'appareil, un Antonov-24 ; dux se poser en territoire chinois. L'avion et ses passagers furent rendus dans les quarante-huit heures, signe de l'amélioration des relations entre les deux pays, mais les pirates de l'air furent gardés en Chine pour y être jugés.

La présentation par Tass des deux auteurs du détournement d'Oufa comme des toxicomanes vient à point alors que se poursuit depuis quelques mois une campagne contre le drogue. Le sujet jadis tabou est amplement traité désormais dans la presse. C'est ainsi que la *Literaturnaya Gazeta* citait en août dernier un sociologue selon lequel la plupart des drogués soviétiques viennent de familles « aisées ». Un haut responsable de la milice expliquait dans le même hebdomadaire que la drogue ne vient pas pour l'essentiel de l'étranger mais d'URSS même.

DOMINIQUE DHOMBRES.

La grande misère des émigrés juifs aux Etats-Unis

MOSCOU
de notre correspondant

Les téléspectateurs soviétiques ont eu droit, le dimanche 21 septembre, à un document très inhabituel sur la vie des juifs soviétiques qui ont récemment émigré aux Etats-Unis. Le documentaire était conforme à la thèse officielle selon laquelle leur geste est une « erreur tragique », mais les images tournées aux Etats-Unis ont dû faire surprendre plus d'un : on a rarement l'occasion de voir ici les vicissitudes occasionnées de vicissitudes de New-York.

Il a fallu pas mal d'habileté au présentateur Henri Borovik pour tirer une conclusion pessimiste du documentaire lui-même. Celui-ci avait, en effet, été réalisé il y a quatre ans pour la chaîne publique américaine PBS. Refusant les clichés et s'attirant les foudres de nombreuses organisations juives américaines, PBS avait insisté sur les difficultés d'adaptation des nouveaux arrivés. Pour faire bon poids, ce documentaire américain était suivi dimanche soir d'un « reportage » de trois quarts d'heure totalement caricatural effectué par la télévision soviétique : un pauvre hère trouvé en ne sait où énonçait devant les caméras sa tristesse d'avoir quitté l'Union soviétique et son désir d'y retourner.

L'événement est évidemment que ce sujet — tabou en URSS — ait été aussi longuement traité à une heure de grande écoute, avant le journal télévisé. L'entreprise correspond sans doute au souci de « transparence » affiché

régulièrement par M. Gorbatchev.

Habités à lire entre les lignes et plus attentifs aux images elles-mêmes qu'aux propos « autorisés » qui les accompagnent, les téléspectateurs soviétiques ont pu constater un certain nombre de faits scandaleux. D'abord, contrairement à ce que mentionne presque chaque soir le journal télévisé, tous les New-Yorkais ne sont ni des clochards ni des chômeurs. Ensuite, l'abandon existe réellement aux Etats-Unis, même s'il faut pour en bénéficier travailler presque toujours davantage qu'en URSS. Enfin, la religion n'est pas le seul dominant des récents émigrés juifs soviétiques et ne semble pas avoir été le motif déterminant de leur départ.

Il y a, bien sûr, la nostalgie. « Là-bas, on partage tout ; une bouteille de vodka s'il y en a une, une miche de pain s'il n'y a rien d'autre. Ici, on ne pense qu'à soi », explique un habitant du quartier de Brighton-Beach à New-York, presque entièrement peuplé de juifs venus d'URSS. Tous parlent de la fraternité, de l'amitié, de l'entraide, inconsciemment plus fortes « là-bas ».

« Il y a ici une égoïsme et un individualisme colossaux. Si on tombe, personne ne vous relèvera dans la rue », remarque l'un d'eux. Henri Borovik croit pouvoir en déduire que tous sont malheureux et qu'ils regrettent la gratuité de la médecine et de l'enseignement, ainsi que la sécurité de l'emploi. Les téléspectateurs soviétiques — en particulier juifs — ont-ils tous tiré dimanche soir la même conclusion ?

D. Dh.

8 JOURS EN OR

Du 24 septembre au 4 octobre

8 JOURS EN OR

الموسوعة العربية
ENCYCLOPÉDIE UNIVERSELLE ARABE
EN COULEURS
(ouvrage entièrement en arabe)
Complément indispensable des programmes scolaires, conçu par des pédagogues, outil majeur pour la réussite des études.
21 volumes grand format (22x29), près de 4.000 pages entièrement illustrées en couleurs, plus de 600 monographies et de 9.000 illustrations, reliés luxueusement.
En vente chez :
MAISONNEUVE ET LABOUE
15, rue Victor-Cousin, 75005 PARIS Tél. 43.54.32.70
Nom/Prénom : _____
Adresse : _____
Bon pour une documentation gratuite EA

Europe

RFA : indignation dans les milieux conservateurs

Un industriel rachète l'empire immobilier des syndicats

BONN
de notre correspondant

La Fédération des syndicats ouest-allemands (DGB) a annoncé vendredi 19 septembre la vente de son empire immobilier, le Neue Heimat, à un industriel berlinois à peu près inconnu. Les dirigeants du DGB se sont d'abord présentés comme des hommes politiques, mais ils ont rapidement abandonné la base financière des syndicats ouest-allemands. La solution retenue revient à abandonner à leur sort quelques dizaines de milliers de locataires, qui risquent, à plus ou moins brève échéance, de perdre toutes leurs garanties de logement et de louer.

L'indignation des milieux politiques conservateurs était ce week-end à la hauteur de leur surprise en apprenant l'accord passé par le DGB et l'industriel de l'alimentation Horst Schiesser. Les discussions entre les deux parties, qui duraient, croit-on savoir, depuis la mois de novembre 1985, sont restées jusqu'au dernier moment confidentielles. L'ancien responsable de la Dresdner Bank, M. Meier-Parschany, qui avait été chargé par le Neue Heimat de négocier avec les banques un accord sur l'apurement des dettes du groupe — 17,5 milliards de DM pour un actif estimé à 14 milliards — n'en a été averti lui-même qu'à la veille de la publication. Il a remis sa démission sur-le-champ.

La personnalité de M. Schiesser, il est vrai, de quoi susciter la curiosité. Inconnu des milieux de la finance ouest-allemande, c'est un industriel de Berlin-Ouest dont la surface financière n'a rien à voir avec l'importance du groupe qu'il acquiert. Avec un chiffre d'affaires estimé à environ 300 millions de deutschemarks par les spécialistes, son groupe serait désormais l'un des tout premiers en RFA dans le domaine de la biscuiterie. On lui prête également des intérêts commerciaux dans les secteurs les plus divers, de la distribution de pièces détachées d'automobiles à une chaîne de restaurants. Un homme bien mystérieux, que certains soupçonnent de n'être qu'un homme de paille.

Les termes de l'accord conclu entre lui et le DGB restent pour le moment tout aussi mystérieux. Le prix de vente est tenu secret. Selon des informations non confirmées, le holding, qui regroupe tous les intérêts industriels et financiers du DGB, se serait engagé à prendre à sa charge 400 millions de deutschemarks de pertes sur l'exercice 1985 et 600 millions de deutschemarks sur l'exercice 1987. La banque des syndicats fournirait, en outre, la première année un crédit de 100 millions de deutschemarks éventuellement renouvelable les deux années suivantes, la transaction porte sur environ 190 000 logements. Le DGB conserverait momentanément les 73 000 logements restants en Rhénanie-du-Nord-Westphalie et en Hesse, où les gouvernements régionaux sociaux-démocrates se sont engagés à trouver une solution.

Mauvaise gestion et corruption

Fondée en 1954 à partir du regroupement de toutes les sociétés immobilières d'origine syndicale, le Neue Heimat a joué un rôle important pendant les années d'après-guerre dans la construction de logements sociaux. Jusqu'au jour où son tout-puissant patron, Albert Victor, s'est trouvé un peu à l'étroit dans le corset de son statut d'utilité publique. C'était l'époque où la spéculation immobilière battait son plein en RFA. Assis sur ses 350 000 logements sociaux, M. Victor devait se contenter de maigres bénéfices, alors qu'un peu partout des fortunes colossales se faisaient en spéculant sur la pierre. Une seconde société, de droit commun celle-là, fut créée pour utiliser les bénéfices de la première. Ce fut la naissance de Neue Heimat-Städtebau, mais aussi de nombreuses filiales servant toutes plus ou moins à pomper les finances de la maison mère, notamment en facturant des services fictifs ou surévalués.

Il faut croire cependant que le fait de M. Victor n'était pas à la hauteur de ses ambitions. Les investissements à l'étranger, comme celui du Front de Seine à Pissy, se révélèrent désastreux. La situation n'est

guère plus brillante en RFA. A la suite de l'effondrement du marché immobilier, Neue Heimat, qui finançait largement ses opérations à crédit se retrouve avec des engagements énormes auprès des banques. Lorsque le scandale éclata, en 1982, c'est la catastrophe. Non seulement les syndicats doivent puiser d'urgence dans leurs caisses de grève 1,3 milliard de deutschemarks pour sponger les erreurs de spéculation à l'étranger, mais on découvre peu à peu que beaucoup de dirigeants de Neue Heimat et de ses filiales avaient utilisé des fonds à leurs fins personnelles.

Le sauvetage se révèle plus difficile que prévu. Une partie des terrains acquis à prix d'or sont totalement inutilisables ; le parc immobilier ne cesse de se dégrader du fait de la crise du bâtiment. Le DGB s'est efforcé ces derniers mois d'intéresser le gouvernement fédéral et celui des Länder à son sort pour maintenir au moins le statut social de ses logements. Les partis de la majorité, qui ont obtenu en juin dernier la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les agissements du Neue Heimat, exigent que les syndicats fournissent eux-mêmes les quelques milliards de deutschemarks nécessaires à une apurement des comptes du groupe, ce que le DGB ne pouvait accepter sans risquer de voir s'écrouler son assise financière. La solution Schiesser lui permet de se tirer d'affaire au meilleur compte, en laissant aux banques le soin de trouver un accord avec le nouveau propriétaire.

HENRI DE BRESSON.

5650^F
Banquette-lit exclusivité PRINTEMPS

3955^F

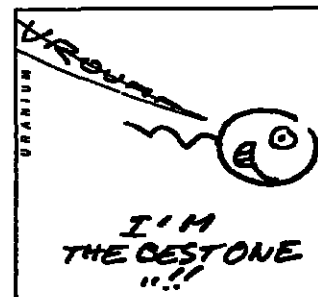
8 JOURS EN OR

— 30 %
sur la banquette-lit
recouverte 100 % coton,
matelas Dunlopflex DUNLOPILLO
(L. 155 cm - P. 98 cm - H. 85 cm)
couchage : 140 x 200.
PRINTEMPS Hausmann/Nation
Parly 2/Vélizy 2/Ternes.

COMMENT CREER SON PROPRE EMPLOI

SCIENCE & VIE
ECONOMIE

OCTOBRE



Un des romans les plus suffreux du XVIII^e siècle

La Religieuse, ou ce qu'il advint à la jeune Suzanne Simonin qui, à seize ans et demi, fut enfermée par sa famille dans trois couvents successifs où elle connut les pires turpitudes.

Ce roman qui fit scandale jusqu'à nos jours, précède et annonce les œuvres du marquis de Sade dont il n'a cependant ni les outrances ni le mauvais style. On y trouve les mêmes ingrédients : une famille sans scrupules qui se débarrasse d'un enfant pour s'emparer de sa dot, un univers carcéral où des esprits pervers par l'enfermement donnent libre cours à leurs passions, l'innocence et la candeur victimes de la folie et du cynisme...

Mais derrière ce sombre récit et ces tableaux licencieux, le lecteur découvre un appel

un chef-d'œuvre piquant du XVIII^e siècle
vu par J. David



La Religieuse de Diderot

vibrant à la liberté et une dénonciation implacable des mœurs du temps. Ce souffle et cette lucidité font de ce livre un des textes importants du XVIII^e siècle. Il faut ajouter à cela le style éblouissant de Diderot et l'on comprendra pourquoi ce beau roman reste une des œuvres les plus estimées de notre temps.

Des images somptueuses
Pour illustrer ma Religieuse j'ai fait appel à un des dessinateurs les plus brillants d'aujourd'hui. Il s'agit de José David, un artiste de la nouvelle école portugaise dont les œuvres incisives ont été exposées à Paris et ailleurs. Le fond mystique de ses origines associé au côté frondeur de la nouvelle école font un mélange savoureux tout à fait dans le caractère du chef-d'œuvre de Diderot.

José David nous donne ici 30 compositions originales que j'ai sélectionnées moi-même parmi une cinquantaine de dessins. Ces tableaux inédits

donnent à mon livre un caractère précieux et unique qui augmente sa valeur. Une valeur qui suivra la cote croissante du jeune peintre.

Un livre beau comme les in-octavo d'autrefois
La beauté d'une reliure plein cuir de mouton véritable, la richesse d'un décor original frappé en or 22 carats sur le

dos et en somptueux "à froid" sur les plats, le charme d'un papier chiffon inaltérable authentifié par le filigrane infalsifiable aux deux canons, tous ces matériaux nobles et tous ces soins font de mon Diderot un livre précieux entre tous. Ajoutez à cela la tête dorée à l'or fin, les cahiers cousus au fil fort, les gardes assorties, les tranche-filés et le signet tressés, et vous comprendrez pourquoi un "Jean de Bonnot" est un livre pas comme les autres. Un livre fait pour durer. Un livre que la patine du temps embellit chaque année.

30 illustrations inédites d'un grand artiste contemporain

Garantie à vie

Il vaut mieux avoir moins de livres mais les choisir avec goût. Jean de Bonnot ne publie que des textes de qualité, imprimés, illustrés et reliés dans la grande tradition du passé. Ces livres se patinent et embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à les racheter au prix d'achat fait au souscripteur.

Jean de Bonnot

Le prix exceptionnel de cet ouvrage nous oblige à en limiter le tirage. Nous vous prions donc de nous excuser si nous ne pouvons pas honorer les demandes tardives.

BON POUR LA RELIGIEUSE
avec garantie de rachat

à envoyer à JEAN de BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Envoyez-moi la Religieuse de Diderot illustrée par J. David et reliée plein cuir. Je joins mon règlement soit 166,50 F (+ 14,60 F de participation aux frais d'envoi). En cas de retour je serai aussitôt et intégralement remboursé.

Nom Prénoms

Adresse

Code postal Commune

Signature 1

Important : Le prix indiqué est valable trois mois. Après ce délai il pourra être modifié en fonction des cours des peaux, des métaux précieux et des papiers de luxe.

SUISSE : polémique dans le canton de Vaud

Les étranges conceptions de Mme Paschoud, professeur d'histoire et officier

BERNE
de notre correspondant

Rarement sujet aura suscité autant de discussions dans le paisible canton de Vaud que l'affaire Paschoud, du nom de cette enseignante de Lausanne ayant publiquement mis en doute l'existence des chambres à gaz nazies.

Collaboratrice d'une feuille confidentielle d'extrême droite le *Pamphlet*, Mme Mariette Paschoud n'avait jamais dissimulé ses sympathies pour le pseudo-historien cherchant à réhabiliter le nazisme sous couvert de « révisionnisme ». Elle a attiré l'attention de ses compatriotes en apportant sa caution, le 30 juillet lors d'une conférence de presse à Paris, aux allégations de M. Henri Rogues, dont la thèse douteuse a été annulée par le ministère de l'éducation.

La présence de Mme Paschoud aux côtés de M. Rogues devait provoquer une indignation d'autant plus vive dans l'opinion que l'enseignante venait d'être nommée professeur d'histoire dans un lycée de Lausanne. En outre, Mme Paschoud occupe dans l'armée suisse des fonctions inhabituelles pour une femme : capitaine du service complémentaire féminin, elle est également juge militaire et membre du comité d'une société d'officiers.

A en juger par le volumineux courrier publié par la presse, l'attitude de Mme Paschoud a été largement désapprouvée par la population et des historiens ont dénoncé aussi bien l'imposture de la pseudo-thèse de M. Rogues — que les « élucubrations » de Mme Paschoud, ses « doutes » n'ayant rien à voir avec « les règles les plus élémentaires de la recherche historique ». Seuls, quelques nostalgiques proches de l'Action nationale (extrême droite) et des milieux xénophobes ont jugé bon de voler au secours de l'enseignante lausannoise.

Devant un tel tollé, les autorités ne pouvaient pas rester

totale indifférentes. Seule mesure prise pour l'instant, le gouvernement du canton de Vaud a décidé de retirer provisoirement l'enseignement de l'histoire à Mme Paschoud, en attendant les résultats d'une enquête administrative.

Dépendant cette enquête administrative, et qui pourrait durer plusieurs mois, ne semble pas satisfaire complètement l'opinion. En tout cas pas certains parents dont les enfants doivent suivre les cours de français donnés par Mme Paschoud. Lors de la récente rentrée des classes, des manifestants portant l'étoile jaune ont distribué des tracts de protestation devant le lycée où elle enseigne. Les autres enseignants ont, pour leur part, observé une minute de silence à la mémoire des disparus des camps de la mort et des victimes des chambres à gaz.

La position de l'armée

Cette affaire a des prolongements devant le Parlement vaudois. Mardi 2 septembre, un député d'extrême-droite a vivement reproché au gouvernement cantonal d'avoir cédé à la corruption des médias. En revanche, le constatant l'incompétence de Mme Paschoud à enseigner l'histoire, des députés de gauche ont présenté une motion réclamant une réforme du mode de nomination des professeurs.

L'armée s'est montrée plus circonspecte encore. Le chef du département militaire fédéral, M. Jean-Pascal Delamuraz, a fait savoir qu'il « déplore et condamne personnellement » les propos de Mme Paschoud. Mais, en même temps, il a tenu à préciser que l'enseignante ne s'est exprimée ni au titre d'officier de l'armée suisse, ni à celui de juge militaire. Dès lors, a-t-il ajouté, ses déclarations ne tombent pas sous le coup de dispositions nous permettant de sanctionner son attitude.

JEAN-CLAUDE BUNIER.

هكذا من الاصل

هكذا من الاجل

Proche-Orient

Entretiens avec le président du Liban et le chef de la diplomatie de Damas

« Il faut dénoncer les Etats qui soutiennent le terrorisme »

(Suite de la première page.)

« Monsieur le président, la France subit une offensive terroriste d'une rare violence, aussi bien sur son sol qu'ici au Liban... »

— Oui nous vivons le même martyre. Nous en avons - bélas ! - une longue habitude. Quant à savoir d'où viennent les coups qui vous frappent... Il existe un contentieux entre la France et certains pays, certains Etats que je ne veux pas nommer et qui exploitent le sol libanais pour régler leurs comptes avec elle. C'est là qu'il faut chercher la clé du problème. Pour notre part, depuis longtemps nous mettons en garde le monde contre ce qui vient de se passer. Certains suspects que vous recherchez à Paris avaient déjà été impliqués ici dans des attentats à la voiture piégée. L'un d'eux visait mon père, un autre mon frère.

— Vous parlez du clan Abdallah ?

— En fait, il s'agit de tout un réseau plus important, d'un terrorisme proprement régional.

— On parle beaucoup de l'Iran agissant avec le soutien syrien...

— Je ne peux pas incriminer un Etat à ce stade de l'enquête. Je peux seulement vous dire que ces gens-là ont pour sanctuaire des zones du Liban échappant au contrôle de l'Etat et à son autorité.

— Où en est l'enquête sur l'assassinat du colonel Goussier ?

— C'est un crime qui nous a tous beaucoup émus ici et je suis personnellement l'enquête de très près. Elle vient de commencer et nous espérons aboutir à des résultats concrets. Nous avons des soupçons contre certains suspects et des éléments à charge. Mais, comme d'habitude, ces gens-là ont probablement déjà trouvé refuge dans des zones du pays que nous ne contrôlons pas.

— La série d'attentats contre le contingent français pourrait bien avoir pour résultat le retrait de la FINUL du Liban sud. Quelles en seraient les conséquences pour votre pays ?

— Tout simplement désastreuses. Ce qui s'est passé en 1983, lorsque le Force multinationale a baissé les bras, est en train de se reproduire avec les « casques bleus ». Des soldats français meurent sans qu'on comprenne le sens de leur sacrifice. Du coup, on pense au retrait, c'est-à-dire à l'abdication...

— Ne serait-ce pas la seule attitude réaliste ?

— C'est une abdication. Dans ce genre de situation, il faut voir loin et avoir du souffle. Déclarer forfait serait catastrophique. Si vous cédez ici, le terrorisme continuera à aller vous chercher chez vous. Cela ne règlera rien, bien au contraire. Le terrorisme est en train d'empoisonner l'existence de la communauté internationale. Il faut le combattre à la source.

— Certes, mais comment ? Où situez-vous cette source ?

— Il faut d'abord dénoncer les Etats qui soutiennent le terrorisme. Les désigner par leur nom, ne pas passer de compromis avec eux. Et, en ce qui vous concerne, il faut aider le Liban à rétablir sa souveraineté sur tout son territoire national. Du même coup, vous éliminez les repaires, les sanctuaires où les terroristes prospèrent actuellement.

— Pour l'instant, monsieur le président, on semble bien s'acheminer vers le retrait de la FINUL...

— Je vous le répète, pour tous ce serait un désastre. Israël récupérerait une partie du territoire. Un nouvel exode de population submergerait Beyrouth. L'intégrisme serait exacerbé au sud. Nous serions encore plus déstabilisés. Je crois qu'un tel retrait relancerait dramatiquement tous nos problèmes, et je ne sais pas où cela pourrait nous mener. Peut-être à l'avenir. Quelle belle victoire pour le terrorisme ! Quelle prime à la poursuite de son action ! Sans parler du discrédit et de l'abdication de l'ONU acceptant de plier bagages et de renier sa propre décision sous la pression. Car notre population du Sud est dans sa majorité solidaire avec votre contingent et l'a manifesté avec éclat il y a quelques jours.

— L'Iran a jeté de l'huile sur le feu en proclamant son hostilité à la résolution 425, base de la présence des « casques bleus »...

— Je regrette vivement cette attitude hostile de l'Iran. C'est une atteinte à notre souveraineté nationale. En outre, le consensus libanais et international pour approuver cette résolution est général. J'ajoute que l'Iran connaît bien les conséquences d'un retrait de la FINUL.

« Il n'y a pas de juste milieu »

— L'opinion française, déjà émue par le drame des otages, peut-elle voir longtemps nos soldats tués ou blessés au fil des jours sans avoir le droit de vraiment se défendre ?

— Je comprends l'émotion des Français, mais la question des otages est inséparable de l'ensemble du problème : ou nous avons du souffle ou nous abdiquons. Ou

la fermeté ou la débâcle. Il n'y a pas de juste milieu. Croyez-moi, quand on a tué ici plus de trois cents « marines » américains et soldats français, si l'Occident avait montré les dents, nous n'en serions pas là.

— Le départ des Occidentaux du Liban ne fait-il pas, d'abord, l'affaire de la Syrie ?

— En ce cas, elle pourrait bien créer une situation plus compliquée qu'elle ne le pense, et voir rempli par d'autres le vide que vous laisseriez ici...

— Par Israël ?

— Pas nécessairement... pas seulement...

— Par votre initiative du 1^{er} août, vous avez rétabli au Liban ce que vous appelez le dialogue national. Les ministres recommencent à se rencontrer, à se parler. On a l'impression d'un déblocage, le sentiment d'un début d'espoir. Un retrait de la FINUL va-t-il compromettre tout cela ?

— Ce retrait mettrait à nouveau le feu aux poudres. L'afflux de Chiiites du Sud dans un Beyrouth déjà surpeuplé et l'action d'Israël pour amplifier les antagonismes ne peuvent que laminer les modérés et encourager les extrémistes. C'est d'autant plus fâcheux que nous avons fait beaucoup de progrès ces derniers temps. Nous revenons de loin...

— Certains vous donnaient même perdant et partant. Ils vous sommaient de démissionner pour ce quatrième anniversaire de votre prise de fonctions. On voulait vous faire payer cher votre refus d'avaliser le plan intermédial parrainé par la Syrie...

— C'est vrai, nous avons connu une période très difficile et une dure vague de terrorisme. Mais il y a eu aussi une prise de conscience chez les Libanais. Les Syriens, nos premiers voisins, avec lesquels j'ai toujours prôné les meilleures relations, ont mis de l'eau dans leur vin ces derniers temps. Il y a à nouveau un dialogue sérieux en cours avec eux. Ils évaluent mieux la situation ici. Quant à l'accord tripartite que je n'ai pas entériné, les choses ont également évolué. On ne s'accroche plus à la lettre mais à certains aspects de l'esprit de ce texte. Il y a aussi un réel progrès de notre diplomatie, un regain d'intérêt pour le Liban, notamment en URSS, puisque Moscou a pour la première fois accepté de participer au financement de la FINUL.

— Bref, la bouteille est toujours aux trois quarts vide, mais on commence à se dire qu'elle est remplie pour un quart. Et sur le plan intérieur, nous en sommes à traiter nos affaires de façon plus saine...

— On a tout de même réclaté sur tous les tons votre démission. (Le président éclate de rire et balaise l'objection de la main.)

— Parlons-en. Tel haut personnage me demandait le mardi avec éclat de démissionner, et le mercredi, remettait en mon nom à son titulaire la décoration que je lui décernais. Quant à la gestion des affaires de l'Etat, les procès-verbaux ont été entérinés à domicile par les ministres empêchés de se réunir. C'est l'ingéniosité libanaise. Ce n'est pas l'idéal, mais cela a permis aux institutions de continuer à fonctionner. Il ne faudrait pas oublier, d'ailleurs, qu'au départ on avait réclaté mon « départ immédiat et inconditionnel », puis on s'est contenté d'exiger la démission collective de l'exécutif, puis la réduction du mandat de six à quatre ans. Et aujourd'hui même le premier ministre presse les parties au dialogue national d'aboutir rapidement à des résultats. Tout cela montre finalement que cette campagne était artificielle, pour ne pas dire imposée de l'extérieur. Mais il est vrai en revanche que le pays est traversé de fractures verticales et horizontales.

— Verticales, certes, mais horizontales ?

— En fait, les gens sont de plus en plus attachés à leur spécificité culturelle et à leur identité communautaire. La coupure horizontale sépare l'Etat et son administration des citoyens de toutes confessions. Les affaires publiques ont été trop longtemps l'apanage ou la chasse gardée de quelques politiciens traditionalistes ou féodaux. Il faut restaurer la confiance du peuple en ses responsables. Il faut établir un Etat suffisamment fort pour contrôler la situation sur son sol et, en même temps, assez décentralisé pour répondre aux aspirations des uns et des autres. J'ai hérité d'une partition de fait. Pour en venir à bout sans se jeter dans le vide, il fallait partir de nos institutions. Je suis ouvert au changement et rien n'est intangible. Mais je me suis accroché aux institutions et à la Constitution démocratique du Liban, rare dans la région. Même si cela semble actuellement une fiction, cette fiction est reconnue par la nation et par l'extérieur. Donc, c'est d'elle qu'il faut partir pour reconstruire. Même quand on me critique sur tous les tons, je reste le président de la République.

— Cibles et victimes

— Une République menacée de banqueroute ?

— Non. Même si certains chiffres sont cruels. En 1985, les Libanais ont perdu 62 % de leur pouvoir d'achat et le quart de la population adulte est sans emploi. Mais il y a d'autres réalités, beaucoup plus positives. Notre dette extérieure est très faible : 200 millions de dollars, beaucoup moins que nos voisins. La perte de valeur de la livre libanaise a fossilisé les exportations et, avec leur savoir-faire habituel, les Libanais sont en train de trouver des créneaux partout. L'an dernier, la balance des paiements est devenue excédentaire, et en matière d'infrastructure nous en avons fait autant en trois ans qu'au cours des deux mandats précédents. Il faut tout de même le savoir et ne pas laisser étouffer cela par les explosions du terrorisme.

— On craint aujourd'hui à Beyrouth que la France, dans sa lutte antiterroriste, ne malmené ces amis libanais et ne leur fasse payer, en méfiance et tracasseries, des crimes qu'ils condamnent dans leur immense majorité...

— Je n'en crois rien. L'opinion française n'est pas braquée contre nous. Tout comme vous, nous sommes des cibles et des victimes du terrorisme. Vos restrictions sur l'octroi de visas s'appliquent à tous. Et puis il y a tant de liens spirituels, affectifs, humains. Il y a tant de Libanais chez vous. Ce qu'il faut, c'est ne pas donner la moindre prime au terrorisme. Ne pas pactiser, et continuer à vivre avec fermeté et courage dans tous les domaines. Songez que la présidence de la République du Liban - dans cette tourmente - vient de patronner l'édition par un pianiste de chez nous de la première intégrale de Haydn...

Propos recueillis par PAUL-JEAN FRANCESCHINI.

« Que cessent les accusations contre la Syrie ! »

(Suite de la première.)

Insistant à plusieurs reprises sur le fait qu'il ne voulait rien dire qui puisse en quoi ce soit altérer les relations franco-syriennes, M. Chara a implicitement critiqué l'action de la police française, en déclarant : « Nous ne voulons pas donner de leçon au gouvernement français. Nous n'en avons pas le droit, mais c'est dans son intérêt d'analyser la conjoncture et d'arriver à trouver l'identité des vrais terroristes, au lieu de donner du crédit à des hypothèses et à des coups de téléphone de revendications qui peuvent émaner de n'importe qui. »

Visiblement, on se montre sceptique à Damas sur la piste Abdallah, laissant entendre en filigrane que la conférence de presse tenue par Maurice et Robert Abdallah devrait être une preuve suffisante pour les innocenter d'une participation directe aux récents attentats de Paris.

Résistance et terrorisme

Rappelant que la Syrie a subi « les actions criminelles du terrorisme » - récemment les attentats contre des autobus ont fait cent cinquante morts et plus de cent cinquante blessés, - M. Chara nous a affirmé : « La Syrie sait concrètement ce qu'est le terrorisme. Quand nous en avons été victimes, comme la France aujourd'hui, nous avons reçu des revendications ; mais nous ne les avons jamais prises au sérieux. Nous n'avons demandé à aucun pays de publier des communiqués de condamnation. Nous nous sommes efforcés de répondre à la seule question qui compte : qui a intérêt à commettre ces actes ? L'important, c'est de découvrir les véritables terroristes, non de faire des spéculations. »

M. Chara explique les accusations de terrorisme, si souvent portées contre la Syrie, par la position de son pays dans le conflit israélo-arabe. « Malgré tous les défis et les menaces d'Israël et des Etats-Unis conjugués et les pressions exercées par quelques pays arabes, la Syrie, nous a-t-il dit, a toujours refusé de faire des concessions sur les territoires occupés par Israël et les droits légitimes du peuple palestinien. Cette attitude est la cause de cette haine, manifestée par l'administration américaine, Israël et quelques cercles occidentaux qui gravitent dans la sphère d'influence israélo-américaine. »

« C'est vrai que notre attitude n'est pas soutenue par tous les gouvernements arabes, mais nous sommes convaincus qu'elle est appuyée par les masses arabes : c'est pour cela que nous sommes obligés de dire que la campagne des médias contre la Syrie a pour premier but de noircir notre image et de nous discréditer au sein des masses arabes et de l'opinion internationale. L'autre objectif de cette campagne, pour confondre la résistance légitime contre l'occupation avec le terrorisme, l'administration américaine et Israël essaient de pousser certains pays, et surtout la France, à prendre position contre la résistance nationale libanaise et la résistance palestinienne. Quand on accuse la Syrie, qui soutient ces deux mouvements, c'est aussi pour ternir leur image dans le monde. »

M. Chara poursuit : « Je me demande quel est l'intérêt de la Syrie d'avoir des liens avec le terrorisme international ou de l'appuyer. Je ne trouve pas de raison, au contraire, que valide cette thèse. » Sans le dire explicitement, M. Chara répond aux arguments de ceux qui accusent Damas de sous-entendre que la Syrie n'aurait aucun intérêt à commettre de tels actes contre la France à un moment où la position de Paris est « très positive et mieux qu'auparavant » et cela « non seulement au niveau des relations bilatérales, mais aussi parce que la France comme la Syrie, et, contrairement à Israël dans les deux cas, se prononce d'une part nettement en faveur du déploiement de la FINUL le long de la frontière internationale israélo-libanaise et, d'autre part, pour une conférence internationale sur le Proche-Orient. Une attitude qu'ont critiquée en Israël à la fois colombes et faucons », souligne M. Chara.

« Nous sommes opposés aux attaques contre la FINUL. Le ministre syrien des affaires étrangères convient que les récentes attaques contre des soldats français de la FINUL n'étaient pas d'Israël. Mais, dit-il, peut-être trop confiant dans l'avenir : « Nous sommes convaincus que les militants du Hezbollah changeront de position si la FINUL se déploie à la frontière. Ils disent aujourd'hui que la FINUL se protège en fait la sécurité d'Israël contre la résistance nationale libanaise et que c'est leur droit de résister à l'occupation jusqu'à l'accord avec le rapport de M. Perez de Cuellar qui accuse Israël d'être responsable de la tension au Liban sud. »

« De nouveau, je me demande, dit M. Chara, qui a intérêt à commettre des actes terroristes contre la FINUL et contre des civils français à Paris. » La Syrie, poursuit-il, est aussi sérieuse dans sa lutte contre le terrorisme que dans son soutien à la résistance nationale. C'est pour cela que nous ne voulons pas être liés au terrorisme et c'est aussi la raison pour laquelle nous avons fait le possible et l'impossible au Liban pour libérer les otages. Nous avons réussi quelquefois et échoué dans d'autres cas. »

La raison de ces échecs ? La situation au Liban est confuse et

très compliquée, répond M. Chara. Ce n'est pas facile d'aboutir à des résultats, alors même que, dans un pays organisé comme la France, vous avez des difficultés à trouver les vrais terroristes. Notre président a dit, c'est vrai, que la Syrie a de l'influence au Liban, une présence. Mais la Syrie ne gouverne pas le Liban. »

Est-ce pour ménager les protégés de son allié iranien que la Syrie n'a pu faire plus ? « Nous ne faisons pas de concessions sur les principes. Il y a eu des accrochages entre les troupes syriennes et des groupes qui appuyaient les ravisseurs. » Mais, poursuit M. Chara, nous refusons qu'on exploite cette affaire d'otages pour saboter et détruire des relations amicales entre la Syrie et l'Iran. »

Sur le point de savoir si l'Iran ne joue pas contre la Syrie au Liban, M. Chara se contente de dire que c'est Israël, en refusant de se retirer du Liban sud, et « ses agents extrémistes qui revendiquent la création d'un Etat chrétien qui ont créé les extrémistes dans l'autre camp. » A la fois, dit-il, ceux qui revendiquent la nécessité d'utiliser la violence partout pour obliger les Israéliens à se retirer du territoire libanais et ceux qui réclament la création d'une République islamique au sud du Liban. Ces deux courants ne sont que des conséquences des deux premiers. M. Chara ajoute : « Nous sommes convaincus qu'il faut s'attaquer aux sources de la maladie et non en énumérer les symptômes. C'est ainsi qu'il faut traiter aussi les racines du terrorisme et non pas seulement ses manifestations extérieures. »

Estimant que le terrorisme peut aussi être le fait de groupes pas toujours soumis à des Etats, M. Chara est revenu aux accusations portées contre son pays à Paris, pour admettre que, malgré la volonté syrienne de maintenir « de solides relations avec Paris, si la campagne antisyrilienne se poursuivait, elle pourrait affecter les relations entre les deux pays. »

« Nous sommes convaincus, nous a-t-il affirmé, que cette campagne ne saurait se poursuivre sans la complicité de quelques services au sein du gouvernement français. Si cela continue, nous pourrions conclure, malgré la liberté de presse, que le gouvernement français laisse faire, pour des raisons qui lui appartiennent... »

« Nous demandons, a conclu M. Chara, à être traités comme la loi française le veut dans le cas des accusés de droit commun : tout suspect est présumé innocent. Si des preuves existent, qu'on nous les donne. Sinon, que cessent ces graves accusations. »

FRANÇOISE CHIPPAUX.

SCIENTES-PO
Nécessité d'une classe préparatoire

L'examen est de plus en plus difficile. Ne gaspillez pas vos chances de réussite. Du 15 oct. au 15 juin, à temps complet, le CEPES renforce la culture générale, les connaissances historiques et géographiques et la méthodologie. Succès importants depuis 20 ans. 57, rue Ch.-Lafitte (82), Neuilly, 47.22.94.94 et 47.45.08.10.

EN INFORMATIQUE, J'ASSURE !!!

isth INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953
Pour vous aider à réussir à
CPECF : rentrée en octobre
cours du jour et stages intensifs
BTS : comptabilité et gestion de l'entreprise : 2 ans
enseignement complet, toutes UV, contrôles écrits hebdo.
CENTRE AUTJEUILL : 6, av. Léon-Henzy, 75016 Paris. Tél. : 42.24.10.72 +
CENTRE TOLBIAC : 83, av. d'Italie, 75013 Paris. Tél. : 45.85.59.35 +

EP ECOLE DE GESTION DE PARIS
SEMINAIRES PROFESSIONNELS GP et GM
2 mois : 100 heures
GF : Gestion Financière Comptable et Fiscale
• GF1 : Comptabilité Générale Finance, Fiscalité
• GF2 : Comptabilité analytique, gestion financière, contrôle de gestion
GM : Gestion et Management
• GM1 : Economie, Marketing
• GM2 : Banque, Audit comptable et financier, comptabilité comparée
Enseignements concrets, animés par des professionnels, compatibles avec des activités professionnelles et salariales.
EGP - Ecole de Gestion de Paris - 3, impasse Royer Collard 75005 Paris - Tél. (1) 43.25.63.91
Etablissement d'Enseignement Supérieur
Associatif d'éducation à but non lucratif

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

Afrique

ZIMBABWE : le prochain ralliement de la ZAPU au pouvoir

Le dernier combat de M. Joshua Nkomo

HARARE
de notre envoyé spécial

Serait-ce un hasard si le centre commercial récemment ouvert en plein cœur de Harare a été baptisé « Karigamombe », allusion, en langue shona, à « celui qui a fait tomber le bœuf », en clair M. Robert Mugabe, le premier ministre zimbabwéen ? Toute activité politique du pays ne tourne-t-elle pas, en effet, depuis quelques mois autour de la fusion « sous un même parapluie » de l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU), la formation au pouvoir, et de l'Union populaire africaine du Zimbabwe (ZAPU), le parti rival, qui a justement pour symbole le bœuf.

On avait laissé espérer cette remise en ordre à l'occasion du huitième sommet du Mouvement des non-alignés, qui vient de s'achever à Harare. Il n'a rien, en effet, pas déçu à M. Mugabe, d'apparaître devant ses pairs comme un pacificateur, ni à M. Joshua Nkomo, le chef de la ZAPU, d'abandonner, enfin, son rôle de « pestiféré » politique. En définitive, les gens au pouvoir ont mesuré les risques de l'opération : et n'ont pas voulu aller au-devant de mauvaises surprises, de troubles, alors même que tout le monde avait les yeux braqués sur Harare.

Dans un camp comme dans l'autre, on se montre résolument optimiste sur le prochain aboutissement de ces négociations, qui, de péripétie en péripétie, traînent en longueur. « M. Nkomo n'a plus de folles exigences », remarque un observateur. Le vieux chef nationaliste veut simplement trouver une issue honorable à cette brouille qui remonte loin dans le temps, à l'époque de la Rhodésie blanche et de la guerre d'indépendance. Il aurait déjà, accepté par écrit que cette unité se réalise sous le sigle de la ZANU et qu'une partie seulement du comité central de la ZAPU soit intégrée dans celui de la ZANU. « On ne m'accepte pas au paradis si je ne réussis pas à faire la paix », a confié celui qui est considéré comme le « père du Zimbabwe ».

M. Mugabe, de son côté, a facilité les choses en libérant, il y a quelques semaines, une soixantaine de prisonniers politiques, parmi lesquels plusieurs dirigeants de la ZAPU qui avaient été accusés de comploter contre lui. Il a, d'autre part, promis de revoir le cas de ceux, dont encore en prison et dont il évalue le nombre à moins de deux cents. Parmi

eux, déteu depuis 1982, le général Dumiso Dabengwa, héritier présumé de M. Nkomo et chef de la ZAPU. Reste à savoir si la libération de ce « dur » est, aux yeux de ses amis, la condition sine qua non d'une réconciliation.

Au sein même de la ZANU, cette réconciliation pose problème car elle aboutira fatalement à une redistribution des cartes à l'intérieur du parti et du gouvernement. Tous ceux qui craignent de faire les frais de cette opération tentent, évidemment, de la freiner, voire de la saboter. Elle risque de conduire aussi à un nouveau dosage tribal dans les instances dirigeantes, probablement au profit des Zezuru, l'ethnie de M. Mugabe, et des Ndebele, celle de M. Nkomo, au détriment des Karangas et des Manicas, les deux autres composantes de l'équipe au pouvoir.

Ces perspectives politiques n'enchangent guère, non plus, les gouverneurs de province qui, jusqu'ici, ont été des divisions, se sont taillés de petites « baronnies ». Quant aux militants de base, ils ont du mal à se faire à l'idée que leurs homologues de la ZAPU, leurs ennemis de toujours, puissent, désormais, être traités en hommes citoyens.

La « dissidence » du Matabeleland

En tout cas, M. Nkomo lui-même n'est plus, pour M. Mugabe et les siens, un adversaire avec lequel il faut compter. Ils ont fait ce qu'il fallait pour en arriver là, notamment en jetant en prison ses principaux « lieutenants » et en pratiquant, à l'encontre des membres de la ZAPU, une politique systématique d'intimidation. Le « père du Zimbabwe » est, aujourd'hui, à soixante ans, un homme malade, brisé et sans avenir, sans grande autorité sur ses propres troupes, soucieux seulement de réussir honorablement sa sortie de la scène politique.

En revanche, M. Mugabe n'est pas au bout de ses peines avec les « durs » de la ZAPU, qui n'accepteront pas si facilement de déposer les armes. Déjà qu'un leur ait volé leur guerre d'indépendance et conscients que, tôt ou tard, ils seront dévorés par la ZANU, il n'est plus grand-chose à perdre. Les autorités zimbabwéennes redoutent que l'Afrique du Sud ne cherche à exploiter cette « dissidence » en maintenant, à peu de frais, la pression dans le Matabeleland, le fief de M. Nkomo.

La dissidence, dans la province « rebelle » du Matabeleland, est, pour le moment, moins active. A l'initiative de M. John Laurie, l'ancien président de l'« Union des fermiers commerciaux », une milice de 250 hommes, payée par les intéressés et armée par le gouvernement, s'est vu confier la protection des agriculteurs locaux. La redoutable cinquième brigade, entraînée par des Nord-Coréens, ne sévit plus dans cette région où elle s'était livrée à des violences sans nom. Depuis trois ans, l'armée régulière a pris le relais et s'est comportée correctement avec la population. Une sixième brigade est en cours de recrutement pour assurer sa relève.

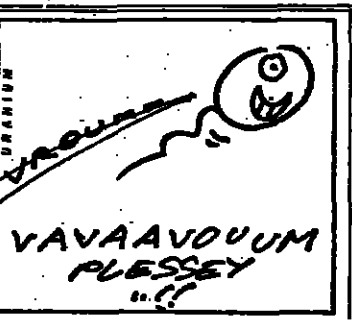
Il n'empêche que les violations des droits de l'homme n'appartiennent pas encore au passé. La milice et la jeunesse du parti au pouvoir continuent de se montrer très agressives à l'encontre de tous ceux qu'ils considèrent, à tort ou à raison, comme des opposants politiques. Quant à M. Enos Nkala, le très actif ministre de l'Intérieur, il dis-

pose d'un corps spécial de police et d'investigation qui travaille directement sous ses ordres et qui n'hésite pas à pratiquer la torture – le supplice de l'eau et les chocs électriques notamment – pour faire avouer les « suspects ».

« Les violations des droits de l'homme dénoncées par Amnesty International ne sont pas des vues de l'esprit », confirment de nombreux observateurs. On comprend, dès lors, que les autorités locales aient récemment déclaré cette organisation humanitaire « ennemie de la nation » et qu'elles se livrent, en ce moment, à une chasse effrénée aux informateurs d'Amnesty. Il est, à leurs yeux, d'autant plus nécessaire de discréditer celle-ci que le jour où la libération de tous les prisonniers politiques sera décidée et qu'elle se rendra compte alors qu'il en manque des centaines à l'appel, Amnesty ne pourra pas rester silencieuse.

Fusionner deux partis politiques est une chose, mais réunifier le peuple zimbabwéen en est une autre, bien plus compliquée. « L'irréductibilité du Matabeleland n'est pas prêt de disparaître », soulignent des observateurs. Il y aura toujours des incidents qui serviront de prétextes à de nouvelles troubles. Les Ndebele se sentent, en effet, beaucoup plus proches de leurs voisins du Sud, les Zoulous du Transvaal, avec lesquels, jadis, ils formèrent un vaste empire, qu'avec leurs voisins du Nord, les Shonas, qui gouvernent à Harare.

JACQUES DE BARRIN.



KENYA

Quand le clergé défend le secret de l'isolement...

NAIROBI
De notre correspondant.

Une affaire d'Etat, presque une guerre de religion, autour d'une nouvelle procédure de vote. Lorsque, fin août, la conférence annuelle des députés de la KANU, le parti unique au pouvoir, décida d'organiser, lors des futures élections, notamment les « législatives » de 1988, des « primaires » au cours desquelles tous les électeurs sans exception se mesureraient en file indienne derrière le candidat de leur choix, le Conseil national des Eglises du Kenya (NCKK) fit aussitôt connaître son refus de se plier à pareille réglementation, que certains jugèrent même anti-constitutionnelle.

D'innombrables membres du clergé expliquèrent alors qu'ils ne pouvaient décemment pas prendre ainsi ouvertement position dans une consultation, que leur vocation était de se tenir au-dessus de la mêlée politique et qu'en conséquence ils souhaitaient continuer à exercer leurs droits civiques dans le secret de l'isolement.

Quel scandale soulevèrent ces propos quasiment sacrilèges ! Comment donc, ces pasteurs, hommes à priori instruits et éclairés, n'avaient-ils pas compris que cette réforme visait à assainir les pratiques électorales, celle, par exemple, qui consistait, pour un candidat à la candidature à acheter son droit à brigner le suffrage des électeurs ? Désormais, ceux qui auront physiquement rassemblé derrière leur nom 70 % des votants seront automatiquement déclarés élus. Pour les autres, sera organisé un scrutin de rattrapage selon la bonne vieille tradition démocratique.

« Il se pourrait que beaucoup de pays africains et le reste du monde jugent nécessaire d'appliquer ce système électoral », souligne, avec fierté, M. Daniel Arap Moi, le chef de l'Etat kenyan. Or voilà que les membres du clergé

l'estiment attentatoire à leur dignité. Toute la classe politique, des gens en vue aux courtisans, se rangea derrière le président, qui mit ouvertement en doute la fidélité et la sincérité des hommes d'Eglise à l'égard du régime.

M. Moi, qui s'est donné pour devise « Paix, amour et unité », fit comprendre au clergé qu'il n'avait, en matière spirituelle, aucune leçon à recevoir de lui, qu'il ne voyait pas en quoi cette réforme électorale pourrait contrevenir aux dix commandements. Au cours de l'un de ses nombreux « prêchi-prêcha », il invita même son auditoire à « prier pour ces pasteurs, afin qu'ils soient capables de comprendre complètement la Bible... ».

Le ton monta si haut que M. Moi en vint à accuser l'organisation humanitaire World Vision d'avoir financé la réunion « subversive » du NCKK, « au cours de laquelle des résolutions anti-KANU ont été votées ». Le responsable local de cette organisation confirma qu'une subvention de 19 000 dollars avait été effectivement versée au NCKK, mais sans aucune intention malfaisante. Qu'importe cette mise au point. Le chef de l'Etat s'emporta de plus belle contre les « idéologies étrangères ».

Tout est bien qui finit bien : M. Moi vint de lâcher, prise, sans donner d'explication à sa volte-face. Désormais, les fonctionnaires, les militaires et les membres du clergé pourront voter soit à bulletin secret, soit par procuration, sans avoir à se mêler à la foule des wamanchi, des citoyens de base, qui feront la queue derrière le candidat de leur choix. Satisfait de cette heureuse issue, le révérend Manasseh Kuria, le chef de l'Eglise anglicane, qui fut l'une des âmes du « complot », a demandé une carte de membre à vie de la KANU.

J. D. B.

Le Crédit National a pour vocation le développement des entreprises. Prêts à taux fixe, renouvelable ou révisable, prêts en francs, dollars ou ECU, opérations de crédit-bail, de 3 à 20 ans...

Quels que soient leur taille et leur projet, toutes les entreprises trouvent dans la gamme des prêts du Crédit National des produits adaptés à leurs besoins financiers. LE CRÉDIT NATIONAL, LES MOYENS DE LA RÉUSSITE.



"AVEC LES PRETS DU CREDIT NATIONAL MON ENTREPRISE A FAIT UN GRAND BOND EN AVANT."

Mao ze Dong

Crédit National

45, rue Saint-Dominique, 75007 PARIS - Tel. (1) 45.50.90.00. Lyon - Lille - Marseille - Nantes - Nancy - Bordeaux - Strasbourg - Rouen - Dijon - Toulouse - Orléans - Besançon - Poitiers - Quimper - Grenoble - Reims - Amiens - Ile-de-France.

سكننا من الاجل

هذا من الاصل

Politique

La préparation des élections sénatoriales

L'autonomie du MRG... et ses limites

Quatre des dix sénateurs radicaux de gauche (le onzième M. Stéphane Bonduel, élu de Charente-Maritime non concerné par le renouvellement du 25 septembre a, peu avant l'échéance, fait part à la direction du MRG de sa décision de quitter le parti; sont renouvelables. Tous quatre sont de nouveaux en lice, toutefois, l'un d'entre-eux, M. André Jouany est en position de suppléant de M. Jean-Michel Baylet qui

fait équipe avec M. Jean Roger, sénateur sortant dans le Tarn-et-Garonne. Dans ce département comme dans celui voisin du Tarn, le MRG a décidé de mettre en application une ligne autonomiste. Il en est de même dans le Vaucluse avec la présence du trésorier national du Mouvement M. Jean-Claude Rieu, allié à un ancien député, M. Marcel Perrin et

dans le Rhône où M. Edmond Maillet conduit une liste.

Dans le Tarn et dans le Rhône, MM. Louis Brives et Jean Mercier qui sollicitent une fois encore le renouvellement de leur mandat, ont quitté le MRG après leur élection de septembre 1977 et font désormais partie de l'actuelle majorité. La voie de l'autonomie a aussi ses limites. Ainsi les autres séna-

teurs sortants radicaux de gauche font cause commune avec leur partenaire socialiste traditionnel : M. France Lécenault en Saône-et-Loire et M. Jean Béranger qui figure en deuxième position derrière M. Jacques Bellanger sur la liste commune dans les Yvelines. En Haute-Saône et dans les Hauts-de-Seine, enfin, des radicaux de gauche se présentent en alliance avec le PS.

Tarn-et-Garonne : l'illusoire miracle...

MONTAUBAN
de notre envoyé spécial

Bon, d'accord, il faudrait être quelque peu téméraire pour se risquer à parler d'un miracle sur la durée de ce miracle... Mais, pour le moment, c'est une évidence qui s'impose : la campagne pour les élections sénatoriales a bel et bien produit un miracle en Tarn-et-Garonne. Aussi extraordinaire que cela paraisse, les socialistes et les radicaux de gauche ne s'y disputent plus!

Oh! ne croyez pas que les uns et les autres aient soudain fait la paix. Les deux prétendants du PS aux deux sièges à pourvoir au scrutin majoritaire, MM. Jean Carla, maire d'Albefeulle-Lagarde, conseiller général de Castelnau, président du groupe socialiste de l'assemblée départementale, et Robert Descazeaux, maire de Garganvillar, conseiller général de Saint-Nicolas-de-la-Grave, ne retirent rien à la litane des accusations de turpitudes en tout genre que leur parti porte contre le chef de file régional du MRG, M. Jean-Michel Baylet, depuis que celui-ci lui a ravi, en mars 1985, la présidence du conseil général. A leurs yeux, l'ancien secrétaire d'Etat aux relations extérieures, par ailleurs directeur général de la toute puissante *Dépêche du Midi*, demeure un insupportable « complice de la droite ».

Pour sa part, M. Baylet continue de répliquer qu'en manœuvrant habilement pour accéder à la présidence de l'assemblée départementale il n'a fait que laver l'affront fait à sa mère, trois ans auparavant, par les socialistes qui n'avaient pas lésiné sur les intrigues, eux non plus,

pour réussir à la déboulonner de ce piédestal. Il n'est pas près d'oublier surtout, les attaques personnelles dont les socialistes le gratifient tout au long de la dernière campagne pour les élections législatives, et encore moins le camouflet qu'il reçut, en définitive, lors de sa défaite devant la liste socialiste dissidente conduite par le maire de Montauban, M. Hubert Gouze.

Non, le vieux contentieux reste entier, le « miracle » illusoire.

« Nous voulons enterrer la hache de guerre »

Le « miracle », en vérité, a été imposé aux uns et aux autres par les circonstances. Car les socialistes et les radicaux de gauche seront sans aucun doute contraints de composer en cas de second tour de scrutin. Or cette perspective réaliste paraît à peu près certaine puisque cette fois, la droite participe directement à la compétition, par l'intermédiaire de M. Jean Bonhomme, député RPR, maire de Caussade, et M. André Garrigue, conseiller général UDF de Montauban, alors qu'en 1977, trop faible, elle avait laissé le champ libre au MRG qui avait facilement préservé son hégémonie.

Du coup, les candidats du PS mettent une sourdine à l'expression de leur ressentiment en soulignant la volonté unitaire manifestée par les grands électeurs de gauche : « Nous voulons enterrer la hache de guerre, mais, pour le faire, il faut être deux... ». Ils estiment aussi que son échec des législatives a, semble-t-il, eu une heureuse influence sur le comportement de M. Baylet, qui a perdu un peu de sa superbe : « Il est redevenu un homme comme les

autres... ». Mais ils ne vont pas tous jusqu'à croire à une réconciliation. « Moi, je le crois sincère », dit M. Carla. « Moi, non », dit M. Descazeaux. Et, de toute façon, les socialistes savent très bien que le comportement des cinq cent quatre-vingt-huit grands électeurs est imprévisible : « Ils feront ce qu'ils voudront. On les a trop habitués à la guerre pour qu'il y ait un désistement automatique au deuxième tour... ».

M. Baylet adopte, lui aussi, un profil bas : « La hache de guerre, ce n'est pas moi qui l'ai déterrée. Aux législatives, je savais que je ne pouvais gagner dès lors que j'étais attaqué à la fois par Gouze et par Bonhomme, mais je ne pouvais pas me dégonfler. Aujourd'hui, je suis heureux de voir que les attaques personnelles ont cessé. » Le président du conseil général mène une campagne de notable qui contraste fortement, par sa discrétion, avec la campagne « à l'américaine » qu'il avait conduite en mars dernier. Maire de Valence-d'Agen, il mise, cette fois, autant sur le bilan de son action à la tête du conseil général, en se prévalant de plusieurs initiatives en faveur du développement agricole et rural, que sur l'influence de son quotidien régional, auquel il ne fait pas bon déplaire quand on est élu local.

« Je crois que l'action efficace est toujours payante et toujours reconnue », affirme-t-il.

« Sa mauvaise réputation est surfaite »

S'il est un homme que cette trêve force à amuser beaucoup, c'est bien M. Bonhomme, qui espère tirer les marrons du feu. Ce n'est d'ailleurs pas l'envie de souffler sur les braises qui lui manque : « Les socialistes sont fondés à avoir quelque animosité à l'égard de M. Baylet qui les a floués en s'efforçant de débaucher à droite, et il y a chez celui-ci, en effet, une part de cynisme assez extraordinaire. Il a eu besoin de la droite pour être élu président du conseil général et maintenant il a besoin des voix de la gauche pour se faire élire sénateur... ». Pourtant, même s'il dénonce à son tour la tutelle que fait peser sur la vie politique du département la *Dépêche du Midi*, « qui a été pendant longtemps d'une intolérance absolue », M. Bonhomme n'insiste pas sur ce registre. Lui aussi, il aurait besoin du soutien de quelques grands électeurs de la mouvance radicale pour espérer couronner sa carrière au palais du Luxembourg où le poussent, affirme-t-il, son « âge » (soixante-deux ans), son « expérience » et un commencement de bric-à-brac : « Vous savez, les radicaux ont le même biotype que nous : ils sont avant tout pragmatiques. » Constatant, il crédite volontiers M. Baylet d'un certain dynamisme à la présidence du conseil général.

o RECTIFICATIF. — Plusieurs erreurs de transmission ont altéré le sens de quelques passages de l'article sur les socialistes du Var, paru dans nos éditions du 23 septembre, ainsi que du « chapeau » sur le PS et les élections sénatoriales qui l'accompagnait. Il était ainsi question d'une « Bérésina » et d'un « effacement » socialiste dans un département, le Var, et non plusieurs, comme pouvait le laisser penser un singulier devenu malencontreusement pluriel.

Dans le troisième paragraphe de la deuxième colonne du reportage sur le Var, il fallait lire : « ce système disparaît avec la mort politique (et non la « machine politique », comme il était imprimé) de celui qui l'incarnait ».

Dans le cinquième paragraphe de la quatrième colonne, il fallait lire : « les socialistes ont aussi perdu le nerf de la guerre politique » (et non le « gros de la guerre politique », comme il était imprimé).

Enfin, dans le deuxième paragraphe de la troisième colonne, nous avons commis un lapsus en citant les résultats du premier tour des « législatives » de 1974. Il s'agissait du premier tour des législatives de 1973.

D'autre part, à propos de la tête de liste socialiste dans les Hauts-de-Seine, l'accord interne au PS prévoyait que M. Pontillon laissera la place à M^{me} Saligmann après les élections municipales de 1989. Il partira donc, non pas à mi-mandat, comme nous l'avons écrit hier par erreur, mais avant (voir le Monde des 2 et 4 juillet).

ALBI
de notre envoyé spécial

« Il est logique et il a du bon sens » — et il porte un jugement modéré sur sa personnalité : « Il continue parfois de se comporter comme un enfant gâté mais sa mauvaise réputation est surfaite. »

Le principal intéressé se plaît à rester de marbre. Il y a belle lurette qu'il est habitué à être décrit uniquement, ici et ailleurs, comme le fils chéri de M^{me} Evelyn Baylet. Il s'est « blindé » en participant depuis vingt-cinq ans à toutes les joutes politiques. Il admet même qu'il a sans doute commis des erreurs, en en faisant surtout un peu trop pendant sa dernière campagne législative tapageuse au point d'agacer certains électeurs. L'ampleur de son insuccès l'a ébranlé : il ne s'attendait pas à être devancé de plus de quatre mille voix par la liste de M. Gouze, alors qu'il avait été personnellement soutenu par l'état-major national du PS, MM. Laurent Fabius, Jack Lang, etc. Le président d'honneur du MRG a apparemment perçu, en outre, les limites du pouvoir de son empire de presse. En tout cas il veut offrir une nouvelle image de lui-même. Celle d'un gestionnaire adulte, métamorphosé par la pratique des affaires départementales et par sa participation au gouvernement : « Si je suis élu sénateur, note M. Baylet, j'aurais été, à quarante ans, maire, député, président d'un grand mouvement national, président du conseil général et membre du gouvernement... Pour un crétin, supposé incapable d'exister par lui-même, ce ne serait pas mal... ».

Un nouvel échec, en revanche, constituerait une humiliation pour cet enfant terrible du radicalisme occitan.

ALAIN ROLLAT.

Dans le Tarn

Les plates-bandes de M. Brives

ALBI
de notre envoyé spécial

Sacré Louis Brives, inépuisable briscard du radicalisme tarnais ! Le voici, à soixante-quatorze ans, engagé dans une nouvelle bataille, plus fidèle que jamais à sa géométrie politique variable. Cette fois, c'est au nom de la gauche démocratique — son groupe au Sénat — que le maire de Cuq-Toulza mène campagne. Le RPR et l'UDF roulent discrètement pour lui. Il a le champ libre à droite. Normal, puisque sa démarche épouse les orientations des radicaux valoisians depuis qu'il a rompu, en mars 1985, avec le Mouvement des radicaux de gauche qu'il représentait naguère à la présidence du conseil général.

Cet homme de terrain, qui ne se manifeste pas beaucoup au palais du Luxembourg mais qui n'a pas son pareil pour être de tous les mariages et de tous les enterrements dans les communes de son terroir, est assoiffé de revanche sur ses anciens partenaires socialistes qui ne lui ont plus renvoyé l'ascenseur depuis longtemps. Il est bien loin le temps où il faisait tandem avec le socialiste Georges Spérande, décédé en 1983... Le successeur de ce dernier, M. Jacques Durand — l'autre sénateur sortant — n'est

pour lui qu'un rival comme un autre.

Louis Brives vendra donc chèrement sa peau face à ces socialistes presomptueux qui briguent les deux sièges à pourvoir, en ayant associé à M. Jacques Durand l'un de leurs deux députés du département, M. Charles Pistre. Il entend bien leur démontrer qu'il n'est pas aussi « usé » qu'ils le prétendent.

Le vieux sénateur veut aussi rabattre le caquet de celui qui l'a « trahi », à l'issue des dernières élections cantonales, en apportant sa voix aux socialistes pour permettre à Jacques Durand de se faire réélire à la présidence de l'Assemblée départementale, et qui a ensuite pris sa place à la présidence de la fédération du MRG : ce « truhon » de Jean-Pierre Cabané, vice-président du conseil général, conseiller municipal de Mazamet, qui marche allègrement — non sans efficacité — sur ses chères plates-bandes et qui mène lui aussi une campagne ecuménique en plaçant pour « la réconciliation de la France modérée, celle qui plébiscite actuellement la cohabitation »...

Les neuf cent soixante-quatorze grands électeurs du Tarn auront donc le choix entre toutes les nuances du radicalisme, du plus rouge au plus blanc !

A.R.

CELIBATAIRES
voici des rencontres qui
vous enthousiasmeront !



La Presse vous dit pourquoi :

«... Ion International, équipé de graphologues et de psychologues... établit pour chaque candidat son profil psychologique... »

«... On cherche à ce que le coup de foudre se produise sur des bases sérieuses... »

LE FIGARO
«... Multiplier les possibilités de choix, infimes dans la vie courante... »
Claude Berthod

ELLE
«... Donner plus de chances aux générations futures en les aidant à réduire par des moyens scientifiques les risques d'erreurs... »

Anne de Vilaine
VOilà pourquoi vous allez faire, vous aussi, la rencontre de votre vie.

Ion International

Institut de Psychologie fondé en 1970 - PARIS - BRUXELLES - GENEVE

BON GRATUIT — Envoyez sans engagement, sous pli neutre et cacheté, le livret d'information en couleurs "Pour un couple nouveau".

M. Mme Mlle.....

Prénom.....

Adresse.....

Code postal.....

Ville.....

Pays.....

Je vous envoie gratuitement le livret d'information en couleurs "Pour un couple nouveau".

Le Minitel a trouvé à qui parler.



Le Monde sur Minitel
36.15 tapez : **LEMONDE**

Politique

L'élection législative partielle de Haute-Garonne

Pas de face-à-face télévisé entre M. Baudis et M. Jospin

Il n'y aura pas de débat télévisé entre M. Dominique Baudis et M. Lionel Jospin dans le cadre de la campagne électorale pour l'élection législative partielle de Haute-Garonne du 28 septembre. Le maire de Toulouse et le premier secrétaire du PS, têtes de liste respectivement pour la majorité et pour le Parti socialiste, n'avaient pas réussi à tomber d'accord, lundi 22 septembre au soir, pour l'organisation d'un débat « dans les conditions définies par la Haute-Autorité le 18 septembre », précise un communiqué de la direction de FR 3 Midi-Pyrénées.

Seize quelques jours auparavant par M. Jospin, (le Monde du 17 septembre), la Haute-Autorité avait, dans son avis, accordé un temps d'intervention télévisé identique pour toutes les listes, représentées ou non à l'Assemblée nationale, donné une « rallonge » de quelques minutes à M. Baudis et M. Jospin et suggéré aux deux protagonistes de se rencontrer dans un débat de conclusion de la campagne sur FR 3.

Cette suggestion n'ayant pas été suivie, d'effet, FR 3 devait organiser, mardi 23 septembre, « un tirage au sort sous contrôle d'huissier, pour définir l'ordre de passage de deux émissions séparées jeudi 25 et vendredi 26 septembre ». Si ce face-à-face avait alimenté la chronique toulousaine de ces derniers jours, il provoque, à contre temps, la colère du PCF. Sous le titre « Scandale à Toulouse », l'Humanité du mardi 23 septembre publie une déclaration du bureau politique qui dénonce l'« intolérable traitement de faveur » dont bénéficieraient selon le PCF, les deux hommes. « Il s'agit d'un nouveau et grave scandale, de la volonté de fausser le choix des électeurs (...). La politique du bûcheron continue », souligne le bureau politique avant de préciser que « il n'appartient ni à la télévision ni à une quelconque Haute

Autorité de manipuler les électeurs et les électrices ».

D'autre part, M. Jospin a annoncé, lundi soir à Toulouse, qu'il avait déposé plainte pour diffamation contre M. Baudis auprès du procureur de la République. S'exprimant au nom de la fédération socialiste de Haute-Garonne, le premier secrétaire a expliqué qu'il voulait ainsi s'élever contre les propos du maire de Toulouse l'accusant d'être « machination » qui aurait « entraîné l'annulation des élections du 16 mars dernier ». Interrogé sur RMC, il a indiqué que « des initiatives seront prises prochainement par des dizaines d'élus socialistes qui ne veulent pas être entachés dans leur honneur ».

Dans la soirée de ce même lundi, M. Baudis a annoncé une nouvelle fois le PS d'être à l'origine de l'invalidation de l'élection du 16 mars prononcée par le Conseil constitutionnel. Parlant du « parachutage » de M. Jospin en Haute-Garonne, il a estimé : « 1986 est l'année des comètes. Il y a eu celle de Halley, il y a maintenant celle du premier secrétaire du PS ». M. Jospin avait répondu par avance à ce bon mot en lançant à destination du maire de Toulouse : « Il vaut mieux être « parachuté » que fantôme. Puisque M. Baudis a annoncé son intention de ne pas siéger à l'Assemblée nationale, il n'a rien à faire dans cette élection. Qu'il s'occupe de la mairie et du conseil régional ».

Enfin, M. Charles Fitterman, membre du secrétariat du comité central du PCF venu soutenir M. René Piquet, tête de liste communiste, a estimé que « les électeurs de la Haute-Garonne ne seront pas niés par trois ou quatre députés socialistes. Par contre, a-t-il ajouté, un député communiste, c'est un plus pour les travailleurs et la certitude de la détermination, du dynamisme et de la cohérence ».

Le projet de loi de programme pour l'outre-mer

Le Conseil économique et social juge le texte de M. Pons positif mais insuffisant

Le premier ministre et le ministre des départements et territoires d'outre-mer devaient participer, ce mardi 23 septembre, à la discussion du projet de loi de programme relative au redressement économique et social des DOM, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte, inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée plénière publique du Conseil économique et social (CES).

Le projet d'avis présenté au nom de la section des économies régionales et de l'aménagement du territoire par M. Guy Jernac, industriel en Nouvelle-Calédonie et à la Réunion, porte un avis relativement positif sur le texte élaboré par M. Bernard Pons, tout en le jugeant insuffisant.

Après avoir souligné que le « défi majeur » lancé à la communauté nationale par la situation de l'outre-mer est de concilier l'exigence de justice sociale et l'exigence de développement économique », ce rapport estime notamment : « Le projet de loi apporte comme réponse l'institution de la parité sociale globale, qui implique le partage de certaines prestations sociales entre l'individu et la famille, d'une part, et la collectivité, d'autre part. Cette solution est envisageable sous réserve qu'elle aboutisse, à l'issue de la période d'application de la loi de programme, à la stricte égalité sociale ».

Le CES estime, en outre, que le projet du gouvernement est, sur ce point, contraire à la Constitution. « Les différences sont institutionnalisées : l'enfant des DOM, la famille des DOM, n'ont pas les mêmes droits que l'enfant et la famille de métropole. Le principe de l'égalité des citoyens, sur lesquels se fonde la Constitution, n'est pas respecté, et, circonstance aggravée, le projet de loi apporte des restrictions à la parité sociale elle-même par ses références à l'effort contributif et aux différences de

structures démographiques. » Le rapporteur propose d'amender le projet afin qu'il soit précisé qu'« à l'issue d'une période de cinq ans un nouveau dispositif législatif sur la stricte égalité sociale sera mis en place ».

Le CES affirme aussi, dans son avis, que la portée des dotations budgétaires prévues pour assurer de 1987 à 1991 « les moyens nécessaires au redressement économique et social » des quatre départements et des deux collectivités territoriales concernées « doit être relativisée » bien que ces crédits constituent « un plus dans l'action de l'Etat ». Le rapport se demande, en particulier, si les 262 millions de francs prévus chaque année pour assurer le financement de la construction des logements sociaux représentent vraiment une somme à la mesure de l'ambition affichée par le gouvernement.

Il considère également que « les conditions essentielles ne sont pas réunies d'une manière évidente » pour prévoir la réussite des expériences de zones franches prévues dans les DOM. En définitive, le CES juge que, « par sa démarche vers plus de justice sociale, par son action pour la baisse des tarifs aériens, par les moyens financiers supplémentaires déployés (...), ce projet de loi constitue une première réponse » à tous les défis de l'outre-mer, mais que « la véritable ambition aurait pu être plus vaste ». « Nous aurions aimé que soient posées des questions plus fondamentales », disait lundi M. Jarnac : « Quels investissements pour quel développement ? Quelle agriculture pour quelles spécialisations ? Quelles productions pour quels marchés ? Quelle économie pour quels besoins, pour qui et avec qui ? Le projet de loi n'apporte à ces interrogations que des réponses ponctuelles et partielles. Afin de pallier ces insuffisances », le CES proposera mardi et mercredi à MM. Chirac et Pons divers aménagements avant l'examen du texte par le conseil des ministres, en principe le 8 octobre.

UNE DESCENTE AUX ENFERS

Une plongée dans les eaux profondes et troubles du secret d'Etat, cette partie immergée de l'iceberg gouvernemental. Tel se présente le livre *Secret d'Etat*, de Pierre Péan, qui a voulu analyser, en dissimulant le moins possible à ses lecteurs, ce qu'il appelle « la France du secret » et « les secrets de la France ». Des institutions. Des mécanismes. Des habitudes. Des fondations. Des hommes, aussi. Autant de rouages d'une « machinerie » d'Etat.

Jacques Isnard
Le Monde



Pierre Péan

SECRET D'ETAT

La France du secret, les secrets de la France

Fayard

366 p.
89 F

FAYARD

Le premier secrétaire du PS répond à ses contestataires

M. Lionel Jospin a affirmé, mardi 23 septembre sur RTL, à propos des divergences qui sont apparues lors de la dernière réunion du comité directeur du PS, qu'il ne croit pas que son rôle à la tête du PS soit « vraiment » contesté. « Si c'était le cas, a-t-il ajouté, alors on en discuterait au lendemain du 28 septembre [date des élections législatives partielles de Haute-Garonne, où M. Lionel Jospin est tête de liste socialiste], mais de façon beaucoup plus franche, directe et en allant au fond des choses ».

Interrogé sur un éventuel effacement de sa part à la direction du PS au cas où le résultat de Haute-Garonne serait mauvais, M. Jospin a ajouté : « Je ne crois pas que je perdrai du terrain d'ici quelques jours, donc cette hypothèse ne va pas se concrétiser (...). Le PS va entrer dans une période délicate. Le problème des désignations pour l'élection présidentielle — sauf si François Mitterrand est notre candidat et même, à entendre certains, dans cette hypothèse — risque d'être délicat ».

« Dans cette affaire, j'incarne le Parti socialiste et je représente un élément de stabilité. Fous seraient ceux qui voudraient toucher à cela. Pourquoi ? Pour quoi faire ? Quand la campagne [en Haute-Garonne] sera terminée, tout cela va retomber parce que le résultat sera bon. S'il faut s'expliquer, on va s'expliquer. Ce sont les militants qui diront ce qu'ils pensent ».

Selon le baromètre de l'IFOP

La majorité améliore son image

Le baromètre mensuel IFOP-Le Matin (dont les résultats, recueillis après 877 personnes entre les 8 et le 15 septembre, ont été publiés les 22 et 23 septembre) enregistre une amélioration de l'image de la majorité et une dégradation de celle de l'opposition. Les Français sont aujourd'hui plus nombreux à approuver qu'à désapprouver l'action du gouvernement dans le domaine économique (38 % l'approuvent contre 36 % en août, et ceux qui désapprouvent sont 35 % au lieu de 39 %), et dans le domaine de l'ordre public et de la sécurité (47 % d'approbation au lieu de 42 % et 35 % au lieu de 42 %). Pour ce qui concerne la politique extérieure, domaine dans lequel ceux qui approuvent le gouvernement sont plus nombreux que ceux qui désapprouvent, et pour ce qui touche au domaine social, où c'est l'inverse, la tendance apparaît globalement favorable au gouvernement.

Les Français sont également plus nombreux à « se sentir proches de la majorité » (43 % au lieu de 39 % en août), tandis que le pourcentage de ceux qui se sentent proches de la gauche diminue de 36 % à 36 %. L'évolution dans les souhaits des Français concernant les résultats d'une élection présidentielle atteste de cette tendance positive pour la droite, puisque 45 % (au lieu de 41 %) souhaitent qu'un tel scrutin soit favorable à la majorité RPR-UDF, 34 % au lieu de 38 % préférant qu'il le soit à la gauche.

Interrogés sur le découpage électoral proposé par le gouvernement, 21 % le juge honnête, 35 % étant d'un avis contraire. 35 % des personnes interrogées approuveraient le chef de l'Etat s'il décidait de ne pas signer l'ordonnance électorale. En revanche, 23 % d'entre elles le désapprouveraient.

● **DECOUPAGE ELECTORAL :** le « désaveu » du Conseil d'Etat. « Il y a de la part du Conseil d'Etat un désaveu sévère pour M. Pasqua », a déclaré, le lundi 22 septembre, M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, à propos de l'avis rendu sur le projet gouvernemental de découpage électoral. « Sur cent lignes, a-t-il ajouté, M. Pasqua a fait vingt-cinq fautes ». M. Queyranne juge que « le Conseil d'Etat a confirmé sa tradition d'indépendance, malgré les injonctions de certains responsables de la majorité », et remarque que pour certains départements, le Conseil d'Etat « rejoint les observations » faites par le PS (...), à l'égard de la géographie biseautée de M. Pasqua ».

A propos de la date de présentation du projet d'ordonnance au conseil des ministres, M. Queyranne a souligné : « Il ne faut pas que le gouvernement cherche à profiter des circonstances [la vague d'attentats terroristes] pour tenter un mauvais coup contre la démocratie ».

REUSSIR SON BAC GRACE A L'INSTITUT GUILLAUME APOLLINAIRE

1ère S : préparation spéciale rentrée le 24 Septembre
45, rue du Faubourg
Montmorency 75009 PARIS
Enseignement privé mixte
2ème à Terminale A - B - C - D ; Terminale Sup ; Prépa Sciences - Po
(1) 47 70 63 12

IAE

INSTITUT D'ADMINISTRATION
DES ENTREPRISES
Université Paris I - Panthéon Sorbonne
162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15

SERVICES D'INFORMATION
ADMINISTRATIVE

DEMANDEURS D'EMPLOI

FORMATIONS DE 3^e CYCLE
SIPEMO
Systèmes d'information
dans les PME - PMI, à forte dominante micro-informatique
Patricia BORGES 45.57.28.41

MISSIL
Forme des spécialistes des Systèmes d'information
dans les Grandes Organisations
Karin RIPOCHE 45.58.02.28

CE S'AGIT D'FAIRE DE L'IAE

fondation saint-simon

SEMINAIRES 1986/1987

Islam, société et politique

Animateur général : Gilles Kepel

1^{re} séance le 6 octobre 1986

☆

A PARTIR DE JANVIER 1987

L'Italie (M. Boffa & G. Martini)
Le syndicalisme (P. Rosanvallon)
L'individualisme (M. Gauchet & G. Lipovetsky)
Les idées scientifiques actuelles (G. Jorland)

Ecrire ou tél. à Fondation Saint-Simon
91 bis, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris
Tél. : (1) 42.22.38.52 & (1) 42.22.29.95

هكذا من الاصل

هكذا من الاعمال

Société

Trafic d'objets d'art volés entre la France et les Pays-Bas Treize arrestations dans les milieux de l'antiquité et de la brocante

Un réseau de receleurs franco-néerlandais qui avaient organisé un important trafic d'objets d'art volés entre la France et les Pays-Bas, a été démantelé au cours des derniers jours par les services de police des deux pays.

L'enquête menée en France par le commissaire divisionnaire Raymond Mertz et ses collaborateurs de la brigade de répression du banditisme a établi que des antiquaires et des brocanteurs parisiens se faisaient régulièrement livrer des objets d'art volés. Ces receleurs parisiens vendaient les objets d'art à des brocanteurs néerlandais qui les écoulaient chez des antiquaires et des collectionneurs.

Les vols des objets et des œuvres d'art ne cessent de progresser chez les particuliers et dans les châteaux, bien sûr, mais aussi dans les édifices culturels où le nombre de larcins a augmenté, en 1985, de 25 % par rapport à 1984. Voilà un mauvais chiffre qui, sans atteindre les records des années 1978, 79 et 80, ne devrait pas laisser indifférents les pouvoirs publics. Même si l'activité des mal-faiteurs dans les églises a connu une pause (relative) au cours des six premiers mois de l'année 1986.

Le père Serge Bonnet, directeur de recherche au CNRS constatait avec tristesse, qu'en Lorraine de 1974 à 1984, ont été volés dans les églises et chapelles 409 statues et objets de culte (111 en Meurthe-et-Moselle, 130 en Meuse, 117 en Moselle, 51 dans les Vosges).

Un véritable pillage

Il s'agit d'un véritable pillage, qui inquiète non seulement les services de police mais aussi le ministère de la culture. Les trois quarts des objets classés (la France en compte 113 000) se trouvent, en effet, dans les églises, le plus beau musée de l'Hexagone. Dix pour cent seulement des œuvres volées sont retrouvées.

Ce sont les églises de campagne qui sont les plus menacées et les plus vulnérables. Legs d'une France rurale et prospère, aux multiples paroisses, ces édifices, quand ils ne sont pas à l'abandon, sont mal surveillés dans des campagnes dépeu-

plées et frappées par la baisse de la pratique religieuse et des vocations sacerdotales. Un curé de campagne peut, aujourd'hui, desservir jusqu'à dix-huit paroisses.

Les régions les plus touchées par le vol sont la Champagne, où il existe une statuaire de grande tradition, la Bretagne, avec ses saints populaires, et les départements limitrophes de la Belgique et de l'Allemagne.

Disparaissent chandeliers, ciboires, calices, ostensoirs, tableaux et rétables. Ces vols sont souvent l'œuvre de petits voyous qui agissent pour leur compte personnel ou pour répondre à une commande (ce qui est plus rare). L'Association Saint-Louis-de-Gonzague remarque dans une enquête que «soixante-dix-huit pour cent des antiquaires ou brocanteurs parisiens mettaient à la disposition du public des objets provenant des églises». Il faut remarquer, à ce propos, que tous ces objets ne sont pas obligatoirement volés, mais peuvent avoir été vendus par une communauté religieuse ou par des prêtres animés par la passion réformatrice. Que dire, en effet, de cet antiquaire de la capitale qui possède plusieurs centaines de chandeliers dans ses réserves? Les choses sont plus simples, en revanche, avec ce brocanteur du onzième arrondissement de Paris qui accueillait bien volontiers les chaises volées (deux par jour en moyenne) dans la nef de l'église voisine.

Les services de police constatent une internationalisation du trafic des objets volés. La plupart d'entre eux prennent la route de la Belgique où certains sont fondus ou transformés. Les autres gagnent l'Amérique du Nord. On cite l'exemple d'un night-club californien qui servirait à boire dans des calices français. Il existe aussi, ce qui est nouveau, une filière entre la France et le Japon.

Que faire? Fermer les églises? Un grand nombre des édifices de campagne, et parfois ceux des villes, le sont déjà. L'épiscopat est opposé au développement de cette mesure.

«Une église ouverte est un signe d'accueil», affirme le Comité national d'accueil. Il ajoute : «Une église fermée attriste le chrétien et déçoit le visiteur... et rien n'est plus facile que de demander la clef à une villageoise. Celle-ci ne devrait-elle pas relever les numéros des plaques minéralogiques des automobiles curieuses? Une telle précaution est aujourd'hui courante pour surveiller les églises romanes des environs de Paray-le-Monial (Saône-et-Loire). Faut-il grouper les objets les plus précieux dans un endroit de l'église réservé à cet effet? Faut-il bouclonner les statues? Certaines le sont déjà. Mais, pour les affaires culturelles, cette solution est catastrophique pour l'objet. L'œuvre est abîmée à la fois par son «propriétaire» (trou creusé pour introduire la vis) et par le voleur (bris du socle)... alors qu'il existe toujours

une chance de retrouver, en parfait état, une statue volée.

Faut-il mettre la cathédrale sous alarme (Orléans) ou lâcher un chien (Bourges), lors des heures de fermeture, entre les piliers? Une manière comme une autre de débarrasser le voleur caché dans le confessionnal. Doit-on embaucher un TUC pour surveiller l'édifice ainsi que cela a été proposé sans succès pour la cathédrale de Meaux, ou faire appel à des fidèles bénévoles pour assurer le gardiennage? Dans une église de Nancy, ils participent aussi à l'accueil et font visiter l'édifice.

Beaucoup estiment qu'il convient, aujourd'hui, de faire valoir que le patrimoine religieux — partie intégrante du patrimoine national — est sous la protection de chacun. Croyant ou non-croyant. La responsabilité de l'Etat est, elle aussi, engagée. M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, ne déclarait-il pas récemment : «L'Etat conserve une responsabilité éminente à l'égard de son patrimoine. Il en est, à la fois, le garant et le gérant. Certes, le temps n'est plus où les édifices religieux étaient complètement pillés, obligeant la Restauration à punir de mort le vol dans les églises. La Restauration est oubliée et la peine de mort abolie. Mais le ministère de l'Intérieur ne devrait-il pas renforcer la brigade des enquêteurs spécialisés dans la lutte contre le vol des œuvres et des objets d'art? Cette brigade ne dispose, aujourd'hui, que de cinquante personnes.

JEAN PERRIN.

Après une crise de plusieurs mois Scission au sein du principal syndicat des policiers en civil

La crise qui depuis plusieurs mois secouait le Syndicat national autonome des policiers en civils (SNAPC) vient d'aboutir à un divorce. Les deux tendances qui se disputaient la direction du syndicat se séparent définitivement. L'une, groupée autour de MM. François-Jean Tabone et Christian Naigeon, respectivement inspecteur divisionnaire à Grenoble et à Paris, garde la maîtrise du SNAPC dont la direction est profondément renouvelée; l'autre, rassemblée autour de M. Jean-Pierre Caillot, inspecteur divisionnaire à Paris, fonde une nouvelle organisation, le Syndicat national unitaire des inspecteurs de police (SNUIP). Le nouveau syndicat national a décidé de rejoindre la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), principale organisation de la police en tenue.

Avec 59 % des voix aux dernières élections professionnelles de 1985, le SNAPC est l'organisation majoritaire parmi les policiers en civil, inspecteurs et enquêteurs. Début 1986, à quelques semaines des élections législatives, son secrétaire général d'alors, M. Gérard Munaut, activement soutenu par l'ensemble de son bureau, avait décidé de se rapprocher de la FASP que dirige M. Bernard Deleplace. Une intersyndicale était créée afin d'harmoniser les pratiques et les objectifs syndicaux des deux organisations. Mais cette démarche unitaire soulevait rapidement l'opposition d'une partie des cadres syndicaux de province du SNAPC, inquiets du rythme auquel s'opérait le processus de rapprochement avec une organisation de policiers en tenue dont la direction, circonstance considérée comme aggravante, est plutôt marquée à gauche.

La victoire de l'opposition de droite aux élections législatives de mars 1986 devait accentuer la crise qui couvait. Plusieurs responsables du SNAPC soutenaient qu'il convenait de réviser la politique et les objectifs du syndicat. M. Gérard Munaut, prenant la mesure de cette nouvelle sensibilité, changeait alors brutalement son fusil d'épaule et «débarquait» les membres de la direction trop favorables à l'unité avec la FASP. Le 18 septembre s'est joué le dernier acte : réunis en

assemblée extraordinaire, les membres de la commission exécutive du SNAPC ont ratifié les mesures de suspension décidées quelques semaines auparavant. Dans la foulée, M. Gérard Munaut a été à son tour écarté par ceux-là mêmes à qui il avait fait des concessions, et remplacé à son poste par M. François-Jean Tabone.

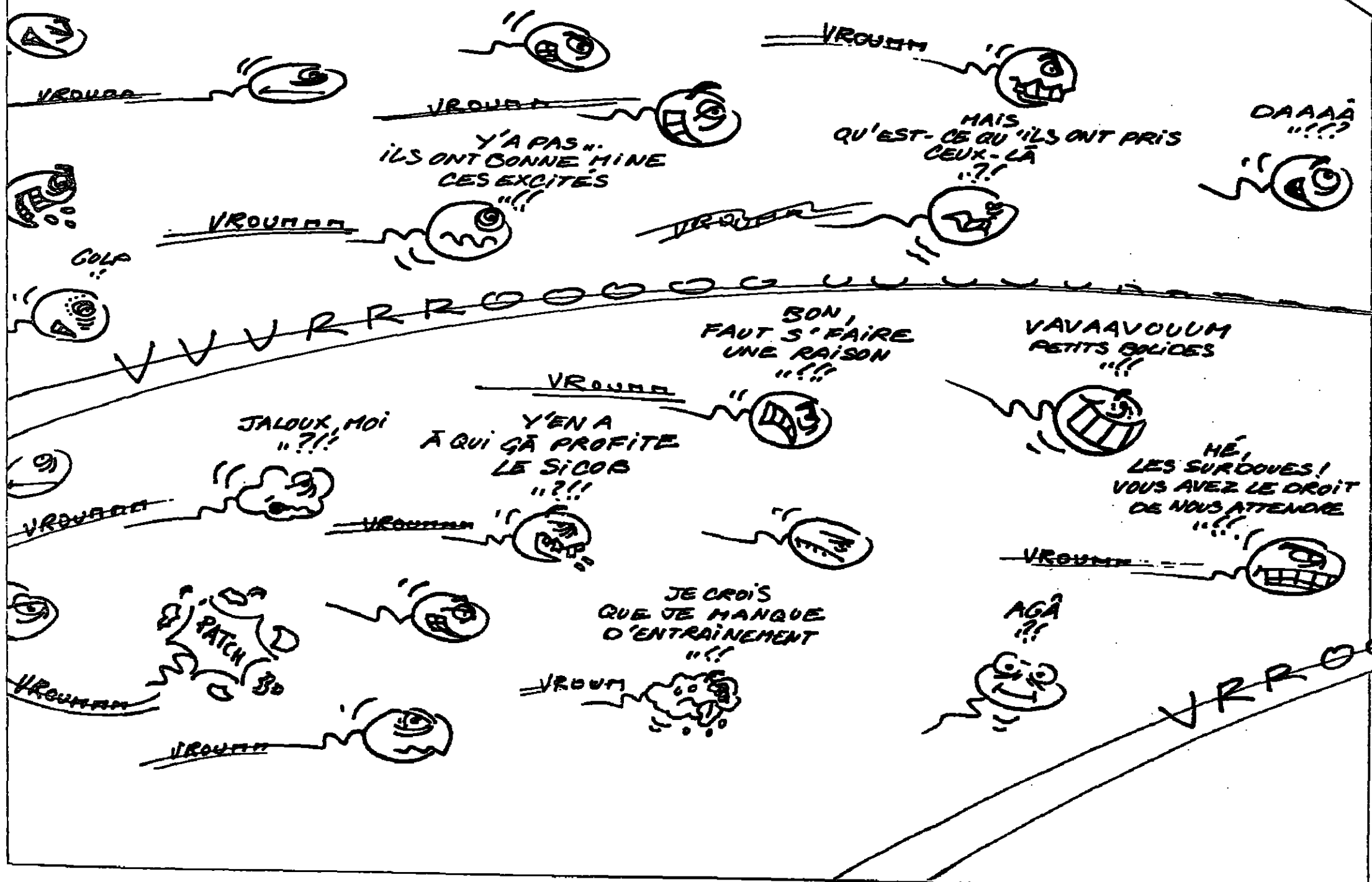
La direction remaniée du SNAPC a déclaré qu'elle défendrait avant tout l'autonomie traditionnelle du syndicat. «Nous sommes prêts à continuer le dialogue avec les syndicats frères», a précisé le nouveau secrétaire général, mais à condition que chacun défende les seuls intérêts de sa corporation. Autour de lui, d'autres responsables syndicaux se déclarent navrés de cette séparation : «Nous avons les mêmes objectifs unitaires que les exclus, mais ils ont voulu aller trop vite», nous a assuré l'un d'eux.

En face, au sein du nouveau syndicat, on ne l'entend pas de cette oreille. Au cours d'une conférence de presse réunie lundi 22 septembre, le nouveau secrétaire général du SNUIP, M. Jean-Pierre Caillot, a vigoureusement soutenu qu'il voit dans la scission une intervention de M. Pandraud. «Le SNAPC a changé de stratégie sans vouloir le dire», a ajouté M. Caillot, il a renoncé à sa politique d'ouverture en préférant pratiquer un syndicalisme frileux, plus proche de l'amicalisme que du combat syndical. Le nouveau syndicat, dont la direction est composée d'anciens dirigeants du SNAPC, espère atteindre rapidement un millier d'adhérents (le SNAPC comptait jusqu'ici environ neuf mille syndiqués).

Ce remodelage du paysage syndical dans la police aura de profondes conséquences. Maintenant représentative de tous les corps de la police nationale, l'organisation de M. Deleplace est désormais un mastodonte syndical avec lequel les ministères de l'Intérieur, quels qu'ils soient, devront compter. MM. Pandraud et Pasqua en sont, dit-on, déjà convaincus. Tous deux ont décidé d'assister au prochain congrès de la FASP, le 17 octobre prochain.

GEORGES MARION.

FONCEZ LES SURDOUES!...



Société

Les rapports entre la police et les citoyens

Les mésaventures d'un Nivernais à Paris

Exploitant agricole de la Nièvre, M. Hubert Delorme vient de connaître quelques déboires avec des policiers parisiens lors de son dernier passage dans la capitale. Personnalité de son département, secrétaire général de la fédération nivernaise de la FNSEA, ce quadragénaire en veston et cravate n'a pourtant rien d'un exilé.

Le mardi 9 septembre, il « monte » à Paris pour suivre le traitement médical que lui impose le cancer dont il est atteint. Mais ce provincial n'avait pas prévu les embouteillages provoqués, cet après-midi-là, par une manifestation de la CGT de la gare de l'Est à la Bastille. Retenu par les encombrements, très en retard à son rendez-vous médical, vital pour lui, M. Delorme sera son véhicule au plus près de l'hôpital Saint-Louis : sur un passage clouté, il peut ainsi subir la séance programmée de rayons laser.

De retour à sa voiture, une Citroën BX immatriculée 100 PQ 58 (le numéro officiel à avoir, selon lui), le Nivernais se désagrémente de trouver un policier décidé à verbaliser l'infraction. Convocation de l'hôpital à l'appui, M. Delorme lui explique pourquoi il a dû se garer aussi précipitamment. Il va même jusqu'à soulever son polo afin de montrer les dessins qui, sur sa peau, indiquent les zones irradiées par le laser. Rien n'y fait. « Le règlement, c'est le règlement », et le fonctionnaire établit son premier procès-verbal pour stationnement interdit.

« Attachez votre ceinture », lui ordonne le policier. M. Delorme refuse : une dispense médicale lui permet cette dérogation. « Ce document, plaidez l'agriculteur, je ne l'ai pas sur moi en ce moment. » Puis, échoué par des tracasseries qui durent depuis un bon quart d'heure, le Nivernais met le moteur en marche. Alors, « le policier ouvre la portière et tente de m'extraire manu militari de ma voiture. Agressé, je n'ai

d'autre échappatoire que de démissionner. »

Enfourchant son cyclomoteur, le gardien de la paix engage la poursuite et rattrape son fuyard qui s'est arrêté dans un magasin de la rue du Temple. Le policier ceinture son homme et s'adonne à l'agriculture. J'assume la paternité et les passants. Je veux téléphoner à mon médecin. »

Devant la foule qui grossit, le policier rebrousse chemin en direction de la voiture. Il sort son carnet à souche, verbalise une seconde fois pour non-utilisation de ceinture de sécurité et quitte les lieux.

Le lendemain de ces incidents, le Nivernais estime de son devoir de se rendre au commissariat de la rue Louis-Blanc, toujours dans le dixième arrondissement. Il souhaite obtenir des éclaircissements auprès du commissaire sur la conduite de son subordonné. Mais la responsabilité est absente, et M. Delorme sort des locaux... pour se retrouver nez à nez avec son tourmenteur de la veille. Ce dernier lui saisi le bras et l'oblige à rentrer dans le poste de police. Nouvelles explications : on le laisse partir.

Télu, le campagnard est de retour l'après-midi même. Une fois encore, il expose « l'affaire » à l'un des adjoints du commissaire. Il affirme alors s'être entendu rétorquer : « Vous avez beaucoup de chance car vous êtes en état de fuite. Notre policier aurait pu dégrader et tuer. » Interrogé depuis ces incidents, le commissaire du dixième arrondissement, M. Jean-François Demarais, a infirmé la thèse du délit de fuite.

« En général, conclut le notable nivernais, j'ai un profond respect pour les forces de l'ordre et, par moments, une grande admiration. Mais là... »

E. L.

Dans l'enseignement secondaire

Le nouveau barème des mutations avantage les professeurs agrégés

Petite révolution dans le monde enseignant : la notation et surtout la catégorie professionnelle deviendront en 1987 les critères déterminants pour les mutations des professeurs. Le nouveau barème retenu par le ministre accorde le poids de la note attribuée aux enseignants et donne la priorité aux plus gradés d'entre eux — les agrégés (1). La note sur 100 points, rebaptisée « valeur professionnelle », sera désormais prise en compte intégralement (alors qu'elle était fortement minorée jusqu'à présent) et sera majorée d'un certain nombre de points : 40 pour les agrégés, 30 pour les bi-admissibles (enseignants reçus deux fois à l'écrit de l'agrégation), 20 pour les titulaires du CAPES, mais zéro pour les adjoints d'enseignement.

Ce système de bonification hiérarchisée avantage cependant moins nettement les agrégés que celui qui avait été présenté aux syndicats fin août (le Monde des 31 août et 1^{er} septembre) : l'écart entre un agrégé et un adjoint d'enseignement était alors de 85 points contre 40 points actuellement. Le projet initial qui avait suscité la vive opposition de tous les syndicats, sans être remis en cause dans ses principes a été adouci. Ce qui permet au ministre, souvent accusé de décider seul, de se féliciter de cette « opération exemplaire de concertation », et aux syndicats de souligner le « recul » de l'administration. Ainsi, l'ancienneté professionnelle, qui ne devait plus intervenir dans le projet initial, a été réintroduite dans le texte définitif.

Prime de fidélité

Le nouveau barème accorde une sorte de prime de fidélité aux enseignants stables dans leurs établissements. Toute bonification est supprimée pendant les trois premières années de présence, mais la quatrième année de fidélité donne droit

immédiatement à 20 points supplémentaires. Cette exigence de stabilité, qui devrait favoriser la constitution de véritables équipes pédagogiques dans les établissements, risque de réduire à néant les espoirs de mutation des enseignants en début de carrière, ne totalisant pas quatre ans d'ancienneté dans le même établissement. L'administration espère faciliter ainsi la gestion du mouvement annuel des professeurs (40 000 demandes de mutation en 1986) en dissuadant nombre d'entre eux de demander un changement d'affectation qu'ils sauront d'avance impossible. Les règles permettant les rapprochements de conjoints séparés ne subissent que peu de modifications. Seuls les époux nommés dans deux départements limitrophes bénéficieront d'un avantage par rapport au régime actuel.

La seule catégorie de professeurs que le nouveau barème invite explicitement à bouger sont les agrégés enseignant dans des collèges et désireux de passer dans des lycées.

En effet, une bonification exceptionnelle (100 points), visée automatique pour la mutation, leur sera accordée en 1987 à condition qu'ils acceptent d'enseigner dans n'importe quel lycée de leur académie. Pour le ministre, cette mesure tend à résorber totalement la catégorie des « malgré nous », ces agrégés qui enseignent dans des collèges (de la sixième à la troisième) sans grand enthousiasme. Tous ceux qui le souhaitent pourront être nommés dans un lycée dès la rentrée 1987 s'ils acceptent, le cas échéant, un sacrifice sur leur trajet. En revanche, ceux pour qui prime la proximité de leur domicile, pourront demeurer dans les collèges.

Cette mesure devrait vider les collèges des quelque 4 700 agrégés (sur 20 000) qui y enseignent et accentuer la différenciation entre les lycées — en particulier ceux du

centre-ville, — qui concentreront encore davantage les agrégés, et les collèges, domaine des certifiés (titulaires du CAPES) et des adjoints d'enseignement (souvent des maîtres auxiliaires titularisés).

Affaiblissement

des commissions paritaires

En favorisant une telle redistribution, le nouveau barème est cohérent avec la ligne politique suivie par M. Monory depuis son arrivée à l'éducation nationale. L'importance accordée à la notation renforce le poids des chefs d'établissements et des inspecteurs. Quant à la prise en compte du grade, elle réduit à néant un acquis syndical majeur : le mouvement unifié, qui traitait à égalité tous les enseignants, qu'ils soient agrégés, certifiés ou adjoints d'enseignement, et renforçait leur cohésion face à l'administration. Dans le même temps, le ministère bouscule encore les syndicats, en réduisant le rôle des commissions paritaires, où administration et représentants des enseignants discutent des mutations. En effet, les projets de mouvement pour 1987 sortant des ordinateurs, ne seront plus communiqués aux représentants syndicaux. L'entourage du ministre invoque « une insuffisance du système informatisé » pour appuyer cette décision qui prive les syndicats d'un moyen d'informer rapidement leurs adhérents de la réponse donnée à leurs demandes de mutation.

Les nouvelles règles du mouvement tirent aussi les conséquences de l'arrêt du recrutement des PEGC décidé par le ministre. Ces derniers seront progressivement remplacés par des certifiés dans les collèges, d'où les agrégés auront quasiment disparu pour enseigner dans les lycées. Le ministre semble bien s'appuyer sur ces agrégés — considérés comme l'élite de l'enseignement secondaire — et en particulier

sur les plus conservateurs d'entre eux, réunis dans la Société des agrégés.

Il vient de donner satisfaction à ladite société en annonçant la suspension pour un an de l'agrégation interne, contre laquelle elle avait bataillé. Le principe de ce concours, réservé aux enseignants, et dont la première session devait avoir lieu cette année, avait été décidé par M. Jean-Pierre Chevènement. En contrepartie, 1 900 postes (au lieu de 1 500) seront offerts au concours en 1987. M. Monory a promis aussi que les enseignants déjà admissibles à l'agrégation pourraient, dans certaines conditions, bénéficier d'une décharge de service (réduit à un mi-temps) pendant un an pour préparer à nouveau les épreuves.

En favorisant ainsi les agrégés, le ministre désigne implicitement ces super diplômés comme une référence pour sa politique de qualité de l'enseignement. Au risque d'oublier que leur formation universitaire n'est pas toujours la mieux adaptée au public du second degré.

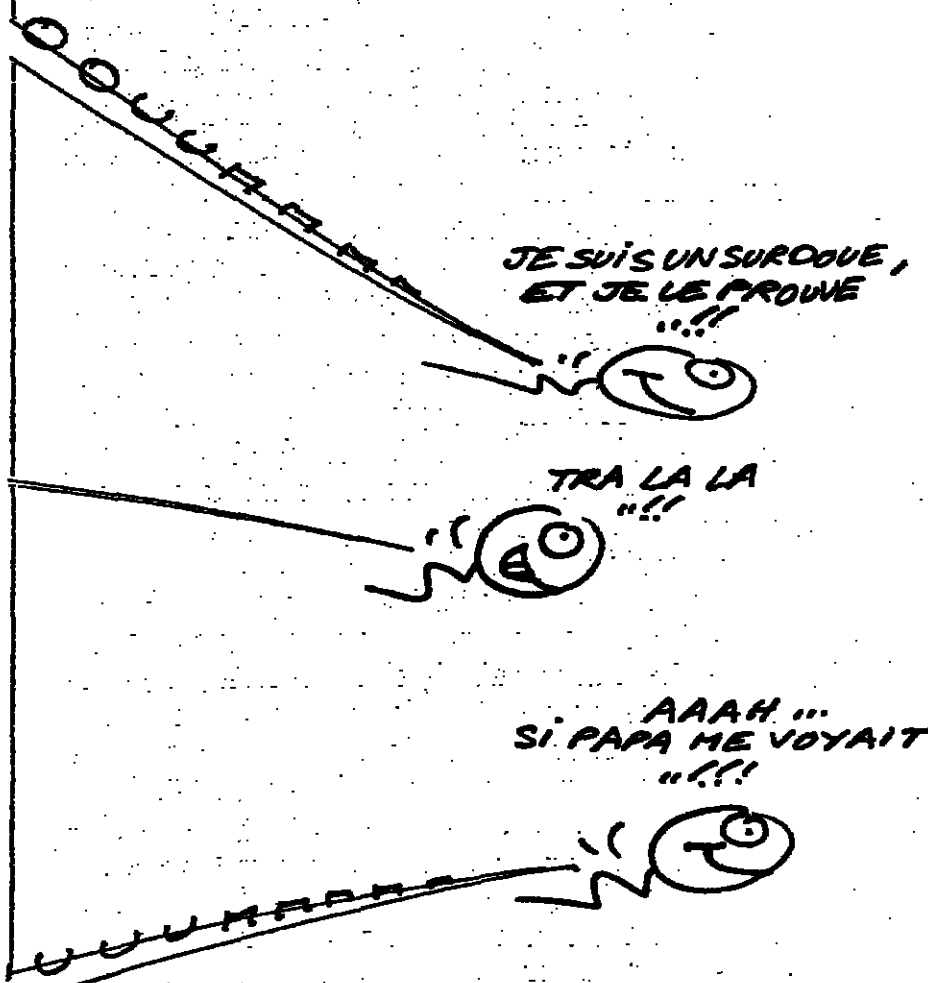
PHILIPPE BERNARD.

(1) La note donnée aux enseignants résulte de la combinaison de deux évaluations : « note pédagogique » donnée par l'inspection générale ou régionale et la « note administrative » attribuée par le chef d'établissement.

ESPACE

Les Américains rapatrient leur station orbitale. — La station spatiale que la NASA doit lancer dans le début des années 90 pourrait être de dimensions plus modestes que prévu. Dans son dernier numéro, l'hebdomadaire spécialisé Aviation Week and Space Technology rapporte que des responsables du projet seraient en faveur d'un ensemble constitué seulement d'une poutre centrale sur laquelle se grefferaient des modules habités et des modules scientifiques.

...WINLINE VOUS OUVRE SES PORTES.



WINLINE

DISTRIBUTEUR
EXCLUSIF
DE PLESSEY
PERIPHERAL SYSTEMS

Plessey, référence de l'électronique mondiale, a fait de WINLINE son représentant exclusif en France pour ses matériels et systèmes informatiques. Autour de la compatibilité Digital Equipment, WINLINE assemble les meilleures technologies des plus grands constructeurs au meilleur service. Aujourd'hui, Plessey ouvre la voie aux grands noms de l'informatique, qui seront distribués demain par WINLINE.

35, Boulevard des Bouviers 92000 NANTERRE
Tél. (1) 47 76 43 00 - Télex 630 601 F

**QUE LES MEILLEURS
S'ASSEMBLENT**

WINLINE distribue également CONTROL DATA, EMULEX

502 من الاجل

هكذا من الاجل

• MONTEDISON PROGETTO CULTURA •

LES ANNEES PLASTIQUES

**Du 24 Septembre 1986 au 4 Janvier 1987.
A la Cité des Sciences et de l'Industrie
(la Villette).**

La collection Montedison: âge tendre des plastiques. Chaque époque s'est exprimée à travers des matériaux dominants, bois, céramique, fer. Notre siècle apparaîtra aux historiens comme le siècle des matériaux plastiques par la place massive et novatrice que les polymères ont pris dans la civilisation technologique du 20^{ème} siècle.

Montedison a contribué plus que d'autre au développement des matières plastiques. Elle a joué un rôle de premier plan dans l'introduction en Italie de l'industrie des plastiques. Elle a concouru sur le plan scientifique à la



Cette exposition a été réalisée avec le concours de Montedison dans le cadre de son Projet Culturel.

découverte du propylène et au développement des nouveaux polymères, fruit des recherches du Prix Nobel Giulio Natta et de ses collaborateurs de Montedison.

Constituée au fil des années par Anna Rabolini, la collection "Les années plastiques" a été acquise en 1983 par Montedison et complétée au fil des ans. C'est la première tentative à l'échelle mondiale de sauvegarde et de conservation des premiers témoignages de cette incroyable aventure contemporaine qu'est l'histoire des matières plastiques. Toujours plus rares, aussi beaux et fascinants que les matériaux traditionnels, les objets rassemblés ici constituent pour les nouvelles générations les précieux éléments d'une archéologie contemporaine.

Grâce à son activité de production, l'industrie, à plus forte raison lorsque ses dimensions sont considérables, finit indirectement par produire une culture car elle transforme les inventions en innovations, elle crée des choses nouvelles, des produits qui une fois entrés dans l'engrenage de la société contribuent à modifier les comportements, les habitudes, les paramètres économiques et esthétiques. Nous avons un cas particulièrement remarquable d'intervention radicale, *révolutionnaire*, de l'industrie dans la société contemporaine. C'est celui représenté par la découverte, le développement et la production des matières plastiques "substance alchimique" qui dans l'espace de quelques décennies a profondément modifié notre goût, notre manière de faire les choses et donc en définitive, le cadre quotidien dans lequel nous vivons.

Essayons de voir le nombre d'objets en matière plastique que nous avons aujourd'hui autour de nous. Du téléphone au fauteuil, des composants de la voiture à ceux des installations électriques, en passant par les montures de lunettes et les prothèses chirurgicales. Ces objets ne se limitent pas à être une simple innovation technologique, voire une phénomène économique. Ils sont également un fait créatif qui intervient pour modeler les traits de notre époque, comme l'ont fait auparavant d'autres matières pour d'autres civilisations. Jamais cependant le phénomène ne s'était présenté de manière aussi massive, aussi innovatrice. Montedison est l'une des industries qui ont le plus contribué, à l'échelon mondial, au développement des matières plastiques. Elle a joué un rôle au premier plan



dans l'introduction de ce secteur industriel en Italie et a concouru, sur le plan scientifique, à la découverte et au développement de nouveaux polymères tels que le polypropylène Moplen (fruit des recherches de Giulio Natta, Prix Nobel, et de ses collaborateurs de Montedison), l'élastomère Dutral, les catalyseurs à haut rendement pour la polymérisation des matières premières. Avec des précédents de ce genre, il était naturel qu'un Groupe aussi profondément engagé dans les technologies de production ressentît l'attraction et le devoir culturel de conserver les premiers vestiges de la merveilleuse aventure de notre temps qu'est l'histoire des matières plastiques. Les objets moulés avec les premières matières plastiques artificielles et synthétiques constituent notre "mémoire". Ils se font de plus en plus rares et représentent, pour les nouvelles générations et pour les générations à venir, un témoignage précieux du passé, une sorte "d'archéologie contemporaine".

Nous avons voulu éviter qu'elle ne se perde et se disperse car elle représentait les racines profondes d'une partie importante de l'industrie chimique. Nous avons ainsi pris la décision de l'acquérir afin que tous puissent en jouir et nous sommes fermement persuadés d'avoir fait une oeuvre utile du point de vue social et culturel. Il appartiendra à d'autres d'en juger. Nous avons voulu compléter la collection par un catalogue destiné à documenter, à travers de nombreuses contributions, l'histoire même des matières plastiques aussi bien que la collection et son importance culturelle. Nous souhaitons que notre initiative puisse être appréciée et évaluée à juste titre, pour ce qu'elle a vraiment voulu être.



**MONTEDISON
FRANCE S.A.**

Sports

AUTOMOBILISME : les désillusions de Renault en formule 1

La Régie coupe le turbo

« Darty-service après-vente. 26 octobre 1986 : liquidation de stock ». Malgré les menaces qui pesaient sur leur avenir en formule 1, les motoristes de Renault-Sports voulaient encore faire preuve d'humour en affichant cet écriteau au-dessus de l'établissement sur lequel étaient entreposées les pièces détachées du moteur de la Lotus d'Ayrton Senna avant le Grand Prix du Portugal. Ces menaces sur la poursuite de l'activité de la Régie dans l'épreuve reine du sport automobile sont devenues réalité lundi 22 septembre, avec l'annonce par M. Patrick Faure, président de Renault-Sports, d'une suspension de présence en formule 1 à la fin de la saison.

Ainsi, un an après avoir retiré son écurie du championnat du monde, Renault renoncera — au moins momentanément — à son activité de motoriste au soir du Grand Prix d'Australie, le 26 octobre prochain. Mais, contrairement au premier abandon décidé par M. Georges Besse, PDG de la Régie, par souci d'économies budgétaires (1), et à la suite de résultats sportifs décevants en 1985, le second est plutôt imposé à Renault par les circonstances.

Après avoir beaucoup tergiversé, Renault avait fait connaître au printemps dernier son intention de « rester en formule 1 pour gagner ». Disposant de l'un des trois meilleurs moteurs, avec celui de Honda et de Porsche, la Régie entendait poursuivre son aventure avec l'un des trois meilleurs constructeurs de châssis, McLaren, Lotus ou Williams. Ces

deux dernières écuries ayant rapidement opté pour le moteur Honda en 1987, Renault avait reporté tous ses espoirs sur McLaren, avec la perspective d'y retrouver Alain Prost, champion du monde en titre, qui avait raté la dernière course consécutive en 1983 sous les couleurs de la Régie.

Les négociations entre Renault et McLaren, intensifiées en août à l'occasion du Grand Prix d'Autriche, avaient même débouché sur un accord de coopération en formule 1 pour les trois saisons à venir au minimum. Une clause suspensive prévoyait toutefois que McLaren devrait rompre son contrat avec Shell pour faire place à ELF, le partenaire pétrolier de la Régie.

Officiellement, Shell, qui a réussi en 1985 un extraordinaire triplé en triomphant dans les championnats du monde de formule 1 (avec McLaren), de rallyes (avec Peugeot) et d'endurance (avec Porsche) a refusé de se désister, ce qui rendait impossible l'alliance entre Renault et McLaren. On peut toutefois remarquer que Ron Dennis, directeur de l'écurie britannique, a habilement utilisé ces tractations avec la Régie pour mieux négocier son accord avec Porsche.

La firme onest-allemande — qui vise le marché américain en s'investissant la saison prochaine en formule Indy (Indianapolis) — a accepté de rester prestataire de services de McLaren pour la fourniture et le développement du moteur Tag Porsche sans abaisser ses tarifs.

Mais Ron Dennis a obtenu qu'une part plus importante de ce budget (2) soit désormais prise en charge par Shell. Dès lors Renault n'avait plus son mot à dire dans une décision qui lui échappait.

Alors que l'abandon de l'écurie Renault avait entraîné la fermeture de l'usine d'Evry, où sont fabriqués les châssis (soixante-quinze personnes), cette suspension d'activité ne s'accompagnera pas de la même mesure pour l'usine des moteurs de Viry-Châtillon (cent personnes). La Régie attend en effet la réunion plénière de la Fédération internationale de l'automobile, le 3 octobre, où devraient être votés les nouveaux règlements des différentes disciplines de ce sport, pour définir, avant la fin de l'année, sa politique

pour les saisons à venir, après consultation de ses techniciens et des responsables du marketing.

Selon les décisions prises le 3 octobre, Renault pourrait alors choisir de développer dès la saison prochaine son programme en championnat du monde des rallyes (Groupe A) avec la R11 turbo, de s'intéresser aux grands raids du type Paris-Dakar ou... de préparer son retour en formule 1 avec un moteur atmosphérique pour 1988 ou 1989.

GÉRARD ALBOUY.

(1) Ce budget atteignait 200 millions de francs en 1985, alors que l'entreprise avait enregistré 12,5 milliards de francs de pertes en 1984.

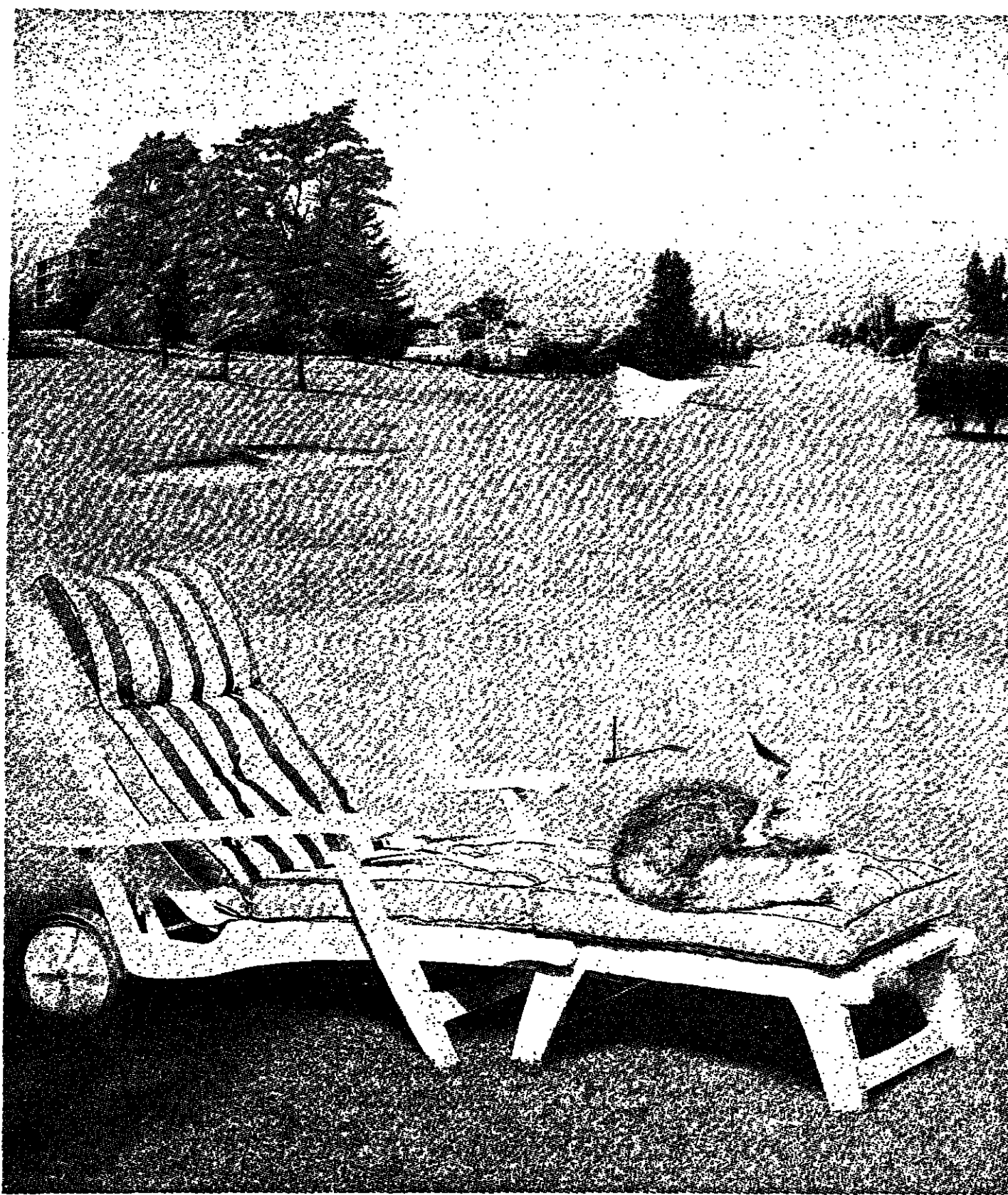
(2) De l'ordre de 10 millions de dollars en 1986.

Œuvre de pionnier

La Régie Renault avait fait œuvre de pionnier en Formule 1 en présentant un moteur turbo le 16 juillet 1977 à Silverstone pour le Grand Prix de Grande-Bretagne. Après des débuts difficiles, la monoplace jaune et noire que les Anglais avaient surnommée the yellow teapot (la théière jaune) a causé des nombreux turbos cassés dans un jet de fumée, avait confondu ses détracteurs en remportant le Grand Prix de France à Dijon le 1^{er} juillet 1979 avec Jean-Pierre Jabouille. Quatorze autres succès ont suivi, de 1980 à 1983.

La consécration semblait même promise en 1983. Après quatre victoires, Alain Prost était en tête du championnat du monde à la veille du dernier Grand Prix à Kyalami (Afrique du Sud). La Régie avait refusé de porter réclamation contre sa rivale principale, la Brabham BMW, qui avait utilisé, lors des courses précédentes, un carburant non conforme au règlement. Or, ce jour-là, le Brésilien Nelson Piquet triompha, et BMW devint le premier moteur suralimenté couronné en Formule 1. Depuis la dernière victoire d'Alain Prost sur une Formule 1 Renault, en 1983, la Régie n'a plus triomphé que quatre fois ces deux dernières saisons grâce à Lotus et au Brésilien Ayrton Senna.

De la place au Vert.



Tous les fûtés vous le diront : CERGY est une ville bien placée, quand on aime respirer.

CERGY-PONTOISE
UNE VIE BIEN PLACÉE

Établissement Public d'Aménagement Tél. 30.31.23.93

TENNIS

Leconte précède Noah au classement mondial

Grâce à ses victoires successives à Genève et à Hambourg, des deux dernières semaines, Henri Leconte est devenu, le 22 septembre le premier joueur français au classement mondial par ordinateur de l'Association des Tennis professionnels (ATP) aux dépens de Yannick Noah qui l'avait toujours précédé. Leconte a progressé de la septième à la cinquième place alors que Noah qui, actuellement, ne peut pas jouer en raison d'une blessure au tendon d'Achille, a rétrogradé du cinquième au sixième rang. Cette nouvelle position de Leconte est le résultat d'une série de performances cette année : demi-finaliste à Roland-Garros et à Wimbledon, quart de finale à Flushing-Medow et vainqueur à Genève et à Hambourg. Au total Leconte, âgé de vingt-trois ans, a gagné six tournois du Grand Prix depuis 1982.

● Pelote basque : confirmation française. — Comme en 1982 à Mexico, l'équipe de France a terminé première des championnats du monde de pelote basque qui se sont déroulés du 13 au 21 septembre à Vitoria-Gasteiz, capitale de la Communauté autonome du Pays basque (le Monde du 20 septembre). Sur les onze spécialités retenues par la Fédération internationale, elle a remporté cinq médailles d'or, trois d'argent et une de bronze. L'Espagne arrive en deuxième position avec trois médailles d'or, quatre d'argent et trois de bronze. Les pelotaris argentins sont montés deux fois sur la plus haute marche du podium, les Mexicains une fois.

POUR AIDER L'ARMÉE DU SALUT

dans une grande de vêtements usés, chaussures, vêtements, appareils de chauffage, éclairage, radio, livres et tous objets encore utilisables ou réparables, non destinés à la consommation.

APPELEZ : 45-83-54-40

Formation et perfectionnement en gestion

Programme ADMINISTRATION DE L'ENTREPRISE

- Cours intensif de formation polyvalente en gestion d'entreprise (méthodologie, formation de base, secrétariat général, gestion des ressources humaines, finance et comptabilité, production, marketing et commercialisation).
- Durée 9 mois à plein temps (ouverture de la 27^e session le 20 octobre 1986).
- Enseignement dispensé en français, exclusivement par des praticiens des affaires, tous dirigeants, cadres

- ou conseils d'entreprises.
- 165 jours de formation, 1800 heures d'enseignement et de travaux, avec contrôle individuel continu des connaissances et performances.
- Diplôme de formation en gestion d'entreprise.
- Effectif limité à une trentaine de participants par session.
- Brochure d'information expédiée gratuitement et sans engagement de votre part sur simple téléphone ou demande écrite.

ECADE

Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises
Rue du Bugnon 4, CH-1005 Lausanne (Suisse)
Tél. 021/221 511 (International: 41-21-221-511)

Chez moi, il fait la pluie et le beau temps

La météo sur Minitel : météo régionale, météo marine, prévisions complètes.

Le Monde sur Minitel
36.15 tapez : LEMONDE

LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER

هكذا من الاجل

La vague d'attentats à Paris et la lutte contre le terrorisme

POINT DE VUE

Les conditions d'un consensus

par Jean-Pierre Stirbois (*)

NEUFS morts, deux cents blessés en treize jours, peut-être plus à l'heure où sera publié cet article : ce bilan intolérable donne la mesure des carences et de la faiblesse de ce gouvernement.

Le Front national ne pourra jamais adhérer à un consensus fondé sur des rodromontades et une série de « petites mesures » prises à la sauvette, un peu à l'exemple de M. Séguin et de ses « petits bouillottes ». Nous n'avons pas confiance dans M. Chirac pour mettre en œuvre une politique efficace de lutte contre le terrorisme. Seule la constitution d'un gouvernement de salut public, incluant le Front national, et s'appuyant ainsi sur une véritable majorité, pourrait alors prendre les mesures concrètes qu'impose la guerre qui nous a été déclarée.

L'offensive terroriste actuelle justifie en tous points l'analyse que le Front national n'a cessé de développer depuis plusieurs années et justifie la prise des mesures concrètes et efficaces qu'il n'a jamais cessé de proposer aux gouvernements qui se sont succédés.

— A Paris, il faut déclarer l'état d'urgence, qui peut être par le gouvernement pour une durée de douze jours « en cas de péril imminent résultant d'atteintes graves à l'ordre public ». C'est le cas. Une telle mesure aurait pour effet de rassurer la population et de donner aux forces de l'ordre toute latitude pour rechercher et interpellier les terroristes.

— Il faut expulser sans délai le millier de personnes fichées pour être en contact avec les milieux terroristes et susceptibles de leur apporter un soutien logistique.

— A l'exemple de l'Italie, il faut contrôler les valises diplomatiques de certaines ambassades — Syrie, Libye, pays de l'Est — et expulser immédiatement les faux diplomates répertoriés par la DST.

Parallèlement à ces mesures ponctuelles, il faut ratifier la convention européenne sur le terrorisme ainsi que la convention de Dublin. Surtout, il faut que ce gouvernement dépose, dès le 2 octobre, un projet de loi rétablissant la peine de mort, à tout le moins pour les crimes terroristes. C'est ce qu'exigent depuis des années le Front national et,

aujourd'hui, une écrasante majorité de Français.

Enfin, il est scandaleux que le rétablissement des visas ne touche pas les trois pays du Maghreb — Algérie, Tunisie, Maroc — alors que plusieurs terroristes, dont Ibrahim Abdallah, ont utilisé pour entrer en France des passeports officiels de ces pays (1). Le visa doit être obligatoire pour tous les étrangers, à l'exception des ressortissants de la CEE.

A la veille du 16 mars, beaucoup d'électeurs considéraient M. Chirac et son parti d'un avantage indéniable dans la lutte contre l'insécurité. Le 21 juillet, le premier ministre déclarait : « Les Français se rendront compte que beaucoup de choses ont changé en six mois ». Six mois se sont écoulés, et les résultats sont là ! Le chômage est devenu « incompréhensible » et les terroristes massacrent impunément femmes et enfants dans Paris.

Les Français doivent savoir que les responsables de la sécurité avaient averti le gouvernement d'une prochaine offensive terroriste, mais celui-ci n'a pris aucune mesure préventive et a poursuivi une politique de concessions aux pays arabes les plus fanatiques. Cette politique de lâcheté n'a pu que favoriser les chantages au massacre auxquels nous assistons. M. Chirac affirme aujourd'hui ne pas vouloir céder au chantage mais refuse de se donner les moyens qui permettraient de résister à celui-ci. Mais cette tradition de la faiblesse chez le premier ministre ne date pas d'hier.

Incompétence

Déjà, en 1974, c'est bien M. Chirac qui avait fait libérer le terroriste japonais Yukata Fujita. Plus près de nous, le 5 août dernier, c'est bien M. Chirac que les terroristes de l'ASALA ont remercié d'avoir libéré trois de leurs militants. Les exemples ne manquent pas qui montrent la satisfaction que le premier ministre a dit et fait tout et le contraire de tout avec la même sincérité de machine à écrire.

Or céder au chantage, c'est encourager des gens comme Hussein Moussawi, chef de la branche la plus dure du Hezbollah, à amplifier leur

croisade contre notre pays, lui qui déclarait le 11 septembre : « La France, c'est sûr, deviendra une république islamique d'ici une à deux générations ».

Céder au chantage pour Ibrahim Abdallah ne ferait qu'encourager de nouveaux attentats, pour obtenir cette fois la libération d'Anis Naccache, assassin de deux Français, puis celle de Waroujan Garibidjani, responsable des huit morts de l'attentat d'Orly.

Les numéros oratoires de M. Pasqua ne font que ridiculiser la police et les coups de menton et autre énergie verbale déployés par le premier ministre ne peuvent masquer plus longtemps aux Français une incompétence et un manque de clarté et de volonté politiques évidents.

Nous attendons de M. Chirac qu'il dénonce les véritables commanditaires des horribles attentats de ces derniers jours : la Syrie, l'Iran, l'URSS. Il n'a pas eu le courage élémentaire.

Devant l'extrême gravité de la situation, nous avons donc appelé les Français et les Français à manifester leur indignation et à exiger la prise de mesures efficaces pour gagner la guerre du terrorisme. Malgré l'interdiction de la préfecture de police et de Jacques Chirac, avec la bénédiction du Parti socialiste et du Parti communiste, sous la présidence fauchéenne, cette manifestation pouvait apparaître comme une provocation à l'égard des terroristes, plusieurs milliers de personnes ont pu applaudir le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, et entendre la voix de la fermeté.

(*) Secrétaire général du Front national, député des Hauts-de-Seine.

(1) La nouvelle réglementation sur le séjour des étrangers en France — entrée en vigueur le 16 septembre 1986 — fait obligation aux étrangers qui souhaitent se rendre dans notre pays de faire une demande de visa. Ce visa qui sera délivré dans les consulates à partir du 1^{er} octobre, peut actuellement être obtenu à l'arrivée dans l'Hexagone.

Pour les ressortissants du Maghreb (Algérie, Tunisie, Maroc), avec lesquels la France entretient des liens particuliers, le système actuellement en vigueur reste celui du *«détaché»* : un document spécial — dont on voit de plus en plus l'usage en France, et l'autre à la sortie — fait pour le moment office de passe. Des négociations sont en cours avec les pays du Maghreb à ce sujet. Ainsi M. Robert Pasqua, ministre chargé de la sécurité, a-t-il entamé des négociations — notamment avec l'Algérie — à ce sujet. Le défilé des *«détachés»*, nous a-t-on prévenus à la police de l'air et des frontières, donne lieu aux mêmes vérifications que l'octroi d'un visa. — NDLR.

Inculpation d'un Iranien après la découverte d'une cache d'explosifs

La direction de la surveillance du territoire (DST) a interpellé, samedi 19 septembre, un Iranien de vingt-cinq ans, M. Ali Abdollahzadeh Khosh Akhlagh, qui a indiqué aux enquêteurs l'emplacement d'une cache contenant des explosifs.

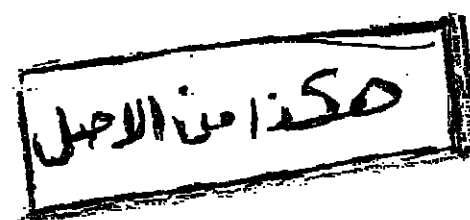
Dans cette cache, située dans un bois, à Montchenon près de Villers-Allerand (Marne), les policiers ont effectivement trouvé une quinzaine de kilos d'explosifs, des dispositifs d'allumage et des armes, mais il ne semble pas que cette découverte soit en rapport direct avec les derniers attentats commis à Paris.

Présenté lundi 22 septembre à M. Gilles Rivière, juge d'instruction à Paris, le jeune homme a été écroué sous les inculpations d'association de malfaiteurs et d'infraction à la législation sur les explosifs.

Ces inculpations ont été signifiées en application de la loi du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat.

Ce texte modifie notamment la procédure et les peines encourues pour les infractions « en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public, par l'intimidation ou la terreur ».

L'article 706-17 de la loi donne compétence au procureur de la République et au juge d'instruction de Paris — sur toute l'étendue du territoire national — et les inculpés peuvent être jugés par une juridiction parisienne. Quelques peines sont aggravées mais la loi prévoit, sous certaines conditions, des exemptions ou des réductions pour les auteurs ou les complices ayant donné des renseignements permettant d'éviter que l'infraction entraîne mort d'homme ou d'identifier les autres coupables.]



Les services de sécurité israéliens ont fourni de nombreux renseignements aux autorités françaises

TEL-AVIV
de notre correspondant

En première ligne depuis longtemps dans la lutte antiterroriste, Israël observe de très près la situation créée en France par la récente vague d'attentats. Etant donnée la longue expérience des Israéliens en la matière et leur bonne connaissance de la scène libanaise, il ne peut sans intérêt d'écouter ce qu'ils ont à dire en ce moment sur les violences parisiennes attribuées aux Fraternités armées révolutionnaires libanaises (FARL). D'autant que cette organisation a revendiqué l'assassinat, le 3 avril 1982, d'un de leurs diplomates en poste à Paris, Yacov Barimantov — attentat dont on soupçonne Jacqueline Esber d'être responsable.

Dans cette affaire, Israël fournit à la France tous les renseignements susceptibles de lui être utiles, indiquant, lundi 22 septembre, que FARL, d'autre part, avait placé à Tel-Aviv. Selon la presse israélienne, l'Etat juif aurait notamment transmis aux autorités françaises des documents assortis de photos concernant une vingtaine de terroristes appartenant à une part au FARL, d'autre part au groupe Abou Nidal. De manière plus générale, les services de sécurité israéliens auraient communiqué des informations sur les déplacements des terroristes en Europe, sur leurs lieux de résidence habituels et leurs liens avec les ambassades libyenne, syrienne et iranienne.

Pour ce qui concerne les derniers attentats de Paris, la même source militaire souligne « le degré de coopération qui semble exister entre les FARL, l'Assala (l'Armée secrète arabe pour la libération de l'Arabie) et le groupe extrémiste français Action directe », en y voyant le style d'un « nouveau type de terrorisme où plusieurs organisations se prêtent main forte ». Elle se montre prudente quant à une éventuelle implication de la Syrie, « dont rien n'atteste jusqu'ici qu'elle ait joué un rôle direct dans l'organisation des attentats ».

On attribue, en revanche, sans hésiter, de même source, aux FARL l'assassinat à Beyrouth-Est du colonel Christian Goutierre. Le meurtre de l'attaché militaire français a été revendiqué par de mystérieuses « brigades internationales anti-imperialistes » (1), lesquelles exigent, notamment, la libération de Georges Ibrahim Abdallah, le chef des FARL, détenu en France depuis octobre 1984.

Le style Abou Nidal

Deux autres actes terroristes récents, le sanglant détournement d'un avion américain à Karachi, et le massacre de la synagogue d'Istanbul, ont été commis, affirme notre interlocuteur militaire, par le groupe Abou Nidal. « Tout le désigne : le style d'opération, les armes employées, les probables complacités locales et les renseignements

en notre possession ». A cet égard, Israël s'inquiète de l'« envoi » de cette organisation au Liban.

« Lors d'un récent raid aérien aux abords du camp de réfugiés d'Eim-Ilweh, près de Saïda, poursuit cette même source, notre aviation croyait avoir bombardé des installations du Faik. Nous avons découvert, après-coup, qu'elles appartenaient au groupe Abou Nidal. Celui-ci est en pleine transformation. Avec quelque cinq cents hommes, il n'est plus un groupe-culte et tend à ressembler de plus en plus aux autres factions palestiniennes. Nous avons l'impression qu'il jouit d'un crédit croissant dans les camps. Il s'identifie à l'axe palestinien radical et il est perçu comme tel. En outre, il n'a plus peur d'éventuelles représailles du Faik ».

Cette évolution du groupe résulte en partie du fait que la Syrie l'a prié de quitter son territoire (bien qu'il conserve un bureau de représentation à Damas) et de s'installer au Liban. Cela ne l'empêche pas de continuer à mener des opérations pour le compte de la Syrie. En pareil cas, toujours selon la même source, la France a pour interlocuteur haut placé à Damas, Mohammed Al Houly, le chef des renseignements de l'armée de l'air syrienne et l'un des proches du président Assad.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) Et par un non moins mystérieux « Front de la justice et de la vengeance ».

La presse de Téhéran met en cause « la politique agressive de la France »

La recrudescence des attentats terroristes en France est une « conséquence naturelle et prévisible des politiques aventureuses et agressives » menées par le gouvernement français dans différentes régions du monde et en particulier au Proche-Orient, écrivait lundi 22 septembre le quotidien iranien de langue anglaise *Tehran Times*.

Le journal affirme que la France « souffre aujourd'hui parce que ses paroles n'ont pas été en conformité avec ses actes. Les déclarations des responsables français ne sont pas fiables et ne peuvent pas être prises pour argent comptant. Il y a de la duplicité en elles ».

Le commentateur du journal, citant « de nombreux observateurs dans le monde », assure que le gouvernement français a « adopté des politiques de plus en plus agressives depuis l'arrivée au pouvoir des socialistes [en 1981]. Il s'est engagé dans les affaires intérieures de nombreux pays comme le Tchad, le Liban, et dans la guerre imposée [au peuple iranien] ».

Evoquant cette guerre, le journal accuse le gouvernement français d'avoir « violé tous les principes internationaux et soutenu le régime agresseur irakien » en lui fournissant des « armes perfectionnées » qui ont, pour certaines, été utilisées contre des civils ou pour attaquer des navires de commerce dans le Golfe.

Commentant les récentes déclarations du président Mitterrand à Koweït, le journal poursuit : « Les Français ont prouvé que la vente d'armes au régime agresseur baassiste était plus importante pour eux que leur désir de justice ».

De son côté, Radio-Téhéran a jugé, dans un long commentaire, lundi, que les attentats étaient dus à la politique « erronée » de la France au Proche-Orient. La radio a dénoncé l'exploitation du climat d'inquiétude par « la droite raciste française, qui en profite pour attiser les sentiments hostiles aux minorités vivant en France, notamment les quatre millions de musul-

mans, les monarques d'expulsion ou de répressions diverses ».

A Beyrouth, le premier ministre, M. Rachid Karamé, a estimé que les causes de la vague de terrorisme à Paris ne devaient pas être uniquement recherchées au Liban. Il a demandé à la France de ne pas accuser sans preuve les Libanais. M. Karamé, qui a tenu ces propos après s'être entretenu avec le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. André Ross, a ajouté : « Les Français eux-mêmes savent que tenir les Libanais pour responsables [des attentats] n'est pas juste, particulièrement pour ce qui concerne nos étudiants ».

Enfin, dans une interview à un quotidien de Bahreïn, le *Bulf Daily News*, le chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, déclare notamment : « Nous sommes totalement opposés à ces actions terroristes ; comme nous en avons informé nos amis de Paris, nous sommes prêts à offrir toutes nos capacités pour les aider à faire face. » — (AFP, Reuter, AP.)

La manifestation du Front national

M. Le Pen et son chœur de l'Opéra

« Peuple de Paris, nous sommes dix mille ce soir, votre présence immense... » Accueilli sous les vivats, « Le Pen, président ! », ce slogan semble lui être monté à la tête. Juché sur une camionnette de location pour haranguer le bon peuple, soudainement M. Jean-Marie Le Pen voit grand. Derrière lui, rangé sur les marches de l'Opéra, le chœur muet des parlementaires du Front national enrubannés de tricolore, les demoiselles Le Pen aux angles, les porteurs de drapeaux et de pancartes réclamant « la peine de mort pour tous les terroristes ». Devant la camionnette entourée d'un rideau de photographes prudemment badgés, des hommes et des femmes de tous âges, de toutes conditions et de différentes tenues, échappés vers 18 h 30 des bureaux, arrivés des banlieues.

Dix mille ? « Cette fois, y pousse un peu », risque un anonyme. Deux mille peut-être, tout au plus, à avoir « pris le risque » comme les en félicitera « Jean-Marie » de « se regrouper en pleine lutte antiterroriste », à avoir bravé aussi l'interdiction formelle de la préfecture de police. « Nous aurions encore été plus, ce soir, se plaint l'orateur, si tous les policiers de la région parisienne avaient pu assister à cette manifestation, s'ils n'avaient pas été mobilisés, comme par hasard, en cette fin d'après-midi... »

Mais le hasard a tout de même bien fait les choses. Pas de képis à l'horizon, mais plusieurs compagnies de gendarmes en faction dans les rues adjacentes prêtes à boucler le quartier en cas d'incidents. Il n'y en aura pas. Fruit de l'arrangement

avec M. Pasqua : la promesse des amis de M. Le Pen de rentrer comme ils sont venus. Trois quarts d'heure de stationnement place de l'Opéra. La Concorde, ce sera pour une prochaine fois.

Le temps de lancer quelques mille slogans : « La France aux Français », « France, Le Pen, Sécurité ! ». Le temps pour M. Le Pen de réaffirmer le droit naturel à manifester « aussi naturellement que d'aller prendre une consommation dans une cafétéria » ; de fustiger ce gouvernement qui « préfère laisser manifester son chouchou Harlem Desir » et le temps enfin de déclarer « la mobilisation générale du peuple français » : « Les terroristes ne nous impressionnent pas, s'égosille M. Le Pen, et nous défendons nos libertés, nos familles et nos existences. » Quelques bordées de sifflets pour M. Chirac, quelques libres propos évocateurs secouent les rangs : « Harlem Desir au four ! », « Abdallah, salaud, le peuple aura ta peau ! », un « lâcher d'Arabes » réclamé en guise d'apothéose, une bonne Marseillaise par-dessus le tout... « Pour éviter toute provocation qui pourrait contribuer à donner de nos partisans une autre image que celle de défenseurs de l'ordre et de la liberté », le président du Front national intime à son auditoire la dispersion.

19 h 15. « Nous vous prions de bien vouloir rouler les banderoles », répercuté le sono. Ravie, cette dame s'en retourne ravivée à Courbevoie : « Ah, répète-t-elle à l'envi, y avait bien longtemps que je n'avais pas vu autant de Français !... »

DANIEL CARTON.

• Décès du second policier blessé dans l'attentat au Pub Renault. — Le gardien de la paix Bertrand Gauthier, vingt-neuf ans, grièvement atteint dans l'attentat du Pub Renault comme le dimanche

14 septembre, a succombé à ses blessures pendant la nuit du lundi 22 au mardi 23 septembre. Un autre policier, Jean-Louis Breteau, vingt-quatre ans, était mort peu après l'attentat.

La famille Abdallah comme « cellule » politique

Joseph Abdallah, frère aîné de Georges, a été étudiant en France où il a soutenu une thèse en doctorat de troisième cycle en 1983 sur le pouvoir dans un village maronite du Nord libanais. Kobayev évidemment... En 1979, Joseph avait présenté au Liban, sous la direction du professeur Souheil El-Kache, de l'Université libanaise, un mémoire de maîtrise sur « la formation du pouvoir politique dans un quartier de Zahlé » (ville chrétienne de la Bekaa).

Son ancien entourage universitaire français a conservé un bon souvenir du thésard : « Il paraissait un étudiant ouvert, régulier, sans histoire, plutôt attiré, il est vrai, par le marxisme hétérodoxe théorique de certains enseignants ». Après sa soutenance, il retourna au Liban. La même année, le plus âgé des six frères Abdallah, Salem (appelé aussi Fahim ou Fakim ou encore Sylvaïn) mourut mystérieusement en France où vit toujours son fils, Frédéric. L'année d'avant — 1982 — les FARL avaient frappé à Paris, tuant un Américain et un Israélien.

Début 1985, la police française enquêtant sur Georges, arrêté en 1984, saisit tous les exemplaires de la thèse de Joseph qu'elle trouva. On en découvrit cependant encore un bien caché ici ou là... Le but de la recherche de Joseph Abdallah était de montrer comment, de l'Empire ottoman à nos jours, le pouvoir local a pu se maintenir à Kobayev entre les mains des deux mêmes grandes familles en dépit de la destruction par le capitalisme moderne des anciens modes de production.

L'ensemble constitue ce qu'il est convenu d'appeler un travail honnête, avec en prime quelques charismes levantineux d'écriture. C'est à la fois le fruit d'enquêtes sur le terrain et d'une réflexion qu'on pourrait qualifier d'arabo-marxiste.

Outre le fait que le texte est ponctué de tous les noms charismes aujourd'hui par une actualité sautoise : Abdo, Dahar, Dagher et jusqu'à l'arbre généalogique — rédigé de la main même de Joseph — de la modeste mais innombrable famille Abdallah, on doit parfois se frotter les yeux pour savoir si on lit un ouvrage universitaire ou un communiqué des FARL, du CSPPA ou du PDL.

Ainsi ce postulat, que l'on retrouve aussi bien dans la thèse que dans le communiqué du 12 septembre, après l'attentat de la Défense : « L'Islam est la religion la plus tolérante » (*le Monde* daté 14-15 septembre).

Le « type calé » du clan

Parfois on a l'impression que la thèse résume le propre itinéraire politique de Georges : « Le Parti syrien national social (1), dont la branche de Kobayev date de 1980, y a eu sa plus grande expansion en 1970-1972 et s'est réduit en 1973. Une grande partie de ses adhérents s'est engagée alors dans la résistance palestinienne pour en sortir en 1977. Cette partie se présente aujourd'hui comme des « militants indépendants » ne connaissant aucun parti capable de résoudre leurs problèmes. » Et d'ajouter en note cette précision : « La gauche libanaise

connaît beaucoup de « militants indépendants ». Ce sont la plupart des dirigeants des partis nationaux qui se sont engagés pour un certain temps dans les partis communiste ou socialiste ou dans la résistance palestinienne. » Le portrait craché de Georges...

Et cette ultime définition paraît aller comme un gant à la genèse Abdallah : « La famille élargie, destructrice, ne manque pas d'une solidarité qui la maintient comme unité sociale de base, jouant, au plan politique, le rôle de la cellule dans le parti unique... »

Ainsi, à Kobayev, la famille a bénéficié, si l'on peut dire, tant des échecs de l'économie capitaliste que de ceux des partis modernes : les Abdallah ont particulièrement bien réussi à faire assumer à leur clan leurs idées fausses. Joseph est bien le « type calé » de la tribu » décrit par ses conviveurs (*le Monde* daté 19 septembre), le chef rêveur et obsédé que les autres écoutent aveuglément, indifférents comme lui aussi bien à l'isolement qu'à la récupération. Le tout sur fond de ruines : celles du Liban, bien sûr, mais surtout celles des illusions de ceux qui, au Levant, avaient cru que le marxisme permettrait à l'Orient arabo-islamique de s'élever au-dessus de lui-même.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Plus connu sous son ancien nom de Parti populaire syrien, mouvement libanais militant depuis 1932 pour la formation de ce que Joseph Abdallah appelle « la croix fertile », qui réunirait en un seul Etat les principaux pays arabes du Proche-Orient, dont le Liban.

ronisme
iens ont found
autorités françaises

Le Monde MEDECINE

Asthme : la mauvaise réputation

Le mot même d'asthme fait encore peur. Aux malades comme aux médecins. Des thérapeutiques existent mais les diagnostics et les prescriptions sont timorés. La mortalité s'accroît...

PARADOXAL mais vrai : en ces temps de progrès médicaux constants, la mortalité due à l'asthme ne cesse d'augmenter. Un phénomène d'autant plus inquiétant qu'il semble plus net chez les personnes jeunes, âgées de moins de trente-quatre ans. Selon une étude publiée au mois d'août dernier dans la revue scientifique *The Lancet*, en 1974, 1 086 personnes seraient décédées en Angleterre et au Pays de Galles du fait de leur asthme. En 1984, dans les mêmes régions et pour cette même maladie, 1 784 décès ont été observés. Dans la classe d'âge la plus jeune (5-34 ans), la progression de la mortalité est de 4,7 % par an, avec une différence selon le sexe du malade (6,1 % chez les hommes, 2,8 % chez les femmes).

Un phénomène similaire semble se produire dans d'autres pays. Ainsi, en Nouvelle-Zélande, le taux de mortalité due à l'asthme est-il passé de 1,3 pour 100 000 en 1974 à 4,1 en 1978. « Pour ce qui est de la France, explique le professeur François-

Bernard Michel (hôpital de L'Ailongue, Montpellier), on est resté en arrière, aucune étude épidémiologique fiable permettant de confirmer — chiffres à l'appui — l'existence d'un tel phénomène. Subjectivement, je dirais que je partage l'impression de mes collègues anglo-saxons. »

Reste à comprendre et à tenter d'expliquer pourquoi on meurt davantage d'une maladie qui par ailleurs semble faire l'objet de progrès diagnostiques et thérapeutiques avérés. Avant toute chose, l'asthme a mauvaise réputation. Ainsi que l'explique le professeur Michel, « il est assurément, malfamé, volontiers « sous-diagnostiqué », fréquemment « dys-traité ». Comme si le mot même d'asthme était tabou. L'asthme effraie, donc. Alors on préfère lui accoler toutes sortes de suffixes du genre « forme » et « tryforme » (on parle de bronchite asthmatiforme), comme si l'on pensait que ce simple tour de passe-passe orthographique atté-

nuerait la gravité du mal. Ou encore les médecins, selon le mot du professeur Michel, « se réfugient » dans des diagnostics imprécis (bronchite infectieuse ou spastique) mais, pensent-ils, de connotations moins péjoratives.

Dans son ouvrage *Asthmologie* (1) le professeur Michel rappelle l'anecdote suivante : « Une jeune femme médecin présente ses deux jeunes enfants à notre consultation en annonçant avec un sourire charmant qu'ils sont tous deux porteurs de « bronchite asthmatique ». (...) Après examen, le diagnostic formulé par la mère est repris par nous sous une forme qui nous paraissait identique : oui, madame, vos enfants ont bien de l'asthme. A ce simple mot, le visage de cette jeune confrère est devenu livide, et nous avons vu dans son regard une angoisse intense. »

Cela ne serait rien si l'on en restait au niveau des mots. Mais combien d'enfants affubés du diagnostic de bronchite asthmatique ne bénéficient pas du bilan que tout véritable asthmatique est en droit d'attendre. Et du même coup ne reçoivent pas le traitement le plus adéquat.

Cette constatation rejoint celle de l'auteur de l'article publié dans *The Lancet*, P. Burney (du Saint-Thomas Hospital de Londres), selon qui la sous-évaluation du diagnostic d'asthme ainsi que la prescription d'un traitement non

adapté parce que trop léger (*under-treatment*) sont pour une grande part dans cette augmentation de la mortalité due à l'asthme.

Cette observation en appelle une autre qui concerne aussi bien les médecins que les malades. « Parce que le traitement de l'asthme n'est pas toujours bien compris ou expliqué, estime le professeur Michel, il renvoie à la notion d'échec. » Même son de cloche du côté britannique, le docteur Hugh Faulkner, directeur de l'Asthma Research Council estimant que la principale solution réside dans l'éducation tant des médecins que des malades.

Une maladie de civilisation

Des exemples ? La trop faible utilisation, en France, de la spirométrie pour le diagnostic d'asthme comme pour le suivi thérapeutique des patients asthmatiques : le spectre excessif de la corticothérapie, qui semble effrayer

tout autant les médecins que les malades. « Il s'agit, explique le professeur Michel, de comparer les effets néfastes de l'asthme aux effets nocifs du traitement. En d'autres termes d'analyser le rapport bénéfices/risques. Dans nombre de cas, mieux vaut accepter les effets secondaires inhérents aux corticoïdes que devenir un grand invalide respiratoire. »

A cette sous-utilisation des corticoïdes s'ajoute un autre phénomène : la prescription en relative grande quantité d'une autre classe de médicaments, celle des bêta-2 agonistes. Certaines études ont en effet montré que le taux de mortalité augmentait parallèlement à la consommation de ce type de médicaments, dilateurs des bronches. « En réalité, estime le professeur Michel, plutôt que d'attribuer aux bêta-2 stimulants cet excès de mortalité, il faudrait plutôt remarquer que, dans ces cas, on a affaire à des asthmes graves qui mériteraient tout à fait d'être traités par des corticoïdes. »

Cette tentative d'explication de l'accroissement de la mortalité due à l'asthme serait incomplète si l'on ne rappelait pas que l'asthme est une maladie de civilisation dont la fréquence augmente régulièrement. Combien de personnes souffrent d'asthme en France ? Impossible de le chiffrer avec précision, sans doute environ cinq cent mille personnes.

En revanche, une chose est certaine : les variations de notre environnement ont amené des éléments perturbateurs, de plus en plus agressifs pour nos bronches. A cet égard, il est significatif de constater que la fréquence de l'asthme croît à mesure que le tissu urbain s'intensifie. Une intensification qui s'accompagne également d'un accroissement de la gravité de la maladie. Sans compter que l'on assiste actuellement, sans que l'on sache très bien pourquoi, à l'apparition de nouveaux types d'asthme, comme les asthmes prémenstruels.

FRANCK NOUCH.

(1) Editions Sandoz.

Un mal traité par la méprise

Par le professeur
Jean Marsac
Clinique de l'asthme,
hôpital Cochin.

EN TRE trois et quatre estimations meurent chaque jour en France. Cette mortalité semble même augmenter si l'on en croit certaines statistiques anglo-saxonnes récentes, et cela en dépit d'une meilleure connaissance des mécanismes, des moyens diagnostiques et des thérapeutiques efficaces de l'asthme.

Si la plupart des deux millions d'asthmatiques français souffrent d'une affection mineure et peu gênante, 5 à 10 % d'entre eux souffrent d'asthme invalidant, soit du fait d'un inconfort respiratoire permanent, soit du fait de la répétition de crises plus ou moins violentes, témoignant d'une grande instabilité bronchique. C'est dans cette dernière catégorie de patients que l'on recense la plupart des mille à mille cinq cents décès annuels en France.

Le tiers de ces décès intervient avant l'âge de quarante ans, et ce drame n'épargne pas les enfants ou adolescents. Une récente étude anglaise a montré que 5 % des asthmatiques succombaient à l'hôpital, et que plus des trois quarts d'entre eux mouraient chez eux, souvent en pleine nuit, sans que personne ait pu valablement apprécier la gravité des symptômes, ce qui aurait dû aboutir à une thérapeutique efficace et salvatrice.

Ces asthmatiques graves menacés de mort prématurée ou violente sont tout d'abord des patients souffrant d'un inconfort respiratoire permanent, parfois compliqué de crises d'asthme larvées paroxystiques. Ces asthmatiques souffrent en fait de la constitution progressive de lésions anatomiques bronchiques, irréversibles, conduisant à une insuffisance respiratoire permanente de moins en moins sensible aux traitements.

Trop souvent cette véritable bronchite chronique asthmatique est la conséquence d'une obstruction et d'une inflammation bronchiques sous-estimées et insuffisamment traitées pendant de nombreuses années. Comme dans les cas de bronchites chroniques liées au tabac, ces bronchites chroniques asthmatiques mourront prématurément de défaillance cardiaque et respiratoire après plusieurs années de vie médiocre.

L'autre catégorie d'asthme grave est le fait de crises soudaines et sévères particulièrement préoccupantes et angoissantes, par leur évolution rapide vers l'état d'asphyxie. Cet état de mal asthmatique est le plus souvent en relation avec une obstruction

des voies respiratoires par un spasme bronchique serré, et surtout par des caillots de mucus et de pus.

Les études rétrospectives ont permis de préciser dans quelles circonstances apparaissent les morts subites dans l'asthme. Dans moins d'un quart des cas, la mort survient rapidement en quinze à trente minutes et apparaît le plus souvent en dehors de l'hôpital et la nuit. L'issue fatale peut survenir malgré le traitement supposé efficace de la crise d'asthme initiale.

Pour cette catégorie de patients, les facteurs favorisants sont dominés par l'instabilité bronchique qui peut être décelée par l'étude des variations du « débit expiratoire de pointe » apprécié par le malade lui-même à l'aide d'un appareil de mesure qui lui est confié. Cette instabilité peut se traduire par de grandes variations anarchoïques et imprévisibles du calibre bronchique pendant le jour ou la nuit. Ailleurs, cette instabilité se traduit par un spasme bronchique survenant dans la deuxième partie de la nuit, au petit matin. Cette catégorie d'asthme instable se complique de crises plus ou moins fréquentes, volontiers soudaines et graves, prédominant la nuit, imposant souvent l'hospitalisation en urgence.

Sous-estimation

A l'inverse, et dans plus de trois quarts des cas, la mort survient de façon plus tardive, au cours d'une crise d'asthme soudaine, souvent après plusieurs heures d'efforts thérapeutiques dont l'insuffisance est le fait d'une négligence ou d'une sous-estimation des facteurs de gravité. Une thérapeutique précoce et adaptée aurait pu permettre d'éviter l'issue fatale d'au moins 80 % des morts recensées.

Il existe actuellement une véritable stratégie de prévention efficace de la mort dans l'asthme. On ne signale jamais assez que ces morts indues sont dans la majorité des cas la sanction d'une sous-estimation des facteurs de gravité entraînant une insuffisance thérapeutique. Pour affiner le diagnostic, des méthodes standardisées actuellement disponibles permettent de faire la part entre les phénomènes spastiques bronchiques et les phénomènes allergiques ou inflammatoires.

Malheureusement, la pratique courante fait apparaître la réticence et la crainte des malades, voire des médecins, à utiliser des thérapeutiques anti-asthmatiques à doses efficaces. N'a-t-on pas craint pendant de nombreuses années les effets délétères des broncho-dilatateurs majeurs que sont les bêta-2-stimulants, accusés à tort d'avoir des effets néfastes sur la fonction cardiaque

ou encore d'entraîner des spasmes bronchiques paradoxaux ?

La plupart des patients morts d'une crise d'asthme sévère ne sont pas morts d'un excès de ces bêta-2-stimulants, mais en fait de l'absence d'administration rapide d'un traitement adapté par les anti-inflammatoires corticostéroïdes. Il est probable que la corticothérapie a été largement sous-employée chez bon nombre d'asthmatiques, car on en craignait les effets latéraux indésirables. En fait un traitement par les corticostéroïdes est déterminant dans son action anti-inflammatoire aussi bien pour enrayer des crises aiguës sévères que pour limiter l'œdème bronchique chronique qui prédispose au handicap respiratoire grave.

Grâce à de nombreuses campagnes d'information, grâce aussi à de nombreux essais thérapeutiques contrôlés cliniques et biologiques, les bêta-2-stimulants et les corticostéroïdes ont été réhabilités et permettent d'améliorer franchement le confort respiratoire et l'espérance de vie d'un bon nombre d'asthmatiques. La plupart des experts admettent actuellement l'intérêt d'une corticothérapie à doses efficaces, qui est rarement continuée si l'on sait utiliser les corticostéroïdes inhalés à doses adaptées, ainsi que les courtes cures de corticostéroïdes par voie générale s'il en est besoin. Avec de telles stratégies thérapeutiques, il n'existe pratiquement plus d'effets délétères souvent redoutés des patients.

La prévention de l'asthme grave passe également par le développement de structures d'accueil adaptées qui sont offertes aux médecins praticiens et à leurs malades. Ces structures spécialisées permettent l'éducation des patients sur les caractéristiques de leur maladie et les risques réels de leur thérapeutique, les limites de l'automédication, les facteurs de risque éventuels. Il est tout aussi essentiel d'instruire et d'entraîner les patients sur la manière de prendre leurs traitements, notamment les médicaments inhalés par voie bronchique, qui sont parmi les thérapeutiques les plus efficaces de l'asthme bronchique.

Les structures spécialisées permettent également un accueil permanent de tout asthmatique en détresse qui pourra trouver jour et nuit une équipe entraînée, en mesure d'administrer en temps voulu une thérapeutique efficace. C'est par de telles mesures que l'on pourra améliorer la prise en charge des asthmatiques et assurer une meilleure éducation des malades. Cela doit aboutir à une meilleure observance thérapeutique, et de ce fait offrir une vie plus confortable, plus active et plus sereine.

La Syrie vaccine ses enfants

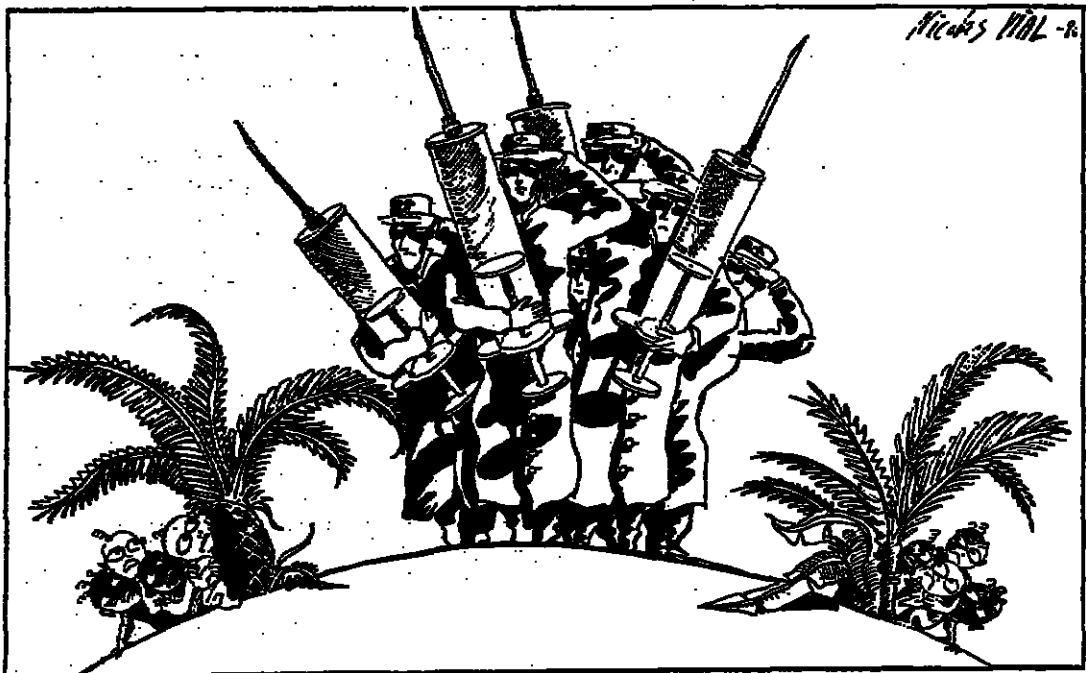
1 300 000 enfants syriens vont être immunisés contre les maladies infantiles. Jamais un pays arabe n'avait entrepris une telle campagne de vaccination.

SWEIDA (Djebel El Arab)
de notre envoyé spécial

SUR la place centrale de Sweida, à une centaine de kilomètres au sud de Damas, un cavalier de bronze figé pour l'éternité dans une pose guerrière commémore la résis-

Depuis les premières heures de la matinée, des voitures équipées de haut-parleurs sillonnent ainsi la ville, comme partout ailleurs en Syrie ; depuis le lancement en grande pompe d'une campagne massive de vaccination, le 13 septembre, les autorités syriennes n'ont rien négligé pour en faire un

coup de 30 % à plus de 80 %. Plus de mille cinq cents centres de vaccination ont été mis en place dans les dispensaires, les hôpitaux, les écoles, les mosquées, les locaux des organisations populaires et même parfois les postes de police. Dans les villages les plus reculés, près de cinq cents unités mobiles utilisent des maisons mises à leur disposition par les habitants. Quelque cinq mille infirmières, médecins et étudiants en médecine ont été mobilisés pour administrer les vaccins. Ces derniers ont été fournis par l'UNICEF, ainsi que les seringues, des équipements pour la conservation des vaccins et des véhicules — une



tance farouche que les druzes opposèrent dans les années 20 aux forces mandataires françaises dans cette région de Syrie. Mais aujourd'hui, c'est à une autre bataille qu'une voix jeune et féminine amplifiée par un haut-parleur appelle la population du djebel druze : la « bataille contre les six maladies » — rougeole, poliomyélite, coqueluche, tétanos, tuberculose et diphtérie — qui tuent chaque année quelque cinq mille enfants syriens de la naissance à cinq ans (13 % des décès dans cette tranche d'âge) et sont responsables d'un nombre plus grand encore de cas d'infirmités permanentes.

événement national, ce qui n'est peut-être pas tout à fait sans arrière-pensée au moment où la Syrie traverse de grandes difficultés économiques. Mais il est vrai aussi que cette opération, organisée avec l'aide de l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance), est la plus importante du genre entreprise à ce jour dans un pays arabe par l'ampleur des moyens mis en œuvre et les objectifs poursuivis.

Un million trois cent mille enfants vont donc être vaccinés d'ici la fin de l'automne (1). Le taux d'immunisation des moins de un an devrait être porté d'un seul

contribution de près de 1 million de dollars.

Cette mobilisation a, en fait, commencé bien avant la campagne proprement dite, qui a nécessité un an de préparatifs. Un effort considérable a été consacré à l'information et à la sensibilisation d'une population qui perçoit souvent la maladie comme une fatalité, en particulier dans les milieux populaires et ruraux.

EMMANUEL JARRY.
(Lire la suite page 16.)

(1) La Syrie compte 10,8 millions d'habitants, répartis dans quatorze gouvernorats.

هذا من الاجل

هكذا من الاجل

Neurosciences : le saut dans l'inconnu

Tout paraît possible aujourd'hui. On va greffer dans le cerveau humain des cellules de fœtus. Jusqu'où ne pas aller trop loin ?

MARSEILLE
De notre envoyé spécial

LES milliers de personnes qui, à travers le monde, souffrent de la maladie de Parkinson ont-elles aujourd'hui de nouvelles raisons d'espérer ? En annonçant à Marseille (le Monde du 17 septembre) qu'il tenterait prochainement une nouvelle greffe de cellules de fœtus humains dans le cerveau de parkinsoniens, le pro-

fesseur Anders Björklund a doublement et dangereusement innové. D'abord, parce qu'il a annoncé devant la presse internationale non pas une « première » déjà réalisée mais bien une « première » à venir. Ensuite, parce qu'il a, volontairement ou non, suscité chez des malades douloureusement handicapés des espoirs qui, s'ils ne sont pas sans fondement théorique, demeurent encore, en toute hypothèse, à la fois fragiles et lointains.

Ses déclarations et sa volonté d'avancer coûte que coûte dans une voie thérapeutique expérimentale encore mal connue (la greffe intra-cérébrale de neurones fœtaux humains) n'ont pas été unanimement appréciées par les spécialistes réunis à Marseille dans le cadre du dixième Congrès européen sur les neurosciences. Si tous reconnaissent l'incontestable qualité des travaux de cet histologiste suédois, beaucoup, en revanche, ne cachent pas une certaine gêne de voir l'un des plus grands spécialistes mondiaux avancer aussi vite vers l'utilisation en thérapeutique humaine de résultats expérimentaux obtenus depuis peu chez l'animal de laboratoire.

Le professeur Björklund illustre ainsi à sa manière, dans le domaine des neurosciences, les problèmes que soulevait récemment dans ces colonnes le professeur Jacques Testart pour la procréation artificielle. Des problèmes qui ne tarderont pas demain à se poser sous une autre forme avec l'émergence de la thérapie génétique.

On sait que cette maladie dégénérative très handicapante (les malades souffrent notamment de troubles très importants de la motricité : rigidité, tremblements, etc.) est due en priorité à l'installation d'un déficit nerveux central : certains neurones ne synthétisent plus (ou synthétisent mal) une molécule neurotransmettrice, la dopamine.

L'utilisation des tissus fœtaux humains à des fins thérapeutiques a fait, en France, l'objet d'un avis du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé. Il est indispensable, indiquait ce comité en 1984, que les pouvoirs publics limitent l'utilisation thérapeutique ou scientifique des embryons ou fœtus humains et des prélèvements de tissus embryonnaires ou fœtaux aux établissements agréés faisant preuve de leur compétence et dotés d'un comité d'éthique.

Le professeur Björklund nous précise qu'en Suède les femmes concernées par de telles expériences devront donner leur autorisation pour que les tissus fœtaux puissent être utilisés. « Les prélèvements de tissus embryonnaires ou fœtaux à des fins thérapeutiques ou scientifiques peuvent être interdits par la mère ou le père qui dispose de la faculté de s'y opposer », estime pour sa part le Comité d'éthique français.

On imagine quelles difficultés se posent en pratique dès lors que l'on voudrait développer de telles techniques. « Une totale indépendance doit être établie et garantie sous le contrôle du comité d'éthique en charge de la médecine qui procède à l'interruption volontaire de grossesse et l'équipe susceptible d'utiliser les embryons ou les fœtus », souligne le comité national d'éthique dans son avis. Il ajoute : « La décision et les conditions (date, technique, etc.) de l'interruption de la grossesse ne doivent en aucun cas être influencées par l'utilisation ultérieure possible ou souhaitée de l'embryon ou du fœtus. La technique d'expulsion doit être choisie sur des critères exclusivement obstétricaux en veillant à préserver l'avenir obstétrical de la femme. »

Désir et guérison

Dans le même temps, pourtant, les spécialistes de greffes nerveuses précisent que le délai entre le prélèvement des cellules sur le fœtus et la greffe elle-même ne pourra être que très court, ce qui, à l'évidence, imposera une coordination parfaite — et une proximité immédiate — des équipes concernées.

Qui dira alors comment on peut définir la « totale indépendance » entre ces deux équipes médicales, l'une répondant au désir de la femme de ne pas conserver son enfant, l'autre tentant, non sans courage, de guérir grâce à cette interruption volontaire de grossesse un malade victime d'un handicap majeur et irréversible ? Mais peut-on raisonnablement fonder un geste thérapeutique sur un avortement ? « L'embryon ou le fœtus doit être reconnu comme une personne humaine potentielle qui est ou a été vivante et dont le respect s'impose à tous », estime le Comité national d'éthique.

J.-Y. N.

(1) « L'essai de Louis Pasteur sur l'aid vaccine », de Bernard Dixon, Bio-technology, septembre 1986.

Les greffes du professeur Björklund

Le professeur Anders Björklund, qui va expérimenter un traitement de la maladie de Parkinson en greffant des cellules fœtales dans le cerveau humain, a accepté de répondre à nos questions.

« Combien de personnes dans le monde souffrent de la maladie de Parkinson ont-elles, aujourd'hui, été traitées par greffes cérébrales de cellules de la glande médullo-surrénale (par votre équipe et par d'autres) ? Quels sont les résultats obtenus ? »

« Quatre patients. Dans les premiers jours, une amélioration significative de leur état a pu être obtenue sans médicaments. Les deux premiers patients ont été traités à Stockholm par E.-O. Björklund et L. Olson. Les deux derniers patients par O. Lindvall et E.-O. Björklund. »

« Quels sont, de façon schématisée, les principaux arguments expérimentaux qui vous conduisent à envisager l'utilisation de cellules de fœtus humains ? Envisagez-vous des expériences sur les primates ? »

« Les greffes de neurones fœtaux à dopamine peuvent corriger des syndromes parkinsoniens expérimentaux chez le rat. Il a été prouvé qu'ils peuvent sécréter de manière continue de la dopamine à des niveaux proches de la normale. Cela a été montré grâce notamment aux travaux du Dr Nicollon au congrès de Marseille à partir de sécrétions continues de dopamine à des niveaux proches de la normale. Des expériences sur les singes sont actuellement menées dans trois laboratoires américains. »

« Quand pensez-vous pouvoir tenter cette première ? »

Avez-vous reçu l'autorisation d'un comité d'éthique ? Lequel ? Quelles sont les directives que vous devrez respecter ?

« Nous sommes en train de mettre au point les meilleurs protocoles pour parvenir à greffer des neurones à dopamine de fœtus humains sur des rats immunodéprimés. Ce travail devra être mené pendant encore un an ou deux. Ce n'est que lorsque nous aurons le protocole exact et définitif que nous pourrions avoir l'autorisation. Il existe actuellement des directives générales adoptées par la Société suédoise de médecine. »

« En pratique, comment les choses se passeront-elles ? Quel âge devront avoir les fœtus ? Les femmes concernées seront-elles informées de la réalisation de ces tentatives ? Les malades sauront-ils qu'il s'agit de greffes de cellules de fœtus humains ? S'agira-t-il d'interruptions volontaires de grossesse ou d'avortements thérapeutiques ? »

« Selon les directives dont je vous parlais tout à l'heure, nous devrions avoir l'autorisation des femmes. Dans les deux cas. »

« Si les résultats sont positifs, envisagez-vous en pratique l'utilisation généralisée de cellules de fœtus humains ? Craignez-vous en Suède un mouvement d'opinion des opposants à l'avortement ? »

« Dans le cas où les résultats seraient positifs chez les patients atteints de maladie de Parkinson, cela voudrait dire que nous pourrions envisager d'autres types de greffe dans d'autres conditions. L'avortement est un sujet à controverse. En Suède, nous avons une loi libérale sur l'avortement. Néanmoins, cela demeure un sujet très sensible pour beaucoup de gens. »



BENEDICTE CLEVE

moins, cela demeure un sujet très sensible pour beaucoup de gens.

« L'essor actuel des neurosciences permet-il de penser que dans un avenir proche d'autres maladies humaines (lesquelles ?) pourront être traitées — ou corrigées — à partir de greffes de cellules cérébrales ? Y aura-t-il selon vous une autre voie que le recours à des cellules de fœtus humains ? »

« Si l'on imagine les possibles applications futures des greffes cérébrales, on peut parler de la maladie d'Alzheimer (pour corriger les déficits cholinergiques) et de l'épilepsie (pour « débrancher » un foyer épileptique). »

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU.

La Syrie vaccine ses enfants

(Suite de la page 15.)

Une étude préliminaire a ainsi révélé que 13 % des mères de famille « ne croyaient pas à la vaccination ». Aux questions des enquêteurs, elles répondaient notamment que la santé de leurs enfants « était entre les mains de Dieu » et qu'il n'y avait qu'à s'en remettre à lui. Pour lutter contre cette attitude fataliste, les autorités syriennes ont fait appel aux imams des mosquées, invités à convaincre leurs fidèles des vertus de l'immunisation et à expliquer que celle-ci ne contredit en rien la volonté de Dieu.

Quinze pour cent des femmes interrogées ignoraient, d'autre part, purement et simplement, l'existence de la vaccination. Beaucoup de parents ne faisaient pas la différence entre prévention et traitement, et pensaient que le vaccin pouvait guérir leurs enfants déjà atteints par le mal. Pour 16 % des mères interrogées, la crainte des effets secondaires de la vaccination était, en outre, un facteur dissuasif, tandis que d'autres mettaient leur négligence sur le compte de leur accaparement dans les tâches ménagères

ou de l'éloignement des centres de soins.

La campagne d'information menée ces derniers mois a été essentiellement orientée vers les femmes. Les instituteurs, des membres du parti Baas, des organisations de jeunesse ou de l'Union des femmes, des chefs de village, ainsi que les sages-femmes traditionnelles, auxquelles on fait encore appel en Syrie pour 85 % des accouchements, ont été mis à contribution et ont fait du porte-à-porte pour expliquer l'importance de la vaccination. Mais l'aspect le plus spectaculaire de cette campagne a, sans aucun doute, été la mobilisation des moyens audiovisuels.

Convaincre les analphabètes

Une étude minutieuse avait été réalisée auparavant pour définir les messages les plus appropriés. Il a notamment fallu tenir compte du taux élevé d'analphabétisme (plus de 60 %) de la population féminine. On a, en revanche, découvert que 83 % des femmes

disposaient chez elles d'un poste de radio qu'elles écoutaient surtout le matin avant 9 heures. C'est donc dans ce créneau horaire qu'ont été concentrés les messages radiodiffusés.

Près de 90 % des Syriens ayant accès à la télévision, un effort particulier a aussi été fourni pour produire des spots et des documentaires diffusés pratiquement jusqu'à saturation ces dernières semaines. L'un des chanteurs préférés des téléspectateurs syriens, Abou Sayyah, a enregistré quatre chansons spécialement écrites pour la campagne d'immunisation. Le producteur d'une émission de télévision très populaire en Syrie, « La santé et la vie », a tourné dans les hôpitaux des reportages montrant les effets dévastateurs des six maladies en question : images terribles d'enfants bardés de sondes, défigurés par la rougeole, paralysés ou déformés par la poliomyélite et le tétanos, mais des images très efficaces si l'on en juge par l'afflux de parents et d'enfants auquel, selon des responsables de l'UNICEF, on a assisté dans certains dispensaires avant même le démarrage officiel de la campagne de vaccination.

L'important est de savoir maintenant si l'élan suscité en Syrie par cette campagne pourra se maintenir à l'avenir. Le risque de ce genre d'opération est, en effet, que, le premier mouvement d'enthousiasme passé, elle reste sans lendemain. Les autorités syriennes sont apparemment conscientes de ce risque. Une seconde campagne nationale d'information et de vaccination sera ainsi lancée en 1987.

« Grâce à la présente opération, le retard dans le domaine de l'immunisation va être à peu près comblé, indique pour sa part M. Stephen Woodhouse, directeur du bureau régional de l'UNICEF. Le nombre d'enfants à vacciner sera réduit à environ quatre cent mille nouveaux-nés par an, ce qui facilitera considérablement la tâche. L'infrastructure sanitaire existante peut y faire face, d'autant que les Syriens envisagent la création de nouveaux dispensaires en 1987. Enfin, l'accent va être mis sur la formation de sages-femmes traditionnelles, très influentes dans les milieux ruraux ; si on peut leur faire prendre conscience de l'importance de la vaccination, cela permettra de maintenir une couverture satisfaisante. »

EMMANUEL JARRY.

MARKETING : LA PUBLICITE FAIT-ELLE VENDRE ?

SCIENCE & VIE

ECONOMIE

OCTOBRE

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

SÉMINAIRES

GESTION DES VENTES INTERNATIONALES

Distribution physique d'une commande export	13 et 14 octobre
Gestion d'un service export	15 et 16 octobre

EAP

Département Formation Continue Internationale

108, bd Malesherbes 75017 PARIS

Tél. : (47) 63-82-81

Vous avez dit micro ?

Concours sur Minitel. Gagnez chaque jour un abonnement à Science et Vie Micro.

Le Monde sur Minitel 36.15 tapez : LEMONDE

LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE

CERTIFICATS ACCEPTÉS ET RECONNUS DANS LE MONDE ENTIER

ANTWERP NEW YORK

COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR

Pour toute information : Schuitstraat 177 - 2018 Antwerpen Tél. : 03/222.07.58 Belgique.

FACTOR LOGICIEL DE FACTURATION ET GESTION DES CLIENTS

VERSION DE BASE	900 F HT
VERSION PROF. JURIDIQUE	2 000 F HT
VERSION DÉMONSTRATION	100 F HT

Compatibles IBM - prix HT (TVA 18,6 %)

MANAGING SOFT 0 85 35 75 44

CINÉMA

Entretien avec Alain Cavalier, réalisateur de « Thérèse »

« Toute petite chose est magnifique »

Alain Cavalier filme les infimes explosions de l'amour, découvre des territoires inconnus, révèle le visage secret d'une jeune fille exaltée qui a lu l'Evangile et est devenue amoureuse de héros.

« J'aime l'ombre. Les carmélites se mettent à l'ombre. J'aime le secret, le n'importe quel spectacle, ce qui est drôle pour un homme de cinéma. J'aime les acteurs qui ne parlent pas beaucoup. Quand j'étais enfant, j'aurais voulu être un oiseau, un oiseau invisible. C'est ce qui m'a amené à la mise en scène : un point de vue d'où on ne voit pas les visages. Thérèse, c'est aussi un moment dans l'histoire des visages de femmes que j'ai filmées. Avec Thérèse, pour la première fois, le regard de la caméra n'est pas érotique, même si mon regard est moins innocent qu'elle et ses compagnes. Mais j'ai eu l'impression d'avoir découvert des petits territoires inconnus.

« Tous mes films, Martin et Léa, Un étrange voyage, notamment, comme Thérèse, sont des sismographes d'infimes explosions amoureuses souteraines. C'est mon sillon. Des explosions cachées. Et je sonde pendant des mois et des mois, ça m'amuse et ça me touche. J'aime bien les petits mouvements d'amour, il n'y a même que cela qui m'intéresse. C'est la somme de ces petits

mouvements qui crée un grand amour.

« Pour Thérèse, dans le détail, elle est difficilement perceptible. Il faut la concentration d'un film en quatre-vingt-dix minutes pour que sa vie prenne sens. Et Thérèse, c'est surtout le triomphe de l'écrit. Elle est morte absolument inconnue de tout le monde, dans un trou, à Lisieux, comme des dizaines de milliers de carmélites depuis la création du carmel, en ne laissant que ce petit cahier qu'on lui avait ordonné d'écrire, pendant son temps de récréation, et qui a été porté chez l'imprimeur de Lisieux par une sœur pour être envoyé dans les autres carmels et distribué un peu les nonnes, à la veille. C'est devenu ensuite un best-seller, et Thérèse une sainte.

« Mais la sainteté n'est pas le problème de mon film. La sainteté, c'est entrer dans une lumière insupportable pour le cinéma. On met les choses en lumière et on croit mieux les voir, c'est complètement faux. La Thérèse des églises ne ressemble pas à Thérèse Martin. Une jeune fille un peu exaltée, imaginative, qui lit l'Evangile, un livre assez bien écrit, avec des histoires rigolotes, des images d'une grande puissance, et qui tombe amoureuse du héros. C'est normal qu'une carmélite ait une histoire d'amour avec Jésus, moi j'en ai bien une avec Flaubert.

« Mon film, c'est l'éloge du silence et de l'ombre. J'ai beaucoup vécu dans la compagnie des hommes. J'ai été pensionnaire pendant huit ans, dans une société pure-



ment masculine. Après, la Sorbonne, l'IDHEC, le service militaire, finalement une éducation strictement virile, qui me déplaçait. C'est là que j'ai appris la solitude.

« La vie en groupe des femmes dans Thérèse est beaucoup plus subtile, rapide et fine. J'arrivais le matin sur le tournage et je trouvais chaque fois un groupe de vingt-quatre femmes bien entre elles, c'était très paniquant. Je me sentais exclu. De plus, à cause du décor, je devais placer la caméra assez loin d'elles et les filmer au téléobjectif ce qui leur laissait une certaine intimité.

« Je n'ai pas eu de problème vraiment pour trouver l'argent de la production. J'ai peur de tout. De

l'argent aussi, de son pouvoir sur moi, des conflits qu'il peut créer. J'ai donc choisi d'écrire des scripts pour des prix « hors conflits ». Avec Thérèse, pour 5 millions de francs, je ne pouvais avoir de conflits avec la production et la distribution. J'ai tourné en dix semaines, je n'avais aucun besoin d'un million de plus.

« Je suis arrivé à nier l'argent dans ma vie, pour ne pas avoir à en tenir compte du tout, ce qui fait que je me suis trouvé parfois dans des situations de vraie pauvreté. Mais de pauvreté gaie, ce qui m'a permis d'être proche des carmélites. Et pensez aux cinéastes des pays où l'on n'a même pas de quoi se payer de la pellicule, ni filmer la pauvreté, témoin-

ner de ce qui se passe là. Cela dit, je suis évidemment fasciné par les mises en scène complexes où la difficulté se laisse voir.

« Une passion pour la peinture »

« J'ai une passion pour la peinture, Matisse surtout. Je n'apprends pas en regardant les films des autres, mais plutôt en observant comment la peinture résout des questions d'émotion : comment conserver la trace d'un moment heureux. Comment filmer un visage qui vous touche. Je reste des heures à la terrasse d'un café, dans le métro, à contempler des visages. À faire attention aux petites choses. C'est une vraie leçon de cinéma : toute petite chose est magnifique. Prendre un objet, le poser, regarder quelqu'un, l'aider du regard, c'est là que l'on peut lever les petits secrets.

« Quant à savoir comment les croyants reçoivent ce film, je n'en ai aucune idée. J'ai vécu dans un pensionnat religieux et j'ai eu une crise, très forte, très brève, de foi religieuse, puis c'est parti complètement. Quand j'étais jeune, j'ai été tenté très fortement par le communisme, mais je ne suis jamais entré au parti. Je ne cherche pas une famille dans un groupe. Je n'ai pas l'esprit propagandiste. Ni pour, ni contre la religion, ce film est simplement l'histoire de mes rapports avec Thérèse.

Propos recueillis par MICHEL BRAUDEAU

« La Femme secrète »

Antoine Béraud est dans un sous-marin expérimental quelque part dans un koinon abîmé lorsqu'on lui fait savoir que sa femme, à Paris, a eu un « accident ». L'accident, il l'apprendra à la morgue, est un suicide, par noyade dans la Seine. Antoine veut comprendre et, de confidences en aveux, ramène la filière de l'histoire de sa femme, d'une vie très secrète — sexuelle, financièrement — et découvre les partenaires déconcertants, pittoresques ou attachants d'une existence étonnante, à jamais perdue.

Sébastien Grall dirige sobriement, sans égoïsme, cette enquête qui bénéficie de l'interprétation de Clémentine Célaré et de Philippe Noiret. Mais le talentueux Jacques Bonnaffé, dans le rôle principal, ne paraît pas vraiment crédible en mari désespéré, en mari tout court. A quoi cela tient-il ? On ne sait, des petits riens, un air essouffé, une mèche trop vaporisée. Un léger dérapage dans le fond de teint peut-être.

M. B.

« Le Sexe du diable »

Le Sexe du diable n'est pas une histoire démoniaque. Le titre original en est d'ailleurs le Mort de Mikal. Mikal est un jeune Basque qui cherche son identité. D'un côté, il y a l'immobilité de la vieille société, représentée par sa mère ; de l'autre, le mouvement politique. Il est du côté du mouvement, tout pourrait être simple, mais Mikal est marié et cela ne marche pas avec sa femme.

En une séance, un psychanalyste lui enseigne la distance de l'humour. En deux rencontres et une gifle, un travesti lui révèle sa vraie nature et lui conseille de l'assumer. Seulement, les autres ne l'acceptent pas, pas plus ses amis politiques que sa mère.

Le réalisateur, Imanol Uribe, veut démonter des mécanismes qui échappent à toute analyse. Avec une naïveté appliquée, il procède par amalgames hasardeux. Son film est pavé de bonnes intentions.

C. G.

« Top Gun »

Finie la mode des perdants. Les héros sont positifs. Ils sont efficaces, jeunes, beaux, musclés. Ils ont le regard clair, les joues lisses sous l'attirail qui les transforme en scaphandriers supersoniques. Leur cœur bat pour des filles saines, pour la patrie et pour l'aviation. Ils pilotent le dernier cri d'avions ultrasophistiqués, dans une école haut de gamme. Ils font preuve d'un courage et d'une virtuosité dignes des conquérants de l'Ouest, leurs ancêtres.

Pour son film Top Gun, Tony Scott règle de fabuleux ballets aériens. Avec la même loyauté que ses personnages, il obéit aux règles d'un jeu qui convient au western, au polar, à l'aventure, au mélodrame, à la comédie... Les règles éternelles du cinéma standard.

C. G.

JAZZ

Benny Waters le saxophoniste de La Cigale

Qui pouvait bien être Roger Léovig ? Avant de devenir l'importateur de La Cigale, il y a encore quelques années, la dernière brasserie-jazz de Pigalle. On y venait comme on va au bistrot. Pour le prix à peine majoré d'une bière, on écoutait — et surtout on voyait de près — des musiciens. Moins grands que d'autres sans doute, mais là, à portée de main. Il y traînait aussi une drôle de faune. Rien à voir avec Saint-Germain ou La Huchette. Mais rien non plus avec le Blue Note. La Cigale conservait sans le savoir un style qui avait disparu partout ailleurs, et depuis longtemps. On y rencontrait beaucoup de musiciens antillais et pas mal de pochetrons. Il s'y passait de droles de choses et des tristes aussi, comme les jours de vin et de roses.

Une nuit d'avril 1966, par exemple, au milieu du groupe sympathique du trompettiste Jack Butler, le petit pianiste semblait égaré, comme à la dérive. Sur l'esquive, ne parlons pas de scène, tout le monde l'engueulait. Tantôt il allait trop vite et devançait les autres, et tantôt il traînait en louchant sur une partition bizarre. Et entre les sets, pendant que les autres riaient avec les filles, il sirotait seul une eau gazeuse sur le trottoir du boulevard. Le mois suivant, dans Jazz Magazine (Steve Lacey en couverture), on pouvait lire à la page des « flashs » : « Roger Léovig, trente-six ans, pianiste du quintette de Jack Butler à La Cigale, s'est suicidé début avril. » On ne sait rien d'autre de Roger Léovig...

Avec Jack Butler, à l'époque, jouait souvent un invité d'honneur, Benny Waters. Il ne semblait plus de la première jeunesse, mais il avait une roue de son étomac. Il était lui-même tout rond et d'une douceur infinie. Après une longue carrière de big band, Benny Waters faisait les beaux soirs de La Cigale. Il a aujourd'hui quatre-vingt-quatre ans. Et il joue comme il a toujours joué : avec cette douceur du son et cette générosité.

FRANCIS MARMADE.

★ Benny Waters au Petit Journal Saint-Michel, 23 septembre et 4 novembre.

Le portrait et son modèle

Une Thérèse sans l'eau de rose

« Il n'y a pas plus de différence entre une vie de saint et l'Evangile, disait François de Sales, qu'entre une musique notée et une musique chantée. » Le film d'Alain Cavalier est un chant. De l'ordre de la cavatine plus que de l'allégo triomphant. Avec Thérèse, on est plus proche de la Passion de Jeanne d'Arc (Luc Béraud), que des édifiantes histoires saintes qui encombrèrent les archives du cinéma religieux.

On ne reconnaît pas la petite Thérèse des niches d'église, mains jointes et couverte de roses de la tête aux pieds. Comment a-t-on pu faire couler tant de guano sur une sainte dont le Père Congar a écrit qu'elle était, avec Charles de Foucault, « l'un des deux phares que la main de Dieu a allumés au seuil de l'ère atomique » ?

Ce film est l'histoire d'une adolescente mi-fleur, mi-miel, follement amoureuse d'un homme nommé Jésus. Elle lui offre ses trésors de confiance naïve, de bon sens normand et d'espérance enjouée. Alain Cavalier n'a retenu que deux étapes de la vie de Thérèse Martin : sa volonté farouche d'entrer, à quinze ans, au carmel de Lisieux, et les six derniers mois de sa lutte contre la tuberculose qui, à vingt-quatre ans, l'emportera.

Rien entre ces deux dates ? Non, car il ne s'est rien passé, ou presque. La vie de Thérèse au long des neuf ans de couvent a été très effacée. Sa sainteté fut celle des gestes de la vie quotidienne qu'évoque si bien Cavalier. Au carmel de Lisieux, elle n'était que la quatrième des sœurs Martin. Mortu, on aura peine à remplir une notice nécrologique.

Il aura fallu la lucidité de Marie de Gonzague, la prieure, et de sa sœur Pauline, pour qu'elle se mette à écrire. « Histoire d'une âme » deviendra l'un des best-sellers de la littérature religieuse (1), que liront avec émotion des hommes aussi différents que Sangnier, Mounier ou Bernanos.

Ceux qui attendent de ce film un récit linéaire et historiquement scrupuleux vont grincer des

dents. Sans doute trop elliptique, le scénario occulte la « conversion » de Thérèse la nuit de Noël 1888 — la même que celle de la conversion de Claudel à l'abbaye de la Vierge — qui l'a déléguée de ses crises de larmes et d'angoisses remontant à la mort de sa mère, à l'ennui du pensionnat et à un désir précoce et malsain de sainteté.

De même, rien ne permet, dans le film de Cavalier, de comprendre pourquoi cette fille cloîtrée, qui rêvait d'aller à Saïgon, d'être un François-Xavier en jupon et avait sur son lit les photos des martyrs de Corée, allait devenir la sainte patronne des missionnaires.

Mais si tout n'est pas dit, rien n'est faux. Sinon, diront les théologiens grincheux, les maqueux rieurs offerts par le Père Martin — et qui étaient des tristes ! — ou l'arrivée inopinée d'un homme au carmel la nuit de Noël. Mais les exercices de pénitence (jusqu'aux flagellations) et de récréation restituent l'ambiance des couvents de l'époque. Le concile Vatican II, depuis, est passé par là, mais la réalité de cette solitude offerte du carmel n'a pas changé.

Le personnage de Lucie lui-même, entièrement sorti de l'imagination de Cavalier, est le double de Thérèse, qui, dix-huit mois de sa mort, à sa première crise de phobie, va entrer dans une profonde nuit intérieure et une peur du néant qui l'amèneront au bord du suicide. Comment peut-on être amoureux d'un type mort il y a deux mille ans ? », demande Lucie. Bien sûr, cette sorte de déraison n'est pas véridique, mais elle est l'expression, comme en écho et sous une forme moderne, du doute profond qui a réellement saisi la sainte.

HENRI TINCO.

(1) A l'occasion de la sortie de ce film, le Cerf édite, dans la collection de poche « Foi vivante », l'Histoire d'une vie, écrite par le Père Guy Gaucher, 256 p., 39 F. Histoire d'une âme est également publié au Cerf, 360 p., 85 F.

Catherine Mouchet sainte ou saltimbanque ?

Catherine Mouchet est une Thérèse hallucinante. Elle se glisse dans la peau de cette petite provinciale, fruit étouffé d'un milieu janséniste étouffant. Espégle et insolente, surtout lors de son entrée au carmel à quinze ans, elle fait l'apprentissage du courage lucide face aux épreuves spirituelles, aux doutes, et à la maladie qui l'empêchera à vingt-quatre ans.

Devant une aussi parfaite incarnation de « l'enfance spirituelle » pratiquée par sainte Thérèse — doctrine mystique qui est à l'opposé de la mièvrerie comme du masochisme — on serait tenté d'imaginer une grande intimité chez Catherine Mouchet avec la « petite voie » de la spiritualité thérésienne. C'est oublier comment fonctionnent les comédiens, livrés aux mains des réalisateurs.

Alain Cavalier s'est familiarisé avec le carmel de Lisieux, mais, dit-il de ses interprètes : « Si elles n'entendaient rien à la religion, ce n'était pas plus mal ». Quant à Catherine Mouchet, il l'a choisie après l'avoir vue au conservatoire, ignorant tout de ses orientations religieuses. « Elle est très secrète, notait-il. Tout ce qu'elle savait de Thérèse, elle l'a appris elle-même : elle a lu et réfléchi elle-même. »

A vingt-sept ans, après des cours de philosophie et d'art dramatique au conservatoire sous la direction de Jacques Lessaule puis de Claude Régy, cette jeune comédienne a surtout fait du théâtre (les Intermèdes, de Cervantes et Intérieurs de Maelterlink). A part un court métrage en 1983, Thérèse est sa première expérience réelle du cinéma. Même si celui-ci lui a « apporté beaucoup », elle a « hâte de refaire du

théâtre », et prépare une pièce de Rilke.

En professionnelle, Catherine Mouchet s'étonne des questions naïves sur ses rapports avec Thérèse de Lisieux. Malgré une éducation catholique « comme tout le monde », elle n'avait jamais entendu parler de la sainte auparavant. Pour préparer le rôle, elle a lu des écrits et des lettres de Thérèse, tout en refusant de « devenir maniaque en allant voir comment les carmélites enfilent leur costume ! »

Tout de même, un personnage aussi inhabituel et une histoire aussi morbide — une jeune fille qui s'enferme au couvent et meurt de la tuberculose à vingt-quatre ans — doivent marquer ? « Ce rôle est très riche », répond Catherine Mouchet. Mais le film est autant un portrait du réalisateur et des acteurs que du sujet représenté. Et puis, je n'ai jamais eu une vue d'ensemble. J'apprends le texte au fur et à mesure, la veille pour le lendemain. Il était même interdit de regarder les rushes, pour ne pas être tenté de modifier son jeu...

« Morbide ? Je ne le crois pas. C'est l'histoire d'une jeune fille qui devient une femme : c'est son itinéraire qui est intéressant. J'aurais d'ailleurs refusé le rôle si on avait mis l'accent exclusivement sur la souffrance et l'ascèse. Tout comme j'aurais refusé une quelconque censure de l'Eglise. »

Catherine Mouchet n'a pas fini de faire parler d'elle. D'une sensibilité extrême, elle sait ce qu'elle veut et ne se laissera pas tourner la tête par le succès de Thérèse. « Je ne peux pas faire trente-six choses à la fois, dit-elle pour expliquer son recours au théâtre. J'ai besoin de temps. »

ALAIN WOODROW.

C'EST PAS DU CINOCHÉ !



RICHARD BERRY B29 NIELS ARESTRUP

MISE EN SCÈNE DE DEREK GOLDBY ALAIN PAGE DÉCOR DE JEAN-MARIE FIEVEZ
THEATRE DE LA PORTE SAINT-MARTIN
Location Théâtre, Agences et par tél: (1) 46 07 37 53



Vous préparez un voyage à l'étranger, vous êtes lycéen, étudiant, homme d'affaires et vous souhaitez apprendre à parler et comprendre l'américain ?
SESSIONS INTENSIVES DU 15 AU 26 SEPTEMBRE COURS TRIMESTRIELS A PARTIR DU 29 SEPTEMBRE INSCRIPTIONS IMMÉDIATES
AMERICAN CENTER
241 bd Raspail - 75014 Paris - RER - Denfert-Rochereau - Tél: (1) 43 35 21 50

هكذا من الاصل

50.000.000.000

18. Le Monde • Mercredi 24 septembre 1988 •

CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS

CONCERT ORGUE et HAUTOIS Jacques MARICHAL Jacques VANDEVILLE HAENDEL, MOZART TELEMANN, BACH GEMINIANI	ABBAYE DE ROYAUMONT (Viel-Église) Samedi 27 septembre à 20 h 45 Loc. : 30-35-30-16 et FNAC (p.a. Miroslav Musique)	ÉGLISE DES BILLETES Dimanche 28 septembre à 17 h (p.a. Miroslav Musique)	GAVEAU Mardi 30 septembre à 20 h 30 (p.a. Miroslav Musique)	THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA Samedi 4 octobre à 20 h (p.a. Valérie Musique/Globe)
Barrois CRUZ et Antonio PROENÇA « Fados », chants populaires portugais	Philippe PÉLISSIER hautbois Olivier BÉNSA guitare Hansel, Telemann Schumann, Purcell Britten, Ravel	J.-M. FURNIER PRODUCTIONS piano : DANIEL VARSANO BEETHOVEN - LISZT en hommage à MAGDA TAGLIAFERRO	ORCHESTRE NATIONAL de POPERA Dir. : Michael SCHOENWANDT Sol. : Anne TOMOWA-SINTOW ZEMINSKI, SCHREKER RICHARD STRAUSS	



Directeur : Daniel Barenboim

MUSIQUE SYMPHONIQUE
SALLE PLEYEL - 20H30

1^{er}, 3 octobre

Daniel Barenboim, direction
Siegfried Jerusalem, ténor
Dietrich Fischer-Dieskau,
baryton
Helmut Pampuch, ténor
WAGNER : SIEGFRIED, Acte I

5 octobre

Daniel Barenboim, piano
Radu Lupu, piano
SCHUBERT : SÉPULCHRE
Œuvres pour piano à quatre mains

8, 10 octobre

Daniel Barenboim, direction
John Tomlinson, basse
Albert Tétard, violoncelle
Jacques Cazaux, contrebasse
Chœur d'hommes
de l'Orchestre de Paris
Chef du Chœur : Arthur Oldham
MARTY : SCHUMANN
CHOSTAKOVITCH

15, 16, 17 octobre

Daniel Barenboim, direction
Maurizio Pollini, piano
MENDELSSOHN : CHOPIN
SCHUBERT (des 15 et 16 octobre)
TRAVNICKY (le 17 octobre)
En association avec
le Festival d'Automne

Location
SALLE PLEYEL (01 45 48 97 96)

SALLE PLEYEL

ALBERT SARFATI PRÉSENTE

Lundi 29 Septembre 20 h 30

L'ÉVÈNEMENT DE LA RENTRÉE

A NE PAS MANQUER

ORCHESTRE

SYMPHONIQUE

DU BOLCHOI

Direction ALEXANDRE LAZAREV

avec la grande révélation STANISLAV BOUNINE

dans le 1^{er} concerto pour piano et orchestre

de CHOPIN

Lauréat du concours Marguerite Long en 1983

1^{er} prix du concours CHOPIN à Varsovie en 1985

Location Salle Pleyel - Par téléphone :

45 63 88 73 de 13 h à 18 h, sauf le Dimanche

45 61 06 30 de 9 h à 18 h, sauf Samedi et Dimanche

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

Agences et 3 FNAC.

MUSIQUES

L'Orchestre philharmonique d'Israël

Bernstein et Dvorak salle Pleyel

A l'occasion
du cinquantième
anniversaire
de la fondation
de l'Orchestre
philharmonique d'Israël,
Leonard Bernstein
a composé Jubilee Games.

Le premier mouvement, « Événements en style libre », de Jubilee Games - créé à New-York le 13 septembre et figurant au programme du concert donné salle Pleyel le 22 septembre - qui résonne aux éclats d'une certaine liberté de jeu et d'intervention et demande de clamer à plusieurs reprises le chiffre sept en hébreu, évoque assez ce qu'on pouvait entendre dans les dernières années du Festival de Royan, quand la fin de l'histoire donnait la main au début du néo-romantisme. Le résultat est passablement indigeste et confus. Avec le second mouvement, « Dispara Dances », on retrouve le compositeur de West Side Story, qui dans ce dirigeant sur des rythmes impairs et bien serrés.

Un vil succès qui a fait un peu oublier le Cantique des cantiques, de Lukas Foss, donné en début de concert. Ecrite en 1946, l'œuvre n'a

en commun que le nom de son auteur avec les pages plus expérimentales composées à partir de 1957. Cette cantate biblique ressemble à un petit oratorio de Massenet révisé par un élève de Hindemith, sans posséder la qualité d'aucun des deux. Ce n'est pas vraiment décevant, plutôt morne et sans grande invention.

La meilleure partie du concert était donc la seconde, consacrée à la Symphonie du Nouveau-Monde, de Dvorak. Elle aura bientôt cent ans, mais elle ne s'use pas. En outre, elle permet d'apprécier la couleur somptueuse des cordes d'un orchestre héritier des meilleures traditions de l'Europe centrale, la tendresse des bois, la plénitude des cuivres, sans lourdeur ni agressivité. Selon son tempérament, Leonard Bernstein a fait de chaque mouvement un poème symphonique où les instruments s'ourdissent, explosent et se défont.

A l'issue du concert, le chef n'a pas voulu revenir saluer avant d'avoir serré les mains de chacun des musiciens de l'orchestre ; rien de plus exceptionnel ni de plus naturel à la fois : chacun pouvait être fier et content de l'autre ; de Dvorak aussi, soit dit en passant.

GERARD CONDÉ.

ROCK

Stevie Ray Vaughan à l'Olympia

Un « guitar hero » du Texas

La voix timbrée noire et mal

dégoûtée, le genre boxeur qui racle les fonds de gorge avec un accent à couper au couteau et qui postillonne des textes au premier degré, parlant de filles, de bagnoles et des bars à la lisière d'un bled perdu. Les filles se font la belle, les frites restent fidèles et les beuveries se terminent à l'ambé quand le patron baisse la grille. Le blues dans sa tradition.

Ce blues-là, Stevie Ray Vaughan l'a entre les dents, comme on dit. Un jeune gars du Texas, né à Dallas et immigré à Austin. Profession : guitariste. Un as de la six-cordes, un acrobate du chorus sériel, un fanatique de l'accord raide. A huit ans, il tenait déjà son instrument dans un petit groupe local, The Chantones. Son grand frère, Jimmy Vaughan, qui officiait au sein des Fabulous Thunderbirds, lui enseigna l'héritage de B.B. King, Magic Sam, Little Mack, et Stevie rejoint la race des noirs-blancs au pays des rockers. Les groupes se succèdent : Blackbird, Nightcrawlers, Triple Threat et finalement Double Trouble. De passage à Austin, Mick Jagger remarque le trio et l'invite à New-York pour assurer la première partie d'un concert privé. Au Festival de jazz de Montreux, où il est à l'affiche, David Bowie propose à Vaughan de jouer sur son album Let's Dance. Jackson Browne, enfin,

lui prête son studio à Los Angeles pour enregistrer son premier 33 tours (Texas Flood).

Stevie Ray Vaughan renoue avec le culte du guitar hero popularisé dans les années 60 par les Hendrix, Clapton, Jeff Beck et consorts. La guitare toutes griffes dehors qui dit autant, sinon plus, que la voix, les solos ventrés à terre avec les notes en mitraille, les riffs en rafales, les démarrages sur les chapeaux de roues et les dérapages contrôlés. Les envolées ébouriffées et les glissandos éclatés étant ici festés du son gras et du ton rustique du terroir texan.

ALAIN WAIS.

★ Olympia, mardi 23 et mercredi 24 septembre, 20 h 30.

★ Disques chez CBS.

Au Festival Musica de Strasbourg

« Stimmung », de Stockhausen

Dans un festival
ouvert aux créateurs,
la récréation
d'une œuvre-clé,
et, à l'origine,
mal appréciée.

Né en 1984 et déjà en situation de quasi-monopole sur la musique contemporaine en France, le Festival Musica de Strasbourg ne cesse pas, comme Royan le faisait, l'ensemble de son budget à la commande et à la création d'œuvres nouvelles. Certains le lui ont reproché. C'est là cependant son originalité et une manière de procéder héritée peut-être des autres arts, la peinture en particulier : il ne viendrait à l'idée de personne d'attendre qu'un grand peintre vivant ait accompli d'une dernière toile pour le faire figurer comme phare, comme repère, dans un panorama des tendances de notre siècle. Et s'il n'y a pas de tendances, mais seulement actualité, le panorama perd de son intérêt. Quelques autres festivals de musique contemporaine en ont fait les frais.

Après les Moments de Stockhausen, remontés l'an dernier à Strasbourg quinze ans après la création de leur version définitive, après Hymnen, repris en 1984 quelque vingt années après être né, on aurait pu s'attendre cette année à poursuivre dans le gigantisme et le syncrétisme avec Gruppen ou Carré. Les responsables de Musica ont choisi Stimmung parce que cette partition, datée de 1968, fruit typique d'une année agitée, prévue pour le programme de l'an dernier et alors annulée, est le point de rupture, la transition oubliée, le chaînon manquant, car, à l'époque négligée, l'amorce d'un tournant dans le parcours si particulier du compositeur allemand.

Pour cette cantate à six voix qui succédait presque immédiatement chez lui à une période électronique pure et dure, pour cette longue méditation océane où ne résonnent, soixante-dix minutes durant, que quelques mots et un très petit nombre d'accords non dissonants lentement égrenés, pour ce paysage sans relief, d'harmonie et de paix, l'auteur fut en 1968 proprement raillé. Un intellectuel à la mode hippie ! Qu'il retourne vite à ses machines et à ses problèmes compliqués de forme dans un temps structuré.

Mais Stockhausen n'allait pas y retourner. Il allait, bien au contraire, sortir sa musique des salles de concert, s'accorder sur la vibration des étoiles (Sternklang), sur la tonalité des saisons (Herbstmusik), faire chanter les plus humbles tâches de la vie quotidienne (Alphabet für Liege), pour se consacrer à partir de 1977, et prévoit-il alors pour au moins vingt années, à la composition d'une œuvre unique, lyrique et cosmique, enclavée au fil des ans par « journées ».

Stimmung marque l'apparition de ce Wagner au grand pied. Car son tout premier modèle, Stockhausen ne l'a peut-être pas trouvé dans la philosophie orientale, ni dans les techniques vocales des moines tibétains, mais dans sa propre culture et dans les cent trente-sept premières mesures de l'Or du Rhin, bâties sur un unique accord de mi bémol majeur. Tous les symboles, déjà, y étaient : l'image de la permanence liée à l'eau (Stimmung fut en partie composée après une journée de grande passion de plage), à l'oscillation, à la respiration tranquille d'un corps apaisé : à la féminité.

Préméditation ou hasard, les têtes pensantes de Musica avaient choisi de faire entendre Stimmung... dans une piscine ! D'installer les trois hommes et les trois femmes de l'ensemble américain Electroacoustic Phenomena, au ras de l'eau. Et de masser le public en bordure du bassin. Chaleur utérine. Hygrométrie record.

Le but était sans doute de magnifier ce « poème acoustique » par l'acoustique la plus réverbérante facilitant cette « victoire sur la matière » qu'est le phénomène de diaphonie. Soit, sur certaines voyelles très ouvertes, et au prix d'une ouverture de la cavité buccale maximum, le dédoublement de la voix entre le son fondamental et l'une de ses harmoniques très aigües, à l'exemple de la voix de goulumbarde encore utilisée par certaines peuplades de Haute-Mongolie. Mais, sous les voûtes immaculées de cette cathédrale engloutie, comment ne pas être sensible aux résonances religieuses et amoureuses de cette lente avancée dans les entrailles du son pur ?

ANNE REY.

Lire également en page 22
nos rubriques Arts et Danse.

J'ai trouvé le mot qui tue
La nuit sur Minitel : la mort aux trousseaux
et plein de jeux,
des adresses, des spectacles.
Le Monde sur Minitel
36.15 tapez : LEMONDE
LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER

CRETELL
Compagnie BAGOUET
30 SEPTEMBRE/
1^{er} OCTOBRE, 20 h 30
ASSAI
Chorégraphie Dominique Bagouet
Musique de Pascal Dusapin
48.99.94.50
Métro Créteil Préfecture

la vie m'intéresse
Je vais écouter
l'évangile à Bercy
Billy Graham
Paris Bercy
20-27 septembre
20H30
ENTRÉE LIBRE

Chérès
UN FILM DE
ALAIN CAVALIER
"Une heure et demie de grand art, d'émotion, d'humour, de folie, d'admiration
sans réserve. Un chef-d'œuvre de la première à la dernière image."
Le Monde - Michel BRAUDEAU
Catherine MOUCHET, Hélène ALEXANDRIDIS, Aurore PRIETO, Sylvie HABAUULT, Clémence MASSART, Ghislaine MONA HEFTRE
image Philippe ROUSSELOT - montage Isabelle DEDIEU - une coproduction AFD/FRMS ABY CINÉ

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 23 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 20 h 35 **Série** : Arsène Lupin. La danseuse de Rottenburg. Avec Georges Descrière, Dagnan Heller, Gunter Strack. Une jeune femme est dépeçlée de son unique bien, une soie de Van Beuren.
- 21 h 45 **Médecine à la une**. Émission proposée par Igor Barrère. Le cancer (2^e partie) : traitement et avenir. Avec le professeur Schwartzberg. Invités : P. Griscoll (immunodémodologie à Nicker-Einfuss malade); D. Frieoli (spécialiste de chimiothérapie par pompes implantables à la clinique d'Alleray); D. Delapine (chirurgien des os à Paul-Brousse); P. Papillon (radiothérapie, spécialiste du cancer du col de l'utérus); D. Descom-Deders (oncologue-radiologue à Paul-Brousse); P. Thiebaut (neuro-chirurgien à Henri-Dunant).
- 23 h 15 **Journal**.
- 23 h 30 **C'est à lire**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

Nocturne Samaritaine
ce soir comme
tous les mardis et
vendredis jusqu'à 20H30

- 20 h 35 **Mardi cinéma** : L'as des as. ■■ Film français de Gérard Oury (1982), avec Jean-Paul Belmondo, Marie-France Pisier, Rachid Ferrache, Franck Holtmann, Benno Sternbach. 22 h 25 **L'actualité** : climatologique et les jeux avec : Thierry Lhermitte et Joëlle Balasko.
- 23 h 30 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 **Cinéma** : Un espion de trop. ■■ Film américain de Don Siegel (1977) avec C. Bronson, L. Remick, D. Placencia, P. Magee. Un officier du KGB est envoyé aux États-Unis par Mos-

cou, pour supprimer un stalinien farouche... Don Siegel a été assez habile pour distribuer les cartes de l'aventure romantique, tout en faisant plaisir pour de bon par le jeu cynique des grandes puissances.

22 h 20 **Prélude à la nuit**.

CANAL PLUS

- 20 h 35, **Cinéma** : Escalier C. ■■ Film français de Jean-Charles Tacchella (1984) avec Robin Remou, Jean-Pierre Bacri, Catherine Leprieux, Jacques Bonnaffé, Jacques Weber, Claude Rich... 22 h 10, **Flash d'informations**; 22 h 20, **Cinéma** : Le guerrier et les guerrières. Film français de Jean Grault (1982), avec Louis de Funès, Michel Galabru, Maurice Risch, Guy Grosso, Michel Modo, Patrick Préjean, Catherine Sarré; 23 h 55, **Cinéma** : Un siècle dans la ville. ■■ Cycle Lino Ventura. Film français d'Edouard Molinaro (1959), avec Lino Ventura, Sandra Milo, Franco Fabrizi, Dora Doll, Jacques Jouanneau, Robert Dalmon; 1 h 20, **Les superstars du catch**; 2 h 15, **Série** : Winchester à l'amer.

LA 5

- 20 h 30, **Feuilleton** : Racines (5^e épisode); 22 h 10, **Série** : Kojak; 23 h, **Feuilleton** : Racines (5^e épisode); 0 h 40, **Série** : Star Trek; 1 h 35, **Série** : Kojak.

TV 6

- 20 h, **Tonic 6**; 23 h, **NRI 6** (rediff.); 0 h, **Tonic 6**.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 **Le journal du corps**. 21 h 30 **Musique**. Diagonales. 23 h **Nuits magiques**.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 **Concert** (donné le 24 mai 1986 au Staatsoper de Vienne). La Gioconda. Opéra en quatre actes de Ponchielli, par les chœurs et orchestre du Staatsoper de Vienne, dir. Adam Fischer; chef des chœurs : Walter Hagen-Groll; solistes : E. Marton, L. Semtschuk, K. Rydl, M. Lilova, P. Domingo, M. Mangunera et A. Strunk.
- 23 h 50 **Les soirées de France-Musique**.

Mercredi 24 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 12 h **Tournez... manège**. 13 h **Journal**. 13 h 50 **Vitamine**. 16 h 20 **Série** : L'étrange M. Duvalier. 17 h 25 **Téléfilm** : Le vignoble des maudits. 18 h 25 **Mini-journal**, de Patrice Drevet. 18 h 40 **La vie des Botes**. 19 h 10 **Feuilleton** : Santa Barbara. 19 h 40 **Cocorocoonby**. Invité : Zuhia. 19 h 55 **Tirage du Téo-tac**. 20 h **Journal**. 20 h 30 **Tirage du loto**. 20 h 35 **Série noire** : Pitié pour les rats. Téléfilm de Jacques Ertaud d'après le roman de Jean Amila. Avec Roger Dumas, Geneviève Fontanel, Bruno Alain, Michel Beuzon, Xavier Deluc, Cécile Badi. L'histoire d'une famille de petits cambrioleurs mêlée par hasard au terrorisme international.
- 22 h **Volley-ball** : championnat du monde États-Unis-Japon. 0 h **Journal**. 0 h 15 **C'est à lire**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 12 h **Informations et météo**. 12 h 5 **Feuilleton** : Les bas-fonds de Paris. 12 h 25 **Flash info**. 12 h 30 **Jeu** : L'académie des S. 13 h **Journal**. 18 h 50 **Téléfilm** : Snook et le cyclone. D'après Colin Thiele. 19 h 20 **Révisé A2**. 19 h 30 **Volley-ball** : Championnat du monde, France-Venezuela. 19 h 30 **Magazine** : c'est la vie. 19 h 50 **Jeu** : Des chiffres et des lettres. 19 h 5 **D'accord, pas d'accord**. 19 h 15 **Actualités régionales**. 19 h 40 **Le nouveau théâtre de Boulevard**. 20 h **Journal**. 20 h 35 **Variétés** : Le grand échiquier. Émission présentée par Jacques Chancel et organisée au profit de la recherche contre le cancer, en hommage à l'Institut Weizmann. Au programme : l'Orchestre symphonique de Jérusalem; l'Orchestre de Norvège; Raphaël Oleg, violoniste; Paul et Mandi Turello; pianistes; Maria Joso Pires, pianiste; Shlomo Mintz, violoniste; Aléd Juma, soprano; Adella Pena, violoniste; Patrick Dupond et Sylvie Guillem de l'Opéra de Paris; Angelo Branduardi. Sont invités : les professeurs André Lwoff, Jean Dausset, Yves Foulquier, Lucien Israël, Léo Sachs, François Gros, Robert Aron Brunetiere, Aryeh Dvorkatzky, président de l'Institut Weizmann, M^{me} Simone Veil, présidente d'honneur, et le docteur Ovidio Soffer, ambassadeur d'Israël à Paris.
- 23 h 35 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 12 h **Tribune libre**. 12 h 15 **Magazine** : La vie à plein temps. 13 h **Feuilleton** : Dornalin l'amour. 13 h 30 **Muppets show**. 14 h **Documentaire** : Splendeur sauvage. 14 h 30 **Série** : Bizarro, bizzaro. Grâce à la musique. 15 h 5 **Feuilleton** : Davy Crockett.

- 17 h 30 **Série** : Huckleberry Finn et Tom Sawyer. 17 h 55 **Croq'soleil**. 18 h **Le 19-20 de l'information**. 18 h 15 **Actualités régionales**. 18 h 55 **Dessin animé** : Les entichats. 20 h 5 **Les jeux à l'écran** : Le jeu de la vie. 20 h 35 **Variétés** : C'est aujourd'hui demain. Émission de Guy Lux et Noël Héry. Sur le thème : Nostradamus. Invités : Jean-Charles de Fontbrune et la célèbre gitane Starna Walter, Elisabeth Tezier; variétés avec le groupe Images, Jeanne Mas, Pierre Bachelet, Den Arrow et Francis Lalanne.
- 21 h 55 **Magazine** : Thalassia. 22 h 40 **Journal**. 23 h 10 **Magazine** : Pare-choc. 23 h 40 **Prélude à la nuit**.

CANAL PLUS

- 12 h, **Les trépassés**; 12 h 01, **Top 50**; 12 h 30, **Magazine** : direct; 14 h (et 17 h 45) **Cabou Cadin**; 14 h 55, **Téléfilm** : Amy; 16 h 15, **Téléfilm** : Le costume sur la nuque; 18 h 05, **Dessins animés**; 18 h 15, **Jeu** : Les affaires sont les affaires; 18 h 45, **Top 50**; 19 h 15, **Zénith**; 20 h 05, **Starquizz**; 21 h, **Cinéma** : Blessure. ■■ Film français de Michel Gérard (1985), avec Florent Fagot, Patricia Millardet, Boris Bergman, Riton Liebmann, Rosetta, Bob Aetche, Jean-Pierre Laurant; 22 h 15, **Flash d'informations**; 22 h 30, **Cinéma** : Le septième cible. ■■ cycle Lino Ventura. Film français de Claude Pinoteau (1984), avec Lino Ventura, Léo Massari, Jean Point, Elisabeth Bourgeois, Béatrice Agenin; 0 h 10, **Cinéma** : Trieste et beauté, film français de Joy Flury (1985), avec Charlotte Rampling, Andrzej Zulawski, Myriem Roussel, Jean-Claude Adelin; 1 h 45, **Série** : Rawhide; 2 h 35, **Document** : Animaux d'Australie.

LA 5

- 8 h, 13 h 35 **Série** : Happy Days; 8 h 25, **Série** : Shérif, fais-moi peur; 9 h 15, **Série** : Star Trek; 10 h 10, **Série** : K 2000; 11 h, 14 h, **Feuilleton** : Racines (5^e épisode); 12 h 40, 15 h 40, **Série** : Kojak; 16 h 30, **Dessins animés**; 17 h 20, **Série** : Shérif, fais-moi peur; 18 h 15, **Série** : Ripside; 19 h 10, **Série** : Happy Days; 19 h 35, **Série** : Star Trek; 20 h 30, **Série** : L'inspecteur Derrick; 21 h 35, **Série** : Arabesque; 22 h 25, **Série** : Supercopier; 23 h 20, **Série** : Star Trek.

TV 6

- 14 h, **Tonic 6**; 17 h, **Système 6**; Invité : F.-R. David; 19 h, **NRI 6**; Invité : Joe Mobarre; 20 h, **Tonic 6**; 23 h, **NRI 6** (rediff.); 0 h, **Tonic 6**.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 **Concert** : N° 85 en si bémol majeur, de Haydn; Concerto pour piano et orchestre n° 22 en mi bémol majeur, K. 482, de Mozart; Symphonie n° 2 en ré majeur, op. 36, de Beethoven, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Marek Janowski; soliste : Emmanuel Ax, piano.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 **Concert** : en direct du Grand Auditorium de Radio-France. La Reine, symphonie n° 85 en si bémol majeur, de Haydn; Concerto pour piano et orchestre n° 22 en mi bémol majeur, K. 482, de Mozart; Symphonie n° 2 en ré majeur, op. 36, de Beethoven, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Marek Janowski; soliste : Emmanuel Ax, piano.

FRANCE-MUSIQUE

- 23 h **Les soirées de France-Musique**.

هكذا من الاجل

Informations « services »

EN BREF

● EXPOSITION : Cet été-là...

— La 3^e mai 1936, le Front populaire gagne les élections. Le 5 juin 1936, Léon Blum, premier président du conseil socialiste, constitue son gouvernement. Le 10, la loi sur les congés payés est votée, et les premiers «vacanciers» ne tardent pas à envahir les plages et les routes. Le Centre Georges-Pompidou présente une exposition «Sur la route des vacances, l'été 36 et quelques autres...», du 24 septembre au 10 novembre. Photos, affiches, objets représentatifs de la vie quotidienne mais aussi audiovisuel (mur d'images) replaceront les visiteurs dans le contexte de l'époque et leur feront revivre «cet été-là». (Entrée libre.)

● EXPOSITION : les machines de Vinci.

— Léonard de Vinci se passionna pour la mécanique, l'hydraulique, l'optique, le génie civil et militaire, la marine et l'aéronautique. C'est ainsi qu'il a conçu des machines d'Edouard Molinaro (1959), avec Lino Ventura, Sandra Milo, Franco Fabrizi, Dora Doll, Jacques Jouanneau, Robert Dalmon; 1 h 20, **Les superstars du catch**; 2 h 15, **Série** : Winchester à l'amer.

● Le Clos-Lucé 37400 Amboise

(Indre-et-Loire), tél. : 47-57-62-68.

● La Fondation Europe université

organise à Paris, du 24 au 27 septembre, un colloque consacré à «Population, démographie et défense de l'Europe». Renseignements : Fondation Europe université, 10, boulevard Barbès, 75018 Paris. Tél. : 42-62-98-74.

● EMPLOI JEUNES : Journées d'information.

— Les jeunes demandeurs d'emploi (seize à vingt-cinq ans) de la région parisienne pourront obtenir toutes les informations nécessaires sur les stages que propose l'ANPE au cours des journées d'information organisées les 24 et 25 septembre, de 10 heures à 16 heures, à l'ANPE République : Point Jeunes, 80, rue de Malte, 75011 Paris.

● Le Salon de l'automobile sur minitel.

— Le 73^e Salon de l'automobile, de la moto et des véhicules industriels sera sur minitel, à partir du 25 septembre. Ce salon se tiendra, du 2 au 12 octobre, à la porte de Versailles. Les utilisateurs de minitel pourront obtenir toutes les informations à son sujet : jours et horaires d'ouverture, prix d'entrée, moyens d'accès, possibilités de stationnement, nouvelles voitures présentées, catalogue des exposants, animations, statistiques sur l'industrie automobile. Ce service a été conçu par la Chambre syndicale des constructeurs automobiles.

★ Pour accéder au sommaire « Spécial Salon 86 ».

composé sur le poste téléphonique : 36-15, appuyer sur la touche du minitel «connexion», taper : «autom», puis appuyer sur la touche «envoi». Se conformer ensuite aux indications données en bas de chaque page d'écran.

● JOURNÉES D'INFORMATION : mieux comprendre le phénomène islamique.

— L'Agence pour le développement des relations interculturelles, créée en 1977 et qui produit notamment l'émission «Mosaïque» de FR3, organise à Paris, du 17 octobre au 12 décembre, cinq journées d'information sur l'Islam en France, à l'intention entre autres des cadres d'entreprise. Parmi les intervenants sont prévus notamment des élus, des entrepreneurs, des imams et des spécialistes (G. Kappel, M. Arkoun, J.-P. Péroche-Hugon, etc.).

● Tous renseignements à l'ADRI.

40, rue Cambrouze, 75740 Paris. Tél. : (1) 43-06-21-73. Téléc. : ADRI 201763.

● Des avions pour les handicapés.

— Avant la fin de l'année, Air France aura équipé la totalité de sa flotte long-courriers d'une chaise mobile destinée à faciliter les déplacements à l'intérieur de l'avion des passagers souffrant d'un handicap moteur. Étudiée avec le concours du Comité de liaison pour le transport des personnes handicapées (Colirah), cette chaise permet au personnel d'acheminer le passager jusqu'à son siège réservé du côté de l'allée et muni d'accoudoirs relevables ou jusqu'à ses toilettes spécialement aménagées. Toutefois, cette chaise ne dispense pas de la présence d'un accompagnateur, lorsque ce dernier est requis par le service médical de la compagnie.

RESULTATS COMPLETS N°57

LOTTO SPORTIF

NOMBRE DE JEUX GAGNANTS	RAPPORT PAR JEU GAGNANT (pour 5F)
16 bons résultats	—
15 bons résultats	—
14 bons résultats	3 1 878 725,00 F
13 bons résultats	101 32 201,00 F
Bons résultats sur "7 Numéros de la Chance"	436 3 462,00 F

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Dimanche 21 Sept. 1986 : **1 8 8 0 2 9 5**

SUPER PACTOLE 3.000.000 F

PROCHAIN **LOTTO SPORTIF**

annonces associations

Appels

L'HYSTOIRE EN CHANTANT. Aes, lot 1901 vous propose spectacles animations, spectacles audiovisuels avec diffusion documentation. Recherches sur le chœur, etc. Ex. 123, 19-10-1986, 75008 Paris.

Sessions et Stages

ANGLAIS-FRANÇAIS ALLEMAND-RUSSE. Apprentissage efficace, vivant, rapide par la suggestion. Cours particuliers. Français. Tél. : 43-28-22-64.

תורת

Si c'est de l'ÉPIQUE pour vous, alors : initiation sérieuse à l'Épique par professeur universitaire, cours en groupe à Paris. Ouverture : 8-10-1986. Mentors : HENRI GILBERT, 8F 380, 75008 Paris. Cours 18. Tél. : (1) 42-62-25-61.

COMMUNICATION

Journalisme, pub., rel. pub. Cours du jour et du soir gratuits. Cours hebdomadaires : 47-70-16-32.

L'AMERICAN CENTER

Deux pros pour vous apprendre à danser un chœur d'été. Cours de danse moderne. Trois mois de cours à raison d'une séance hebdomadaire, le vendredi 19-22 h. Places limitées. Soirée info le 10 oct à 19 h, 201, bd Raspail Paris 14^e. Tél. : 45-71-33-77 et 43-95-21-50.

VICTOIRE SUR LE TABAC

En 4 semaines, sans grossir, vous pouvez cesser de fumer. Une nouvelle méthode éprouvée et reconnue vous permettra progressivement et confortablement de vous libérer du tabac. Même si vous avez tout essayé, informez-vous : Victoire sur le tabac. Tél. : 46-61-15-13.

● Prix de la ligne 30 F TTC 026 assigné, lettres au support.
● Joindre une demande de déduction au 222.
● Chaque lettre à l'ordre de Régis-Presse LMA et à adresser au plus tard le jeudi pour parvenir au mardi de la semaine à Régis-Presse LMA, 7, rue de Montmorency, 75007 Paris.

Je fais mes courses d'un coup de baguette

Le Monde sur Minitel
36.15 tapez : LEMONDE

LE MINTEL A TROUVÉ A QUI PARLER

STERN
GRAVEUR
depuis 1844

Pour votre Société
papiers à lettres et
imprimés de haute qualité

Le prestige
d'une gravure traditionnelle

Ateliers et Bureaux :
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 42.36.94.48 - 45.08.86.45

Jeu 25 Septembre 8 h 30
« DOSSIER »
Grandes écoles : du carburant pour l'avenir

Culture

DANSE

Twyla Tharp à Chaillot

Passée par Broadway

Invitée pour la troisième fois par le Festival d'automne, Twyla Tharp, enfant chérie du public américain, va-t-elle enfin conquérir Paris ?

Pas très grande, un nez impertinent, une nature emportée, Twyla Tharp est le prototype de l'Américaine. Dotée d'une énergie et d'un dynamisme exceptionnels, inventive et surdouée, elle a décidé très tôt d'attirer l'attention sur elle.

Comment réussir dans la danse à New-York en 1960 ? Twyla, formée aux techniques classiques et modernes, aux claquettes et au jazz, passe un an chez Paul Taylor, opte pour l'avant-garde et le mouvement de déshabilitation de la Judson Church, mais elle n'y croit guère, même si cette expérience lui inspire *Fugue*, ballet pour trois danseurs accompagnés du bruit amplifié de leurs pieds sur la scène.

Revenant très vite à son tempérament, elle invente une danse à la fois décontractée et violente, celle de la jeunesse aux années 70. Elle emprunte sa musique aux Beach Boys, aux vieux airs de jazz (Billy Smith le Lion, Fats Waller, Jelly Roll Morton) ou au disco.

Sa technique est un mélange détonnant de discipline classique pour les jambes, de mouvements de bras empruntés aux danseurs de claquettes, le tout brassé dans un style gai, fébrile, fluide avec des pointes de vitesse folles, ce qu'on a appelé « le style Tharp », parfaitement identifiable. *Bakers' Dozen* en est représentatif avec ses effets de film en accéléré et ses gags.

Twyla Tharp a un œil sur Broadway : elle crée les chorégraphies de *Hair*, une danse sur glace pour le champion John Curry, travaille pour la télévision, mais elle éprouve le besoin de se faire reconnaître du côté du ballet classique. Et d'ailleurs quelque chose dans son art de visualiser la musique la rapproche de Balanchine.

Déjà en 1960, elle a composé deux ouvrages pour le Joffrey Ballet. L'événement qui va changer sa vie c'est la création de *Push Come*

to *Shove* pour l'American Ballet et la rencontre de Michael Baryschnikov.

En quête d'une nouvelle danse, qui utilise au maximum ses qualités techniques, celui-ci trouve exactement ce qu'il souhaitait dans le langage de Twyla Tharp, clair et parfaitement structuré et dans sa manière dangereuse d'utiliser l'espace : « Avec elle, dit-il, j'ai eu le sentiment que j'étais en mer sur un bateau sans voile, en train de faire des choses interdites. »

Son association avec Baryschnikov, la star de la danse la plus popu-

laire des États-Unis, donne un nouvel essor à la chorégraphie, une audace renouvelée et une grande variété d'inspiration.

En témoignent *Sinatra Songs* (1984) lyrique et cool, *Philip Glass Piece* et *Mozart Piece* encore inédits en France.

MARCELLE MICHEL

* Théâtre national de Chaillot. Programme I : *Philip Glass Piece, Baker's Dozen* (23, 24, 27 septembre) ; programme II : *Mozart Piece, The Fugue, 9 Sinatra Songs* (25, 26, 28 septembre).

ARTS

Tony Smith : le cube originel

Si l'œuvre — et la vie — de Tony Smith aboutissent à cette sculpture objet neutre par excellence : un cube de bois peint uniformément en noir, c'est au terme d'une histoire et d'une logique exemplaires. Ce minimaliste new-yorkais, souvent éclipsé par ses contemporains plus loquaces, Carl André ou Judd, incarne exactement le destin du géométrisme américain.

Tout commence dans l'entre-deux-guerres par une éducation « à l'européenne ». Smith adhère au New Bauhaus en 1937, se destinant à l'architecture. L'enseignement de Van Der Rohe ou de Gropius achève de le convaincre de la supériorité absolue du style orthogonal. Puis il met celui-ci en œuvre, en qualité d'assistant de Frank Lloyd Wright : rien de plus cohérent.

Aussi, quand Smith, au début des années 60, abandonne le bâtiment pour la sculpture, il ne peut que s'inscrire dans le parti des anti-expressionnistes. Il ne peut que manifester son culte du simple et du droit, et l'exalter au point de tenir pour suffisant l'exhibition du cube et du parallélépipède, isolés ou associés en grecques ou en angles. Les pièces que l'on voit aujourd'hui, de bois et de bronze, remontent à ces années héroïques de l'ascétisme. Les

temps ayant changé, le minimalisme ayant glissé vers le monumental ou le décoratif, il s'agit ici essentiellement d'une commémoration, peut-être nostalgique. Elle aide à mesurer combien semble désormais passablement obsolète et « daté » ce qui était l'avant-garde il y a vingt-cinq ans.

PHILIPPE DAGEN

* Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg, jusqu'au 15 octobre.

Olivier Debré : œuvres récentes

En une dizaine de toiles, Olivier Debré présente les derniers développements de son abstraction impressionniste. S'il reste fidèle aux couleurs diaphanes, aux nappes de couleurs qui glissent sur la toile, si le style ne change pas, le chromatisme, lui, change. Plus aigre, agressif, multipliant les verts acides, les mauves et les roses thyriens, il impose une violence dont Debré ne semblait guère coutumier. Crispation passagère ou inflexion durable ?

Ph. D.

* Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg, jusqu'au 15 octobre.

Mort du peintre Denise Esteban

On apprend la mort de Denise Esteban, survenue le 19 septembre à l'hôpital de Nantes, où l'artiste avait été transportée à la suite d'un accident. Elle était âgée de soixante ans.

De Reims, sa ville natale, Denise Esteban était venue à Paris pour entrer à l'École des arts décoratifs et à l'École des beaux-arts. Mais ses vrais maîtres ont été Chardin, Corot, Degas, avant Morandi, découvert en 1966. Arpad, Szenes, rencontré en 1967. Nicolas de Staël lui est révélé en 1971.

Si, à leur suite, elle demeure un peintre figuratif, peignant de préférence sur le motif en Haute-Provence, dans la baie de Somme, en Vendée, fixant scrupuleusement

le réel, une sorte d'aura lumineuse nimbe et isole paysages, arbres, figures, intérieurs, objets, d'où ses rapports privilégiés avec les poètes, qui l'ont préfacée et lui ont consacré de nombreux textes : René Char, dont elle a enluminé le *Nu perdu* de dix-sept gouaches ; Octavio Paz, Yves Bonnefoy, qui reprend à son sujet l'appellation de peinture métaphysique ; Bernard Noël ; Jean Tournier, Philippe Jaccottet, qu'elle a illustrés ; Roger Munier, qui lui consacre un essai sous le titre de *Furtive présence*, parfaitement adapté à son travail.

Denise Esteban avait épousé en 1964 le poète Claude Esteban.

Communication

Après la décision du Conseil constitutionnel

La presse écrite réaffirme sa vocation multimédias

Les organisations professionnelles de la presse écrite s'inquiètent des conséquences de la décision du Conseil constitutionnel au sujet du projet de loi de M. François Léotard. En demandant que soit clairement définies les limites de la concentration multimédias, le Conseil exclut-il les entreprises de presse du secteur de la communication audiovisuelle ? C'est ce que redoute la Fédération nationale de la presse française (FNPF) : « Alors que les plus hautes autorités de notre pays ont appelé de leurs vœux une participation effective des entreprises de presse au redéploiement de la communication audiovisuelle, la décision du Conseil constitutionnel pourrait condamner par avance toute initiative allant dans le sens souhaité par les pouvoirs exécutif et législatif. »

Même souci pour M. Georges Montaron, président du Syndicat de la presse hebdomadaire parisienne, qui rappelle que « la presse écrite a une indispensable et vitale vocation multimédias ». Pour établir une coordination « bénéfique » entre presse écrite et télévision tout en garantissant le pluralisme, M. Montaron affirme que « l'ensemble de la presse écrite, réunie dans sa diversité, doit être associée à la direction et à la gestion des chaînes de télévision par le biais d'une société coopérative. Celle-ci regrouperait tous les

journaux, grands ou petits, nationaux ou régionaux, quotidiens ou hebdomadaires, disposés à adhérer à une telle structure. »

Pour M. Montaron, une chaîne de télévision ainsi associée à l'ensemble de la presse écrite « bénéficierait auprès du public et des annonceurs d'une image de marque d'une exceptionnelle qualité et répondrait pleinement à la volonté du Conseil constitutionnel de garantir le pluralisme. »

● Accord entre le « Daily Telegraph » et les syndicats du Livre. — Le quotidien *Daily Telegraph* et l'hebdomadaire *Sunday Telegraph* vont réduire leur personnel de 60 % et transférer toute la production du Livre (Sogart 82 et NGA) et de la direction, sera mis en place et habilité à négocier toutes les questions. La direction du *Daily Telegraph*, dont le déficit actuel est de 25 millions de livres, espère avec ce plan économi-

Mariages

— Solange BARRAS et Claude BOUTET

ont le plaisir de faire part de leur mariage qui a été célébré le 6 septembre 1986, à Vézolles.

8, rue André-Chénier, 80000 Amiens.

Décès

— Michel BRETON, docteur à l'université de Manchester et à Trinity College Dublin,

est décédé le 17 septembre 1986, à Paris, à l'âge de quarante-deux ans.

Ses parents et ses amis se réuniront mercredi 24 septembre à midi, au cimetière du Père-Lachaise.

M. et M^{me} René Bromberg, M. et M^{me} Joseph Bromberg, M. André Bromberg, Sophie et Pierre Bellaloum, Stéphane, Agnès, Jean-Marie, Odile, Toute la famille. Ses nombreux amis. Et la société Les originaux de Sturdy.

ont la douleur de faire part du décès de

M. Wolf Berek BROMBERG,

leur époux, père, grand-père, parent et ami,

survécu le 20 septembre 1986, en son domicile, 65, avenue Foch, à Paris-16^e.

Les obsèques auront lieu le mercredi 24 septembre.

On se réunira à la maison mortuaire, à 10 h 15.

Un cercueil sera à la disposition des personnes désirant assister à l'inhumation devant l'hôtel Holiday Inn, place de la République, à 10 h 15, ou à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 10 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les personnels des établissements Bénédictins.

ont la douleur de faire part du décès de leur regretté

M. Wolf Berek BROMBERG,

fondateur de la société.

Les obsèques auront lieu le mercredi 24 septembre 1986.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 10 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Pierre Charrier, ses enfants et petits-enfants, Sa famille, ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Pierre CHARNIER,

commissaire divisionnaire honoraire,

survécu à Saint-Raphaël, le 17 septembre 1986.

Les obsèques ont été célébrées le vendredi 19 septembre, à Saint-Raphaël.

Boulevard du Val-d'Or, 83700 Saint-Raphaël.

Le Carnet du Monde

— Nuffield College (Oxford) et la Fondation nationale des sciences politiques

ont le tristesse de faire part du décès de

Sir Norman CHESTER, ancien président de l'Association internationale de science politique, commandeur de l'Ordre de l'Empire britannique, chevalier de la Légion d'honneur.

survécu à Oxford, le 20 septembre 1986.

— Le docteur Sylvette Helbert Davidson, son épouse,

son fils, M. et M^{me} Elie Davidson,

ses parents, M^{me} Sylvie Davidson,

sa sœur, M. et M^{me} Marcel Helbert,

Les familles Davidson, Starkman, Eizenman, Helbert, Les parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Gérard DAVIDSON,

survécu le 16 septembre 1986.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le lundi 22 septembre, au cimetière du Montparnasse.

— M. Elie Davidson, président-directeur général,

Les conseils d'administration, Et tous les collaborateurs des sociétés TCI actualités télévisées, Sept, a, Télé-cité,

ont le grand regret de faire part du décès de leur directeur technique et rédacteur en chef.

— M. et M^{me} Léon Revel et leurs enfants, M. et M^{me} Jacques Revel, M. et M^{me} Antoine Revel et leurs enfants, M. et M^{me} Pierre Montheillet et leurs enfants, Les familles Revel, Augustin, Montheillet, Parents, alliés et amis,

ont la grande douleur de faire part du décès de

M. François PERAUD,

directeur du personnel et des relations humaines.

— M. et M^{me} Léon Revel et leurs enfants, M. et M^{me} Jacques Revel, M. et M^{me} Antoine Revel et leurs enfants, M. et M^{me} Pierre Montheillet et leurs enfants, Les familles Revel, Augustin, Montheillet, Parents, alliés et amis,

ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Jeanne REVEL,

née Augustin,

survécue à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 25 septembre 1986, à 14 h 30, en l'église de Neuville-sur-Ain.

L'inhumation se fera au cimetière de Neuville-sur-Ain.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} André Sombourg, son épouse, M. et M^{me} Michel Savin, Thomas, Marc et Martine, M. Michel Sombourg, Laurence et Julien, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Raoul Sombourg, sa mère, M. et M^{me} René Vasseur et leurs enfants,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. André SAMBOURG,

professeur honoraire, chevalier des Palmes académiques,

survécu le 19 septembre 1986, à l'âge de soixante-neuf ans.

L'inhumation a eu lieu à Carottes (Manche).

Cet avis tient lieu de faire-part.

74, rue Desnoettes, 75015 Paris, Place de la Mairie, 13127 Vitrolles.

— M. Jean-Louis Somery, M^{me} Anne-Victoire de Lubzac et Sarah, M. Jean de Lubzac et Hadrien, M. Gilbert Somery, M^{me} Arlette Somery-Dombasle, M^{me} Lucien de Gennes, M. et M^{me} Jean-Claude Tiné et leurs enfants, M. et M^{me} Guillaume Bolson de Chazourne et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean-Louis SONNERY,

née Laurence Bolson de Chazourne, survenue le 22 septembre 1986, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 24 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Philippe du Roule, à Paris-8.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 17 h 30, au cimetière de Tarrat (Rhône).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Jean-Louis Somery, M^{me} Anne-Victoire de Lubzac et Sarah, M. Jean de Lubzac et Hadrien, M. Gilbert Somery, M^{me} Arlette Somery-Dombasle, M^{me} Lucien de Gennes, M. et M^{me} Jean-Claude Tiné et leurs enfants, M. et M^{me} Guillaume Bolson de Chazourne et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean-Louis SONNERY,

née Laurence Bolson de Chazourne, survenue le 22 septembre 1986, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 24 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Philippe du Roule, à Paris-8.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 17 h 30, au cimetière de Tarrat (Rhône).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jean-Louis Somery, M^{me} Anne-Victoire de Lubzac et Sarah, M. Jean de Lubzac et Hadrien, M. Gilbert Somery, M^{me} Arlette Somery-Dombasle, M^{me} Lucien de Gennes, M. et M^{me} Jean-Claude Tiné et leurs enfants, M. et M^{me} Guillaume Bolson de Chazourne et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean-Louis SONNERY,

née Laurence Bolson de Chazourne, survenue le 22 septembre 1986, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 24 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Philippe du Roule, à Paris-8.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 17 h 30, au cimetière de Tarrat (Rhône).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jean-Louis Somery, M^{me} Anne-Victoire de Lubzac et Sarah, M. Jean de Lubzac et Hadrien, M. Gilbert Somery, M^{me} Arlette Somery-Dombasle, M^{me} Lucien de Gennes, M. et M^{me} Jean-Claude Tiné et leurs enfants, M. et M^{me} Guillaume Bolson de Chazourne et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean-Louis SONNERY,

née Laurence Bolson de Chazourne, survenue le 22 septembre 1986, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 24 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Philippe du Roule, à Paris-8.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 17 h 30, au cimetière de Tarrat (Rhône).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jean-Louis Somery, M^{me} Anne-Victoire de Lubzac et Sarah, M. Jean de Lubzac et Hadrien, M. Gilbert Somery, M^{me} Arlette Somery-Dombasle, M^{me} Lucien de Gennes, M. et M^{me} Jean-Claude Tiné et leurs enfants, M. et M^{me} Guillaume Bolson de Chazourne et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean-Louis SONNERY,

née Laurence Bolson de Chazourne, survenue le 22 septembre 1986, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 24 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Philippe du Roule, à Paris-8.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 17 h 30, au cimetière de Tarrat (Rhône).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jean-Louis Somery, M^{me} Anne-Victoire de Lubzac et Sarah, M. Jean de Lubzac et Hadrien, M. Gilbert Somery, M^{me} Arlette Somery-Dombasle, M^{me} Lucien de Gennes, M. et M^{me} Jean-Claude Tiné et leurs enfants, M. et M^{me} Guillaume Bolson de Chazourne et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean-Louis SONNERY,

née Laurence Bolson de Chazourne, survenue le 22 septembre 1986, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 24 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Philippe du Roule, à Paris-8.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 17 h 30, au cimetière de Tarrat (Rhône).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jean-Louis Somery, M^{me} Anne-Victoire de Lubzac et Sarah, M. Jean de Lubzac et Hadrien, M. Gilbert Somery, M^{me} Arlette Somery-Dombasle, M^{me} Lucien de Gennes, M. et M^{me} Jean-Claude Tiné et leurs enfants, M. et M^{me} Guillaume Bolson de Chazourne et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean-Louis SONNERY,

née Laurence Bolson de Chazourne, survenue le 22 septembre 1986, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 24 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Philippe du Roule, à Paris-8.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 17 h 30, au cimetière de Tarrat (Rhône).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jean-Louis Somery, M^{me} Anne-Victoire de Lubzac et Sarah, M. Jean de Lubzac et Hadrien, M. Gilbert Somery, M^{me} Arlette Somery-Dombasle, M^{me} Lucien de Gennes, M. et M^{me} Jean-Claude Tiné et leurs enfants, M. et M^{me} Guillaume Bolson de Chazourne et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean-Louis SONNERY,

née Laurence Bolson de Chazourne, survenue le 22 septembre 1986, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 24 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Philippe du Roule, à Paris-8.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 17 h 30, au cimetière de Tarrat (Rhône).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jean-Louis Somery, M^{me} Anne-Victoire de Lubzac et Sarah, M. Jean de Lubzac et Hadrien, M. Gilbert Somery, M^{me} Arlette Somery-Dombasle, M^{me} Lucien de Gennes, M. et M^{me} Jean-Claude Tiné et leurs enfants, M. et M^{me} Guillaume Bolson de Chazourne et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean-Louis SONNERY,

née Laurence Bolson de Chazourne, survenue le 22 septembre 1986, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 24 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Philippe du Roule, à Paris-8.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 17 h 30, au cimetière de Tarrat (Rhône).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me}

SECTEURS DE POINTE

UN BILAN DU SICOB

Jeunesse des « micro »

« **E**n 1987, le SICOB s'envole », annonce un dépliant largement diffusé au cours du salon d'automne qui vient de se tenir du 15 au 20 septembre. Ce n'est pas un départ pour les Amériques, mais pour le Parc des expositions de Villepinte, près de l'aéroport Charles-de-Gaulle. A ce déplacement spatial s'ajoute une mutation temporelle, puisque c'est du 6 au 11 mars que sera organisé le prochain SICOB.

Pour une exposition visitée depuis si longtemps au mois de septembre et au CNIT de la Défense, c'est une transformation profonde, sur laquelle les avis sont partagés. Nouvelle jeunesse ou commencement de la fin ? L'avenir le dira, mais on sent déjà un parfum de nostalgie flotter entre les stands. De plus, un contrôle d'entrée draconien élimine sans faiblesse les moins de dix-huit ans. La moyenne d'âge s'en ressent, mais aussi l'animation. Cette exclusion était peut-être un mal nécessaire. Les « sicobiens » se retrouvent ainsi entre gens sérieux, entre professionnels. Pourtant, il semble bien que le stand où l'on se bouscule le plus soit celui d'Amstrad, qui présente le micro-ordinateur PC-1512, un compatible IBM à 5 000 F.

Le SICOB n'est plus, depuis longtemps, l'endroit privilégié où s'annoncent les nouveautés informatiques. Mais l'informatique est le thème de tellement de salons et d'expositions qu'on peut pratiquement faire une annonce n'importe quand qui coïncide avec le début d'une de ces manifestations. Beaucoup de constructeurs ont d'ailleurs préféré dévoiler leurs produits un peu avant l'ouverture du SICOB, et dans des lieux qui leur paraissent plus appropriés.

Que retiendrait-on de ces présentations ? Le secteur de la micro-informatique reste celui où l'on voit le plus de neuf, tous les constructeurs renouvelant leur gamme et certains présentant des appareils qui tranchent avec leurs précédentes productions.

Un vieux tout jeune

Doyen des micro-ordinateurs encore en vie, l'Apple-II rajeunit. Présenté en première mondiale le jour d'ouverture du SICOB, l'Apple-II GS vient s'ajouter aux Apple-IIe et Apple-IIc actuellement commercialisés. Ce nouveau modèle n'a plus guère de ressemblance avec l'Apple-II d'origine, la célèbre machine bricolée il y a dix ans dans un garage qui, avec le Pet de Commodore et le TRS-80 de Tandy, fit connaître au monde la micro-informatique. Même le cœur de l'ordinateur a été changé : le microprocesseur 65C816, à seize bits, remplace le

65C802 à huit bits des versions précédentes. Mais le nouveau peut fonctionner comme l'ancien, trois fois plus vite, et cela donne au nouveau modèle la grande force de pouvoir utiliser les quelques seize mille logiciels écrits pour ses prédécesseurs. Autre « compatibilité » : la carte électronique qui équipe l'Apple-II GS a les dimensions et l'organisation de celle qu'on trouve sur l'Apple-IIe.

Caractéristique du dernier SICOB : le secteur de la micro-informatique reste celui où l'on constate les plus nombreuses et les plus intéressantes nouveautés. C'est l'éternel jeunesse des « micro »...

Cela permet de transformer l'un en l'autre.

Le plus spectaculaire est l'éventail des possibilités graphiques et sonores (GS) de ce nouvel Apple. Une palette de quatre mille quatre-vingt-seize couleurs, la possibilité de faire varier continuellement les nuances, celle de faire de l'animation (seize images par seconde) font presque de ce micro-ordinateur un appareil de traitement d'images, même si la définition verticale est un peu faible. D'autre part, un synthétiseur à seize voix lui donne dans le domaine sonore des possibilités aussi riches que celles du domaine visuel.

Ne sont-elles pas trop riches pour les besoins ? Jean-Louis Gassée, ancien directeur général d'Apple France et présentement chargé de la recherche et du développement au siège californien d'Apple, leur voit de nombreuses utilisations en éditions personnelles, d'autant que des périphériques permettent la liaison avec une caméra et l'édition de diapositives. Les utilisations éducatives sont un autre secteur où les capacités graphiques seront précieuses. Côté son, un développeur américain va utiliser la possibilité de synthétiser la voix humaine pour des utilisations téléphoniques. Un autre développeur met au point un logiciel qui permettra à l'Apple-II GS de travailler sous le système d'exploitation MS-DOS, lui donnant ainsi accès à la galaxie des compatibles IBM.

Ce nouvel Apple est immédiatement disponible au prix hors taxes de 15 900 F (12 900 F avec écran monochrome). C'est trop cher pour le marché des utilisations familiales. Moins onéreuse est la transformation d'un Apple-II GS en Apple-IIe. Immédiatement réalisable aux Etats-Unis pour environ 500 dollars, elle le sera en Europe au début 1987.

Ce n'est pas uniquement le prix qui dissuadera l'amateur. On rap-

pelle chez Apple qu'en 1980 des Apple-II rustiques se vendaient 18 000 F de l'époque. C'est surtout qu'il peut trouver bien moins cher ailleurs.

Ailleurs, c'est d'abord chez Amstrad. La firme britannique a fait une gigantesque percée sur le marché européen en pratiquant des prix très bas. C'est la politique qui avait fait la fortune de Sinclair — marque reprise en avril

dernier par Amstrad, — fortune suivie d'un effondrement rapide dû aux faibles capacités et surtout à la fragilité des micro-ordinateurs ainsi bradés. Amstrad risque-t-elle le même destin ? On ne peut lui faire la première objection : ses modèles sont aux normes actuelles et susceptibles de suivre l'évolution de la demande. Pour la seconde, c'est une question ouverte : certains craignent que le talon d'Achille ne soit encore là.

Offensive britannique

Quoi qu'il en soit, Amstrad vient de frapper un grand coup avec son PC-1512, annoncé début septembre à Londres et que tous les visiteurs du SICOB vont voir. Le nom l'indique, il s'agit d'un « clone », d'un compatible avec l'IBM-PC. Le même système d'exploitation (MS-DOS), un microprocesseur Intel 8086 — un peu plus rapide que le 8088 choisi par IBM, — une mémoire centrale de 512 kilo-octets, seize couleurs... Rien d'exceptionnel jusqu'à là. Mais les tests de performances mettent la machine en bonne position parmi ses nombreux concurrents. Et surtout le prix stupéfie. La version de base est commercialisée à 4 997 francs hors taxes : avec moniteur couleur, la gamme de prix commence à 8 890 F.

La comparaison avec l'Apple-II GS est difficile puisque les deux machines ont des caracté-

ristiques différentes et qu'elles ne s'adressent pas vraiment à la même clientèle. Mais l'équation « trois Amstrad pour un Apple » paraît une bonne approximation. Et la compatibilité IBM — il faudrait presque dire : la compatibilité avec les compatibles IBM — est un puissant argument commercial.

On l'a compris chez Commodore, qui a doté son Amiga d'un « émulateur », Sidcar, assurant cette compatibilité. On assiste aux nouveaux débuts en France de Tandy, pratiquement disparu après 1982, revenu converti à la compatibilité IBM, et dont le modèle 1000-EX n'est guère plus cher que le PC-1512 d'Amstrad. Il serait d'ailleurs vain de vouloir citer ici tous les nouveaux compatibles. En s'en tenant aux premières mondiales, on citera Audisonic, DKL technologies et Grid.

Cannes contre Paris

Hors du micro-informatique, les nouveautés ne manquent pas. Annoncées au SICOB même, les modèles A2 et A5 de Burroughs, qui complètent une gamme d'ordinateurs que la firme américaine a complètement renouvelée ces deux dernières années.

Annoncée un peu avant le SICOB, la calculatrice de poche financière HP-18C de Hewlett-Packard, une jolie, mais chère, petite merveille qui vous explique en français ce que vous devez faire.

Annoncé enfin « contre » le SICOB, à l'exposition Decville de Cannes, par Digital Equipment qui a déserté depuis deux ans « les frileux salons parisiens » (citation de M^{me} le maire de Cannes), le terminal VTX 20, à la fois informatique et vidéotext. Ce terminal, première production de la firme américaine qui ait été conçue en Europe, permet d'accéder aux incompatibles services vidéotext, mais en service en Grande-Bretagne, en France, en RFA... Et pour la France, le VTX 20 n'autorise la connexion qu'aux services figurant sur une liste prédéfinie. Afin de couper la route du bureau aux messageries roses.

MAURICE ARVONNY.

Au Centre des jeunes dirigeants

Former comme investir

A tout attendre de la spontanéité pour faire preuve d'imagination, les adhérents du CJD (Centre des jeunes dirigeants) peuvent tout aussi bien sombrer dans la banalité qu'échouer des propositions hardies. La troisième « école des présidents » qui s'est réunie du 11 au 13 septembre à Zarzis, en Tunisie, en a encore apporté la démonstration. Sur trois journées, seule la dernière, centrée sur la formation des hommes, a permis de faire jaillir l'étincelle dans ce

moyens dont ils ont besoin. La formation devrait devenir un droit qui ne se limiterait pas à l'aspect professionnel.

Les employeurs s'aperçoivent aussi que les compétences techniques ne suffisent plus. Les capacités individuelles, la richesse humaine, le comportement sont des facteurs essentiels. « Avoir appris, c'est bien, savoir apprendre, c'est mieux », disent-ils, en mettant l'accent sur la formation individuelle qui pourrait faire l'objet d'un quota à définir.

La formation professionnelle doit être considérée à tous points de vue comme un investissement nécessaire et surtout rentable.

mouvement de chefs d'entreprise qui a toujours cultivé son particularisme.

« Vous allez devoir vous faire prier le cerveau », avait annoncé Jean-Pierre Cressy, vice-président national, aux participants qui, brusquement, à l'écoute de Daniel Croquette, secrétaire général de l'UCC-CFDT (Union confédérale des cadres), découvraient des convergences enthousiasmantes. Ce fut l'éclosion, symbolisée par plusieurs recommandations qui alimentèrent, dans les sections locales du CJD, « le thème de l'année ».

Investissement immatériel, la formation pourrait être incluse dans les amortissements ou faire l'objet d'un prêt bancaire quand elle dépasse, en volume, l'obligation légale du 1.1% de la masse salariale. Considérée comme une richesse, elle pourrait figurer en haut du bilan, et les sommes correspondantes être gagnées auprès des FAF (fonds autonomes de formation). Les fonds salariaux pourraient être utilisés ou, encore, les adhérents du CJD pourraient « pratiquer l'entrisme » dans les conseils d'administration d'organismes de formation pour y faire admettre les préoccupations spécifiques d'une profession ou d'un bassin d'emploi géographique délimité. L'opération a été tentée avec succès par de jeunes transporteurs qui ont ainsi pu créer une école capable de leur fournir les promotions de cadres

Les présidents de section réunis à Zarzis se proposent également d'ouvrir leurs commissions de formation à d'autres acteurs économiques, à commencer par des syndicalistes. « Il faut écouter la différence », se sont-ils convaincus tandis que Daniel Croquette acceptait, lui, d'accueillir quelques jeunes dirigeants dans les universités d'été. Persuadés que les rigidités du système de formation sont davantage responsables de l'incompréhension que les hommes, patrons ou enseignants, les Jeunes dirigeants voudraient tenter des expériences de rapprochement, à la manière d'Alain Fribourg en Vendée.

Patron d'une grosse unité de Thomson, celui-ci a imaginé de former des élèves de BTS en un an ou deux afin de compenser l'absence d'un enseignement supérieur dans la région. Ce dispositif, mis au point avec les établissements privés et publics, en collaboration avec les responsables politiques de droite et de gauche, comme avec les syndicalistes, serait accompagné d'une garantie sous forme de préembauche. « Je travaille avec les rebuts du système d'éducation », déclare fièrement Alain Fribourg, qui constate que « le mode de sélection scolaire ne correspond pas aux critères des entreprises ». « Il y a de l'or dans vos poubelles », répète-t-il aux enseignants.

ALAIN LEBEAUCHE.

PHOTOCOPIE :

Le laser et la couleur

On voit peu de prototypes au SICOB. Ce qui rend notable la présentation chez Canon d'un photocopieur couleur à laser.

La firme japonaise commercialise depuis deux ans des photocopieurs noir et blanc à laser, dans lesquels l'éclairage de chaque point de l'image est numérisé, l'information ainsi obtenue commandant ensuite une impression par laser. La numérisation autorise tous les traitements imaginables : on peut agrandir l'image, la déformer, la stocker pour usage ultérieur, insérer une image dans une autre... D'autre part, la photocopie en couleur a déjà une longue histoire, et des machines complexes furent présentées au SICOB dès le début des années 70. Des photocopieurs bichromes ou multichromes sont maintenant présents chez plusieurs constructeurs. Restait à associer la couleur au laser, pour profiter de la qualité intrinsèque et de la souplesse d'utilisation qu'apporte ce mode d'impression, ainsi que des possibilités de traitement colorimétrique que permet la numérisation de l'image.

Le photocopieur présenté par Canon a effectivement des qua-

rités nombreuses. Mais on peut se poser trois questions. A quel sera-t-il ? Combien coûtera-t-il ? A combien reviendra la copie ? Or les réponses précises manquent encore.

Pour la deuxième question, il faut attendre la commercialisation, prévue en 1987. Pour la troisième, l'espoir est d'aboutir un jour à un prix d'environ trois ou quatre fois celui d'une copie en noir et blanc. Quant à la première, il est apparu ces dernières années une consommation de copies en couleurs dans des domaines comme la publicité, l'architecture, l'urbanisme, la mode, et plus généralement chez les utilisateurs de plans, de schémas, de graphiques. Mais seule une infime minorité des cinquante milliards de photocopies faites chaque année en France sont en couleurs. En pourcentage, c'est zéro.

La proportion peut-elle devenir mesurable ? Spécialiste des études de marché en bureautique, Rémy Ganton le croit. Il estime que si l'objectif prévu pour le prix de la copie est atteint, 4 % à 5 % des photocopies pourraient être en couleurs. Soit pour la France deux milliards de copies annuellement, ce qui n'est pas un marché à négliger.

COUP DE FIL-COUP DE FILET.



LE BONHEUR, C'EST SIMPLE COMME UN COUP DE FIL.



هكذا من الاصل

SECTEURS DE POINTE

JEUNES INGENIEURS ET GESTIONNAIRES GRANDES ECOLES

ETRE INGENIEUR COMMERCIAL HEWLETT-PACKARD FRANCE, C'EST...

Rejoindre des équipes de femmes et d'hommes considérés, concernés, formés qui agissent et réussissent dans un cadre d'objectifs ambitieux : une entreprise se juge à ses résultats.

Etre maître d'œuvre : négocier, en collaboration avec nos services internes et nos partenaires (OEM, distributeurs...), pour apporter à chacun de nos clients la solution informatique HP la plus adaptée à leurs besoins.

Avoir des idées, mobiliser ses compétences, être exigeant envers soi-même, induire les changements, avoir les moyens de réaliser ses projets.

Etre diplômé(e) d'une Grande Ecole d'Ingénieurs (ESE, ENST, ECL...) ou de Gestion (HEC, ESSEC, ESCP...) débutant ou avec une première expérience.

Ecrivez-nous dès maintenant, sous réf. SF/3/M, votre candidature nous intéresse, même si vous n'êtes pas disponible dans l'immédiat. Postes à pourvoir sur toute la France.

HP France, Service Recrutement, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac, 91040 Evry Cedex.

HP EN FRANCE :
3000 PERSONNES,
3 USINES,
4,3 MILLIARDS DE CA,
3^e EXPORTATEUR
D'INFORMATIQUE.



**HEWLETT
PACKARD**

PERFORMANCES A L'APPUI.

Ingénieur commandes numériques

Rhône-Alpes

Cette entreprise, jeune filiale de grands groupes internationaux, poursuit son expansion rapide qui la positionne au deuxième rang européen. Sa vocation : concevoir et commercialiser du matériel électronique sophistiqué lié à la productique et aux automatisations industrielles. Pour renforcer ses structures, elle recherche un ingénieur qui, au sein d'une équipe plus particulièrement centrée sur les applications de commandes numériques, devra prendre en charge la conception et la gestion de projets d'étude de développement de cartes à micro processeur (conception de logiciels d'application et spécification matériel). Nous recherchons un ingénieur expérimenté pouvant justifier de compétences en commandes numériques. Une expérience professionnelle d'environ deux ans serait un plus incontestable mais nous analyserons également les candidatures de débutants. La rémunération proposée sera de ce fait fonction de l'expérience et de l'envergure du candidat retenu. Ecrire à C. TIERZ en précisant la référence A/T7143M. (PA Minimal 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N°1 EN EUROPE

71 bis, allée Jean-Jaures - 31000 TOULOUSE - Tél. 61.63.70.65
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

EQUIPEMENT AUTOMOBILE

Ingénieur Grande Ecole : négocier les ventes export

Regroupant près de 30 000 personnes, nous assurons notre développement auprès de l'ensemble des constructeurs mondiaux (tourisme + poids lourds). Un enjeu : gérer les projets en cours de développement de nos produits et obtenir de nouveaux marchés. Votre mission : prendre en charge les relations techniques et commerciales avec les bureaux d'études et les services achats de nos clients européens. La réussite dans cette première fonction ouvrira de larges possibilités d'évolution de carrière, au-delà du domaine initial de compétences. Ingénieur Généraliste, à dominante mécanique ou électrotechnique (Centrale, AM, ESE, ENSIEG...), vous disposez d'une expérience industrielle de 2 à 3 ans. Basé à Paris, ce poste implique des déplacements de courte durée en France et à l'étranger ; la pratique courante de l'allemand est indispensable. Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil ALGOE, en écrivant sous référence 983 M, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY CX.

ALGOE
DE L'IDEA A L'ACTION

L'informatique bancaire : un placement sûr pour une carrière vivante.

Un placement d'autant plus sûr que vous intégrerez la Direction Informatique d'une grande banque internationale, bien décidée à améliorer en permanence son système d'information face à l'évolution des techniques et des besoins de ses utilisateurs.

Jeunes ingénieurs grandes écoles,

Venez rejoindre nos équipes chargées du développement et de l'évolution de notre architecture informatique, une des plus performantes et des plus ambitieuses (10 000 terminaux bancaires, des réseaux locaux, Vidéotex, messageries électroniques...).

Vous débutez dans la vie professionnelle ou vous avez jusqu'à 2 ans d'expérience dans la réalisation de projets informatiques techniques (système, réseau...).

Vous êtes attiré par le travail en équipe et vous êtes conscient que c'est dans l'informatique bancaire que se trace l'avenir de votre carrière.

Nous vous offrons d'acquies la double compétence informatique et banque ; à vous de saisir les opportunités d'évolution de carrière, en France et à l'étranger, qui se présenteront de toute évidence à vous.



DATAID SELECTION
GROUPE DATAID

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence DE 644 M à notre Conseil DATAID SELECTION 48, av. Raymond Poincaré 75116 PARIS.

Produits chimiques

Filiale d'un groupe international spécialisé dans la fabrication de produits chimiques destinés aux industries plastiques et dérivés.

Coordinateur de production

Intervenant auprès des 5 usines françaises basées dans le Sud, il est chargé :
• de la mise en œuvre et du contrôle des moyens de production.
• de la préparation et du suivi des budgets annuels de chaque usine.
• de leur performance, du contrôle de la qualité et du planning. Dépendant du Directeur de Production Europe, il peut intervenir dans d'autres pays européens.

Agé de 30 ans minimum, Ingénieur Chimiste, il justifiera non seulement d'une expérience de 5 ans en tant qu'ingénieur de fabrication/contrôle qualité de produits chimiques ou plastiques mais également de gestion et de développement de production. Anglais indispensable.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. CHIM/CdS à IMS, 18 Avenue Matignon, 75008 PARIS.



international management selection

HPT

Contrôle QUALITE des FABRICATIONS

Notre entreprise, active et performante dans le secteur des TELECOMMUNICATIONS, recherche un chef de service

Contrôle QUALITE des FABRICATIONS

- Formation INGENIEUR généraliste à dominante mécanique : INSA, Arts et Métiers, E.N.S.I.
- Expérience indispensable acquise en milieu industriel : B.E., Méthodes, Industrialisation. De préférence dans le secteur ELECTRONIQUE.
- Aptitude aux contacts, coordination d'équipes pluridisciplinaires. Vocation affirmée pour la QUALITE.

Le poste que nous proposons présente d'intéressantes perspectives d'évolution. Il est à pourvoir dans une région particulièrement agréable, entre Genève et Mont-Blanc.

Ecrire à H.P.F. - Direction du Personnel Avenue de Savoie - 74130 BONNEVILLE.

FILIALE D'UN GRAND GROUPE CHIMIQUE INTERNATIONAL
recherche pour son siège à La-Défense (92)

RESPONSABLE DU CREDIT CLIENT

Rattaché au Secrétariat Général et en liaison avec le Contrôleur de Crédit du Groupe, il participera à l'élaboration de la politique de crédit de la société et sera chargé de l'application de cette politique.

- Analyse financière et détermination de la ligne de crédit du client.
- Surveillance des règlements.
- Suivi des recouvrements.

Le candidat, âgé d'environ 30 à 40 ans, aura une formation supérieure et si possible une expérience dans une fonction financière comportant de l'analyse financière, au sein d'une banque. Il aura de préférence rempli une fonction de contrôle de crédit dans une entreprise industrielle. Il aura une compréhension des problèmes commerciaux et une grande aptitude à la communication et à la négociation. Il devra être en mesure de prendre des décisions rapides et fondées et de les faire appliquer.

Une bonne connaissance en langue anglaise est nécessaire.

Adresser C.V. détaillé s/réf. 13398 à CONTESSA PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, q.r.


Telemecanique
les solutions de progrès

recherche pour sa
DIVISION (1700 personnes)
«ACQUISITION DE DONNEES
DIALOGUE HOMME-MACHINE»
située à ANGOULEME

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Le poste :
Responsable d'un projet d'étude de nouveaux produits électroniques dans le domaine des capteurs à usage industriel.

Formation :
Ingénieur diplômé Grande Ecole électronique ou électronique-mécanique.

Expérience :
3 ans au moins en électronique analogique.

Connaissances requises :
électro-magnétisme, optoélectronique, électronique, analogique.

Adresser CV, photo et prétentions
TELEMECANIQUE Direction du personnel
18340 ISLE D'ESPAGNAC Tél. (45) 69.22.22.

LCT radars et systèmes

recherche

pour études, conception et construction de radars
et systèmes avancés

un Ingénieur Chef de projets expérimenté

formation Grandes Ecoles

Ingénieurs

Etudes en traitement de signal
Formation Grandes Ecoles ou Universités.
Débutants ou quelques années d'expérience.

La nationalité française est exigée.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions)
à LCT - BP 40 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex

Nous sommes un Laboratoire Pharmaceutique,
filiale d'un grand groupe Industriel Français.
Nous recherchons notre

RESPONSABLE

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Médecin de Formation, âgé d'environ 35 ans, vous aurez
une bonne expérience dans un poste similaire (en France ou
à l'étranger).

Votre rôle consistera à :

- participer, avec l'équipe de direction, à la définition des programmes,
- diriger, avec efficacité, une équipe de 35 personnes chargée du développement de nouveaux produits.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, à

COMPAGNIE ORIS INDUSTRIE
Direction Administrative-1
Boîte Postale 21 - 91190 CHIFFRE-SUR-YVETTE

Bétel Ingénierie

Société de services et d'ingénierie à forte croissance

recherche pour son département

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

(systèmes embarqués, avionique, imagerie, logiciels de base...)

INGENIEURS GRANDES ECOLES

(MINES, ESE, ENST, ENSIMA, ENSA, ENSI...)

(Options informatique ou automatique)

ayant acquis une première expérience dans l'un des environnements suivants :

55002, UNIX, C, PASCAL, VAX, IBM, 8088, 8086, RMK, PDP, MITRA, SOLAR.



• Evolution assurée dans le cadre
de notre expansion.
• Rémunération attractive.

Merci d'adresser votre candidature
(CV, photo et prétentions) à :

BETEL INGENIERIE

23, rue de la Paix - 75002 Paris

SECTEURS DE POINTE



BSN c'est 8 Mds de francs de CA dans
le domaine des boissons (bières, eaux
minérales, champagnes). Le Tépil, près
de Nancy est le centre de recherche
et développement des boissons.
42 chercheurs y mettent en œuvre
créativité, et moyens technologiques
puissants, au service de nos produits.

Un carrefour de toutes les recherches de notre
service biotechnologie, vous définissez et
mettez au point les procédés ; vous établissez le
cahier des charges expérimental et effectuez
à l'échelon minimal l'ensemble des phases
préliminaires aux essais pilotes.
Jeune ingénieur spécialisé en génie biologique,
vous avez acquis en 2 à 5 ans une bonne

maîtrise des biotechnologies alimentaires
et pratiquez professionnellement l'anglais.
Aujourd'hui vous voulez vous dépasser
dans une mission de recherche créative.
Vous dynamisez votre potentiel d'innovateur
et vos qualités d'animateur d'équipe, pour
évoluer dans un groupe qui vous donne
tous les moyens pour réussir.



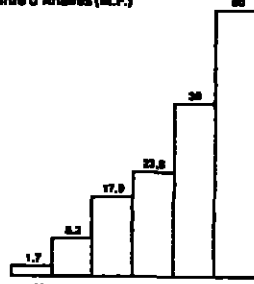
Merci d'adresser votre candidature sous réf. F20M, en précisant
votre rémunération actuelle à BSN, Service Recrutement des Cadres,
7, rue de Téhéran, 75081 Paris Cedex 08.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

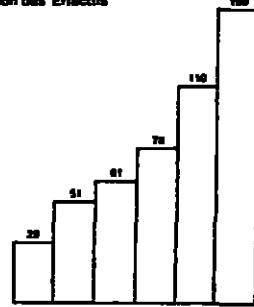


Filiale d'ALCATEL ELECTRONIQUE, nous sommes une société
d'ingénierie informatique spécialisée dans la conception et
le développement de systèmes temps réel appliqués aux domaines
militaire (réseau de défense français STRIDA) et industriel (conduite
de processus, pilotage d'unités, réseaux).
Nous connaissons une croissance rapide et soutenue.

Evolution du Chiffre d'Affaires (M.F.)



Evolution des Effectifs



C'est pourquoi nous sommes en mesure d'intégrer des ingénieurs motivés par les techniques de pointe et par une grande autonomie dans leur travail.

■ Ingénieurs développement

Dans le cadre de forfaits, vous participerez à des développements sur des projets industriels complexes de pilotage d'unités et d'automatisation de process.

De formation supérieure (Ecoles d'ingénieurs), vous possédez une première expérience en informatique temps réel et une bonne connaissance du SERIE 1 (EDX/EDL). (Réf. MPL/ISR/DV)

■ Ingénieurs analystes

Vous prendrez en charge le développement et l'adaptation de logiciels destinés à la grande distribution sur IBM 38.

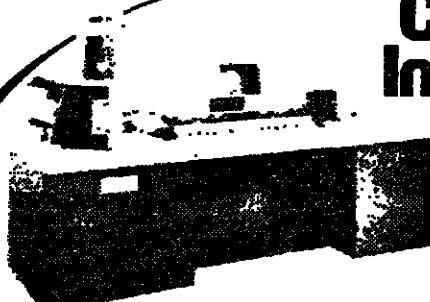
De formation supérieure (Ingénieur, MIAGE, DUT), vous avez acquis grâce à une expérience d'environ 3 ans, de bonnes connaissances en GAP III sur des applications de gestion. (Réf. MPL/ISR/IA)

Ces postes sont à pourvoir au siège social de l'entreprise situé en proche banlieue Sud.

ORDIS

Patrick LECLERC vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature
sous la référence du poste choisi à

Cambridge Instruments



Notre groupe de renommée internationale
dans le domaine de l'INSTRUMENTATION
SCIENTIFIQUE entre dans une nouvelle phase
d'expansion après la fusion Racht-Jung.
Nous recherchons pour notre filiale française
(CA : 100 MF) :

4 Ingénieurs de maintenance département microlithographie

Réf. 46.1411

VOUS : avez une formation d'ingénieur électronique,
de bonnes connaissances en mécanique et
informatique, 3 à 4 ans d'expérience en laboratoire
de recherche ou S.A.V. Vous assurerez
l'assistance client sur le site : installation, formation,
maintenance, support technique. Contacts à
très hauts niveaux. L'ANGLAIS est impératif.
3 postes situés en REGION PARISIENNE.
1 poste situé à GRENOBLE.

1 Ingénieur d'application département analyse d'image

Réf. 46.1415

VOUS : avez une formation d'ingénieur électronique,
de bonnes connaissances en mécanique et
informatique, 3 à 4 ans d'expérience en laboratoire
de recherche ou S.A.V. Vous assurerez
l'assistance client sur le site : installation, formation,
maintenance, support technique. Contacts à
très hauts niveaux. L'ANGLAIS est impératif.
3 postes situés en REGION PARISIENNE.
1 poste situé à GRENOBLE.

1 Product manager

Réf. 46.1414

VOUS : avez quelques années d'expérience dans
la vente d'équipements sophistiqués auprès de
l'industrie du semi-conducteur. Une solide formation
d'ingénieur (physicien de préférence), le sens
de la négociation à haut niveau. Vous aimez les
déplacements (30%) et êtes bilingue ANGLAIS.
Poste basé en REGION PARISIENNE.

1 Ingénieur d'application département microscopie à balayage

Réf. 46.1416

VOUS : avez une formation BTS, type méthodes
physiques d'analyse, quelques années
d'expérience. Vous assurerez le back-up
client-ingénieur commercial (animation
salles de démonstration).
Connaissances SOFTWARE indispensables
ainsi que l'ANGLAIS.

NOUS VOUS OFFRONS POUR TOUTS CES POSTES :
- Une possibilité de développement personnel au sein d'un groupe à la POINTE DE LA TECHNOLOGIE.
- Une FORMATION à la maison mère en GRANDE BRETAGNE.
- Des conditions de travail motivantes (flexi + voiture de fonction + frais...).

Intéressés par l'une de ces OPPORTUNITES ! Rencontrez-nous : adressez vos C.V. + photo +
rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14bis, rue Darné, 75008 Paris,
en précisant bien pour chaque poste la référence sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

هكذا من الاصل

502111

SECTEURS DE POINTE

Jeune chef de projet

evian

La société Evian (1,1 milliard de francs de CA, 1250 personnes) poursuit son expansion sur le marché français avec ses marques Evian, Badoit, Fruité, Abillon, et consolide son rang de leader mondial de l'exportation d'eaux minérales.

Nos ambitions de développement informatique sont importantes. Dans le cadre de notre plan informatique nous souhaitons renforcer notre équipe d'Etudes et intégrer un jeune chef de projet. Diplômé d'Etudes Supérieures, vous avez prouvé vos compétences dans un poste d'analyste et souhaitez maintenant prendre une autre dimension. Chef de projet dans notre équipe vous avez l'opportunité de travailler sur des projets moti-

vants par leur envergure et riches en contacts avec tous les secteurs de l'entreprise. En liaison étroite avec les services utilisateurs votre champ d'action va de l'analyse fonctionnelle à la réalisation et la mise en place des applications. L'ouverture de ce poste vous donnera l'occasion d'élargir vos compétences et d'évoluer au sein de la société ou du groupe. La situation géographique, Evian en Haute-Savoie vous garantit une grande qualité de vie.



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Merci d'adresser votre candidature sous réf. P 14 M en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cédex 08.

INGÉNIEURS INFORMATIENS, REJOIGNEZ UN GRAND PROJET D'AUJOURD'HUI...

Faisant appel aux technologies les plus sophistiquées, CIMS-SINTRA affirme sa compétence au niveau international dans le domaine de l'informatique et de l'électronique de pointe. Constructeur de produits de traitement et d'exploitation de l'information, système, nous intervenons dans les secteurs les plus divers : aéronautique, spatial, défense, énergie... Le développement des actions en cours, les perspectives qui s'affirment déjà, nous conduisent à renforcer nos équipes. C'est pourquoi nous recherchons pour notre département chargé de la réalisation d'un calculateur parallèle de forte puissance plusieurs ingénieurs dans les spécialisations suivantes :

RESPONSABLE RÉALISATION SYSTÈMES LOGIQUES

Il animera l'équipe de 4 à 5 ingénieurs chargée de l'adaptation et de la réalisation des dispositifs spécifiques.

Réf. 91255/LM

INGÉNIEURS ÉTUDE MATÉRIELLE DE LOGIQUES RAPIDES

chargés de concevoir, puis mettre au point avec l'aide de CAE des sous-ensembles logiques, des circuits LSI, des cartes, etc.

Réf. 91256/LM

INGÉNIEURS ÉTUDES, INFORMATIENS

pour développer des outils de génération de programmes (assembleur, compilateur, éditeur de liens...). Des connaissances en UNIX, C, FORTRAN sont souhaitées.

Réf. 91257/LM

Pour tous ces postes, une formation supérieure Grande Ecole ou universitaire (DEA + Thèse) spécialisée électronique, informatique et complétée d'une expérience industrielle de trois à cinq ans est indispensable. Les postes sont basés à Colombes, dans notre tout nouveau centre conçu et équipé pour offrir un cadre et un outil de travail modernes et performants.

Merci d'adresser votre candidature en indiquant la référence du poste souhaité à notre conseil qui traitera ces recrutements avec la plus grande confidentialité.

IFD Conseil - 102, boulevard Malesherbes, 75017 Paris.

CIMS SINTRA
FILIALE DE THOMSON-CSF

A LA POINTE DE L'ELECTRONIQUE

OREGA, filiale de THOMSON GRAND PUBLIC, est spécialisée dans la fabrication de composants et sous-ensembles électroniques. Nous souhaitons intégrer au sein de notre centre industriel de GRAY (HAUTE-SAONE) comptant 500 salariés, un

INGÉNIEUR EN ÉLECTRONIQUE

Responsable d'une équipe de 5 personnes, vous êtes chargé de l'étude et du développement de transformateurs et d'alimentation à découpage.

Vous maîtrisez l'anglais et si possible l'allemand.

Votre expérience réussie, de 2 ans minimum, votre goût des contacts humains vous permettent une évolution de carrière rapide.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous réf. 91269/LM, à Philippe DUSSINE - OREGA - Service du Personnel - Route de Noiron - B.P. 24 - 70101 GRAY.

THOMSON
GRAND PUBLIC

Directeur Informatique Organisation

Cette importante société de distribution, fortement informatisée recherche un « patron » de l'informatique. Homme de développement, il sera l'interlocuteur de la direction générale et proposera les solutions du moyen-long terme. Formation supérieure, sens du dialogue, technicité irréprochable sont indispensables à la réussite. Ce poste est basé en province. Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence NM 56009 à TEG, 113 rue de l'Université, 75007 Paris.

The Executive Group
Recrutement

VENDEZ LA COMMUNICATION D'ENTREPRISE



France Câbles & Radio est une société d'ingénierie en télécommunications, internationale leader dans la vidéoconférence et l'audioconférence. Pour développer ce marché porteur, nous recherchons un

Ingénieur Commercial

Vous avez une formation commerciale supérieure et l'expérience des services et des technologies des télécommunications. Nous vous confierons tant en France qu'à l'étranger :
- le développement d'une clientèle de grands comptes (sociétés et administrations),
- la négociation à un niveau très élevé de contrats de l'ordre de 700 MF.

Votre connaissance des besoins et de l'évolution des marchés vous permettra de participer à l'élaboration des stratégies d'expansion.
Poste basé à Paris.
Régions perspectives d'évolution de carrière.
Merci d'adresser lettre man., CV, photo et prétentions, à notre Conseil :



CONSULTANTS 40, rue Blanche 75009 Paris.

La CNCA recherche pour sa Direction Informatique

UN INGENIEUR METHODE MERISE

Vous avez une formation supérieure, plusieurs années d'expérience acquise en SSII et une pratique courante de la Méthode MERISE.

Vous êtes motivé par les différents aspects de la prévision, des schémas directeurs, des méthodes et outils de la nouvelle génération. Venez rejoindre une équipe performante dans un domaine de pointe pour :
- participer à la définition des outils et à l'implantation de la méthode de conception MERISE,

- intervenir comme conseil auprès des équipes de développement.
Adressez-nous vos lettres de candidature et CV détaillé en précisant votre rémunération actuelle, sous réf. ALH/0955, à CNCA - B.P. 48, 78280 GUYANCOURT.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

Notre Société, située au centre de Paris, a pour objet la conception et l'industrialisation de systèmes experts.

Créée il y a 5 ans, elle a aujourd'hui un effectif de 25 personnes en majorité ingénieurs, Normal Sup, X, Supélec, Insa, Grandes Ecoles.

La poursuite de notre croissance nous conduit à créer 2 postes de

CHEFS DE PROJETS LOGICIELS

Formation Grande Ecole, 1 à 3 ans d'expérience, connaissance : Pascal et C.

Si vous voulez participer au développement de technologies de pointe, dans une équipe ambitieuse (moyenne d'âge 28 ans), envoyez-nous c.v., photo, lettre manuscrite, prétentions, au MONDE PUBLICITÉ, sous le n° 8 030 5, rue Montessuy, 75007 Paris

(Nous recrutons directement nos collaborateurs.)

DIRECTION GENERALE SERVICE

bureau d'études de prototypes à Saint-Cloud

INGENIEUR JEUNE DIPLOME

ECP, SUPAERO, ENSMA, ECL...

Vous aurez la responsabilité de développer des méthodes informatiques pour calculer l'aérodynamique des avions civils, militaires ou spatiaux. Vos idées et votre sens pratique vous permettront de rendre opérationnelles des techniques issues de la recherche théorique. Votre formation d'ingénieur est éventuellement complétée par une expérience professionnelle.

Merci d'envoyer C.V., photo et lettre manuscrite sous réf. DGT/PERS au Service du Personnel, 78, quai Camot, B.P. 300, 92214 SAINT CLOUD Cedex.



SECTEURS DE POINTE



INGENIEUR CHEF DU SERVICE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT EN BOURGOGNE

Groupe industriel français de réputation internationale (4500 personnes, 1,7 MMF de CA, 14 usines), nous produisons en très grandes séries des articles destinés à une clientèle difficile qu'il nous a fallu séduire et fidéliser. Notre outil de production, que nous développons nous-mêmes, est surtout fait de machines automatiques intégrant mécanique de précision, électronique, informatique.

Ingénieur diplômé (ESE, A.M.) âgé d'au moins 30 ans, vous avez la maîtrise de l'étude et de la réalisation d'équipements de production automatisés sophistiqués. A la tête de votre équipe technique, vous êtes le moteur du développement de notre nouvelle génération de machines, très axée productique. Vous déterminerez les choix technologiques, dirigez, coordonnez et contrôlez l'activité des intervenants (G.E. proto, mise au point) internes et externes, faites avancer les projets en conciliant les divers points de vue aux objectifs à atteindre. Vous parlez peut-être allemand ou anglais.

Merci d'adresser votre dossier s/réf. 432 LM à notre Conseil :

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS

Soderhu
MEMBRE DE SYNET

CHEF DE PROJET pour une BANQUE INTERNATIONALE (Paris)

chargé de l'étude, du développement, et de la mise en place sur IBM 38 d'applications bancaires. Bonne connaissance comptabilité bancaire, GAP III, et Anglais indispensable.

Adresser lettre manuscrite et CV à :
Contesse Publicité, Réf. 13198
20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?

Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique, nous avons eu depuis plus de vingt ans une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé, tout en maintenant une entreprise à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de jeunes collaborateurs possédant plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou en gestion, dégageant des obligations militaires et libres rapidement. Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes et vous permetrons de connaître une véritable évolution au sein de notre groupe.

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite avec CV détaillé + photo sous réf. M 2209 à A.S. PUBLICITE, 3, rue de Liège 75009 Paris, qui transmettra.

PROGRAMMES ARIANE - HERMES

La direction des lanceurs du CNES recherche 3 Ingénieurs Grandes Ecoles pour leur confier la responsabilité du contrôle technique des Industriels chargés du développement :

- d'une part, des structures du lanceur ARIANE 5 et du planeur HERMES.

- d'autre part, des éléments propulsifs cryotechniques du lanceur ARIANE 5.

- enfin, du chargement du propulseur à poudre du lanceur ARIANE 5.

Pour ces 3 missions nous faisons appel respectivement à un :

Ingénieur matériaux composites - Réf. 86/DLA/17.

spécialisé en mécanique et thermique, possédant 2 à 3 ans d'expérience dans la conception, le dimensionnement, la fabrication et les essais des matériaux composites (structures aéronautiques).

Ingénieur propulsion cryotechnique - Réf. 86/DLA/14.

possédant 2 à 3 ans d'expérience dans ce domaine.

Ingénieur propulsion à poudre - Réf. 86/DLA/11.

spécialisé en thermodynamique, propulsion, chimie et mécanique avec si possible 2 à 3 ans d'expérience de la propulsion à poudre.

Ces 3 postes nécessitent la pratique de la langue anglaise et l'utilisation d'ordinateurs.

Veillez adresser lettre de candidature, avec CV et photo sous la référence choisie, au Chef du Département "Personnel" de la Direction des Lanceurs, Centre Spatial d'Evry, Rond Point de l'Espace, 91023 Evry-CéDEX.

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES



L'Équipement Automobile

Partenaire reconnu des constructeurs mondiaux
28000 personnes - C.A. 11,5 Milliards de Francs 45% réalisés à l'étranger
recherche pour

Valeo Eclairage (Bobigny - 93)

Ingénieurs d'Études Diplômés Grande Ecole (Centrale, Mines, A.M. ...)

Responsable Méthodes Feux Spécialiste Matières Plastiques

Au sein du Centre d'Études, vous aurez pour mission l'industrialisation des nouveaux produits (pièces en thermoplastique et thermoset) et l'amélioration des méthodes de fabrication. Pour ce faire, vous animerez une équipe de 5 dessinateurs et serez responsable du bureau d'études de la ligne de produit feux. Les contacts techniques que vous assurerez avec nos clients français et étrangers nécessitent des déplacements de courte durée. Formation ou expérience des matières plastiques impérative. Réf. 61980/1/M

Ingénieur Bureau d'Études Produits Nouveaux

Sous l'autorité du responsable du B.E. de la ligne de produit projecteurs, vous serez responsable de l'étude et de la mise au point de ces produits ainsi que des liaisons techniques avec nos clients constructeurs. Vous collaborerez avec nos services commerciaux et assureurs, avec votre équipe de 5 techniciens, les relations entre le laboratoire, l'atelier prototypes, les services méthodes et qualité de nos unités de production. Ce poste implique de fréquents déplacements en France et à l'étranger (G.B., Scandinavie, U.S.A., Japon). Réf. 61980/2/M

Pour ces deux fonctions, l'anglais courant est indispensable et l'allemand apprécié.

A partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre (R/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à : Valeo Service Recrutement 1 & C - 43 rue Bayen - 75017 PARIS

Mettez tout en oeuvre pour la fabrication de nos produits



2 Mds de CA, 1700 personnes, 9 usines.
Sur des marchés en croissance sensible,
des marques en position de leader,
Panzani bien sûr, mais aussi
GARBIT, FEITJEAN, MACANL.

Ingénieur études industrielles formation agro-alimentaire

Interface entre les directions d'usine, le marketing, la recherche et le contrôle de gestion, vous allez travailler en direct avec le Directeur industriel de la division FLATS CUISINES (plus de 60 produits différents fabriqués dans 3 usines).

A l'afût des évolutions et nouveautés, vous orientez efficacement les choix d'investissement en matière de biens d'équipement, vous suivez les budgets, coordonnez les essais et en tenez les conclusions ; vous définissez les normes de fabrication en intégrant réglementations, contraintes de fabrication, recommandations du marketing.

Investi d'une large délégation, on attendra de vous une mobilité d'esprit, une compétence et une personnalité propres à « débrayer » les habitudes, à susciter les décisions les plus performantes, c'est-à-dire celles qui non seulement résolvent les problèmes immédiats mais s'inscrivent aussi dans la politique de développement à moyen terme.

Ingénieur grande école, de préférence agro-alimentaire vous avez déjà participé à la vie des produits par le biais d'un poste technique en production ou Recherche/Développement cette étape doit vous permettre d'évoluer vers des responsabilités opérationnelles. Poste à Lyon.

Merci d'adresser votre candidature en précisant votre spécialisation actuelle, sous réf. C 18 M à Catherine Thibaut, BSN Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75081 Paris Cedex 08.



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS



SOLEX, filiale d'un grand groupe industriel, spécialisée dans la conception et la fabrication d'équipements moteurs, recherche (H/F) pour renforcer sa Direction Technique située au Siège (Nanterre)

Ingénieur Qualité Logiciel

Sa responsabilité est de structurer et d'organiser la qualité logiciel (définition du cadre Qualité logiciel, mise en place d'outils, formation des utilisateurs ...) et de veiller au respect des méthodes et des procédures dans le cadre des projets. Pour ce poste nous recherchons un ingénieur informaticien possédant une expérience professionnelle d'environ 5 ans dont 2 ans en assurance qualité logiciel. Réf.A

Ingénieurs Logiciel Temps Réel

Leur mission : concevoir et développer des logiciels destinés à des équipements à base de microprocesseurs ayant l'architecture automobile pour application. Sous la responsabilité du Chef de Projet, il s'agit de procéder à l'analyse fonctionnelle, à la programmation en assembleur et langage évolué, de définir les procédures de test, d'assurer l'intégration et d'établir les documents nécessaires à la validation des logiciels. Pour ces postes, nous recherchons des ingénieurs diplômés d'une école d'électronique avec option informatique, possédant une expérience d'environ 2 ans vers le domaine de la micro-informatique (matériel et logiciel). Réf.B

Ingénieur Etudes Labo Electronique

Il est chargé de la conception analogique et digitale de circuits ainsi que de la simulation sur calculateurs. Ce poste s'adresse à un diplômé d'une école d'électronique (ESE, ENSERG, ISEN, ISEP ...) débutant à 2 ans d'expérience. La connaissance du traitement du signal sera appréciée. Réf.C

Ingénieur Electronicien

Dans le cadre des études système pour l'application de dispositifs d'injection, il définit l'architecture électronique globale basée sur microprocesseurs et en assure le développement matériel et logiciel. Diplômé d'une école d'électronique, le candidat retenu possèdera une expérience d'environ 3 ans. Réf.D

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) en précisant la référence du poste choisi à Joëlle WATTIER - Direction du Personnel 19 rue Lavoisier - 92000 NANTERRE



SOLEX

Nous sommes l'un des tous premiers constructeurs d'ordinateurs en Europe et notre taux d'expansion est important.

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons, rattachés à nos directions opérationnelles :

1 chef de projet bureautique

(Réf. 33.35/CB/803)

1 chef de projet organisation

(Réf. 33.36/CO/804)

Leurs missions, en assistance amont et aval de la force commerciale, consisteront à élaborer un schéma directeur ou à effectuer une mission d'audit ou à conclure un projet chez nos clients.

Le profil requis est celui d'un diplômé d'enseignement supérieur (Ecole d'Ingénieur ou Ecole de Commerce), âgé d'environ 35 ans, ayant une expérience pratique du conseil informatique, de bonne présentation et possédant le sens du contact et de la communication.

Connaissance de l'anglais indispensable. Possibilités, à terme, de prendre des responsabilités importantes.

Adresser C.V. + Photo + salaire actuel sous référence respective à : ADEQUATION 62/64, Avenue Emile Zola 75015 Paris.



MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE
DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Pour une électronique de la communication

Spécialisée dans l'étude et la construction d'ensembles et de matériels spécifiques de haute technicité, dans des secteurs où l'électronique est en pleine évolution (Télécom, Informatique, Aide à la Navigation Aérienne), SECRE, Filiale du Groupe JEUMONT-SCHNEIDER recherche

INGENIEURS LOGICIEL

Vous souhaitez :
- approfondir et étendre votre expérience
- élargir par la suite le champ de vos responsabilités
- rester proche du client dans toutes les phases de la réalisation des affaires.
- être appuyé par une équipe stimulante et jeune.
Si votre formation d'ingénieur et votre première expérience sont significatives, nous pourrions satisfaire votre ambition.
La connaissance du langage C et des matériels VAX et HP 64.000 serait un plus très apprécié.



Envoyer CV, photo et prétentions sous référence I. à :
SECRE - Direction du Personnel
214 Rue du Faubourg Saint-Martin 75010 PARIS

هكذا من الاجل

هكذا من الاعمال

SECTEURS DE POINTE

DIRECTEUR INFORMATIQUE

... un rôle clé dans notre stratégie d'entreprise

Organisateur de talent, vous assurez la coordination la plus harmonieuse de tous les projets en cours et à venir dans le cadre de notre nouveau schéma directeur dans un environnement IBM 38.

Excellent **négociateur** avec tous les fournisseurs, vous n'en dominez pas moins l'art qui consiste à vendre vos solutions aux différentes directions du groupe.

Gestionnaire avisé d'un très important budget, vous maîtrisez parfaitement les exigences de la rentabilité.

Vos études supérieures et l'expérience d'une fonction similaire depuis au moins 5 ans (par ex. dans le secteur financier), font de vous un professionnel chevronné au savoir éclectique.

A terme, pour un candidat de valeur, l'accès à une fonction de Directeur Général est envisageable.



Dans le peloton de tête des sociétés à vocation financière et immobilière, ce groupe est basé à PARIS.

Pour un premier contact, merci d'écrire (réf. 645) à Jean-Pierre POHU :

SCA Perspectives

59, rue de Châteaudun, 75009 Paris.

SA de CONSTRUCTION ANALYSEURS DE GAZ rech. pour son service ETUDE

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Ayant quelques années de pratique industrielle. Connaissances en absorption en électronique, formation.

Sur : à COCOSA, chemin de la Sablière, Z.I. 91430 IGNY.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE FINANCEMENT

Intervenant en Afrique recherche pour renforcer son service de l'Administration du Personnel à Paris.

UN SPÉCIALISTE DE L'INFORMATIQUE GESTION DU PERSONNEL

CHARGÉ (S)

- De la maintenance et de l'évolution d'un logiciel de paie ;
- De l'élaboration des procédures de gestion ;
- Des opérations de contrôle de la paie ;
- Du budget du personnel.

PROFIL :

- Niveau de formation supérieure ;
- 5 ans d'expérience professionnelle dont une partie dans la fonction personnelle ;
- Très bonnes connaissances en informatique de gestion et en comptabilité.

Envoyer CV manuscrit + photo à : CAISSE CENTRALE de Coopération Economique, Département du personnel, 35-37, rue Botany d'Anglais, 75378 PARIS CEDEX 08.



MATRA TRANSPORT, au sein de sa Division EQUIPEMENTS, conçoit et réalise des systèmes de pilotage automatique de métro. Nous recherchons : (H/F)

Ingénieurs Etudes Automatismes

diplômés Grande Ecole, débutant à 3 ans d'expérience

Un Ingénieur chargé de la définition, de l'analyse des performances et de la spécification de systèmes d'automatismes ferroviaires. Il pourra à terme évoluer vers la coordination technique de projets. Réf.1379/M

Un Ingénieur chargé du développement de sous-ensembles, d'automatismes ferroviaires complexes. La réalisation de ces sous-ensembles inclut le développement du matériel et du logiciel ainsi que la mise en œuvre des prototypes sur le site. Réf.1380/M

Ingénieur Qualité Industrialisation

Il participe à la mise en place d'un plan assurance-qualité fabrication et installation et est chargé de la qualification complète de dossiers industriels (matériels et logiciels). Ingénieur diplômé en électronique/informatique et 2 à 5 ans d'expérience en milieu industriel (Méthodes, Qualité). Réf.1381/M

Ingénieur Planning

Chargé de l'élaboration, la mise à jour et l'exploitation des plannings projets ainsi que la mise en œuvre de la planification et des plans de charge des activités dans les services. Généraliste débutant à quelques années d'expérience en projet ou chantier. Réf.1382/M

Ces postes sont à pourvoir au Bourget (93) et offrent à des candidats jeunes des possibilités d'évolution dans notre Société en plein essor.

Merci d'adresser lettre, photo CV, et prétentions en précisant la référence du poste choisi à P. LEROUX - MATRA TRANSPORT, 53 rue du Commandant Rolland - 93350 LE BOUGRET



MATRA TRANSPORT



CHEF DE FABRICATION

L'unité de production de notre secteur Audio Professionnel situé à AVRANCHES, assure la fabrication des disques pour l'enregistrement direct et celle des bandes magnétiques perforées pour l'enregistrement du son destinées au cinéma et à la télévision.

C'est pour ce dernier atelier que nous recherchons notre RESPONSABLE DE FABRICATION.

Réaliser les objectifs de production en qualité, délai et coûts, manager un effectif de 70 personnes, former, informer et motiver vos collaborateurs, telle sera votre mission. Les techniques que nous utilisons : fabrication des enduits, enduction de films, découpe et perforation des bandes puis contrôle.

Pour cette activité en important développement, nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Généraliste Type AM, parlant anglais, ayant déjà une expérience de production et de conduite des hommes.

A terme, le poste devrait évoluer vers la responsabilité de l'ensemble de la production du secteur Audio Professionnel. Bon manager, vous devrez alors pouvoir animer avec une grande autonomie, une équipe de 110 personnes, savoir dialoguer et travailler en groupe.

Pour un premier contact adressez votre candidature en indiquant votre niveau de rémunération actuelle sous la référence 141M.

ALPHA CDI, 181, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA CDI

UN VISAGE DE NOTRE DYNAMISME L'INTERNATIONAL



Le contrôle industriel de CGEE ALSTHOM c'est : automatiser, réguler et superviser les procédés industriels dans le MONDE ENTIER. Nous complétons différentes équipes du groupe en :

INGÉNIEUR GRANDE-ECOLE ECP - ESE - ENST - INPG...

• LOGICIEL «TEMPS REEL»

Vous réalisez des logiciels de base et/ou d'application pour les automatismes temps réel, les régulations d'ensemble, les contrôles commande. Vous établissez les spécifications la réalisation et éventuellement la mise en service sur les sites en France et à l'étranger.

Une connaissance des systèmes d'exploitation VMS - UNIX, des matériels VME, VAX, SOLARIS, 68000 et langages C ou PASCAL est souhaitée.

Une compétence dans l'un des domaines suivants est indispensable : - systèmes, réseaux, base de données, compilation, simulation, - Anglais nécessaire.

De nombreux postes sont à pourvoir de l'ingénieur débutant au chef de projet.

Ecrire à Fabienne DUCRET 13, rue Antonin RAYNAUD 92309 LEVALLOIS PERRET.



CGEE ALSTHOM

PARTICIPEZ AU SUCCES DU PRODUIT "CONVERGENCE"

Pour accompagner la croissance de nos activités informatiques, Technicon leader mondial dans le domaine des systèmes analytiques et informatiques pour laboratoires d'analyses médicales, recherche pour son Centre International de Grenoble, à renforcer son équipe de

support produit

Vous avez vécu dans un laboratoire ou chez un fournisseur la mise en œuvre de systèmes informatiques. Déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Envoyez nous votre candidature : Monsieur GRIMPERELLE - TECHNICON B.P. 115 - 38243 MEYLAN Cedex



TECHNICON

CENTAURE VISIONIC, société de matériel de haute technologie, recherche pour son Département Commercial

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Diplômé d'une grande école, vous avez une formation d'ingénieur option électronique ou informatique, mais vous êtes d'abord un «Commercial».

Dynamique, très disponible, vous possédez une expérience commerciale, et avez l'habitude des contacts de «haut niveau».

Parfaitement bilingue anglais, une bonne connaissance de l'allemand serait un plus.

Merci de nous adresser CV, photo et prétentions 44, rue des Meuniers, 93100 Montreuil.



CENTAURE VISIONIC

Vous avez des compétences dans les domaines COMMERCIAL et MEDIAS (AUDIOVISUEL et TÉLÉMATIQUE) à Rennes... dirigez notre centre

Nouvellement créé, ce centre a pour vocation de développer et promouvoir la diffusion des nouvelles technologies de la communication audiovisuelle et d'audiovisuelle et en synthèse d'image 3D (réalisation d'applications, exploitation, formation...).
Vos missions : En tant que DIRECTEUR (poste à temps partiel possible), vous mettez en place et encadrez l'équipe audiovisuelle. Vous coordonnerez à terme les activités de l'équipe 3D, dirigée par un adjoint. Vous assurerez les relations commerciales du Centre.

Votre profil : Agé de 30 ans minimum, fort d'une expérience réussie, disposant en outre d'excellentes capacités relationnelles et d'organisation, vous vous sentez capable de prendre des responsabilités de direction.

Nous vous assurons une rémunération à la hauteur de vos compétences et de nos exigences. Ensemble, nous la déterminons. Poste basé à RENNES, avec déplacements sur PARIS.

Adressez votre dossier de candidature au C.E.R.T.A.C. c/o C.N.E.D. 7, rue du Clos Courail, 35050 Rennes cedex.

C.E.R.T.A.C.

CENTRE REGIONAL DES TECHNOLOGIES DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION

SECTEURS DE POINTE

Vallee du Rhone

l'informatique de gestion pour un

INGENIEUR ANALYSTE

Diplômé d'une école d'ingénieur (ou équivalent) vous avez une expérience d'encadrement et d'animation d'une équipe de réalisation d'applications en informatique de gestion.

Vous serez chargé de : - l'organisation de la migration de notre environnement actuel (HP 3000/68, avec système MPE, COBOL, 2, FORTRAN...) vers les bases de données relationnelles, les langages de 4^{ème} génération, le système UNIX... - développer et suivre les applications transactionnelles, - la gestion des contrats passés avec les SSC.

La connaissance de l'anglais est nécessaire et une expérience sur ordinateur HP 3000 serait un plus.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. 12719 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

FILIALE D'UN GROUPE CHIMIQUE AMERICAIN MONDIALEMENT CONNU DANS LE DOMAINE DES PRODUITS ORGANIQUES recherche pour sa nouvelle usine située dans le

INGENIEUR PROJET

Rattaché au directeur d'usine, vous serez chargé de l'étude et du suivi des projets d'équipement et d'investissement. Ingénieur A.M./Génie chimique ou équivalent, 30 ans environ, homme de terrain et de communication, vous avez une expérience réussie de 5 ans dans un bureau d'études ou dans un service entretien/travaux, dans un milieu industriel, de préférence dans la chimie. Une expérience en automatisation industrielle et instrumentation-régulation industrielle est un atout supplémentaire. Anglais indispensable.

Merci de nous adresser CV, photo et rémunération actuelle avec 81462 à Conterse Publicité 5, place du Corbeau, 67000 Strasbourg.



Nous allons vous doter d'un sixième sens.

Chez Télésystèmes, les ingénieurs ont un sens particulièrement aiguë, celui d'une perception plus vive et plus prospective. Pour développer cette capacité à pressentir, à percevoir ce que les autres ne sentent pas, nous offrons à ceux qui rejoignent Télésystèmes un parcours que les autres n'ont pas.

Un voyage qui aiguise l'esprit. Entrer chez Télésystèmes, c'est avoir l'opportunité d'aiguiser votre esprit, d'échapper au quotidien au contact des métiers que nous maîtrisons : ingénierie de systèmes et réseaux, banque de données, télématique, centres informatiques, conseil-assistance et

développement de logiciels. Voyager au sein de Télésystèmes sur des projets de pointe en France comme dans le monde, c'est aussi l'opportunité d'acquies un ensemble de connaissances qui vous permet de bâtir une carrière.

Les grands moyens. Télésystèmes, une des premières SSII françaises, forte de ses compétences, de son assise financière et de ses moyens de développement, poursuit sa croissance en intégrant plus de 200 ingénieurs en 1986 : ingénieurs d'application - chefs de projet - ingénieurs systèmes - ingénieurs réseaux - ingénieurs d'affaires, dans des environnements Bull, DPS6, DPS7,

DPS8, IBM gros systèmes, DEC... Si vous êtes de ceux qui veulent percevoir ce que les autres ne sentent pas, rejoignez-nous.

Envoyez CV et lettre manuscrite à : Télésystèmes, Direction du personnel, 115, rue du Bac, 75007 Paris. Tél.: (1) 45.44.38.98

Telesystemes
Gagnons ensemble.

CREER ET DEVELOPPER UN CENTRE DE PROFIT A PARIS

Cette PME de 170 personnes située en région PROVENCE connaît un fort développement. Décidée à s'implanter à Paris, elle recherche :

CHEF D'AGENCE

Vous avez pour mission de prendre en main les chantiers en cours et surtout à développer le CA existant.

Le secteur concerné étant avant tout le tertiaire-ouvrages fonctionnels et semi-industriels - vous êtes à même dans un premier temps d'effectuer des devis.

Vous êtes de préférence INGENIEUR et à 35 ans, possédez une réelle compétence en électricité tertiaire.

Si mettre en place une structure et la développer vous intéresse, merci d'adresser votre CV, photo et lettre manuscrite, sous réf. M 240 à notre Conseil.

Charlotte Voituriez
17, rue de La Baume 75008 Paris

CHEF SERVICE ELECTRONIQUE LAISNE

Cette jeune entreprise, créée il y a 5 ans, va réaliser cette année un CA de 90 M de France. Elle conçoit et réalise des produits axés essentiellement sur la téléinformatique, l'informatique médicale et la visionique.

Au sein du département développement et industrialisation, vous avez avant tout une mission de concepteur de produit : vous devez élaborer le devis, réaliser le prototype, mettre au point le cahier des charges et l'industrialisation, suivre la production réalisée en sous-traitance.

Ingénieur en micro-électronique, vous avez déjà une expérience de production.

Si vous souhaitez intégrer une équipe jeune (moyenne d'âge 28 ans) une entreprise leader sur son marché, si vous êtes passionné d'électronique, merci d'adresser votre CV, photo et lettre manuscrite, sous réf. M 239, à notre Conseil.

Charlotte Voituriez
17, rue de La Baume 75008 Paris

POLYMERISATION ET AUTOMATISATION DE PRODUCTION

La SOCIÉTÉ FRANÇAISE HOECHST est filiale de l'un des leaders mondiaux de la chimie et de la pharmacie. Elle réalise en France un chiffre d'affaires de 5 milliards dans en produits importés qu'en produits fabriqués.

Son activité industrielle s'exerce au sein d'un Centre de Recherches et d'Applications et de quatre usines. Une de celles-ci, située à STAINS (93) produit une large gamme de DISPERSIONS, destinées notamment aux industries de la peinture, des colles et du textile.

Pour contribuer à sa modernisation, elle souhaite renforcer son équipe de production par un

INGENIEUR CHIMISTE

spécialisé en polymérisation.

Ayant déjà une expérience de quelques années en laboratoire ou en production, il doit avoir des connaissances en automatisation et en langue allemande (et/ou anglaise).

Merci de préciser la référence 714 dans la candidature (CV et prétentions) que vous adresserez au Département des Ressources Humaines de la Société Française HOECHST, Tour Roussel Hoechst, Cédex 3, 92080 PARIS LA DEFENSE.



Hoechst

EURECOR consultants

Société de Conseil et d'Organisation, filiale d'un grand groupe de services, renforce son potentiel dans le cadre d'un plan de développement ambitieux.

Nous recrutons plusieurs Consultants :

informatique, production, logistique

Vous possédez :
• un diplôme d'une grande Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce,
• 3 à 5 ans de pratique du métier d'Organisation.

Vous souhaitez valoriser votre expérience dans un environnement de haute technologie. Merci d'adresser votre candidature à Michel SALIOU, EURECOR, 26, rue du Château des Rantiers, 75013 Paris.

SUIVI D'AFFAIRES : DE A à Z

Appartenant au secteur Mesure et Régulation de Schlumberger, SEREG, spécialiste du contrôle industriel, poursuit le développement de ses ventes pour son système de régulation : capteur, régulateur (Modumac 800), vanne, utilisé dans les industries agro-alimentaire, chimique, sidérurgique... Nous renforçons nos équipes et recherchons des

INGENIEURS D'AFFAIRES FRANCE ET EXPORT

Vous prendrez en toute autonomie la responsabilité de projets de 1 à 20 MF. L'étude de l'appel d'offres, la définition du système à proposer et son devis, la négociation et la négociation technique, le suivi de l'affaire et sa mise en service chez le client vous incombent.

Vous êtes ingénieur diplômé, option automatique ou contrôle de processus. Vous avez 2 ans d'expérience minimum dans l'industrie ou en ingénierie. Vous maîtrisez l'anglais et pour les postes à l'export la connaissance de l'allemand serait appréciée. Poste basé à Messy.

La dimension de notre groupe ouvre de bonnes perspectives d'évolution pour qui sait faire preuve de potentiel.

Veuillez préciser la référence 110 M dans le dossier de candidature que vous adresserez à la Direction du Personnel de Sereg / Schlumberger, 100 rue de Paris, 91342 Messy Cedex.

SEREG

Schlumberger

MICHELIN

recherche

Des INGENIEURS Grande École (Mines, Centrale, ENSI chimie,...) intéressés par un début de carrière dans la recherche, pour effectuer une THÈSE de Docteur-Ingénieur.

Recrutés par la société, ces ingénieurs seraient détachés pendant la durée de leur thèse dans un laboratoire universitaire pour y conduire des travaux de recherche. Au terme de ceux-ci, ils seraient intégrés au sein du Groupe qui offre de larges possibilités d'évolution.

Les candidats intéressés sont invités à prendre contact avec :

MICHELIN

Service du Recrutement Ingénieurs et Cadres - Réf. 5265
63040 CLERMONT FERRAND CEDEX

Importante filiale française d'un groupe industriel multinational de premier plan recherche un

juriste d'entreprise H/F

En complément d'une très solide formation de base - DEA, DESS exigés - le candidat doit justifier d'une expérience pratique de 2 à 5 ans en cabinet ou entreprise.

Il doit être opérationnel dans tous les domaines du droit des affaires notamment droit des contrats, concurrence, propriété industrielle, réglementation des prix et droit social.

Le goût du travail en équipe est indispensable et l'aptitude à formuler des recommandations immédiatement applicables et à défendre oralement un dossier en réunion de décision est un impératif.

La connaissance de l'anglais et de l'espagnol est indispensable.

Le poste basé à Paris, avec de courts déplacements en France et en Europe doit convenir à un jeune professionnel désireux de rejoindre un groupe de forte notoriété offrant d'excellentes possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature sous référence GB 2 à :

Mutatis - 22, rue Royale - 75008 PARIS



MUTATIS

هكذا من الاجل

هكذا من الاعمال

REPRODUCTION INTERDITE

30 - Le Monde • Mercredi 24 septembre 1986 •

SECTEURS DE POINTE

VOTRE EXPÉRIENCE D'INGÉNIEUR AU SERVICE DE LA SANTÉ

RESPONSABLE BUREAU D'ÉTUDES

Avec une équipe de 5 collaborateurs dont vous avez l'entière responsabilité, vous êtes chargé de l'étude et de la conception mécanique des tubes à rayons X et des détecteurs pour scanners ainsi que des outillages associés. Par ailleurs, vous assurez l'interface avec nos différents sous-traitants. Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs de formation Grande École (Arts & Métiers, ECP...) possédant une expérience de 5 à 6 ans minimum en bureau d'études. Des connaissances en DAO, CAO seront appréciées.

Groupe International présent dans 93 pays, avec environ 70 % de son C.A. à l'export, THOMSON-CGR est un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale. Dans un secteur très porteur, nous créons, réalisons et développons des équipements médicaux de haute technologie. Notre ambition de renforcer notre position internationale repose sur la maîtrise technologique et la compétence affirmée de nos équipes. Pour conforter son développement, notre Division "Tubes et Détecteurs" intègre un

THOMSON-CGR

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. RBE/VM à Pierre GROISY - THOMSON-CGR - 52, boulevard Gallieni, 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX.

SODETEG T.A.I.

Société d'Ingénierie Informatique
550 personnes dont 250 ingénieurs - 60 % du C.A. réalisé à l'export
recherche dans le cadre de sa forte expansion des

INGÉNIEURS CHARGÉS D'AFFAIRES de formation Grande École

Vous avez acquis une expérience significative de la conduite d'affaires dans les domaines de l'Ingénierie Informatique. Véritables CHEFS D'ENTREPRISE vis-à-vis de nos clients et de nos partenaires, vous serez responsables de la rédaction des documents de spécification et dirigerez les équipes de développement consacrées à l'affaire jusqu'à l'installation sur site. Une expérience de développement de logiciel et la connaissance de l'anglais sont indispensables.

SODETEG/TAI, présente dans 25 pays, offre à des INGÉNIEURS talentueux et disponibles, une évolution à la mesure de leur ambition.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en précisant la référence 7/LM à la Direction des Affaires Sociales, SODETEG/TAI, Sandrine MANDIN, 283, rue de la Minière, BP 11 - 78530 BUC.

THOMSON

RANK XEROX

Chefs de projet confirmés

Le concept du document n'a rien à cacher
Le document, concept clé du bureau, est une réalité chez Rank Xerox qui se traduit par une gamme de relais (composition et édition électroniques, postes de travail, réseaux locaux, micro-informatique, informatique départementale) reliés ou non à un ordinateur central. Une position de premier plan réclame un effort de développement soutenu, en particulier dans le domaine d'applications importantes de gestion (dans une direction de 120 personnes disposant de réseaux de plus de 750 terminaux et postes de travail intelligents). Ingénieur grande école (N. Ponts, Mines, ENSIAG, Supélec, Centrale...), vous avez une bonne expérience du management d'équipes et du développement d'applications sur grands moyens et micro-systèmes IBM, BULL, DEC, XEROX. Vous êtes un informaticien accompli (5 ans d'expérience), nous vous proposons de participer à des études de faisabilité et d'audit sur les systèmes à développer ou existants (architectures de systèmes de données, développement, info-centre, bureautique). Votre compétence sur les estimations et le respect des objectifs, votre aptitude au dialogue avec l'utilisateur, votre capacité à encadrer une équipe importante vous permettront d'évoluer rapidement.



Une formation continue dans le domaine des produits bureautiques de demain sont des atouts supplémentaires pour faire carrière avec Rank Xerox quel que soit le domaine que vous choisissez (centre de compétences bureautique, marketing, finance, commercial).

Ecrivez-nous, sous code I/246, à Hélène Lantredou, Rank Xerox, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aubay-sous-Bois Cedex.

Jeunes ingénieurs généralistes

Philips Eclairage spécialiste français de l'éclairage, fabrique et commercialise des produits destinés aux professionnels et au grand public. Avec 5000 personnes, nous réalisons un C.A. de 2,7 Milliards de francs dont 1/3 à l'export.

DEVELOPPEMENT
Pour notre usine de Pont à Mousson, unité spécialisée dans la fabrication de lampes à décharge ou spéciales nous cherchons l'adjoint du responsable développement qui s'occupera plus particulièrement du secteur lampes halogènes.

MAINTENANCE
Notre centre industriel de Chalon/Saône hautement mécanisé, fabrique des lampes fluorescentes et recherche un responsable études et méthodes qui participera à l'informatisation de la maintenance.

ORGANISATION INDUSTRIELLE
A Dijon où notre usine fabrique des lampes à incandescence, nous recherchons un responsable organisation, qui sera chargé des études sur l'organisation du travail, l'implantation, les prix de revient, en collaboration avec les différents services du centre.

Jeunes ingénieurs généralistes débutants ou première expérience, maîtrisant l'anglais nous étudions attentivement vos candidatures.

Philips Eclairage : M. Dutot, Tour Vendôme, 204 Rd Pt du Pont de Sévres, 92156 Boulogne-Billancourt Cedex.

PHILIPS

Philips c'est déjà demain.

WOOD MILNE hutchinson

Leader français du composant chaussure, nous recherchons pour notre usine de MAULEON (Pyrénées Atlantiques)

CHEF DE FABRICATION MELANGES

Responsable de l'animation d'un atelier d'une quarantaine de personnes, il devra assurer la production en recherchant en permanence des progrès de qualité et de productivité. Le poste conviendrait à un ingénieur Chimiste ayant une bonne connaissance des élastomères et obligatoirement une expérience industrielle de quelques années. Anglais indispensable, connaissance des automatismes appréciée.

Si vous êtes intéressé, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 229 WM à WOOD MILNE SNC Département Recrutement 2, rue Balzac 75008 PARIS.

Paris

Ingénieur Grande École Chef de Projets Informatique de gestion

Nous sommes un groupe à vocation internationale de près de 30 000 personnes. Vous prenez en charge le développement de projets informatiques, de l'analyse des besoins à la mise en œuvre des systèmes, pour les différentes fonctions de l'entreprise. Interlocuteur permanent des utilisateurs, vous animez une équipe d'analystes-programmeurs qui a pour mission l'automatisation de la fonction. Par la suite, de larges possibilités d'évolution existent dans le Groupe, en informatique ou dans d'autres filières. Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Grande École (CENTRALE, SUPÉLEC, MINES, AM...), ayant déjà réalisé une première expérience.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil ALGOE, en écrivant sous référence 984 M, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY CX.

ALGOE

PAULSTRA hutchinson

recherche pour son Département JOINTS à SEGRE (Maine et Loire)

JEUNE INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Mission principale : étudier et concevoir les pièces nouvelles en liaison avec les B.E. des clients (constructeurs de roulements) France et étranger. Il en aura la responsabilité complète depuis la définition jusqu'au lancement en fabrication. Le poste nécessite une formation d'Ingénieur Mécanicien (type A.M.), la connaissance courante de l'anglais et de l'allemand et si possible une première expérience industrielle. Si vous êtes intéressé, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 229 PA à PAULSTRA SNC Département Recrutement 2, rue Balzac 75008 PARIS.

INGÉNIEURS INFORMATIQUES

Compétences :
- Chef de projet, technicien en charge d'équipes ;
- MATH et LTR. Développement de logiciels de visualisation ;
Déplacements : salaires élevés.
Téléphone pour rendez-vous : (1) 45-94-31-41.

Ingénieur électronique, expérimenté, pour poste de direction technique études et développement.
- TECHNIQUES électroniques, BTS/DUT expérimenté en électronique technique, MOBILE ETI
4, rue Salvador-Allende, 92000 NANTERRE ou tél. pr RV 47-23-23-25.

INFORMATICIEN

Expert en architecture MISCOO coordonnateur informatique de BSCB. Libre de suite. Tél. : 47-84-74-82.

La Compagnie des Entreprises et Gares frigorifiques, leader européen de la logistique froid, recherche :

JEUNE INGENIEUR AM ou équivalent

première expérience souhaitée en maintenance et en maintenance générale. Homme de terrain, vous avez un esprit dynamique et inventif. Vous aimez le travail d'équipe et êtes fortement intéressé par les problèmes d'automatisme et d'informatique. Sous l'autorité du responsable du service technique d'exploitation, vous serez plus particulièrement chargé :

- des études,
- de la recherche des méthodes et des moyens,
- de la gestion des parcs de matériels,
- du suivi de la maintenance des matériels et des installations.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée à : C.E.G.F. - Service du Personnel 29, Bd. Malesherbes 75008 PARIS.

ESAC

A l'enthousiasme et l'esprit d'équipe, nous ajoutons :
- la rigueur de gestion, à court terme et prévisionnelle,
- la volonté d'investir en permanence dans la recherche et l'innovation, tant à l'égard des techniques élaborées de nos propres équipements de fabrication que de nos productions largement diffusées à l'étranger.
L'expansion de notre Société, située à LAMBERS (70) nous amène à créer le poste de :

RESPONSABLE DE PRODUCTION

appelé à accéder à la fonction de

DIRECTEUR TECHNIQUE ET DE PRODUCTION

Ingénieur AM, ICAM, ENSI, et/ou une expérience dans ce type de poste qui ne sera pas inférieure à 3 ans. Tempérament de leader et fort potentiel pour :
- prendre en charge la gestion de nos différents secteurs de production :
• Industrie Industrielle et Auto-Motocyclisme
• Turbines Hydro-Electriques
• Chaudières Industrielles
- être apte à élargir ses responsabilités, à moyen terme, à la fonction de Directeur Technique et de Production. Une bonne connaissance en robotique et une approche qualitative des problèmes seront un plus. Rémunération motivante + intéressement. Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, rémunération, sous réf. M 86091 au Cabinet qui nous assiste pour ce recrutement.

IFER CP VINCENT

22-24, rue Saligny, 75012 Paris.

SECTEURS
DE POINTE

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE
DE RANG INTERNATIONAL**
recherche pour son département
MACHINES NOUVELLES

un
INGÉNIEUR
de haut niveau en
**CONCEPTION
MÉCANIQUE**

Il sera responsable de plusieurs équipes pluridisciplinaires chargées de la conception, de la réalisation et de la mise au point de machines performantes dans le cadre d'un processus de fabrication faisant appel à des technologies de pointe.

L'importance des responsabilités qui lui seront confiées; impose qu'en plus d'une formation supérieure il ait acquis une expérience de plusieurs années dans un Bureau d'Etudes d'Engineering.

Les possibilités d'évolution qu'il trouvera dans la Société sont nombreuses et à la mesure de la personnalité du candidat.

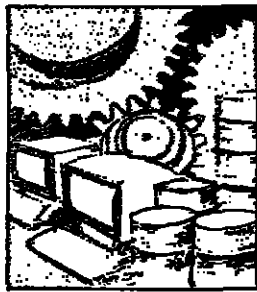
Ecrire en joignant curriculum vitae à :
**INTERMEDIA n° 619 - 9 bis, rue Labie,
75017 PARIS, qui transmettra.**
Discrétion assurée.

Mobil

**Spécialiste mondial des lubrifiants et de la lubrification,
vous propose d'être le Conseil Technique
de sa clientèle industrielle.**

Ingénieur d'application

La diversité des entreprises dans lesquelles vous interviendrez fera de vous un ingénieur généraliste compétent.
Vos connaissances, notamment technologiques et mécaniques, vous permettront de développer chez nos clients nos programmes de collaboration technique : préconisations, études d'application, organisation de la maintenance : ceci en étroite liaison avec nos commerciaux.



Par votre goût du contact, de la mobilité et du challenge, vous contribuerez efficacement au développement de nos ventes dans les affaires qui vous seront confiées.

L'expérience que vous acquerez vous donnera les possibilités d'évolution de carrière qu'offre une grande société comme Mobil Oil Française, filiale d'un des plus grands groupes industriels mondiaux.

Si VOUS VOULEZ AVANCER AVEC NOUS... adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 12809 à : **MOBIL OIL FRANÇAISE - Service Recrutement**
Tour Septentrion - 92081 Paris la Défense Cedex 9

Mobil. Avancez avec nous.

**PARTAGEZ LES AMBITIONS
D'UN GRAND GROUPE**

Le Groupe SG2 (une des premières SSII françaises) a orienté ses activités, en Juin dernier, sur deux axes stratégiques: **Les Etudes Informatiques et la Monétique**. Cette orientation sur deux créneaux fondamentaux s'est accompagnée d'une réorganisation structurelle autour de 8 sociétés.

Le Groupe SG2 vise désormais un nouveau développement de ses activités tant sur le plan national qu'international et ses ambitions sont, par la concentration de ses efforts sur deux secteurs fortement porteurs, d'atteindre une croissance conséquente dans les prochaines années.

Si vous souhaitez relever ce défi avec nous, vous trouverez au sein de chaque unité des opportunités réellement évolutives et motivantes.

**Import Group de
Édition Travail Publics
recherche dans le cadre
de son expansion un**

Jeune ingénieur

Profil : de formation Grande École ou Universitaire, vous possédez de bonnes connaissances en informatique.

Mission : participer au sein d'une équipe à l'implémentation de l'ensemble de notre système de gestion.

Le candidat, à fort potentiel, aura :
- à assurer des tâches variées (analyse, réalisation, assistance) ;
- à faire face à des techniques multiples (grand et micro-ordinateurs, SGSD, réseaux, atelier logiciel) ;
- à collaborer avec des utilisateurs divers (chefs de service, administrateurs, France et étrangers).

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre lettre manuscrite, C.V., photo et prêt, s/réf. 4322/LM, à

MEDIA BA 71, av. Victor-Hugo
75116 PARIS, qui transmettra.

**LABORATOIRE
ELECTRO ACOUSTIQUE**

P.M.E. en pleine expansion (70 kms Ouest Paris) près de DREUX, spécialisée dans l'étude et la fabrication d'APPAREILS de MESURE ELECTRONIQUE dans le domaine des TELECOMMUNICATIONS, recherche :

1 ingénieur de projets

Il sera responsable de PROJETS D'ETUDES de la conception à l'industrialisation, rattaché à la Direction Technique, le candidat devra avoir 4-5 années d'expérience.

**1 ingénieur d'études
électronicien**

une première expérience dans un domaine équivalent est souhaitée.

Les candidats devront être diplômés d'une école d'ingénieur en électronique (ESE - ENSE - CNAM ou équivalent).

Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions à L.E.A. Service du Personnel - rue de l'Ormette, 28570 Abondant

**Établissement Public
d'Envergure Nationale
Recherche
pour son établissement
d'Aquitaine proche de Bordeaux**

**1 INGÉNIEUR
SYSTEME VM**

pour travailler sur gros systèmes IBM 30XX utilisés dans un environnement scientifique. Formation : Grandes écoles (CENTRALE - SUPTELECOM - ENSIMAG - ENSEEIHT). Débutant ou 2 ans d'expérience. Connaissances VM/CMS appréciées.

Adressez lettre manuscrite + CV + photo et prétentions sous réf. 391 à
P.A. SERVICE
9, rue Poquein-Molère 33000 BORDEAUX
qui transmettra.

SG2 Industries est spécialisée dans l'ingénierie informatique auprès des entreprises industrielles de la région parisienne.

Nous participons à d'importants projets mettant en œuvre des compétences en méthodologie, conseil dans le choix des outils, réalisation de logiciels spécifiques...

Nous recherchons aujourd'hui :

UN CHEF DE PROJET MAPICS
possédant 2 ans d'expérience au moins.

DES INGENIEURS INFORMATIENS
ayant une 1ère expérience de réalisation en :
CICS/DLI - IMS/DLI - VAX/VMS/DBMS

L'avance de nos méthodes et la souplesse de nos structures sont à même de satisfaire les plus performants d'entre vous et de leur offrir une évolution motivante.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. CEB M 09 à :

SG2 Industries
64, rue du Ranéagh - 75016 PARIS

SG2 Ingénierie est la filiale dédiée aux Etudes Informatiques auprès du secteur Public et Para-public.

Dans le cadre de la maîtrise d'œuvre de grands projets nationaux et européens liés à la mise en place de nouvelles technologies, nous recherchons des :

- INGENIEURS D'AFFAIRES ET COMMERCIAUX
de formation supérieure, ayant acquis une expérience des développements informatiques dans les techniques de pointe, qui souhaitent donner une orientation commerciale à leur carrière.

- FORMATEURS ET HOMMES DE METHODOLOGIE

- CHEFS DE PROJET - ANALYSTES ANALYSTES PROGRAMMEURS
Grande Informatique (BULL, IBM...) Mini Informatique (VAX, DEC...) Micro Informatique (PC, PC Like, Convergents...)

- CONSULTANTS ARCHITECTURES RESEAUX
(normes ISO, X 25, SNA, DSA, FTAM).

Vous partagez l'ambition de nos objectifs, envoyez dès à présent votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) en précisant le poste qui vous intéresse sous la référence MP/M 09 à :

SG2 Ingénierie
64, rue du Ranéagh - 75016 PARIS

SG2 Moyens de Paiement est la filiale spécialisée dans la Monétique.

Grâce à une infrastructure spécialisée et des moyens puissants, nous offrons des solutions homogènes aux problèmes d'ingénierie Monétique : Architecture et Exploitation de Télépaiement ; Exploitation et Personnalisation des cartes à mémoire...

Nous offrons aujourd'hui plusieurs opportunités de carrière à des :

- INGENIEURS D'AFFAIRES
Spécialistes Systèmes de Paiement ou supports monétiques, ayant une expérience du domaine bancaire.
- Spécialiste Télématique.

- INGENIEURS CONCEPTEURS
Ayant des connaissances et une expérience en : - Systèmes Experts et Applications Monétiques.
- Cartes à mémoire.

- CHEFS DE PRODUIT
formation grande école ayant une expérience des circuits bancaires nationaux.

Les postes sont à pourvoir à Aix et à Paris.

Les perspectives d'évolution qui y sont attachées seront à la hauteur de vos ambitions.

Merci de nous envoyer votre dossier de candidature en précisant le poste et la ville qui vous intéressent, sous la référence GGM 09 à :

SG2 Moyens de Paiement
12, Avenue Vion Whitcomb - 75016 PARIS

SG2 Systèmes intervient dans le secteur des services (Banque, Assurance, Distribution...) Vous avez des compétences et nous en cherchons :

- INGENIEURS
ayant 2 à 5 ans d'expérience dans la conception ou la réalisation de logiciels sur IBM, VAX, BULL.

- CHEFS DE PROJET
ayant une formation supérieure et au moins 2 ans d'expérience pour des réalisations dans les domaines financiers (change, titres...)

- SPECIALISTES
- pour matériels MATRA, DATA POINT ou TANDDEM.
- pour toutes applications utilisant ADABAS ou FOCUS.

- ANALYSTES PROGRAMMEURS
connaissant BULL DPS 7 (une expérience bancaire serait appréciée).

Vous évoluerez dans un environnement technique de pointe et vous bénéficierez d'un contexte relationnel privilégié pour partager notre passion de l'informatique et du service.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence JP/M 09 en précisant le poste qui vous intéresse à :

SG2 Systèmes
55, quai de Grenelle - 75015 PARIS

SG2 Etudes Régionales gère les Etudes Informatiques du groupe SG2 sur toute la France hors région parisienne. Nous assurons notre développement au travers de 7 Directions Régionales responsables de leurs choix stratégiques, techniques et commerciaux, ainsi que de leurs comptes d'exploitation.

Au sein de ces directions régionales, nous recrutons des :

- INGENIEURS ANALYSTES CONFIRMES
de formation supérieure type MIAGE.
- Expérience IMS/DLI ou langage C et Pascal pour un poste basé à Nantes.
- Expérience CICS/DBMS.

- CHEF DE PROJET
Expérience environnement gros systèmes IBM, Réseaux SNA et Assembleurs (IBM 370). Le poste est basé à Sophia Antipolis.

- ANALYSTES PROGRAMMEURS
DUT minimum pratique PAC BASE, connaissances CICS/DBMS.

Lille, Strasbourg, Rennes, Nancy, Nantes, Lyon, Bordeaux, Aix et Sophia Antipolis.

Si vous êtes comme nous, passionnés par le développement régional de la France, Envoyez-nous dès à présent votre dossier de candidature sous la réf. GL-M 09 en précisant le poste et la ville qui vous intéressent à :

SG2 Etudes Régionales
12, Avenue Vion Whitcomb - 75016 PARIS

ORDINA est une société filiale du groupe SG2, spécialisée dans l'assistance technique.

Nous intervenons auprès des entreprises du secteur tertiaire dans le développement d'applications de gestion, et auprès des entreprises industrielles dans le développement de logiciels de commande de processus.

Notre clientèle nous est fidèle car elle sait qu'elle trouvera chez Ordina des équipes d'informaticiens compétents et efficaces.

Nous proposons des postes évolutifs à des :

- INGENIEURS INFORMATIENS
de formation supérieure (Bac + 2 minimum), vous possédez plus de 2 ans d'expérience sur :
- IBM gros et moyens systèmes (30XX, 43XX, 34, 36, 38)
- BULL (DPS 6, DPS 7, DPS 8)

- ANALYSTES PROGRAMMEURS

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous la référence DM/M 09 à :

ORDINA
10, rue Auber - 75009 PARIS

SG2 GROUPE

12, Avenue Vion Whitcomb - 75016 PARIS

LA MAITRISE DE L'INFORMATIQUE

هكذا من الاجل

SECTEURS DE POINTE

Jeune ingénieur automatismes/process P-A-R-I-S

Importante société multinationale, nous étudions et développons une très large gamme de produits techniques destinés à des applications professionnelles ou industrielles. Leader, et de loin, sur notre marché, nous préservons notre avance technologique grâce à nos résultats économiques exceptionnels.

Notre expansion nous conduit à créer aujourd'hui un poste d'INGÉNIEUR AUTOMATISME. Il aura pour mission d'étudier et de développer l'ensemble de nos automatismes de procédés, sur des lignes de production lourdes, qui travaillent en continu. Cette mission implique la supervision des études techniques et la réalisation des projets sur site (Ile-de-France et Province) en

collaboration avec les équipes internes (B.E., etc.) et externes (sous-traitants, etc.). Elle implique aussi une bonne connaissance des derniers développements technologiques en la matière (automates, informatique de process).

Nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur généraliste (Centrale, A et M, INSA) débutant ou première expérience, fortement motivé par l'envergure technique et l'autonomie du poste.

Son potentiel lui permettra d'évoluer ensuite vers des responsabilités opérationnelles. Le poste est basé à proximité immédiate de Paris-Ouest.

NEMESIS

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite de candidature et rémunération souhaitée, sous référence 105 K à notre Conseil d'Assistance de NEMESIS, 21 rue du Bourg Tibourg 75004 PARIS.

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

CHEF DE PROJET, PASSEZ DE LA QUALITÉ DE PROJETS... AU PROJET QUALITÉ!

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole et avez acquis, si possible au sein d'une SSII, une solide expérience de 5 à 6 années en conception et réalisation de projets informatiques.

Vous savez être à l'écoute de vos interlocuteurs et ne manquez ni de créativité ni de rigueur.

Vous vous sentez Homme de contact et de dialogue.

Votre mission au sein de notre Département CONSEIL en MONÉTIQUE BANCAIRE :

- l'intervention qualité auprès de nos clients,
- la définition du niveau des prestations,
- la conception des moyens de mesures.

Deux postes sont à pourvoir l'un à Paris et l'autre à Blois.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous réf. PH/AS, à Anna STAROSWIECKI - SLIGOS, Service Recrutement, Immeuble Ile-de-France Cedex 49 - 92067 PARIS-14 DÉFENSE 9.

Importante société, filiale d'un grand groupe européen
Banlieue Nord de Paris
recherche un

RESPONSABLE DES SERVICES GÉNÉRAUX (FORMATION ÉLECTRIQUE ET MÉCANIQUE)

Cadre Technique, ayant une dizaine d'années d'expérience similaire dans un environnement industriel et dans une structure d'importance équivalente (environ 1.000 personnes), vous maîtrisez parfaitement les diverses responsabilités inhérentes à la fonction : entretien, travaux neufs, systèmes de communication, sécurité.

Votre compétence et vos qualités de négociateur, vous permettent d'assurer les relations avec les divers prestataires de services extérieurs.

Vous animeriez une équipe d'une vingtaine de personnes (maîtrise et professionnels) et assumerez la gestion de votre service et de votre budget.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous réf. 91263/LM à HAVAS-CONTACT - 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

RESPONSABLE ETUDES, RECHERCHE, DEVELOPPEMENT

Nous sommes une société industrielle (300 personnes, 165 M. de CA) réputée dans le domaine de la transformation des matières plastiques et du caoutchouc.

Nous fabriquons des produits finis et semi-finis à usage industriel.

Dans le cadre de notre développement, nous avons décidé d'accroître notre effort de recherche et nous renforçons le potentiel de notre laboratoire d'Etudes, Recherche et Développement.

Grâce à une étroite collaboration avec le Marketing, à sa connaissance des produits et des technologies les plus évoluées, il propose à la Direction Technique des axes de recherche et de développement conformes à la stratégie de l'entreprise. Il anime une équipe de 7 personnes (1 ingénieur, 6 techniciens) et réalise avec elle des projets débouchant sur des produits et des procédés novateurs réalisables par l'entreprise. Il gère le budget du laboratoire et est le garant de la créativité de l'entreprise. Vous êtes Ingénieur Chimiste et possédez une très bonne connaissance des matières plastiques (PVC, Elastomères) et de leurs techniques de mise en œuvre, acquise au travers d'une expérience minimum de 10 ans en Recherche, Développement et Fabrication. Vous souhaitez aujourd'hui apporter votre contribution au développement d'une société en pleine expansion.

HAY Manager

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo + rémunération) sous réf. 577 Joëlle KHUAT DUY, LE RHODANEN, 5, place de la Gare, 69003 Lyon. Elle vous assure la plus grande confidentialité.

LYON

Le domaine des réseaux d'entreprises vous intéresse.

Vous pensez qu'un consultant dans ce domaine doit intégrer tout le savoir-faire pour la mise en œuvre de ces réseaux, vous êtes intéressé par les protocoles et la modélisation, vous croyez que les aspects des méthodes de câblage sont complexes mais gérables avec des outils logiciels comme les bases de données relationnelles, vous voulez entretenir des relations étroites avec les constructeurs sur des grands projets basés sur les normes ISO.

Si vous répondez oui à 3 de ces points, contactez le CESIA à Paris au (1) 45.66.99.67 et présentez-nous votre diplôme tout frais ou votre expérience.

Nous prendrons en compte vos aptitudes.

CESIA : Conseil en Systèmes d'Information des Administrations.

l'esprit entrepreneurial

Le Monde CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

GOULD Electronique

Filiale Française du Groupe Américain GOULD qui conçoit, fabrique et commercialise des instruments de mesure et de contrôle électroniques (systèmes d'enregistrements, oscilloscopes, analyseurs logiques) recherche son

CHEF DU SERVICE ASSISTANCE CLIENTS

"un nouveau challenge dans un secteur de pointe"

Il devra nous apporter une solide expérience dans la gestion d'un service assistance clients et l'animation d'une équipe de techniciens.

SA MISSION :

- organiser une maintenance de haut niveau
- être un animateur chevronné
- négocier les contrats de maintenance avec les grandes compagnies
- avoir une gestion efficace
- assurer la croissance du service.

Vous avez acquis une formation supérieure en électronique-ingénieur ou équivalent, une expérience d'au moins 3 ans dans un poste similaire, une pratique courante de l'anglais.

Nous vous offrons du fait de notre expansion et du challenge une rémunération très motivante + intéressement.

Merci d'adresser candidature avec CV, prétentions et photo à : GOULD ELECTRONIQUE, Direction du Personnel, 57, rue Saint-Sauveur 91160 BALLAINVILLIERS

GROUPE INDUSTRIEL PRIVE REGION NORD-OUEST
EN PLEINE EXPANSION (400-MF CA)
cherche son

DIRECTEUR TECHNIQUE

Rattaché à la Direction Générale, il sera chargé d'optimiser l'outil de production par l'automatisation et l'amélioration de la productivité dans tous les domaines.

Il aura autorité sur tous les services techniques : Bureau d'Etudes, Méthodes, Outillage, Entretien.

Ingénieur de formation, le candidat aura une expérience technique prouvée, si possible dans la transformation des métaux en feuilles.

C'est un manager et un excellent animateur capable de motiver et d'organiser le travail d'une équipe importante.

L'expansion du groupe permet d'envisager une évolution de carrière intéressante.

Envoyer CV, photo et prêt. sous réf. 13082 à CONTESSA PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Organiser notre système d'information

COMPAGNIE DES LAMPES

spécialiste français de l'éclairage, fabrique et commercialise des produits destinés aux professionnels et au grand public.

Véritable interface entre les services informatiques et les utilisateurs internes, vous élaborerez les cahiers des charges nécessaires à l'implémentation des systèmes. De plus vos talents d'organisateur, alliés à un grand sens de l'écoute vous mettront en relation, aussi bien avec les commerciaux qu'avec les administratifs.

De formation supérieure ESC ou équivalente, vous possédez déjà une expérience de l'entreprise.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV à : M. Dutot, CDLME, Tour Vendôme, 204 Rd Pt du Pont de Sévres, 92516 Boulogne-Billancourt Cedex.

Philips France, c'est 19 milliards de CA, 25000 hommes et femmes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'univers passionnant de l'innovation. Professionnalisme, dynamisme, polyvalence, mobilité sont les atouts qui vous serviront les postes de l'administration toutes les dans l'activité de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique.

PHILIPS

Philips c'est déjà demain.

m

LE GROUPE DES MUTUELLES DU MANS
recherche
pour sa Direction Commerciale

INSPECTEUR du CADRE

Ce poste est offert à un inspecteur I.A.R.D. confirmé qui prendra sa fonction après un stage de courte durée.

Il lui sera demandé de devenir à la fois un technicien en Assurance, un animateur commercial et un conseiller en organisation et gestion d'Agences.

L'évolution de sa carrière le conduira à résider dans différentes régions où il devra se déplacer très fréquemment.

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae détaillé et vos prétentions sous référence JLS/CH 01 au :

GROUPE DES SOCIÉTÉS
MUTUELLE GÉNÉRALE FRANÇAISE
Direction du Personnel - 19/21, rue Chanzy
72030 LE MANS CEDEX

5024 من الاحد

REPRODUCTION INTERDITE

34 Le Monde • Mercredi 24 septembre 1986 •

Le Monde
CADRES

QUILLE

LA PREMIERE PIERRE DE VOTRE CARRIERE

La première pierre de votre carrière, venez la poser chez nous.
Première filiale du groupe Bouygues, nous connaissons un fort développement dans notre région Normandie Picardie.

Notre CA a doublé en trois ans.
JEUNES INGENIEURS,

venez construire avec nous. Le chantier, c'est une entreprise. Nous vous proposons des défis à la mesure de votre ambition, quelle que soit la filière de votre choix : Travaux, Etudes, Commercial, Gestion...
Nous ferons une large place à votre épanouissement personnel et à l'expression de vos talents.
Nous bâtissons avec vous, selon vos goûts et vos aptitudes un programme personnalisé d'intégration et de formation.

Ecrivez-nous : Direction des Ressources Humaines - Le Hastings - 2 Mail Pélissier - 76015 ROUEN CEDEX
ou téléphonez-nous :

(16) 35 03 48 48
(16) 35 03 48 10
(16) 35 03 48 11

ingénieur méthodes et organisation

en Vendée

Contact-téléphone
(1) 42 61 82 81

Vous voulez jouer un rôle opérationnel et fonctionnel, dans une entreprise qui vous plaise et dans une région de grande renommée ou il "fait bon vivre" ?
En Vendée, nous comptons parmi les tout premiers. Cela tient à notre activité et à notre structure mais aussi à notre stratégie de développement... qui fait toute la différence :
• activité : messagerie nationale et internationale,
• C.A. : 1,3 MF en 1987 - 450 MF en 1986,
• 1 200 personnes, 35 agences en France, 8 000 clients,
• une logistique totalement informatisée,
• une position réellement privilégiée sur son marché.
C'est dans cet environnement que vous aurez à OPTIMISER :
• les lignes de transports entre nos agences,
• les flux techniques et ceux des documents administratifs.

• les opérations de ramassage, distribution, stockage et manutention, etc.
Vous interviendrez aussi en tant que conseiller logistique auprès de nos clients.
Vous avez la trentaine, une formation INGENIEUR une première expérience réussie... et de l'ambition. Vos qualités, propres à tout bon ingénieur méthodes et organisation, ne sont plus à démontrer. Une spécialisation Transport serait évidemment un plus.
Appelez "Contact-Téléphone" au :
(1) 42 61 82 81 (8 h 30 à 18 h 30 du lundi au vendredi, 10 h à 13 h le samedi) pour des informations complémentaires, ou adressez votre candidature à J.M. BRETIN, TRANSPORTS GRAVELEAU - Direction des Ressources Humaines - B.P. 5, 85130 La Verrie.

TRANSPORTS
GRAVELEAU

SECTEURS
DE POINTE

CENTRALE, SUPELEC, INPG...

Appartenant au secteur Mesure et Régulation de Schlumberger, SEREG, spécialiste français du contrôle industriel, poursuit le développement de son système numérique de conduite de processus MODUMAT (réseaux locaux, régulateurs, processeurs graphiques...). Nous renforçons notre équipe et recherchons :

INGENIEURS D'ETUDES INFORMATIQUES

Réf. 109/A

Passionnés par la micro informatique, vous participerez à l'étude de postes de conduite, de réseaux locaux industriels, d'outils de mise en œuvre et de configuration.
Des connaissances en contrôle de procédés industriels seraient appréciées.

INGENIEUR SYSTEME

Réf. 109/B

Intéressé par le génie logiciel, vous contribuerez à la mise en place de notre système de développement VAX et définirez des projets orientés vers sa maintenance.
Ces postes sont basés à Massy et s'adressent à des ingénieurs ayant une première expérience. Anglais nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence correspondante à Sereg Schlumberger, Marc Caron, Direction du personnel, 100 rue de Paris, 91342 MASSY Cedex.

SEREG

Schlumberger

AGRO-
ALIMENTAIRE

Filiale du groupe FRAMATOME, nous sommes une société à taille humaine, N° 1 français dans la chimie plastique, leader mondial dans notre spécialité : les extrudeurs cuseurs réacteurs malaxeurs à bi-vis, nous recherchons pour notre ligne de produits chimie plastique :

un ingénieur technico-commercial

Réf. ITC

Vous aurez à assurer le développement de la commercialisation en FRANCE et à l'EXPORT, d'une gamme complète de mélangeurs malaxeurs extrudeurs continus dans les domaines de la chimie et du plastique.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un ingénieur ayant de bonnes connaissances en chimie et mécanique, maîtrisant parfaitement l'anglais et éventuellement une deuxième langue et prêt à se déplacer régulièrement.

Ce poste est basé à Firminy (proximité de ST-ETIENNE).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + photo + lettre manuscrite) en indiquant la référence choisie à Framatome, SRC/CLEXTAL, Département Recrutement/Tour Fiat Cedex 16, 92084 Paris La Défense.

CLEXTAL

un ingénieur physique-chimie

Réf. IP

(diplômé de l'Ecole Physique Chimie de Paris ou équivalent)

Vous prendrez en charge le développement technique de nouvelles applications d'un produit largement commercialisé. Ce poste implique de nombreux contacts avec les Centres de Recherches, Laboratoires de développement chimique et les principaux clients.

Ce poste est basé à Firminy dans notre nouvelle station d'essai démonstration de 3 000 m².

CHARGE DE CLIENTELE PARTICULIERE DE TRES BON NIVEAU

AYANT :
• une solide expérience des problèmes patrimoniaux concernant cette clientèle,
• la connaissance des marchés financiers,
• une bonne formation générale, universitaire, et, ou I.T.B.
Le poste devrait déboucher à assez brève échéance sur les fonctions de Second d'Agence.
La classification et la rémunération seront fonction de l'expérience précédemment acquise.
Nous remercions les candidats d'adresser leur C.V., photo et prétentions à
BANQUE N.S.M. - Section Recrutement
B.P. 466.08 - 75366 PARIS Cedex 08.

LES EDITIONS BORDAS
recherchent dans le cadre du développement du
DEPARTEMENT DE RECRUTEMENT SCOLAIRE

EDITEUR DE HAUT NIVEAU

Pour gérer et développer les activités d'édition géographique. Ce poste pourra évoluer rapidement vers une responsabilité d'édition.

EDITEUR

Pour collaborer à la production pédagogique.

Pour ces postes, il est demandé :

• une formation supérieure en lettres,

• le sens des contacts,

• une expérience confirmée de l'édition (si possible scolaire) pour le premier poste, une expérience de 2 à 3 ans pour le second poste.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle à :
Denise HIRLEMAN, 11, rue Cassin,
92445 MONTRouGE Cedex.

Christine d'Aubigny - Consultante
responsable depuis 1979 du développement de
Valeurs Conseil Recrutement

crée VALEURS

Conseil en Recrutement et Ressources Humaines
59, rue de Richelieu - 75002 PARIS

IMPORTANTESOCIETE
Prestataire de Services Immobiliers dépendant d'un groupe
financier recherché

CHEF DE SERVICE GERANCE

Diplômé de l'enseignement supérieur, il devra avoir acquis une expérience d'au moins 8 ans en matière de gestion d'immeubles commerciaux. Il aura la responsabilité d'un service chargé de gérer un important patrimoine composé essentiellement d'immeubles, de bureaux, et d'entrepôts appartenant aux Sociétés du groupe.

CADRE DE GERANCE

Ce poste conviendrait à un jeune gérant ayant une première expérience d'au moins 3 ans de gestion d'immeubles commerciaux.

Une formation supérieure ou de type ICH serait appréciée.

Lieu de travail : Gare St Lazare.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 12603 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

PARIS
SAINT-MALO

Le groupe privé français dans le domaine de la fertilisation (engrais, amendements), leader sur le marché de l'agro-alimentaire, nous recherchons dans le cadre de notre expansion :

CHEFS DE PRODUITS

Vous justifiez d'une formation supérieure de type agro/agri, Sup de Co. A la fois homme de marketing innovateur et excellent gestionnaire, une première expérience a confirmé vos talents d'analyste commercial et votre capacité à analyser, conseiller et dynamiser un réseau de vente. Responsables de plusieurs lignes de produits, vous en assurez la progression par une gestion rigoureuse et une promotion permanente sur leur marché, en vous appuyant sur une structure commerciale nationale. BX diesel fournis. Frais réels. Salaire en rapport avec la fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, CV, photo récente et prétentions s/réf. TMO/159 Groupe Roullier, Gilles CLEMENT, Service du Personnel, B.P. 168, 35408 SAINT-MALO Cedex.

Le Groupe Roullier de dimension internationale (33 usines dans le Monde dont 16 en France) est leader en agro-alimentaire. Il emploie 2 100 personnes. Son C.A. est de 2,4 milliards de francs.

ROULLIER

Le Monde
CADRES

3M SANTÉ

une entreprise en marche ...

3M SANTÉ (500 MF de CA pour 550 personnes) fabrique et commercialise des produits originaux et sûrs dans tous les domaines de la santé. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons :

RESPONSABLE QUALITE

Rattaché à la Direction vous serez chargé, pour l'ensemble du Groupe, de l'organisation de la qualité et plus particulièrement de notre image de marque auprès de notre clientèle. De formation supérieure, vous avez une première expérience d'une entreprise commerciale et industrielle.

Lieu de travail : Malakoff.

(Réf. RQ/1)

RESPONSABLE FORMATION

Agé d'environ 35 ans, de formation supérieure, vous avez une expérience réussie de la fonction au sein d'une entreprise commerciale et industrielle.

Vous serez rattaché au Directeur des Ressources Humaines.

Lieu de travail : Malakoff.

(Réf. RF/2)

PHARMACIEN GALENISTE

Assistant du Chef du service galénique, vous serez chargé du développement des nouveaux produits et de l'optimisation industrielle.

Lieu de travail : Pithiviers (45300).

(Réf. PG/3)

CONSEILLER TECHNIQUE « ORTHOPEDIE »

Rattaché au Directeur du Département, vous apporterez aux vendeurs et marketeurs, le support scientifique nécessaire à la réalisation des objectifs.

Jeune médecin, vous avez une expérience du bloc opératoire de quelques années.

Lieu de travail : Malakoff.

(Réf. CTO/4)

CONSEILLER TECHNIQUE

« ASEPTIE STERILISATION »

Rattaché au Directeur du Département vous vous occuperez d'une gamme de produits hospitaliers à usage unique destinés au bloc opératoire ainsi que d'une gamme pour la stérilisation. Vous serez chargé du suivi des études cliniques, de la formation et du suivi de l'évolution technique des produits. Jeune médecin ou surveillant connaissant parfaitement le bloc opératoire, vous aimez le travail d'équipe et vous êtes disponible pour des déplacements en province.

Lieu de travail : Malakoff.

(Réf. CTA/5)

INGENIEUR CHIMISTE

Rattaché au Directeur du Laboratoire, vous vous intégrerez au sein du service chimie analytique et pharmacocinétique. Vous avez une expérience de quelques années.

Lieu de travail : Pithiviers (45300).

(Réf. IC/6)

INGENIEUR BUREAU D'ETUDES

De formation supérieure (Arts et Métiers, T & P, Ingénieur mécanicien) vous avez une première expérience de l'entreprise industrielle. Vous serez rattaché au responsable du service engineering.

Lieu de travail : Pithiviers (45300).

(Réf. IBE/7)

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

40, RUE GABRIEL-CRIE
92245 MALAKOFF
CEDEX

POUR TOUS CES POSTES

L'ANGLAIS EST INDISPENSABLE

Nous vous offrons une entreprise dynamique, des rémunérations motivantes pour des candidats à des postes à responsabilité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi à :

3M
SANTÉ

INGENIEUR AGRO DEBUTANT

Le Groupe SOCOA, avec 5.000 personnes et 12 M.F. de C.A., est un des n° 1 de l'agro-alimentaire (transformation et conditionnement de viandes).

Outre les normes de qualité liées à notre activité, notre position de leader et notre volonté d'améliorer constamment nos prestations nous amènent à créer le poste d'

Ingénieur qualité

pour notre unité pilote de la Ferté Bernard

Par la mise en place du cahier des charges industrielles et de ses procédures d'application, vous contribuerez à la bonne image de nos produits par leur qualité. Interface entre la production et nos clients, votre autorité naturelle et votre rigueur seront aussi importantes que vos compétences techniques. Vous serez également amené, ponctuellement, à intervenir sur la mise au point de produits nouveaux. Une évolution à moyen terme vers des responsabilités en production est envisagée pour ce poste.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à notre
DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES
B.P. 20 Cherré - 72401 LA FERTE BERNARD Cedex.



une force de la nature

viande
SOCO

LAMBERT

Le Groupe LAMBERT recherche pour l'une de ses filiales industrielles (C.A. 400 MF)

Jeune chef de service financier

5 ANS D'EXPERIENCE COMPTABILITE INDUSTRIELLE

Autour de la trentaine, de formation supérieure (Sup. de Co + DECS ou similaire), votre expérience comptable et fiscale en milieu industriel doit vous permettre de prendre la responsabilité d'un service financier (8 personnes) sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier.

Votre mission consistera à :

- préparer et mettre en œuvre un système d'information comptable homogène (informatique, procédures, organisation du travail),
- participer à l'élaboration du contrôle budgétaire, des plans de financement et des dossiers de crédit,
- assurer les relations avec les commissaires aux comptes et les services fonctionnels du Groupe.

Poste basé à Comblanchien (60).

Possibilité d'évolution rapide dans la société et dans le Groupe pour élément de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 3266 à Madame Lerode, LAMBERT FRERES & CIE, 5 rue Vernet 75008 Paris.

Nos CONCESSIONNAIRES APPRECIERONT VOS CONSEILS EN GESTION

Membre de l'équipe commerciale, vous assisterez nos concessionnaires automobiles dans le développement croissant de leur activité. Vous leur apporterez un soutien dans la mise en place de tableaux de bord, prévisions de trésorerie, analyses de bilan, comptes de résultats.

- jeune cadre de formation supérieure (école de commerce ou de gestion, option finance-comptabilité), vous êtes mobile géographiquement et êtes disposé à habiter le Sud-Ouest. (Réf. CG/SO)
- cadre confirmé de formation supérieure, vous avez acquis une expérience de 3 ans environ dans le milieu automobile, vous êtes disposé à vous déplacer sur la région Nord-Ouest. (Réf. CG/NO)

Adresser votre candidature avec lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la réf. du poste choisi à VOLVO FRANCE S.A., Direction du Personnel, 49 avenue d'Iéna, 75116 PARIS.

VOLVO

CHIFFRE D'PRODUIT

Au sein d'un grand groupe industriel français également implanté aux U.S.A., nous avons un département spécialisé dans la vente et la promotion d'un produit très spécifique, largement utilisé dans le secteur BTP en France et à l'étranger. Nous recherchons le FUTUR RESPONSABLE DE CE DEPARTEMENT qui aura pour mission de maintenir et de développer un C.A. déjà très important.

• CADRE DE HAUT NIVEAU, diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieur, vous possédez plusieurs années d'expérience.

• HOMME DE TERRAIN, vous êtes rompu aux difficultés de la vente de produits techniques dans des secteurs hautement concurrentiels.

MANAGER DE TEMPERAMENT, vous animerez une équipe commerciale ayant une connaissance approfondie du produit et vous mettrez en œuvre une politique commerciale dynamique.

Langues : anglais exigé, allemand souhaité.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo EXIGEE et prétentions), sous la référence 4324/LM, à

MEDIA PA, 71, avenue Victor-Hugo
75116 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ CHERCHE

PERSONNES

Connaissent bien EXCEL et
4-5 ans d'expérience pour
programmation et versions.
Tél. au : 42-61-80-88.

REVUE SPÉCIALISÉE

GRANDE DISTRIBUTION

RECHERCHE

JOURNALISTE-PIGISTE

Régulier pour la rubrique
TECHNOLOGIE ET GESTION
Connaissance du secteur
souhaitée. Connaissances
techniques exigées.

Adresser CV à Ghislain LEVY
14, rue Cassini, 92200 Levallois.
Candidature sous pli fermé.

DATA RESOURCES, INC
L'agence mondiale de données et de
recherche pour son département
Europe

UN ÉCONOMISTE

JUNIOR OU UNE ANNÉE D'EXPERIENCE

Profil souhaité :
Econometrie, modélisation,
anglais courant.
Connaissance du secteur
énergétique appréciée.
Env. CV et photo sous n° 8022 M
LE MONDE PUBLICITE
13, rue de Montmaury, Paris-7.

URGENT. Ecole secondaire privée, rech. PROFES de maths, physique, chimie, hist./géo, anglais, arts plastiques, musique.
Env. CV + photo sous n° 8022 M LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montmaury, Paris-7.
Le Centre d'Information Financière (10 ans exp.) organise un stage pour recruter des
CONSEILLERS
COMMERCE (H.F.)
- goût des relations publiques
- formation adaptée
- rémunération intéressante.
T. pr. r.v. 48-63-20-00.

Importateur articles d'habillement
EXTREME-ORIENT
Centrale centrale d'achat
rech. libre de suite

JEUNE COLLABORATEUR

M.F., débutant, niveau école commerce international. Très bons contacts. anglais. Trava divers. Etude de collection. Prix de revient. Possibilité d'avoir pour candidat idéal et très disponible.
Env. ou se prie, M. REINHARD
SOCIÉTÉ GAREL
28-28, rue d'Aboukir, Paris-2.

La Caisse Nationale de Crédit Agricole recherche pour sa filiale de Crédit Bail Immobilier un(e)

ADJOINTE(E) AU RESPONSABLE DE GESTION

des opérations de Crédit Bail

Ce cadre devra :

- assurer le suivi administratif des contrats et des immeubles et le traitement d'affaires particulières
- encadrer une équipe de plusieurs personnes.

Il est demandé :

- un diplôme d'études supérieures (maîtrise en droit, maîtrise de gestion) + ICH
- si possible, une expérience professionnelle de 2 ans en gestion immobilière.

Le poste est basé en banlieue Ouest de Paris.

Adresser CV, photo et prétentions, sous référence DPE/GP - réf. LAM.09.58 à
C.N.C.A.
Gestion des Personnes
B.P. 48
78280 GUYANCOURT.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

La société holding d'un important groupe français à vocation internationale

créée à Paris le poste

D'ADJOINT AU RESPONSABLE DE SON SERVICE COMPTABLE

Ce poste nécessite une compétence certaine en comptabilité générale (3 à 5 ans d'expérience concrète), la maîtrise de l'utilisation d'un outil informatique ainsi que des qualités de rigueur, d'adaptabilité et de contacts.

Le candidat recherché possède le DECS et a obtenu ou prépare le certificat supérieur juridique et fiscal. Une formation antérieure du type école supérieure de commerce serait appréciée.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, prétentions et C.V. sous n° 8 027 M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montmaury, Paris-7.

CHERCHONS ANALYSTE PROGRAMMEUR

Haut niveau avec expérience en langage Pascal.

CV à MICRO COMPO S.A.
17, rue Béranget, 75003 PARIS.

La Filiale d'un Groupe International recherche

le responsable pour la France de la production réassurance

Mission : il sera chargé de produire un volume d'affaires facultatives dans les branches suivantes : Incendie, Risques techniques, R.C., R.D., individuelle et groupe.

Profil : ce poste conviendrait à un candidat âgé de 28 ans minimum, ayant acquis 5 ans d'expérience au sein d'un cabinet de courtage en réassurance.

Son dynamisme et son tempérament commercial seront ses atouts majeurs.

La maîtrise de la langue anglaise sera un plus.

Adresser lettre manuscrite, Curriculum-Vitae, photo et prétentions sous référence M.309, à notre Conseil (plus de 10 ans d'expérience).

nu

MICHEL JOUSSE 13, rue Tranchet 75008 Paris

حکذا من الاجل

حکذا من الالهي

Le Monde
CADRES

Etablissement public d'aménagement de la Loire et de ses affluents

recrute

ADJOINT au DIRECTEUR

FORMATION :

Ingénieur grande école ou équivalent : hydrologie, aménagement de rivières, ouvrages d'art, connaissance du fonctionnement des collectivités locales et du droit des travaux publics.

EXPÉRIENCE :

5 à 10 ans de service public, notamment dans le domaine de l'aménagement des eaux.

FONCTION :

programmation technique et financière des travaux, préparation des décisions des assemblées délibérantes, conduite des procédures administratives, suivi et contrôle de l'exécution, organisation de l'exploitation des ouvrages.

LIEU DE TRAVAIL :

ORLÉANS, avec déplacements dans le bassin de la Loire.

Adresser candidature avec C.V. et prétentions avant le 10 octobre 1986, à : Monsieur le Directeur de l'EPALA, avenue de Buffon, B.P. 6339, 45063 ORLÉANS CEDEX.

ASSISTANCE CLIENT

La société **IRD** vient de fêter ses 15 ans d'existence en tant que conseil de direction, spécialisé dans la recherche de cadres, et remercie ses clients et candidats de la confiance qu'ils ont su lui témoigner. Au fil des années, nous avons fait évoluer nos méthodes et moyens d'intervention en fonction du niveau des spécificités des postes et des missions qui nous ont été confiés.

Nous sommes donc passés progressivement du recrutement par annonces à la recherche directe, tout en développant par ailleurs le département d'outplacement **EXECUTIVE DRIVE**.

Afin de répondre plus largement à l'attente de nos clients, nous ouvrons le département **INTERNATIONAL RECRUITING DRIVE (IRD)**, dont la mission est, pour ceux qui ne souhaitent pas un recrutement complet, de rédiger leurs annonces, d'effectuer des tris et analyses graphologiques, de procéder à l'évaluation des possibilités de « greffe » des candidats à l'entreprise, suivent ce qui leur convient le mieux.

Merci d'écrire ou téléphoner à Gérard DESJEU.

Tél. (1) 45.61.95.33.

INTERNATIONAL RECRUITING DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS

PARIS
MILANO
LONDON

Importante Société Française (2500 personnes) du secteur électronique-informatique, nous renforçons les équipes d'études de notre département.

TELEPHONIE
AUTOCOMMUTATEURS PRIVES

Dans le cadre de sa politique de développement d'autocommutateurs spécialisés, adaptés aux exigences d'une clientèle professionnelle, les ingénieurs recherchés s'intégreront à de petites équipes en contact direct avec les ingénieurs commerciaux et les clients.

INGENIEURS
MATERIEL ET LOGICIEL

■ **CHIEF DE GROUPE DEVELOPPEMENT MATERIEL**
ENST ou Grande Ecole pour prendre en charge le développement d'une nouvelle génération. (Réf. 97RM)

■ **JEUNE INGENIEUR OPTION TRAITEMENT DU SIGNAL**
ENST, ESE, ENSTA... Il sera le pôle de la compétence traitement du signal pour l'étude d'une nouvelle génération. (Réf. 97TS)

■ **CHIEFS DE PROJET LOGICIEL**
Expérience logiciel temps réel. Assemblage de 2/3 ingénieurs ou analystes. (Réf. 97CP)

■ **INGENIEURS LOGICIEL DEBUTANTS OU 1^{er} EOR TEMPS REEL**
Ecole d'ingénieurs option informatique ou maîtrise informatique. (Réf. 97L)

Lieu de travail : proche banlieue Sud Paris, sur ligne RER.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, prétentions) en précisant la référence du poste choisi, à A.S. Publicité, 3, rue de Liège 75009 Paris, qui vous garantira la plus totale discrétion.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DISTRIBUTION
MIDI DE LA FRANCE

recherche son

DIRECTEUR GÉNÉRAL

diplômé Grandes Écoles Commerce
expérience souhaitée.

Ecrire à : M. BOYER
22, rue Lafayette,
78000 VERSAILLES.

LE MONDE PUBLICITÉ S.A.

Vous êtes diplômé(e) d'une université de gestion et vous avez une première expérience d'au moins deux ans.

Vous êtes attiré(e) par les métiers de la communication, et l'emploi entre dans vos préoccupations.

Alors venez rejoindre notre équipe comme

CHEF DE PUBLICITÉ JUNIOR

en charge d'aller en entreprise parler du Journal *le Monde* et de l'emploi.

Adresser C.V., photo et prétentions à : Micheline OERLEMANS sous le n° 7 022, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

BANQUE PARISIENNE

Adossée à un puissant Groupe Financier recherche

POUR SA DIRECTION
DES GRANDES ENTREPRISES

UN (E) EXPLOITANT (E)
TRES CONFIRME (E)

Niveau hiérarchique : classe VII/VIII

Profil :
Expérience de 10 ans au moins en exploitation France, Diplômes d'études supérieures.

Mission :
Responsabilité d'un fond de commerce axé principalement sur le secteur pharmaceutique et para-chimique (expérience dans le secteur apprécié).
réf. CT/562/10

POUR SA DIRECTION
DES CRÉDITS

L'ADJOINT(E) DU DIRECTEUR

Niveau hiérarchique : Classe VII/VIII

Mission :
Encadrement et formation d'une équipe d'analystes crédits. Suivi des engagements (siège et réseau). Ce poste offre de très bonnes perspectives d'évolution.
réf. CT/562/11

Adresser C.V. détaillé en précisant le montant de la rémunération souhaitée et la référence à :

FRANCE CADRES
22, rue Saint-Augustin
75002 PARIS
qui vous garantit la plus stricte anonymité.

INTERNATIONAL



Dow Chemical Europe is expanding its Research and Development function.

Our Technical Services and Development Center in Horgen near Zurich, Switzerland has an opening for a

CHEMIST/CHEMICAL ENGINEER
in the field of Polyurethanes

You will be responsible for product and application development as well as for customer service to the European Polyurethane industry. To support the rapid growth of the Polyurethane chemicals business, you can apply creativity in solving technical problems and work in close liaison with other functions such as research, manufacturing, sales and marketing.

We require:

- a degree in Chemistry or Chemical Engineering
- preferably two years of industrial experience in the field of Polyurethanes
- age between 25 and 32 years
- knowledge of English, other major European languages are an asset
- willingness to travel
- creative, dynamic personality

We offer:

- training on the job
- career opportunities based on your performance
- attractive employment conditions
- a stimulating working environment in a young team

If you like what you have read, please write or telephone for an application form.

Dow Chemical Europe S.A.
Mrs. M. E. Kaellin
Bachtobelstrasse 3
8810 Horgen, Switzerland
Telephone 01 728 21 11

* TRADEMARK OF THE DOW CHEMICAL COMPANY

LA COUR
DE JUSTICE
DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES

recherche des (m/f)
interprètes

de langue espagnole
et de langue portugaise

Parmi les conditions requises:

- avoir moins de 38 ans au 17.10.1986;
- avoir une formation complète d'interprète ou bien une expérience professionnelle d'interprète.

Pour obtenir plus de détails ainsi que l'acte de candidature obligatoire, veuillez écrire à la Division du Personnel de la Cour de Justice, case postale 1406, L-2925 LUXEMBOURG.

La date limite pour les candidatures valables est le 17 octobre 1986.

SAUDI ARABIA

Une société hautement réputée outre-mer requiert de toute urgence des candidats qualifiés pour occuper les positions suivantes offrant des salaires et avantages très attractifs :

1. RÉPARATEUR CHASSIS ET SYSTÈME DE SUSPENSION

(Exige une connaissance technique du châssis PANHARD et d'autres engins blindés à roues, de la théorie et technologie des procédures de réparation et sécurité. Trois ans d'expérience exigés au minimum.)

2. RÉPARATEUR TOURILLE AMX 30/PANHARD

(Exige une connaissance technique des systèmes de tourelle employés sur les AMX 10, AMX 30 et PANHARD AML. Doit être un mécanicien et technicien électrique de tourelle certifié bénéficiant d'au moins trois ans d'expérience exigés.)

Les candidats qualifiés sont priés d'écrire d'urgence à : **East Western Staff Recruitment Ltd., 17, Tottenham Court Road, Londres W1P 9DP. TEL. : 01-376 1882.** En envoyant un résumé de carrière dactylographié avec certificats d'études, formation technique et travail de la part d'employeurs actuels et passés.

Proficiency of the English language, oral and written is required.

OBLIGATOIRE : PRATIQUE COURANTE DE L'ANGLAIS PARLE ET ÉCRIT.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
DE MATIÈRES PREMIÈRES
recherche pour son corps compagne, un

INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT
Base en GRANDE BRETAGNE

Le candidat devra posséder une expérience approfondie (5 à 10 ans) de l'industrie des câbles et une bonne pratique de la langue anglaise.

Ce poste est à pourvoir très rapidement. Envoyer CV, photo et rétel. sous réf. 12466 à **CONFESSE PUBLICITE 20**, av. de l'Opéra, 75001 Paris. Réponse par tél. ou courrier.

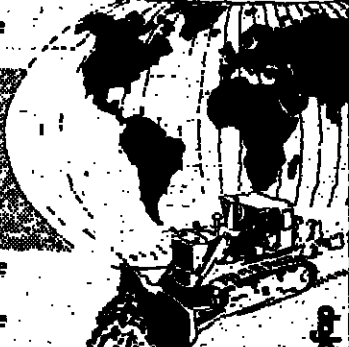
Importante société de Travaux Publics recherche pour grand chantier d'Amérique Latine.

INGENIEURS MECANICIENS DEBUTANTS
ENAM - ENSM - IN - ESTE

INGENIEURS TRAVAUX : 3 à 5 ans d'expérience
ENAM - ENSM - IN - ESTE

L'ensemble de ces postes nécessite une parfaite connaissance de l'Espagnol et de l'Anglais.

Merci d'adresser CV photo et prétentions sous référence 49194 à COFAP 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS qui transmettra.



سكنا من الامم

Economie

REPÈRES

Salaire horaire ouvrier + 1 % au deuxième trimestre

Selon les résultats de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 1^{er} juillet 1986, le salaire horaire ouvrier a progressé de 1 % (et non de 1,1 % comme l'indiquaient les résultats provisoires, *Le Monde* du 14 août) au cours du deuxième trimestre. Le salaire horaire ouvrier avait progressé de 0,9 % au premier trimestre de cette année et de 1,5 % au deuxième trimestre de 1985. Sur un an, la progression du salaire horaire est de 4,3 % (contre + 5,7 % de juillet 1984 à juillet 1985) et celle du SMIC de 3,4 % (contre + 9,2 % un an plus tôt). La hausse des prix, en glissement, a été de 0,7 % au deuxième trimestre de 1986 et de 2 % sur un an, de juillet 1985 à juillet 1986.

Produits industriels

Reprise de la consommation en août

La consommation des ménages en produits industriels a repris au cours du bimestre juillet-août, après

les fluctuations importantes qu'elle a connues en mai (+ 5,2 %) et en juin (- 10,6 %). En juillet-août, indique l'INSEE, elle retrouve à peu près le niveau moyen du second trimestre, grâce notamment à une forte croissance des achats d'automobiles, surtout au mois d'août.

SICOB

Baisse de moitié du nombre de visiteurs

Le Salon du SICOB (informatique, télématique, bureautique, matériel de bureau), qui a fermé ses portes le 20 septembre, a enregistré une baisse de fréquentation de 52,8 %, avec 186 000 entrées. Le SICOB connaît une baisse régulière du nombre de ses visiteurs : 423 000 en 1983, 407 000 en 1984, 390 000 en 1985. La durée réduite à six jours, contre neuf l'an passé, explique, en partie, cette chute. La crainte des attentats également. Mais le SICOB a souffert aussi de la multiplication des manifestations concurrentes à Paris ou en province, comme DEC-Ville à Cannes. Le prochain SICOB devrait aussi se dérouler du 6 au 11 avril 1987 au Parc des expositions de Villepinte-Paris-Nord. (Lire aussi page 23.)

PEKIN de notre correspondant

La signature, mardi 23 septembre, à Pékin, d'un contrat d'environ 15 milliards de francs pour la vente, par la France et la Grande-Bretagne, d'une centrale nucléaire à la Chine met fin à plus de huit longues et difficiles années de négociations. La construction de la centrale de Daya-Bay, située à proximité de Hongkong, est le plus gros contrat jamais signé par les Chinois. Il sera officiellement ratifié par le conseil des affaires d'Etat (gouvernement) chinois en octobre (1). Dans le petit monde de l'industrie nucléaire, ce contrat a d'autant plus d'importance que la concurrence est très rude et les commandes rares : aucune depuis 1981.

Les Chinois ont su jouer des difficultés actuelles de l'industrie nucléaire mondiale pour obtenir le prix le plus serré, après des discussions qui ont mis la patience des délégations à rude épreuve. En effet, même si le groupe français Framatome a encore quelques commandes d'EDF, sa chaîne de fabrication de centrales risque de tourner de plus en plus au ralenti au cours des prochaines années, et la commande chinoise ne pourrait être que bienvenue. Sans doute aussi valait-il mieux pour le gouvernement français subventionner la vente des deux unités de 900 mégawatts de Daya-Bay plutôt que de verser des allocations de chômage ou de reconversion.

Un contrat de 10 milliards de francs avec la France

La construction de la centrale de Daya-Bay suscite l'inquiétude à Hongkong

La part française des contrats signés officiellement mardi se situe entre 10 et 11 milliards de francs. Le groupe Framatome fournira l'îlot nucléaire, les éléments combustibles et une assistance pour les plans et le montage. EDF assurera l'assistance technique pour l'ensemble du projet et la formation des hommes. La part britannique, plus limitée, — environ 3,5 milliards de francs — porte sur la fourniture de la cuve par General Electric. Une autre société française, Campon Bernard, devrait ultérieurement conclure un contrat de génie civil d'environ 30 millions de dollars (325 millions de francs). Associés à trois groupes chinois et à un japonais, elle a signé, le 15 septembre, à Pékin, un précontrat portant sur 10 % des travaux envisagés.

La Chine ayant peu de devises, le projet de Daya-Bay est financé, en totalité, par un consortium de banques françaises, des banques britanniques et par la Banque de Chine. Le remboursement de ces prêts se fera sur la vente d'électricité à Hongkong à partir de 1992, date à laquelle la centrale devrait entrer en activité. Le but principal de Daya-Bay est de fournir de l'énergie à la colonie britannique voisine. Les autres projets, dont celui de Sunan, sur lequel des négociations avaient été entamées avec la France en 1978, ont été rangés dans les tiroirs, faute de financement, de personnel qualifié et d'usines pour fabriquer un équipement très sophistiqué. La Chine continue seulement la

construction de la petite centrale de Qinshan, près de Shanghai (*Le Monde* du 29 avril 1986).

Le début de la coopération nucléaire franco-chinoise date de la signature du premier accord bilatéral en 1975. Mais déjà auparavant, dans les années 40, des savants nucléaires chinois avaient été formés en France, dont le professeur Qian Sanqiang. La coopération s'étend de plus en plus dans le domaine de la sécurité, en particulier avec la NNSA (Administration nationale de sûreté nucléaire). Depuis l'accident de Tchernobyl, les Chinois ont réalisé l'importance des mesures de sécurité, de protection de l'environnement et de maintenance, qui leur paraissent jusque-là coûteuses et secondaires. Ne pouvant se payer le luxe d'un incident avec leur première grande centrale, ils ont, par exemple, au cours des derniers mois, quintuplé le personnel de la NNSA.

Le transmanche de Tchernobyl

Les problèmes de sécurité sont d'autant plus importants qu'ils dépassent la dimension chinoise. A Hongkong, une majorité de la population, traumatisée par Tchernobyl, est désormais hostile à la construction de Daya-Bay, et ne fait pas confiance aux Chinois pour entretenir convenablement la centrale et assurer sa sécurité. Des pétitions ont circulé, des manifestations ont eu lieu dans des territoires généralement dépeuplés. Des délégations

ont été envoyées à Pékin. Les déclarations parfois imprécises des responsables chinois et leur refus de retarder la signature du contrat jusqu'à la fin des études sur la sûreté de la centrale ont accru l'inquiétude d'un territoire surpeuplé.

La question est d'autant plus sérieuse qu'elle montre une crise de confiance globale de nombreux résidents de Hongkong envers la Chine, à onze ans de la réunification de la colonie avec la « mère-patrie » : manque de confiance sur Daya-Bay, manque de confiance dans la manière dont Pékin conçoit ses futurs rapports avec Hongkong. Au point qu'une crise constitutionnelle a failli éclater à Hongkong, où des élus ont voulu forcer le gouverneur britannique à un débat sur Daya-Bay au sein du conseil législatif. La tension risque de durer. C'est probablement la raison pour laquelle Pékin a adopté un profil bas pour la signature du contrat. Une arrogance nucléaire aurait fait mauvais effet. Qui plus est, le programme nucléaire chinois, ambitieux il y a encore deux ans, n'est plus que l'ombre de lui-même alors que priorité est donnée aux centrales thermiques et aux barrages.

PATRICE DE BEER.

(1) Une lettre d'intention avait déjà été signée, en mars dernier, entre l'industrie française, et un accord global de financement conclu entre les gouvernements en décembre 1985.

Réunion à Genève sur les modalités d'un rapprochement entre la CEE et le COMECON

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Lentement mais — sauf surprise — sûrement, la CEE et le COMECON s'acheminent vers une reconnaissance mutuelle. Les Douze et l'organisation économique regroupant l'Union soviétique et ses alliés de l'Europe de l'Est ont dépêché depuis le 22 septembre à Genève, leurs experts pour préparer « une réunion à haut niveau ».

Le rapprochement actuel entre la Communauté et le COMECON a pour point de départ une initiative de M. Gorbatchev, qui déclarait le 30 mai 1985 à M. Ciri, alors président en exercice des travaux communautaires, « qu'il était temps d'organiser des relations économiques avantageuses entre la CEE et le COMECON ». Trop souvent

soumis aux aléas des relations Est-Ouest, le dialogue entre Moscou et Bruxelles est parti, cette fois, selon les responsables européens, d'un bon pied, alors qu'il avait été interrompu pendant plus de cinq ans.

Pour la Commission européenne, les autorités communistes paraissent disposées à accepter l'approche communautaire, qui consiste à aborder d'abord les relations commerciales sans que les relations politiques soient traitées de bloc à bloc. Autrement dit, les Douze écartant — c'est cette question qui avait fait échouer les premières négociations — la possibilité pour le COMECON de traiter de politique commerciale au nom des pays de l'Est.

Le projet de déclaration commune, « au caractère hautement politique », selon l'expression de M. De Clercq, le commissaire aux relations extérieures, soulève toute-

fois deux difficultés non négligeables. La première porte sur la détermination des Douze à ce qu'il ne soit pas fait référence, de quelque manière que ce soit, au commerce. La seconde concerne l'inclusion, demandée par la CEE, d'une clause territoriale rappelant que Berlin-Ouest fait partie intégrante du Marché commun.

L'autre objectif de la Communauté est de conclure, avec chacun des partenaires de l'URSS, des accords de coopération comportant un volet substantiel sur le commerce. Une normalisation des relations avec l'organisation communiste donnerait, estime-t-on à Bruxelles, une plus grande latitude aux pays de l'Est pour négocier avec les Douze. Aussi, parallèlement aux discussions avec la direction du COMECON, la commission conduit des conversations exploratoires avec les capitales de l'Europe

orientale. Les progrès enregistrés ont amené M. De Clercq à prendre l'initiative de la réunion de Genève.

Selon les conclusions des services bruxellois, tous les pays concernés sont disposés à établir des relations bilatérales et de conclure — à l'exception de la RDA — des accords commerciaux avec la CEE. Dans le passé, seule la Roumanie a signé un accord commercial en bonne et due forme avec la CEE, tandis qu'avec les autres pays (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie) les liens se sont bornés à des arrangements d'autolimitation pour les ventes de produits textiles et sidérurgiques dans le Marché commun. Bruxelles a déjà préparé des mandats de négociations avec la Tchécoslovaquie et, pour un nouvel accord, avec la Roumanie.

MARCEL SCOTTO.

Les pressions du gouvernement sur les compagnies

Civisme pétrolier

Boycottage ou pas ? Le gouvernement français a-t-il, comme nous l'avions écrit en août, entamé à deux reprises — en avril puis à la mi-juillet — de discrètes mais fermes pressions sur les compagnies pétrolières afin qu'elles cessent d'acheter du brut libyen. (*Le Monde* du 6 août) ? Les autorités et les compagnies s'en étaient débattues sans que quelques embarras. Aujourd'hui, pourtant, les statistiques le prouvent.

En juillet, alors que Tripoli réussissait grâce à des prix très attractifs à augmenter notablement ses ventes à l'ensemble de ses clients (de 20 % environ par rapport à l'année précédente), les achats français de brut libyen se sont, eux, effondrés : 106 000 tonnes seulement enlevées en juillet, soit 77,5 % de moins que l'an passé au même mois (474 000 tonnes) et 56 % de moins que la moyenne des douze mois précédents (244 000 tonnes). Le fait est d'autant plus remarquable que,

globalement, les importations françaises de brut sont restées stables (- 0,6 %) et que la plupart des pays de l'OPEP y ont vu leurs parts progresser fortement.

« Les achats pétroliers français sont faits en fonction des conditions régissant sur le marché telles que les compagnies les apprécient, et non des décisions gouvernementales », avait précisé en août M. Madelin. Les compagnies n'ont donc sûrement pas reçu d'injonction. D'ailleurs la loi française ne permet pas au gouvernement d'interdire officiellement les achats selon leurs provenances, surtout à des filiales de groupe internationales.

Si les désirs de l'Etat ne sont pas des ordres, apprécions néanmoins le civisme exemplaire des compagnies, qui, spontanément et dans un bel ensemble, se sont retenues d'acheter l'un des bruts les moins chers du marché.

VÉRONIQUE MAURUS.

ENTREPRISES

Chantiers navals : M. Jean-Claude Gaudin annonce un plan de reprise de La Ciotat

M. Jean-Claude Gaudin, président (UDF) du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, a indiqué, le lundi 22 septembre, à Marseille, qu'il y avait « actuellement un regain pour La Ciotat pour la reprise de la construction des Bouches-du-Rhône ».

M. Gaudin, qui a fait cette déclaration à l'issue d'une rencontre avec l'intersyndicale des Chantiers navals de La Ciotat, a ajouté que, « si le gouvernement acceptait ce plan, dit « plan Margnat », il « demanderait au conseil régional d'apporter aussi sa contribution financière ». « Je crois que cette équipe est sérieuse, a-t-il précisé, elle a mon soutien moral ».

M. Jacques Margnat, vice-président de l'Union patronale des Bouches-du-Rhône et président de la commission des finances au conseil régional, à la tête d'un groupe familial s'occupant de vins, d'industries chimiques et de promotions immobilières, a indiqué qu'il était effectivement au centre d'un « projet » de reprise du site de La Ciotat. M. Margnat s'est toutefois refusé à tout autre commentaire. On sait seulement qu'il pourrait reprendre mille cinq cents personnes dans des activités de construction navale. Ce projet implique un important volume d'aides publiques.

Electro-ménager : Philips et Whirlpool envisagent la création d'une filiale commune

Le fabricant néerlandais d'électronique grand public Philips négocie avec Whirlpool, l'une des principales sociétés américaines d'électro-ménager, la création d'une filiale commune, a annoncé Philips, le lundi 22 septembre à Enghoven. Les deux compagnies cherchent à réaliser la meilleure combinaison entre leurs activités de recherche, de production et de commercialisation des gros appareils ménagers. Les deux compagnies sont de force à peu près égales. Philips, qui a réalisé 400 millions de florins de résultats d'exploitation (1,2 milliard de francs) en 1985, sur un chiffre d'affaires de 6,6 milliards de florins dans ce secteur, est le numéro deux en Europe, derrière Electrolux. Quant à Whirlpool, également second sur le marché américain, il a dégagé, en 1985, un profit

de 182 millions de dollars (1,2 milliard de francs), pour un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de dollars.

USX (acier) annonce un vaste programme de restructuration

Le numéro un de l'acier américain USX (anciennement US Steel), groupe qui a également de gros intérêts dans le pétrole (Marathon Oil), a annoncé un programme de restructuration pour « augmenter la valeur boursière de la société ». USX fait l'objet, depuis une semaine, d'attaques concertées de quatre « radeurs » de Wall Street, MM. T. Boone Pickens, Carl Icahn, Irwin Jacobs et de l'Australien Robert Holmes Courtrot. La difficulté pour USX sera de conserver l'intégrité d'un groupe dont les deux axes, acier et pétrole, souffrent. Les syndicats de sidérurgistes s'inquiètent d'un abandon éventuel de la production d'acier.

(Publicité)

Le programme des vols d'AIR FRANCE de la journée du

MERCREDI 24 SEPTEMBRE 1986

sera en partie affecté par un mot d'ordre de grève lancé par une organisation syndicale du personnel navigant commercial de la Compagnie (hôtesses et stewards).

AIR FRANCE pense pouvoir cependant assurer au cours de cette journée :
• tous ses vols long-courriers,
• près de 90 % de ses vols moyen-courriers.

Pour toute information concernant les vols du mercredi 24 septembre, la Compagnie invite sa clientèle à appeler le

(1) 43.20.14.44

ou le service de réservation de la région de son domicile (pour Paris, le (1) 45.35.61.61). AIR FRANCE déplore les désagréments que cette situation pourra occasionner à certains de ses passagers et mettra tout en œuvre afin de les limiter.

La Direction générale d'AIR FRANCE refuse de céder aux exigences d'une organisation syndicale de son personnel navigant commercial à propos du temps d'arrêt à Tahiti des hôtesse et stewards assurant le service à bord du nouveau vol hebdomadaire de la Compagnie vers cette destination.

Ce refus est à l'origine du mot d'ordre de grève du mercredi 24 septembre.

Un arrêt à Tahiti supérieur aux 12 h 30 fixées représenterait pour la Compagnie un coût supplémentaire injustifié.

Les hôtesse et les stewards qui assureront le nouveau vol hebdomadaire PARIS-LOS ANGELES-PAPEETE d'Air France disposeront :

- de 36 heures de repos (dont 2 nuits) à PARIS avant le vol,
- d'un arrêt de 45 h 30 à LOS ANGELES après un vol PARIS-LOS ANGELES d'une durée de 11 h 25,
- d'un arrêt de 12 h 30 à PAPEETE après un vol LOS ANGELES-PAPEETE d'une durée de 8 h 00,
- d'un arrêt de 96 h 45 à LOS ANGELES après un vol PAPEETE-LOS ANGELES d'une durée de 7 h 50,
- d'une période de repos comportant 4 nuits à leur retour en France après un vol LOS ANGELES-PARIS d'une durée de 10 h 30.

QU'EST-CE QUE SAN FRANCISCO A DE PLUS QUE TOUTES LES AUTRES VILLES AMERICAINES?

REPONSE:

WLN

A partir du 1^{er} octobre, UTA sera en effet la seule compagnie à assurer, 2 fois par semaine, un vol Paris-San Francisco sans escale.

Directs à l'aller comme au retour, ces vols vous permettront de retrouver le service 3 classes UTA - Première de Luxe, Galaxy, Classe Économique - à destination de San Francisco. Welcome UTA, welcome to San Francisco. **UTA FOR USA**

Doyle Dane Bernbach

هكذا من الاميل

Après la remontée du dollar

Le ministre allemand des finances cherche à calmer le jeu

« Arrêtons d'utiliser les médias pour influencer le cours du dollar », a demandé, lundi 22 septembre, M. Gerhard Stoltenberg, ministre allemand des finances, qui appelait ainsi à une pause, après les déclarations et prises de positions

qui ont marqué ces derniers jours et provoqué de vifs mouvements sur la devise américaine. La semaine dernière, on le sait, M. Karl Otto Poehl, le très sourcilieux président de la Bundesbank, dans un entretien accordé au *Financial Times*, avait

réaffirmé son opposition absolue à toute diminution des taux d'intérêt outre-Rhin, et son refus, non moins absolu, de céder aux pressions américaines en ce sens.

De l'autre côté de l'Atlantique, M. James Baker, le secrétaire américain au Trésor, avertissait qu'une nouvelle baisse du dollar serait nécessaire pour réduire l'énorme déficit commercial de son pays (actuellement de 175 milliards de dollars en rythme annuel), si l'Allemagne et le Japon ne stimulaient pas davantage leur économie, c'est-à-dire ne réduisaient pas, à nouveau, leur taux d'escompte.

Comme on pouvait facilement le prévoir, cet échange de propos musclés eut un effet magique sur le dollar, dont les cours chutèrent de près de 6 % en quatre jours, tombant jeudi à leur plus bas niveau depuis le 21 janvier 1981, « cassant », notamment, le seul des 2 deutchmarks, qualité d'important par les opérations travaillant sur graphiques. Provoquant une baisse supplémentaire du « billet vert », et donc une hausse correspondante du mark, la devise la plus recherchée, la spéculation se rua sur la monnaie allemande, aux dépens, naturellement, des autres monnaies du système monétaire européen, qui eurent du mal à suivre. La couronne danoise, le franc belge et le franc français furent particulièrement éprouvés. A Paris, la Banque de France, défendant le cours de 3,2760 francs français pour 1 mark, dut faire face à plus de 20 milliards de francs de sorties de capitaux, ces mêmes capitaux qui avaient afflué après la dévaluation du franc, le 6 avril dernier, à hauteur de 70 milliards de francs.

De l'autre côté de la Manche, la Banque d'Angleterre devait intervenir massivement pour défendre la livre sterling, tombée à son plus bas niveau historique vis-à-vis du mark. Il est vrai que la livre sterling a bien des raisons d'être faible : le prix du pétrole, l'hypothèse d'élections proches...

A la veille du week-end, l'inquiétude grandissait en Europe, au point que l'on se demandait si la Banque de France, par exemple, déjà empêchée d'abaisser son taux d'intérêt en raison de l'obstination de la Bundesbank, n'allait pas être obligée de lever pour défendre sa monnaie une perspective tout à fait catastrophique, au moment où le gouvernement veut relancer l'économie.

Le soulagement des banques centrales

Samedi 20 septembre, les ministres des finances des Douze, réunis à Glencoe, en Ecosse, cherchaient à enlever ce processus, en déclarant officiellement qu'ils allaient intervenir pour stopper la baisse du dollar. Immédiatement, les cours de ce dernier remontaient vivement, passant de 1,99 DM à 2,03 DM et de 6,51 F à 6,64 F, au grand soulagement des banques centrales, qui pouvaient rester l'arme au pied, notamment à Paris où le mark fléchissait à 3,27 F.

Lundi, M. Stoltenberg appelait au calme, dans l'attente de la réunion du groupe des cinq pays les plus industrialisés du monde, vendredi prochain, à Washington, qui précédera le début de la session du FMI. Le problème du dollar sera au centre des discussions un an, presque jour pour jour, après l'accord du 22 septembre 1985, dit du « Plaza », conclu précisément par les Cinq pour faire baisser le dollar, avec le succès que l'on sait.

Il n'est pas du tout sûr, en revanche, que l'Allemagne assoupisse vraiment ses positions. L'annonce d'une progression de 6,7 % en rythme annuel de la masse monétaire outre-Rhin en août, très supérieure à la norme de 3,5-5,5 % fixée précédemment, ne pourra qu'ancre dans ses convictions M. Poehl, pour qui il serait dangereux de stimuler davantage l'économie allemande : gare à l'inflation ! Il a tout de même accepté de retarder son départ pour Washington pour assister à la réunion, jeudi matin, du conseil de la Bundesbank.

Quant à M. Baker, il a réaffirmé, lundi, que les États-Unis ne diminueraient pas leur taux sans une mesure similaire au Japon et en Allemagne. On en est là, et les milieux financiers internationaux doutent que l'on puisse empêcher le dollar de baisser à nouveau si les États-Unis continuent à le réclamer. En attendant, les cours de l'or continuent à monter, frôlant les 440 dollars l'once, au plus haut depuis 1983, ce qui traduit bien l'inquiétude latente des milieux financiers internationaux.

FRANÇOIS RENARD.

PÊCHE

La Commission de Bruxelles donne raison à Paris dans un contentieux franco-espagnol

Le secrétaire d'Etat français à la mer, M. Ambroise Guellec, a annoncé le lundi 22 septembre à Bruxelles que la Commission européenne venait de donner raison à la France dans son conflit avec l'Espagne à propos de l'arrondissement d'un thonier français, le *Henri*, dans les eaux espagnoles.

En conséquence, la Commission doit entamer une procédure judiciaire contre l'Espagne, comme le lui avait demandé Paris à la suite de la condamnation du capitaine du thonier à une amende de près de 100 000 F, le 4 septembre.

Les autorités de Madrid reprochaient au patron du *Henri*, un thonier de Saint-Jean-de-Luz, d'avoir enfreint une décision espagnole interdisant la pêche au thon dans des zones sous contrôle espagnol. Paris, en revanche, avait affirmé que le texte sur lequel se fondait Madrid était, selon la Commission elle-même, « contraire à la réglementation communautaire sur la pêche ».

AGRICULTURE

Les producteurs de lait s'interrogent sur la répartition des aides annoncées par M. Guillaume

Les mesures annoncées par M. Guillaume, ministre de l'agriculture, laissent les organisations professionnelles perplexes (*le Monde* du 23 septembre). La FNSEA et les producteurs de lait de la FNPL estiment certes qu'elles vont dans le bon sens, mais elles ajoutent : « Il faut voir comment elles seront appliquées, et elles risquent de n'être pas suffisantes ». Parmi ces mesures, M. Guillaume a annoncé une aide de 75 millions de francs destinée en priorité à régler l'arriéré de paiement des cotisations sociales des petits producteurs. Selon une enquête de la Mutualité sociale agricole, il y a de 8 000 à 10 000 agriculteurs qui ne payent plus leurs cotisations sociales. On ignore combien parmi eux sont producteurs de lait.

L'objectif de ces aides est d'empêcher que des exploitations viables soient mises en péril par l'application de pénalités pour dépassement de quotas. Le ministre de l'agriculture indique qu'on ne peut pas arrêter de critères fixes pour l'octroi des aides ni indiquer précisément aujourd'hui combien de producteurs sont en difficulté. « Mais, précise le ministre, on commencera par aider les plus petits ».

Du côté des syndicats minoritaires, on est franchement sceptique. La CNSP et la FNUP ont calculé que pour 150 000 producteurs (sur environ 300 000) livrant moins de 60 000 litres par an, et qu'on peut donc considérer comme des « petits producteurs », l'aide de 75 millions de francs correspondrait à une subvention de 500 F par exploitant.

● Prêts européens pour les PME de l'Ouest. — La Banque européenne d'investissement (BEI) a signé lundi 22 septembre, à Redon (Ille-et-Vilaine), deux contrats de prêts de 60 millions de francs chacun avec la Société de développement régional (SDR) de Bretagne et avec la Société de développement régional de l'Ouest (Pays de la Loire). C'est la

première fois que la BEI accepte de consentir des prêts à des établissements financiers régionaux sans la garantie de l'Etat, et c'est également la première fois que deux SDR apportent leur garantie réciproque à un établissement prêteur. Une centaine de PME bénéficieront de ces prêts. — (Corresp.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

USINOR communique :

En vue de reconstituer les capitaux propres de la société, négatifs de 17 192 MF à fin 1985, le conseil d'administration d'Usinor, réuni le 19 septembre 1986, a décidé de soumettre à une prochaine assemblée générale extraordinaire des actionnaires les mesures suivantes :

- Réduction à zéro du capital social, préalablement porté de 4 726 MF à 5 755 MF par conversion de obligations convertibles rachetées par l'Etat au Fonds d'intervention sidérurgique (FIS). Cette réduction de capital sera réalisée par voie d'annulation de la totalité des actions de 12,50 F composant le capital de 5 755 MF. Tous les actionnaires conserveront le droit de souscrire préférentiellement à l'augmentation de capital qui suit et qui constitue la condition suspensive de cette opération, à raison de 41 actions nouvelles pour 10 anciennes.
- Augmentation de capital, ouverte au public, de 23 550 MF, par émission au pair de 1 884 000 000 d'actions nouvelles de 12,50 F, à libérer intégralement à la souscription en espèces ou par compensation de créances.
- Etat principal actionnaire d'Usinor avec 80,71 % du capital actuel, a d'ores et déjà fait connaître son intention d'assurer la bonne fin de cette deuxième augmentation de capital. Compte tenu des modalités de la réduction de capital qui suit, la souscription portera obligatoirement sur 157 actions ou un multiple de 157.
- Deuxième réduction de capital, ramenant ce dernier de 23 550 MF à 1 500 MF, qui permettra d'apurer le solde des pertes cumulé au 31 décembre 1985 et de constituer une réserve. Cette deuxième réduction de capital sera réalisée par voie de réduction du nombre des actions et échange de 157 actions de 12,50 F souscrites au titre de l'augmentation de capital précédente contre 10 actions nouvelles.

Conformément à la réglementation, un avis sera publié au BALO, comportant notamment le texte des projets de résolutions qui seront soumises à l'assemblée générale extraordinaire.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'ÉCONOMIE MONDIALE

Envoyer 33 F (télécopie à 1 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolant, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

L'ORÉAL

Pour le premier semestre 1986, le chiffre d'affaires consolidé de L'Oréal et de ses filiales françaises et étrangères s'est élevé à 9,333 milliards de francs. La progression du chiffre d'affaires en termes comparables, c'est-à-dire à structure et taux de change identiques, a été de 12,2 % par rapport à la même période de 1985.

La situation consolidée au 30 juin 1986 fait ressortir un résultat net (après élimination des plus-values et de l'incidence des provisions pour investissements) de 472 millions de francs contre 407 millions de francs au 30 juin 1985, soit une augmentation de + 16 %.

HERVILLIER DMC

DMC a engagé des pourparlers avec le groupe familial majoritaire de HERVILLIER SA en vue d'acquiescer 51 % du capital de cette société. Un accord définitif devrait intervenir au plus tard début octobre 1986.

Le groupe HERVILLIER (chiffre d'affaires : 370 millions de francs en 1985, effectif : 350 personnes), coté à la bourse de Lille, a connu une croissance remarquable durant les dix dernières années. En introduisant le premier la mode et le style dans les fils à tricoter, il est devenu le leader de la laine à tricoter haut de gamme avec deux marques de grande renommée : ANNY BLATT et BERGER DU NORD, reconnues mondialement pour leur créativité exceptionnelle.

Le groupe DMC (chiffre d'affaires : 65 milliards de francs, effectif : 12 000 personnes) occupe une place importante sur les marchés des tissus pour l'habillement et l'équipement de la maison. Il est surtout connu du grand public par ses fils pour ouvrages, commercialisés sous la marque « DMC », et son fil de maison, distribué sous la marque « DESCAMPS ».

Le rapprochement entre les deux groupes apportera à HERVILLIER le soutien logistique nécessaire à son expansion internationale. Il constitue une étape importante dans la stratégie de croissance de DMC, dont l'objectif est de devenir le leader européen de l'industrie textile. Les deux groupes ont décidé, en s'appuyant sur les compétences et le potentiel humain d'HERVILLIER, de développer en commun leurs positions sur le marché mondial des fils à tricoter.

Carnet des entreprises

IBI Holding Company NV

Le conseil d'administration d'IBI Holding Company NV s'est réuni à Luxembourg le 16 septembre 1986.

M. Jean-Maxime Lévêque, à la suite de sa nomination à la présidence du Crédit Lyonnais, a exprimé au conseil son désir de ne plus assumer les fonctions de président d'IBI Holding Company NV. Le conseil a unanimement élu à ce poste M. Franz Schmitz, ancien directeur général de la Société de banque suisse et actuellement président de Riunione Adriatica di Sicurtà SpA.

La présidence de M. Franz Schmitz prend effet à la date du 16 septembre 1986. M. Jean-Maxime Lévêque reste membre des conseils d'administration d'IBI Holding Company NV et d'International Bankers Incorporated SA à Luxembourg, ainsi que des différents comités du groupe. La composition du conseil d'administration d'International Bankers Incorporated SA, dont le président est M. Jean de Roquefeuil, n'est pas modifiée.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente sur saisie-immobilière, au Palais de Justice de Paris, le 2 octobre 1986 à 14 heures.
LOGEMENT A PARIS 11^e
84 et 86, r. de Montreuil - 2 p.-cuis. - 4 ét. - M. à P. 20 000 F. S'adr. M^e MERMET, avocat, 18 r. Lisboise, Paris 8^e. Tél. 43-87-18-90.

Vente sur saisie-immob. au Palais de Justice de Créteil (94), le 2 octobre 1986 à 9 h 30.
APPARTEMENT A CHENNEVIERES-SUR-MARNE (94430)
4 étages - 4 pièces, cave et 2 empl. pour voiture - 3 Chénies des Bordes. Mise à Prix 80 000 F. S'adr. M^e Th. MAGLO, avocat, 4, allée Toison d'Or à Créteil (94000) - Tél. 43-87-18-90.

Vente sur saisie-immob. au Palais de Justice de Créteil (94), le 2 octobre 1986 à 9 h 30.
APPART. A CHAMPIGNY-S/MARNE (94500) 1, av. de l'Epargne à l'Ecluse - 4 pièces. S'adr. M^e Th. MAGLO, avocat, 4, allée de la Toison d'Or à Créteil (94000).
M. à P. : 100 000 F

VENTE SUR LICITATION, au Palais de Justice de PARIS le LUNDI 29 SEPTEMBRE 1986, à 14 heures - EN UN LOT
UN APPARTEMENT 3 ét. sur entresol, 4 pces, cuis., avec C.A.V.E. à PARIS (2^e)
25, RUE ST-AUGUSTIN, et RUE MONSIGNY, sans numéro
M. à P. : 200 000 F S'adr. SCP M^{rs} RAVETON et FOURNIER, avocats, 8, rue de Castellan, PARIS (8^e), tél. : 42-65-38-09 ; au greffe du TGI de PARIS.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de BOBIGNY le MARDI 30 SEPTEMBRE 1986, à 13 h 30 - EN UN LOT
UN APPARTEMENT 3 pièces, bêt. 10, esc. C, 8^e ét. avec C.A.V.E. et PARKING
3, ALLEE VICTOR-HUGO, à CLICHY-SOUS-BOIS (93)
M. à P. : 100 000 F S'adr. M^{rs} J. PIETRUSZYNSKI, avocat, 28, rue Scandicci, PANTIN, 48-43-75-32 ; M^{rs} M. AYOUN, avocat, 124, bd Malesherbes, PARIS (17^e), 46-22-47-92 ; au greffe du TGI de BOBIGNY, sur les lieux pour visiter.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 9 OCTOBRE 1986, à 14 heures - EN UN LOT
UN APPARTEMENT de 3 pces, cuis., au 2^e ét., bêt. A, esc. 2, avec C.A.V.E. et 2 sous-sol, dans imm.
25 et 29, bd EDGAR-QUINET, PARIS (14^e)
M. à P. : 300 000 F S'adr. M^{rs} BAILLY, GUILLET, DELMAS, avocats associés, à PARIS (10^e), Tél. : 42-60-31-12. Duphot, tél. : 42-60-39-13 ; ou avocats près Trib. gré inst. Paris ; sur les lieux pour visiter.

VILLE DE PARIS - ADJUD. à la chambre des notaires de Paris le MARDI 7 OCTOBRE 1986, à 14 h 30
3 APPARTS de 2 P. PRINC. et 1 PIÈCE
1, RUE SAINT-ELEUTHÈRE, PARIS (18^e)
LIBRES - M. à P. : de 60 000 F à 273 000 F
M^{rs} MAHOT DE LA QUERANTONNAIS, BELLARGENT, LIEVRE, not. assoc., 14, rue des Pyramides, Paris (10^e). Tél. : 42-60-31-12. Visites sur place les 27, 29 septembre et 4 octobre, de 14 à 16 h.

VENTE sur saisie immobilière, Palais de Justice à NANTERRE 179-191, av. Joliot-Curie, jeudi 2 octobre 1986, à 14 heures - EN UN LOT
IMMEUBLE INDUSTRIEL à GENNEVILLIERS (92)
28, avenue Louis-Roché - Cont. 7 à 61 ca
MISE A PRIX : 500 000 F
S'adr. : cabinet de M^{rs} BARON-BONNET, BOUCHERY-OZANNE et REYNAUD-DUPORT, avocats, 47 bis, rue de Stalingrad, à NANTERRE, tél. : 47-21-69-95 et 47-25-21-13 ; au greffe du TGI de NANTERRE ; et sur les lieux pour visiter, le 30 septembre, de 14 à 16 heures.

CONCOURS : ETES-VOUS LE MEILLEUR FINANCIER EUROPEEN ? 800 000 F DE PRIX.

SCIENCE & VIE

ECONOMIE

OCTOBRE

SOLDES INCROYABLES

MOINS 30 %, 40 %
Fautouils, chaises dactylo.
Bureaux, bibliothèques.
Armoires métalliques.
Bureau direction bois
EN PROMOTION
ROGER H. FRANCE

59-61, rue La Fayette - 75009 PARIS
Tél. : 42-85-42-41 - Métro : Cadet
Parking gratuit de 9 h à 18 h 30
du lundi au vendredi sans interruption
Expédition de fauteuils dans toute la France



Economie

Les négociations sur les procédures de licenciement

Une volonté d'aboutir

Les négociations sur les procédures de licenciement reprennent ce mardi 23 septembre et pourraient bien aboutir rapidement. Pour les partenaires sociaux, il s'agit de définir les règles qui remplaceront l'autorisation administrative, supprimée par la loi de juillet 1986.

Une fois n'est pas coutume : tous les participants à la négociation sur les procédures qui se substitueront à l'autorisation administrative de licenciement ont intérêt à aboutir, et vite. La deuxième rencontre entre les délégations patronales et les délégations syndicales, ce mardi 23 septembre au siège du CNPF, après le tour d'horizon de juillet, n'inaugure pas un marathon social. Deux rendez-vous sont prévus, un troisième sera peut-être nécessaire, mais en tout état de cause, les discussions ne se poursuivront pas au-delà du mois d'octobre.

Côté patronal, la troika de négociateurs mise en place ne peut pas se fixer d'autre échéance, compte tenu de l'assemblée générale qui aura, en décembre, le président du CNPF.

Côté syndical, à l'exception de la CGT, drapée dans son refus, on veut bien négocier mais à condition d'avoir un interlocuteur fiable.

Or le temps presse, et c'est bien de cette urgence que M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, entend tirer profit. La loi supprimant le contrôle par l'administration du bien-fondé des licenciements économiques s'applique depuis le 3 juillet et n'a d'effets tangibles que pour les licenciements collectifs de moins de neuf salariés, créant ainsi une situation

déséquilibrée. Qu'un accord intervienne ou non entre les partenaires sociaux, il lui faudra compléter le dispositif par une deuxième loi, applicable dès le début de l'année prochaine.

Mais si le patronat, les syndicats et le ministre souhaitent chacun une conclusion rapide de ce dossier, ils n'y mettent pas les mêmes ingrédients. M. Séguin, que les syndicats jugent affaibli par les derniers arbitrages rendus sur son budget, a vu sa marge de manœuvre se rétrécir, d'où le souci de certaines organisations syndicales d'avancer elles-mêmes des propositions.

Pour autant, et c'est là la deuxième caractéristique de la discussion qui s'engage, ces partenaires pressés n'ont pas pour objectif premier de conclure un accord. Les membres de la délégation patronale ne veulent pas signer, à tout prix, un texte qu'ils estiment peu satisfaisant. Les négociateurs syndicaux n'ont pas intérêt à accepter des conditions restrictives. « Si nous n'y trouvons pas notre compte, nous n'avons pas au casse-pipe avec un accord trop juste », explique M. Nicole Notat, pour la CFDT.

« Nous signons », déclare M. Alain Deles, secrétaire général adjoint de la CFTC, seulement un bon accord, un texte équilibré. «

Il est clair que le « coût amoindri » pour les PME passe par une action de l'Etat, pour corriger une cause d'inégalité entre licenciés.

Le dossier « a mûri », prétend-on cependant au CNPF, où l'on évoque des « contacts » et des « travaux » menés depuis le 9 juillet. De fait, il est possible de constater « de bonnes convergences », selon l'expression de M. Antoine Fesch (FO), délégué entre Force ouvrière et la CFDT. Même la CFTC, tenue en dehors de ces contacts, semble partager ces objectifs.

Les écarts possibles

Tous, en effet, s'accordent pour désigner les écarts possibles. Outre les délais et l'amélioration des plans sociaux, à propos desquels des compromis sont sans doute envisageables, malgré les divergences affirmées tactiquement, il est évident que les affrontements se produiront surtout autour des congés de conversion et du rôle dévolu à l'administration pour le contrôle des procédures. Prenant l'« égalité de traitement », le CNPF voudra que le bénéficiaire d'un congé de conversion n'ait plus de lien formel avec l'entreprise — par son contrat de travail —, cette obligation étant au-dessus des moyens des petits employeurs. La CFDT et la CFTC se refusent à envisager une telle « régression ». M. Notat préconise la création d'une entité spécifique, tandis que M. Fesch, pour FO, évoque l'intervention des Fonds d'assurance formation (FAF).

Quant au contrôle de la procédure de licenciement, l'entente paraît encore plus difficile à obtenir. Le CNPF accepte, certes, que l'on

puisse vérifier la régularité de la procédure, « mais pas son opportunité », et se refuse à envisager un contrôle qui suspendrait le licenciement. A l'opposé, les syndicats estiment insuffisant un contrôle a posteriori qui resterait sans sanction. Ils réclament donc l'intervention de l'inspecteur du travail, dont ils entendent défendre la fonction, et rappellent que leur exigence correspond « à la directive européenne » en vigueur depuis 1975.

Contraint et forcé par le respect des règles communautaires, le CNPF pourrait revenir sur son attitude, mais l'on sait déjà que, si tel était le cas, cette référence ne figurerait pas dans l'accord. Les partenaires sociaux ne pouvant s'engager en lieu et place d'un Etat membre de la CEE, il conviendrait alors de joindre au texte parafait une lettre adressée au gouvernement. On lui indiquerait la bonne interprétation... dans l'intérêt de tous.

Aussi abstraite qu'elle puisse paraître, cette négociation se déroule toutefois sur fond de licenciements, facilités par la suppression de l'autorisation administrative. Si les désastres pronostiqués par certains ne se sont pas produits, les effets bénéfiques pour l'emploi promis par d'autres n'ont pas, non plus, été observés. On sait seulement, pour reprendre la formule d'un observateur, qu'« on ne licencie plus les mêmes ». C'est-à-dire que, forts de la loi, des employeurs se débarrassent sans pitié de salariés handicapés à des titres divers, âgés ou moins productifs que d'autres.

ALAIN LEBEAUBE.

TRANSPORTS

Grève des hôtesses et stewards d'Air France le 24 septembre

Les vols d'Air France devraient être perturbés le mercredi 24 septembre par le mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures lancé par le Syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC).

La compagnie pense cependant pouvoir assurer tous ses vols longs courriers et près de 90 % des vols moyens courriers.

Les hôtesses et stewards protestent contre les horaires de travail et les temps de repos sur la ligne Paris-Tahiti via Los Angeles, qu'Air France ouvre le 26 septembre.

★ Pour toute information concernant les vols du 24 septembre, Air France invite sa clientèle à appeler le (1) 45-20-14-44, ou le service de réservation de la région de son domicile (pour Paris le (1) 45-35-61-61).

CONJONCTURE

● Nouvelle baisse des taux des prêts conventionnés du Crédit foncier. — Une nouvelle baisse, de 0,80 %, qui porte l'ensemble des taux des prêts conventionnés à moins de 10 %, vient d'être annoncée par le Crédit foncier de France. Pour les opérations Crédit foncier, l'audience du CCF, les taux d'intérêt sont à 9,70 % pour les prêts à taux fixe et 9,45 % pour les prêts à taux révisable.

La « rentrée » de la CGC à Pont-à-Mousson

Le « chaud » et le « froid » de M. Marchelli

PONT-A-MOUSSON de notre envoyé spécial

En décentralisant sa « rentrée » sociale, le lundi 22 septembre à l'abbaye des Frémontiers, à Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle), dans une Lorraine très atteinte par le chômage, M. Paul Marchelli, président de la CGC, a doublement insisté. Grande première pour la rentrée d'une organisation syndicale, il a prononcé son discours devant deux ministres lorrains : M. François Guillaume, ministre de l'Agriculture, et M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement, invités (silencieux) de l'union CGC de Lorraine. Retenu aux Etats-Unis, M. Longuet a fait faux bond. Quant à M. Séguin, il a rencontré longuement le matin le comité exécutif de la CGC au complet et, avant de s'envoler pour un Conseil européen en Ecosse, il a adressé un message vidéo aux 2000 militants rassemblés en fin d'après-midi. Mais il a laissé M. Marchelli « sur sa faim ».

Seconde innovation sur le terrain syndical : la CGC a lancé son « challenge pour l'initiative » (doté d'un prix de 50000 F) qui, chaque année, récompensera une organisation de « réalisations et des projets portant sur la création d'emplois ou d'entreprise ». Le premier lauréat, M. Marc Comte, président de l'union CGC du Var, avait constitué en janvier 1985, avec le concours de la CFDT et les aides des pouvoirs publics, du

conseil général et du conseil régional, un GIE (groupement d'intérêt économique) de soutien logistique aux créateurs d'entreprise qui a favorisé la création de 218 entreprises et 458 emplois.

Avertissements

S'il n'a pas hésité, comme à l'accoutumée, à « muscler » certains passages de son discours (1), M. Marchelli s'est bien gardé de déterrer la hache de guerre. Tout en affirmant ne pas être influencé par le débat politique, il a lancé des avertissements quant à l'attitude des cadres lors de futures échéances électorales. Jugant « bonnes au plan économique » les orientations du gouvernement, le président de la CGC a souligné : « Les signes positifs d'une reprise prudente se multiplient. Sauver-nous transformer l'essai et engager réellement ce redressement national sur lequel comptent nos régions pour retrouver l'espoir en 1987 ? Je le crois, mais à certaines conditions. » Il a reproché au gouvernement de n'avoir, pour mobiliser la nation, qu'un « discours fragmentaire » en donnant l'impression « de ne se préoccuper que des chefs d'entreprise et des possesseurs de grosses fortunes ».

M. Marchelli, qui a égratigné FO et surtout la FEIN, a jugé le patronat endormi. Mais il a décollé ses principales flèches à M. Séguin tant à propos de la suppression de l'autorisation de licenciement et de la Sécurité sociale — il lui reproche de

noyer le poisson en multipliant les commissions et les sous-commissions — que de l'emploi : « Nous regrettons la précipitation et la maladresse du ministre des affaires sociales, qui aurait dû négocier ces « petits boulois » avant de les lancer en pâture à l'opinion publique. » Résultat : cette dernière les assimile à « une nouvelle régression sociale ».

Pour autant, le président de la CGC n'est pas hostile au traitement social s'il constitue une « forte dose de formation professionnelle ». Et il n'est pas très éloigné de M. Maire quand il affirme : « Tout doit être tenté pour évacuer le plus rapidement possible le maximum d'individus de l'état chronique et malsain du chômage, même si l'emploi offert n'est provisoirement pas satisfaisant au regard des dispositions classiques du code du travail ou des conventions collectives. » M. Marchelli s'est montré plus incisif — et plus menaçant à moyen terme, l'impératif du redressement lui faisant écarter dans l'immédiat toute « rupture » de la concertation avec le pouvoir en place — sur les mesures fiscales pour 1987. Des « sacrifices » pour l'emploi oui, mais... plus sur un pouvoir d'achat entamé depuis vingt ans. Il a dénoncé ainsi cette « force malsaine et grotesque » consistant à annoncer une baisse de 3 % de l'impôt en 1987 alors qu'on augmente par ailleurs les prélèvements sociaux. « Il serait regrettable que nous soyons obligés de refaire nos comptes lors de la prochaine échéance électorale », a-t-il averti.

Dernière pomme de discorde : la timidité réelle ou supposée du gouvernement sur la participation sous la pression des « lobbies patronaux ». La présence des salariés dans les conseils d'administration, a-t-il souligné, n'est pas un crime de lèse-pouvoir patronal. C'est aujourd'hui un acte de bon sens et un engagement pour assurer notre avenir commun. Sans une « volonté de propagation de la participation », qui ne doit pas résulter de la seule initiative patronale, la lutte de classes demeurera et la bataille économique sera perdue.

M. Marchelli a ainsi placé la majorité en contradiction avec son propre discours libéral. En envisageant d'organiser des assises nationales de la participation et du partenariat avant les élections présidentielles, il a implicitement agité la menace de la sanction électorale d'une éventuelle timidité. Le « chaud » (relatif) de la CGC en 1986 pourrait se transformer en « froid » (éventuel) en 1988. Même si, dit M. Marchelli, « nous risquons de ne plus avoir le temps de nous payer le luxe de nouvelles alternances politiques ». Pour cause de retard économique.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) A propos des attentats terroristes, M. Marchelli, qui souhaite un sommet syndical sur ce sujet, a fait part de sa « confiance » au gouvernement.

American Airlines.
Le seul vol
quotidien
sans escale
Paris-Orly/
Chicago.

Et la seule
compagnie
aérienne
transatlantique
ayant des
correspondances
vers 190 villes
aux USA, Canada,
Mexique
et Caraïbes.



Doyle Dane Bernbach

American Airlines.
The American Airline®

Contactez votre agence de voyages
ou appelez-nous au : 47.23.00.35.

★ La compagnie typiquement américaine.

La perfection dans tout le répertoire

NEC, c'est une gamme complète d'imprimantes matricielles 24 aiguilles, reconnues pour leur qualité, leur rapidité et leur fiabilité.

Les imprimantes NEC P6 - P7 : de remarquables interprètes dans tous les registres de l'impression, 216 CPS - 80/132 colonnes.

L'imprimante NEC P5 : la virtuose du traitement de texte, 264 CPS - 132 colonnes - 8 K buffer.

NEC
Les Grands Interprètes

Vous pouvez voir et essayer les imprimantes NEC chez :

ISTA
RN 186 - La Boursière - 92357 LE PLESSIS ROBINSON
Tél. : (1) 46.30.21.46

هكذا من الامم

حكايا من الاصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



WAGONS-LITS

Le volume d'affaires réalisé par le groupe au cours du premier semestre 1986, par branche d'activité, a été le suivant (en milliards de francs belges) :

Secteur ferroviaire	5,2
Secteur hôtellerie	6,9
Secteur restauration	12,7
TOTAL	24,8
Secteur tourisme	28,0

A l'exception du secteur ferroviaire, dont le volume d'affaires est identique à celui du premier semestre 1985, les autres branches d'activité progressent par rapport à l'an dernier de :

- 6 % pour la restauration ;
- 8 % pour l'hôtellerie et le tourisme.

Quant à l'hôtellerie, l'environnement assez peu favorable provoqué en Europe par la baisse du trafic en provenance des USA, risque de ralentir sa progression au cours du deuxième semestre.

Grâce aux efforts de gestion entreprise, ainsi qu'à l'amélioration des produits financiers liés en partie à l'augmentation de capital, le résultat net de l'exercice (par du groupe) pourrait globalement atteindre le niveau prévu de 800 millions de FB.



MMB

Le conseil d'administration de la société MMB proposera à l'assemblée générale mixte des actionnaires, convoquée pour le 23 octobre 1986 :

- de ratifier l'apport à MMB par la société Arjil, dont le capital est contrôlé par M. Jean-Luc Lagardère, de sa participation de 16,5 % dans le capital de la société Maris, laquelle contrôle majoritairement le groupe Hachette. En rémunération de l'apport, MMB émettra des actions nouvelles à raison de 2,5 actions MMB pour 1 action Maris reçue. Compte tenu de ce mouvement, la société Arjil détiendra 33,37 % du capital de MMB, qui elle-même possèdera 36,5 % de celui de Maris. La société Arjil sera alors le principal actionnaire de la société MMB ;
- d'autoriser le conseil à procéder à un renforcement des fonds propres de la société MMB par voie d'augmentation de capital en numéraire, d'émission de certificats d'investissement ou encore d'obligations remboursables en certificats d'investissement.

A la suite de ces deux opérations, la société MMB disposera des moyens financiers et d'un actionariat propres à en faire le pôle d'un groupe puissant, profondément ancré dans le domaine des médias et de la communication et capable d'investir tant dans le développement de celui-ci qu'au-delà, dans des prises de participation à caractère industriel et directement opérationnelles dont MMB assurera l'animation. En présence de la dimension qu'elle acquerra ainsi, la société sollicitera alors des autorités boursières son admission à la cote officielle (marché à règlement mensuel).

CREEKS

LE STYLE DES 15/25 ANS

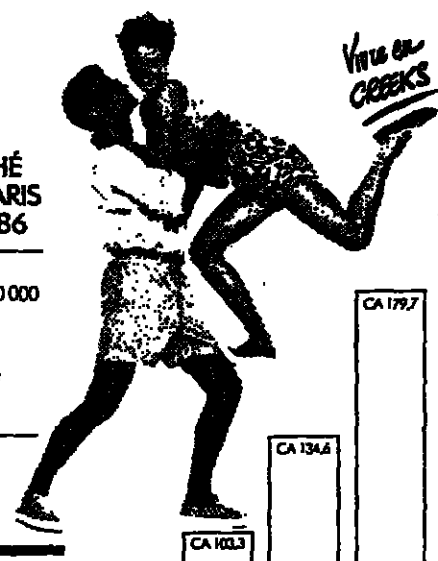
AU SECOND MARCHÉ DE LA BOURSE DE PARIS LE 30 SEPTEMBRE 1986

Prix d'offre minimum : F 330
Nombre d'actions offertes : 70 000

Introductions
Crédit Lyonnais
Charge Nivard, Flomoy et Cie

Bolo du 15 septembre 1986

UNE SOCIÉTÉ A FORTE CROISSANCE



L'Européenne de Banque

RESULTATS AU 30 JUIN 1986

L'EUROPÉENNE DE BANQUE, qui a réalisé l'année dernière son premier exercice bénéficiaire depuis 1980, poursuit cette année son redressement et en accélère le rythme.

Le bénéfice brut d'exploitation après amortissements, du groupe, qui comprend la Banque et ses filiales Nord Financier, Lafitte Investissement et la Compagnie Commerciale et Financière Européenne de Monaco, atteint à la fin du 1^{er} semestre 64 millions de francs alors qu'il ne dépassait pas 27 millions au 30 juin 1985 et que le montant correspondant pour toute l'année 1985 était de 67 millions.

Une partie importante des progrès accomplis est due aux activités de placement de produits financiers et de gestion de patrimoines, qui sont des spécialités traditionnelles de la Banque et ont été exceptionnellement favorables cette année. En particulier, le réseau de placement de produits financiers Lafitte Investissement, qui exerce son activité dans toute la France et complète les 17 succursales de la Banque, a réalisé, au cours de ce premier semestre, un chiffre d'affaires de 900 millions de francs, en hausse de 44 % par rapport au 30 juin 1985.

Les autres activités du groupe, notamment les opérations commerciales en France, évoluent également de manière favorable.

Marchés financiers

PARIS, 22 septembre ↓
Incertitude : - 0,26 %

À la Bourse, on ne sait plus sur quel pied danser. Après la forte hausse enregistrée vendredi dernier (+ 2,56), le marché a de nouveau baissé. Mais de façon modérée. En fin de séance l'indice cédait 0,26 %.

Après la forte hausse de l'été, les marchés boursiers sont devenus très volatiles. Ils sont à la recherche d'un nouveau souffle.

Pour l'instant les événements monétaires ne sont pas de nature à les rassurer pleinement. Certes l'accord intervenu en week-end entre les ministres des finances de la CEE pour défendre les intérêts au sein du SME a été bien accueilli à la Corbeille. Mais, lundi, ce ne sont pas les valeurs qui ont bénéficié du retour de confiance.

En effet, à Londres, le métal jaune a fait un bond spectaculaire, passant de 430 dollars à 443 dollars, un cours record depuis quatre ans.

À Paris, le lingot a gagné 3 250 F à 92 160 F et le napoleon 5 F à 554 F.

L'once d'or traitée à 431,32 dollars, contre 423,31 dollars vendredi. Depuis le 1^{er} septembre, le métal fin a donc gagné 40 dollars.

Pour la réponse des primes, les ventes ont été dans l'ensemble modérées. À noter au passage qu'en quatre semaines les valeurs françaises ont perdu 4 % environ.

Schneider a perdu 10 % à 612 F, des analystes estiment le titre 30 % trop cher. Parafarma a cédé 6,6 % et le Compagnie des Entrepreneurs 6 %.

Rend de 15 d'IFB, 14,7 % de Via Banque et de 4 % de TWT. Le Club Méditerranée a baissé de 3 % et Estor de 2,8 %.

À l'inverse, Eurochemie a gagné 9 %, Majorie 8,2 % et Bongrain 6 %. Grande fermes du Saint-Louis (+ 5,9 %) et des Pêcheurs de la Côte (+ 3 %).

Au comptant, des valeurs étrangères, haussées des mines d'or dans le sillage du métal fin. Xerox a progressé de 3,7 % et Générale de Belgique de 3,5 % à 461 F.

Le marché obligataire et le MATIF restent orientés à la baisse.

NEW-YORK, 22 septembre ↑
Nette reprise

Wall Street a enregistré, le 22 septembre, dans un marché calme, sa meilleure reprise depuis le 4 septembre, bénéficiant à la fois de rachats techniques et d'une détente des taux d'intérêt obligataires. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a clôturé à 1 793,45, soit un gain de 30,80 points. Le volume des transactions a porté sur 126 millions d'actions, contre 153,860 millions les de la précédente séance.

Avant le Big Board, les analystes ont attribué ce regain au soulagement des investisseurs, Wall Street ayant surmonté sans grand dommage, le 19 septembre, l'explosion d'une série d'opérations sur les indices et titres boursiers.

Une baisse des taux d'intérêt sur le marché du crédit a aussi ralenti la tendance. Les opérateurs attendaient cependant la publication, prévue pour le 23 septembre, de statistiques sur les prix de détail et les commandes de biens durables, afin de se faire une meilleure opinion sur le sentier réel de l'économie américaine.

Parmi les titres les plus traités figuraient US X Corp. (10,53 millions d'échanges), Commonwealth Edison (2,84 millions) et Moca (1,605 millions).

VALEURS	Cours du 22 sept.	Cours du 21 sept.
Alcoa	38 5/8	38 3/4
A.T.T.	56 1/4	56 3/4
Bell	38 1/2	37 3/4
Chemical Bank	38 1/2	37 3/4
Eastman Kodak	53	53 3/4
Exxon	68 3/8	68 1/2
IBM	71 1/4	71 1/4
General Electric	68 5/8	68 7/8
General Motors	68 5/8	68 7/8
Goldman Sachs	127	126 5/8
IBM	48 1/2	48 3/8
Intel	48 1/2	48 3/8
Johnson & Johnson	58 3/8	58 1/8
McDonald's	32 1/2	32 1/2
Merck	57 1/8	57 1/8
Microsoft	21 3/8	21 1/4
U.S. X Corp.	25 1/8	25 3/8
U.S. Steel	32 3/4	32 1/8

CHANGES

PARIS

Dollar : 6,86 F ↑

La reprise du dollar, amorcée lundi 22 septembre après la déclaration des Douanes de l'Europe, marquant leur volonté de stopper le balancement de cette devise, a été consolidée mardi 23, dans l'attente de la réunion des G7 à Washington en fin de semaine. Le dollar américain à Paris s'est maintenu aux environs de 3,2730 F, en repli sur les cours de la veille du week-end.

FRANCFORT 22 sept. 23 sept.
Dollar (en DM) 243 243
Tokyo 22 sept. 23 sept.
Dollar (en yen) 153,69 153,69

MARCHÉ MONÉTAIRE (cote privée)
Paris (23 sept.) 7 1/16 %
New-York (22 sept.) 5 15/16 %

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

19 sept. 22 sept.
Valeurs françaises : 145
Valeurs étrangères : 124,3
C^o des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)
Indice général : 388,2 388,1

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

17 sept. 18 sept.
Industrielles : 1 762,76 1 793,45

LONDRES

(indice «Financial Times»)

18 sept. 19 sept.
Industrielles : 1 268,1 1 282,5

Mines d'or : 331,2 327,8

Fonds d'Etat : 94,28 93,98

TOKYO

22 sept. 23 sept.
Nikkei : 17 763,3 17 763,3

Indice général : 1 438,3 1 438,3

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 22 septembre

Nombre de contrats : 3 840

COURS	Echéances			
	Sept. 86	Déc. 86	Mars 87	Juin 87
Dernier	110,55	111,60	111,55	111,20
Précédent	110,70	111,25	111,20	111,45

AUTOUR DE LA CORBEILLE

ACCORD EQUIPEMENT-OLIVETTI - Au terme d'un accord récemment conclu, le groupe Bell Equipement et Olivetti ont transféré dans une commune de location, Lorient, un établissement de crédit, et paré son capital à 7,5 millions de francs (51 % Olivetti, 49 % groupe Bell Equipement). Immochem, société spécialisée du groupe Bell Equipement, assure la gestion de cette société pour le groupe comptable des techniques financières : location, crédit et crédit bail.

Pour accompagner son développement, Bell Equipement procède actuellement à une émission d'actions au prix de 420 F, à concurrence d'une action nouvelle pour cinq actions anciennes.

HAUSSE DU BÉNÉFICE NET DE ELIF ANTARGAZ - Le bénéfice net de la société Elif Antargaz, au premier semestre 1986, s'est établi à 52,5 millions de francs, contre 30 millions de francs l'an passé à la même époque. Ces chiffres tiennent compte des résultats exceptionnels, comparables pour l'essentiel à des profits sur cession d'actifs, qui ressort à 28,7 millions de francs.



Banque Européenne d'Investissement

INSTITUTION DE DROIT PUBLIC CRÉE PAR LE TRAITÉ DE ROME ÉTABLISSANT LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

Siège provisoire : 100, boulevard Konrad Adenauer à Luxembourg
Capital : 28.800.000.000 d'Ecus

EMPRUNT 7,20 % SEPTEMBRE 1986 DE F 1,5 MILLIARD NOMINAL

REPRÉSENTÉ PAR 300.000 OBLIGATIONS DE F 5.000 NOMINAL

Prix d'émission : 97,50 %, soit F 4.965 par titre.
Date de jouissance et de règlement : 6 octobre 1986.

Taux de rendement actuariel brut au règlement :

7,60 %

Durée : 10 ans.

Amortissement normal : Les obligations seront amorties en totalité le 6.10.1996 par remboursement au pair. Avant ce terme, il sera procédé en fonction des conditions du marché, au cours des 5 premières années à des

amortissements annuels par rachats en Bourse, portant au total sur un maximum de 90.000 obligations de manière à amortir :
24.000 actions la première année,
21.000 actions la deuxième année,
18.000 actions la troisième année,
15.000 actions la quatrième année,
12.000 actions la cinquième année.

Amortissement anticipé : Possibilité de remboursement anticipé au gré de l'emprunteur à la fin des 7^e, 8^e et 9^e années au pair avec un coupon d'intérêt majoré.

Régime fiscal : En vertu de l'article 6, paragraphe 2 de la loi française N° 95-585 du 12 juillet 1985, les titres du présent emprunt sont assimilés à des obligations françaises pour l'application de la retenue à la source.

S'agissant d'un emprunt émis en France et en vertu de l'article 28 de la loi de finances rectificative du 12 juillet 1985, les intérêts du présent emprunt, versés à des bénéficiaires ayant ou non leur domicile fiscal en France, sont exonérés de la retenue à la source prévue par l'article 10 B du Code Général des Impôts. Le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

Cotation : à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

Une fiche d'information qui a reçu le visa 86.317 du 18.9.1986 de la Commission des Opérations de Bourse, a été publiée par l'Agence Economique et Financière du 22 septembre 1986.

SACILOR communique :

En vue de reconstruire les capitaux propres de la société, séparée de 20 905 MF à fin 1985, le Conseil d'administration de SACILOR, réuni le 19 septembre 1986, a décidé de soumettre à une prochaine assemblée générale extraordinaire des actionnaires les mesures suivantes :

a) Réduction à zéro du capital social, préalablement porté de 1 458 MF à 4 600 MF par conversion d'obligations convertibles en actions par l'Etat au Fonds d'Investissement Siderurgique (F.I.S.) ; cette réduction de capital sera réalisée par voie d'annulation de la totalité des actions de 100 F composant le capital de 4 600 MF. Tous les actionnaires conserveront le droit de souscrire préférentiellement à l'augmentation de capital qui suit et qui constitue la condition suspensive de cette opération, à raison de 6 actions nouvelles pour une ancienne.

b) Augmentation de capital ouverte au public de 26 676 MF, par émission au pair de 266 760 000 actions nouvelles de 100 F, à libérer intégralement à la souscription en espèces ou par compensation de créances. L'Etat, principal actionnaire de SACILOR avec 91,8 % du capital actuel, a d'ores et déjà fait connaître son intention d'assurer la bonne fin de cette augmentation de capital. Compte tenu des modalités de la réduction de capital qui suit, la souscription portera obligatoirement sur 18 actions ou un multiple de ce nombre.

c) Deuxième réduction de capital, ramenant ce dernier de 26 676 MF à 1 482 MF, qui permettra d'apurer le solde des pertes cumulées au 31 décembre 1985 et de constituer une réserve. Cette deuxième réduction de capital sera réalisée par voie de réduction du nombre des actions et échange de 18 actions de 100 F souscrites au titre de l'augmentation de capital précédente contre une action nouvelle de 100 F.

Conformément à la réglementation, un avis sera publié au B.A.L.O. comportant notamment le texte des projets de résolutions qui seront soumis à l'assemblée générale extraordinaire.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-81-82, poste 4330

Pillo-Pak

Déposez moins, protégez plus !... avec l'enduit simple face Pillo 77

40 % MOINS CHER

Remarque en France, le Pillo 77 est un produit simple, largement utilisé en Belgique, et même un gagnant historique. Il assure une protection efficace de vos surfaces (100 cm² couverts par mètre en fin de rouleau) à la qualité 400 g/m².

Buhrman Emballage • Tel. (0) 472.92.94

Tout Albert 1^{er} - 65, rue de Colmar - 92507 Nanterre-Malakoff Cedex • Tél. 202.64.00

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

22 SEPTEMBRE

**Cours relevé
à 17 h 35**

[illegible]

Comptant (reflection)

Second marché (inflation)

VALEURS										% du nom.		% du coupon		VALEURS		Cours préc.		Dernier cours		VALEURS		Cours préc.		Dernier cours		VALEURS		Cours préc.		Dernier cours		VALEURS		Cours préc.		Dernier cours					
Obligations										Chem.		842		876		110		Métal Délév.		413		413		A.E.G.		1320		1300		Dow Jones		1700		1768		Molins		200		291 10	
Emp. 7 1/2 1973										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 8 1/2 1977										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 9 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 10 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 11 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 12 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 13 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 14 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 15 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 16 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 17 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 18 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 19 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 20 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 21 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 22 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 23 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 24 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 25 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 26 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 27 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 28 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 29 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 30 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 31 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 32 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 33 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 34 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 35 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 36 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 37 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 38 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 39 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 40 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 41 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 42 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 43 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 44 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 45 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 46 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 47 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 48 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 49 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 50 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 51 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 52 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 53 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 54 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 55 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 56 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 57 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 58 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 59 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 60 1/2 1980										Café Ind. Eij		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160		1160	
Emp. 61 1/2 1980																																									

SICAV (reflection)

22/9

[illegible]

Droits et bons

Cote des changes

Marché libre de l'or

VALEURS		Cours	Dernier	COURS OFFICIEL		COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES		COURS		COURS	
			cours	préc.	22/9	préc.	22/9	Achet	Vente			préc.	22/9		
Attribution															
Air Liquide	28	231		8 532	8 838	6 350	8 900			Or fin (à la tonne)	26550	91800			
Chemins de fer	13	131		8 862	8 860	9 177	9 377			Or fin (au gramme)	26550	91800			
Créd. Foncier France	257	238		327 600	327 280	315	307			Pièces de 100 francs	548	504			
Premier Paris	287	233		158 790	158 791	15 150	16			Pièces de 50 francs	118	112			
Total	10 80	10 85		288 900	288 900	32 500	288			Pièces de 20 francs	578	503			
Subscription															
Or fin (à la tonne)				8 532	8 838	8 850	8 900			Pièces de 10 francs	320	320			
Or fin (au gramme)				8 862	8 860	9 177	9 377			Pièces de 5 francs	162	162			
Pièces de 100 francs				548	504					Pièces de 2 francs	32	32			
Pièces de 50 francs				118	112					Pièces de 1 franc	16	16			
Pièces de 20 francs				578	503					Pièces de 50 centimes	32	32			
Pièces de 10 francs				320	320					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 francs				162	162					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 2 francs				32	32					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 1 franc				16	16					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 50 centimes				32	32					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			
Pièces de 25 centimes				16	16					Pièces de 5 centimes	1	1			
Pièces de 10 centimes				3	3					Pièces de 25 centimes	16	16			
Pièces de 5 centimes				1	1					Pièces de 10 centimes	3	3			

c : coupon détaché
o : offert
• : droit détaché
d : demandé
◆ : prix précédent
★ : marché continu.

هكذا من الاحل

هكذا من الاصل

Les attentats dans la région parisienne

E. P.

CLAUDE SARRAUTE.

N.T.
 e velocità
 a 31.500.000.

SILF COLARE TUTTE
 LE VOSTRE AVVENTURE:
 DORVILLE, THOMSON, COMPAG...
 02.23.65.65